

# Arts et Spectacles : « Egyptomania »

## Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15234 - 7 F

JEUDI 20 JANVIER 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Illogisme en Bosnie

La politique internationale vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine est aussi malaisément décryptable que l'imbricatio yougoslave lui-même. Convulsive, errante, cette politique ne paraît soumise à aucune logique véritable et semble dépendre, le plus souvent, de seules contingences de politique intérieure. De même ne répond-elle visiblement à aucun projet structuré. Deux exemples viennent illustrer l'incohérence dans laquelle la communauté internationale - au premier rang de laquelle la France - s'enfonce toujours plus face aux conflits yougoslaves.

Il y a à peine dix jours, l'heure était aux martiales démonstrations de force. C'était à Bruxelles, au sommet de l'OTAN. Là, la France se targuait d'avoir fait violence à ses quinze partenaires de l'Alliance pour que celle-ci se saisisse de la question bosnienne et les pousse à brandir la menace de frappes aériennes contre les forces serbes si elles continuaient à ne pas entendre raison - menace présente, en fait, depuis août dernier. Aujourd'hui à Genève, où médiateurs et belligérants s'échangent une fois de plus autour de cartes improbables, le ton est exactement inverse, et les responsables de l'ONU font bien comprendre que l'utilisation de la force n'est pas de mise. Ainsi, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Yasushi Akashi, s'est-il prononcé contre l'utilisation de frappes aériennes...

Il y a également l'affaire Cot. Pour avoir critiqué l'attitude de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie et avoir voulu déposer Boutros Boutros-Ghali d'une prérogative - le pouvoir de déclencher des frappes aériennes - que le Conseil de sécurité lui avait octroyée, le général français se voit purgé et simplement remercié.

Dans un premier temps, le gouvernement français - MM. Juppé et Létard en tête - avait manifesté un soutien appuyé au chef des « casques bleus ». Sans doute ne se souvenait-on pas à Paris que la France avait été la première, quelques mois auparavant, à se battre pour que ce pouvoir de frappe revienne exclusivement à M. Boutros-Ghali. Aujourd'hui, alors que le gouvernement français a accepté le rappel du général Cot, celui-ci doit méditer sur la cohérence des hommes politiques.

On comprend mieux, au vu de ces errements, la désinvolture avec laquelle les Serbes prennent les menaces occidentales, et l'attitude des autres parties belligérantes qui entendent maintenant faire valoir leurs intérêts par l'usage de la force. Accumulation d'erreurs, de ratés, de palinodies, la politique des grandes puissances vis-à-vis du drame yougoslave tourne à la dérision. Entre les discours contradictoires apparaît une vérité cruelle : la souffrance humaine n'a jamais déterminé le comportement des grandes nations.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0120 0 - 7.00 F



### Formation, chômage, assurance-maladie

## Edouard Balladur est contraint d'accélérer les réformes sociales

Edouard Balladur a présidé, mercredi 19 janvier, un comité interministériel sur la politique économique, qui devait être suivi, le lendemain, d'un deuxième comité, consacré à l'assurance-maladie, et, le 25 janvier, d'un troisième, portant sur l'emploi. Un séminaire gouvernemental aura lieu à la fin du mois.

La leçon a été comprise. Edouard Balladur est bien décidé à ne plus faire d'entorse à sa méthode traditionnelle. Plus de décision sans concertation, au moins apparente. Plus de réforme qui ne soit admise par une large majorité de l'opinion. Plus de passage en force. Le calendrier gouvernemental de la fin du mois va permettre au premier ministre de prouver qu'il reprend ses habitudes de travail, habitudes qui lui ont si bien réussi depuis son installation à Matignon, comme le confirment toutes les enquêtes d'opinion, y compris les plus récentes.

Ce retour au premier plan de l'actualité des préoccupations essentielles d'Edouard Balladur -

Même si ces réunions étaient prévues avant l'échec de la révision de la loi Falloux, le premier ministre entend ainsi montrer qu'en dépit du revers qu'il vient de subir à l'école, il est déterminé à appliquer son programme de réformes sur des dossiers aussi urgents que la formation, le chômage et la protection sociale.

et des Français -, le chômage et le sauvetage de la protection sociale, n'est pas un artifice de communication. Depuis le début de l'année, Matignon avait programmé une série de réunions pour la mi-janvier : mercredi 19, un comité interministériel sur la politique économique ; jeudi 20, un autre sur l'assurance-maladie ; mardi 25, un troisième sur l'emploi ; le tout devant être synthétisé par un séminaire gouvernemental à la fin du mois pour associer l'ensemble des ministres aux décisions prises et bâtir le programme législatif des mois à venir, chacun des membres du gouvernement ayant déjà transmis au premier ministre ses propositions en la matière. Mais tout

THIERRY BRÉHIER  
Lire la suite page 8

## Le Rhône en libre cours

Dix-huit barrages entre la Suisse et la mer n'ont pas dompté le fleuve qui vient de submerger la Camargue

LYON

de notre envoyé spécial

De son poste opératoire à clavier alphanumérique, le chef de quart à sous les yeux le schéma des douze « aménagements hydrauliques » qui enserrant le Rhône de Bâle à Beaucaire. Des chiffres lumineux défilent en un ballet vertigineux, indiquant en temps réel les débits, volumes d'écoulement, niveaux de retenue et toutes les données qui permettent de suivre le comportement du fleuve minute par minute. En période de crue, le poste de surveillance hydraulique de Châteauneuf-du-Rhône (Drôme) doit être particulièrement attentif pour régler au plus près les débits des barrages. La moindre erreur pourrait coûter cher à la Compagnie nationale du Rhône (CNR), qui exploite avec EDF les dix-huit ouvrages construits depuis 1948 entre Genève et Beaucaire.

A visiter ce poste de commandement et à contempler une carte des aménagements hydrauliques du bassin rhodanien, on a l'impression que le fleuve est entièrement endigué, canalisé et turbiné, jusque dans ses affluents les plus éloignés. Pas de doute : on a affaire à un réseau totalement contrôlé par les ingénieurs. On comprend mieux pourquoi les riverains de la basse vallée, qui n'avaient pas connu d'inondation majeure depuis 1951, se croyaient à l'abri des caprices d'un fleuve maîtrisé.

Lourde erreur ! « Le Rhône est un fleuve furieux, pas du tout domestiqué », constate Jacques Lecornu, directeur d'exploitation de la CNR à Lyon. « Les ouvrages de retenue ? Un verre d'eau pour vider une piscine ! », ajoute Maurice Ferdinand, délégué régional d'EDF en Rhône-Alpes. L'équipement actuel du Rhône, qu'on se le dise, n'est absolument pas destiné à contenir ni même à limiter si peu que ce soit les crues. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, en effet, les gros débits sont l'ennemi des

exploitants de la CNR et d'EDF. Car les crues gênent la Compagnie dans les trois missions historiques qui lui ont été confiées par l'Etat : la navigation, la production d'électricité et l'irrigation.

En période de hautes eaux, la navigation devient difficile et, au-delà d'un certain débit, elle est interdite à la plaisance, aux bateaux de passagers, et tolérée pour les navires de commerce « à leurs risques et périls ». La production d'électricité, paradoxalement, diminue aussi en période de crue, car il n'est plus aussi intéressant de turbiner lorsque le niveau général du fleuve est trop haut (la pente de chute au barrage diminue et fait donc baisser le rendement des turbines). Quant à l'irrigation, elle n'est évidemment pas à l'ordre du jour en période de crue, sinon bien involontairement et en dehors de tout contrôle.

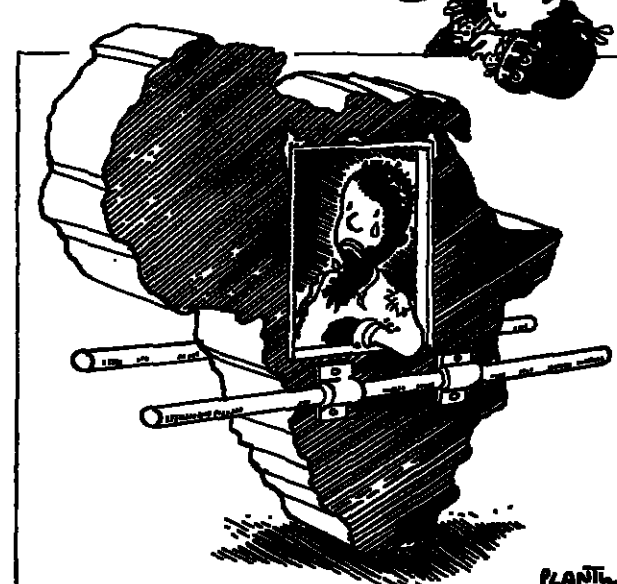
Il faut donc l'admettre : « Les barrages de la CNR n'ont aucune incidence sur les crues », comme le souligne Dominique Feuillas, directeur adjoint du groupement d'exploitation EDF de Montélimar. Lorsque les débits dépassent 6 000 mètres cubes par seconde dans le Rhône, les barrages au fil de l'eau deviennent « transparents », c'est-à-dire qu'ils laissent passer instantanément tout ce qu'ils reçoivent. Stocker l'eau en période de crue est pour ces ouvrages rigoureusement impossible, puisqu'ils n'ont aucune capacité de retenue. « Si on turbinait 1 900 mètres cubes par seconde, au lieu de 2 000, le niveau derrière le barrage monte de 7 centimètres en une heure », précise le chef d'usine de Bourg-lès-Valence. C'est beaucoup trop risqué pour nos ouvrages. De fait, les barrages sur le Rhône ont très peu de marge pour leur niveau de retenue : 40 centimètres au maximum en période d'étiage, et quelques centimètres seulement en période de hautes eaux.

ROGER CANS  
Lire la suite page 12

## France-Afrique : la coopération dévaluée

Paris est accusé d'avoir lâché ses anciennes colonies en sacrifiant le franc CFA

TROP LOURD À PORTER !



Les palabres durèrent quarante-huit heures. A court d'arguments, le président Omar Bongo fit valoir qu'une dévaluation ne pouvait être annoncée qu'un dimanche. Peine perdue : elle le fut un mardi. Paris ayant rejoint le camp du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, avocats d'une dévaluation depuis la fin des années 80, comment les chefs d'Etat africains auraient-ils pu résister à la pression ?

« La grande sœur a pris un sacré coup de vieux », admettait le lendemain, à son retour de Dakar, un officiel français auquel on demandait si la France avait « lâché » ses « petits frères » africains. Le sommet des 10 et 11 janvier, qui a abouti à la dévaluation de 50 % du franc CFA dans treize pays de la zone franc (le Monde du 13 janvier), marque en effet un tournant dans l'histoire des relations franco-africaines.

La France, qui avait toujours promis à ses partenaires afri-

cains qu'elle s'opposerait à la dévaluation, a fini par s'incliner devant les institutions monétaires internationales. Son engagement financier n'a certes pas diminué. Mais un symbole disparaît, et avec lui un lien sentimental. « Trahison ! », crient les capitales africaines. « Abandon ! », renchérissent les vieux amis français de l'Afrique. « Décision inéluctable », « électrochoc salutaire », « logique incontournable », rétorquent les cercles officiels, en reconnaissant que le pari est risqué. « Si l'opération échoue, la France n'aura pas d'autre solution que de se désengager », avoue l'un de ses artisans.

« L'Afrique est le seul continent qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens, le seul où elle peut encore, avec ses hommes, changer le cours de l'histoire », affirmait en 1979 Louis de Guiringaud.

MARIE-PIERRE SUTBIL  
Lire la suite page 7

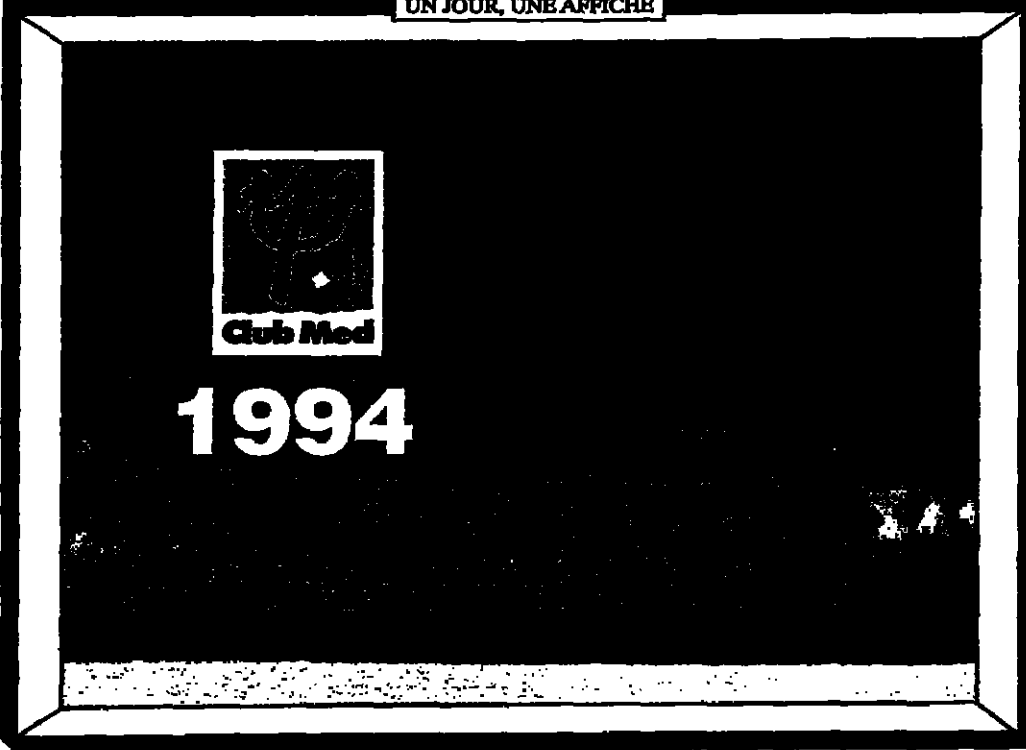
### Le Louvre saisi par l'égyptomanie

Le 22 janvier s'ouvrira dans le Hall Napoléon du Louvre l'exposition Egyptomania. On y découvrira, à travers les arts plastiques, la musique, le cinéma, l'histoire de cette fascination qui, depuis le dix-huitième siècle, saisit l'Europe à chaque fois qu'elle se tourne vers l'Egypte. Cette exposition est l'occasion de suivre les chemins compliqués d'une passion qui fut la source aussi bien de la Carthage flaubertienne de Salammbô que des défilés pharaoniques des producteurs de cinéma du monde entier. Egyptomania sera d'ailleurs l'occasion de découvrir la Femme du pharaon, un film d'Ernst Lubitsch, datant de 1921, que l'on croyait perdu.

Lire notre cahier  
« Arts et Spectacles »  
pages 1 à 14

(Publicité)

UN JOUR, UNE AFFICHE



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Algérie, 2,50 DM ; Espagne, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Andorre-Pérou, 9 F ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KND ; Espagne, 180 PTA ; S.-B., 85 p. ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FF ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 500 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

# Quand les mœurs changent le droit

par Odon Vallet

LES mœurs sont-elles en train de changer le droit ? La question se pose, en Europe et en Amérique, à propos des nombreux procès relatifs à des affaires sexuelles : viols, pédophilie ou harcèlement sexuel.

Le premier changement concerne la prescription, ce délai qui éteint les poursuites : en France, il est de trois ans pour les délits et de dix ans pour les crimes. En considérant que les victimes peuvent avoir peur de porter plainte, une vingtaine d'États des États-Unis ont déjà retardé la prescription. De même, en France, pour les mineurs victimes d'un crime (notamment de viol) commis par un membre de la famille ou une personne ayant autorité, le délai court à partir de l'âge de la majorité.

Or la prescription, aussi discutable soit-elle sur le plan de l'équité, est l'un des principes fondamentaux de la procédure pénale : la justice estime que, passé un certain temps, compte tenu de l'indivisibilité de la mémoire et de la disparition des témoins, il est impossible de juger les faits. La seule exception notable est celle de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, tels qu'ils ont été définis, en 1945, par le tribunal de Nuremberg, puis étendus aux génocides et actes inhumains systématiques par le nouveau code pénal français, et que certaines associations de protection de l'enfance voudraient voir étendre aux crimes sexuels contre les enfants.

Des faits d'ordre guerrier semblent aujourd'hui appliquer aussi cette notion d'imprescriptibilité au droit de recours contre des sanctions très anciennes prises par des États contre leurs agents. En Russie, Boris Eltsine vient de réhabiliter par décret les marins de Kronstadt, déportés et fusillés par le gouvernement de Lénine pour avoir participé à l'insurrection de 1921. En Suisse, une réhabilitation politique a déjà été obtenue et une réhabilitation judiciaire a été demandée par la fille d'un officier de police de Saint-Gall qui, durant la dernière guerre, avait sauvé la vie de nombreux juifs allemands en facilitant leur entrée sur le territoire helvétique, quitte à violer les lois suisses. En Angleterre, une procédure de réhabilitation est entamée

en faveur des « fusillés de l'aube », ces jeunes soldats anglais exécutés durant la première guerre mondiale pour « lâcheté envers l'ennemi ».

Entre les victimes des crimes sexuels et les réhabilités pour faits de guerre, au-delà des différences évidentes, il y a un point commun : le temps n'efface pas une tache, une ténacité morale que, même au-delà de la mort, la justice doit reconnaître. Selon l'expression d'un parlementaire britannique, « quand il s'agit de l'honneur d'un homme, il n'y a jamais prescription ».

Reste à savoir si cette notion d'honneur est extensible à tout le droit pénal. Autrefois, on levait un affront sur le champ par le duel. Aujourd'hui, on souhaite retrouver sa dignité, même sur le tard, pour éviter cette banalité du non-dit que Jacques Lacan nommait la forclusion. Mais le droit positif éprouve quelques réticences à ne pas clore des dossiers et il reste, dans l'ensemble, fidèle à l'héritage du droit romain : quand le magistrat prononce l'« interdix » (interdiction), il indique la querelle et défendait qu'on y revienne. Et dans ce phénomène actuel des procès-retards, on peut voir souvent un rapport entre l'infirmité des recours et le recul des interdits.

## Le développement du huis clos

Le deuxième changement qu'incluent les mœurs dans le droit est le développement du huis clos. En France, celui-ci peut être ordonné si la publicité est « dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs », et il est de droit lorsqu'une victime le demande. En pratique, il est très fréquemment prononcé en matière de viols et de délits sexuels. Or, en raison d'une définition plus extensible de l'infraction, les viols représentent, depuis 1980, une activité importante des cours d'assises : durant certaines sessions, le public n'est donc jamais admis. Il en est de même à propos des crimes et délits commis par des mineurs, dont le nombre tend à augmenter, et dont le procès ne peut faire l'objet d'aucun compte-rendu.

Si la protection des victimes ainsi que l'âge des prévenus justifient une telle discrétion, la transparence de la justice peut en souffrir. Or la publicité des audiences de tribunaux (comme celle des débats

du Parlement) est un des fondements du droit révolutionnaire et de la démocratie moderne : en réaction contre les lettres de cachet et les arbitraires de la justice royale ou féodale, la République naissante a voulu que les citoyens soient jugés devant leurs pairs.

Si les dangers du voyeurisme justifient des précautions, le droit pénal n'en est pas moins confronté à un nouveau risque, celui d'une justice confidentielle. Alors qu'elle est rendue « au nom du peuple français », celle-ci serait soupçonnée par les uns de lâcheté, par d'autres de partialité, sans qu'elle puisse se faire une opinion équilibrée. L'une des tâches principales de la justice, dans les années à venir, sera sans doute la conciliation des obligations légales de discrétion avec les obligations sociales d'information.

Un même dilemme se pose d'ailleurs à ces audiences de la justice que sont devenus les psychologues, psychothérapeutes et psychanalystes, dont le rapport au secret n'est pas clairement établi dans tous les pays : on ne sait pas juste dans quelle mesure ils sont tenus à un secret professionnel qui, juridiquement, s'inspirerait du secret médical ou du secret de la confession. En Amérique, certains thérapeutes ont dénoncé à la justice des violences sexuelles dont avaient été victimes leurs patients mineurs. Faut-il alors préférer une dénonciation non déontologique à un silence par trop complexe ? L'enjeu n'est rien de moins que le positionnement de la « planète psy » dans le monde judiciaire.

Le troisième changement lié aux mœurs concerne l'âge de la majorité pénale et d'un appât de biens matériels ne surgissent chez les mineurs que par référence au monde adulte : tel chevalier d'industrie sert de voleur modèle et telle vedette sportive de voleur-étalon. Le droit pénal n'y peut rien : la portée exemplaire de la peine n'égale pas la valeur éducatrice des aînés.

Mais, aujourd'hui, la crise de l'école, l'abaissement de l'âge de la puberté ainsi que l'irruption du monde adulte dans la jeunesse par l'intermédiaire des médias remettent en cause certains de ces dispositifs protecteurs : aux yeux de l'opinion, les mineurs deviennent moins victimes que coupables. Aux États-Unis, devant la recrudescence des viols et des meurtres commis par de très jeunes garçons, des hommes politiques demandent qu'on leur applique les mêmes dispositions répressives qu'aux adultes : on ne saurait vouloir en même temps préserver l'innocence et absoudre la délinquance. Le latin faisait dériver d'une même racine et la même idée de force jeune le viol et la vertu : le premier était une fougue guerrière. Et devant nos « guerres des banlieues », des voix s'élèvent pour qu'on traite les jeunes délinquants en criminels endurcis.

Mais si l'on peut comprendre ces réactions, il y a là le risque d'un retour à un droit impitoyable, balayant l'excuse atténuante de la minorité et transformant la justice des plus vieux en vengeance du plus fort. Paradoxalement, notre société, qui a le culte de la jeunesse, ne pourrait se défendre contre celle-ci qu'en l'enfermant. Or les violences nées d'un besoin de jouissance et d'un appât de biens matériels ne surgissent chez les mineurs que par référence au monde adulte : tel chevalier d'industrie sert de voleur modèle et telle vedette sportive de voleur-étalon. Le droit pénal n'y peut rien : la portée exemplaire de la peine n'égale pas la valeur éducatrice des aînés.

## Pudor sans frontières

Le dernier changement touche l'extraterritorialité des poursuites. C'est encore la pédophilie qui en est à l'origine : dans des pays comme le Norvège, l'Allemagne ou la France, des lois permettent de poursuivre dans leur pays des personnes coupables à l'étranger (notamment dans certains pays d'Asie ou d'Amérique latine) de délits sexuels avec des enfants. En application de l'article 34 de la Convention internationale des droits de l'enfant, des accords bilatéraux pour l'extradition et le jugement des délinquants pourraient être signés.

Cette internationalisation de la répression, différente des procédures d'extradition ou d'entraide judiciaire existantes, aussi souhaitable soit-elle sur le plan éthique, n'en soulève pas moins de nombreux problèmes juridiques, s'agissant de coopération entre des pays où les lois pénales sont fort différentes. Mais surtout, en toute équité, on devrait l'étendre aux chefs d'entreprise des pays développés qui font travailler dans le tiers-monde des jeunes enfants dans des conditions proches de l'esclavage : la lutte contre l'exploitation de l'enfance ne saurait faire deux poids et deux mesures entre les adultes et les usines.

Mais est-on vraiment prêt à aller jusque-là ? Les comportements dégradants ne datent pas d'hier, mais on demande aujourd'hui au droit de remplacer la morale impuissante. Même le droit canonique est sollicité, et certains évêques nord-américains ont demandé son durcissement afin de mettre fin au scandale des milliers d'enfants victimes de prêtres pédophiles : l'un des prélat est allé, procédure unique dans l'histoire contemporaine, jusqu'à démettre de leurs fonctions tous les religieux de son diocèse et à ne leur confier de nouvelles missions que contre un engagement écrit de totale abstinence à l'égard des mineurs. D'autres évêques demandent qu'on profite de ce scandale pour mettre fin à la loi quasi millénaire du célibat ecclésiastique.

Montesquieu disait que « lorsqu'on veut changer les mœurs et les manières, il ne faut pas les changer par des lois ». On n'en est inquiet qu'on s'en félicite, notre époque souhaite au contraire retrouver des principes en développant le droit.

► Odon Vallet enseigne aux universités Paris-I et Paris-VII.

# Qui gouverne la France ?

Les Français ayant tendance à tout attendre de l'État, il est important de savoir où se situe le pouvoir. Celui-ci n'est pas toujours où on l'attend le plus. Et sa réalité dépend beaucoup des circonstances politiques et de la stratégie des individus.

« Qui gouverne la France ? » Cette question, posée par la revue *Pouvoirs*, est d'autant plus pertinente que les Français, comme le rappelle le sociologue américain Stanley Hoffmann, ont la réputation d'être « ingouvernables ». Réputation d'ailleurs à ses yeux fort injuste : plutôt que le peuple français qui a su faire preuve d'une loisible patience dans l'adversité, il faudrait incriminer les gouvernements eux-mêmes ou le système politique, qui est tantôt impuissant (IV<sup>e</sup> République), tantôt technocratique (V<sup>e</sup> République). Ce qui inquiète Stanley Hoffmann est plutôt la difficulté des Français à prendre leurs affaires en main, sans attendre que l'État le fasse à leur place. C'est dans ce vide civique entre les citoyens et leur gouvernement que Stanley Hoffmann, en bon Américain, voit ce qui demeure de l'exceptionnalité française.

Cette confiance excessive que font les Français à l'État pour résoudre leurs problèmes donne évidemment plus d'acuité à la question du pouvoir. Il est d'autant plus important de savoir qui gouverne que l'on attend tout du gouvernement. Posée en ces termes, la question a quelque chose d'un peu trouble : dans le pouvoir se mêlent la vaste ostentation des institutions et l'ombre d'un gouverneur aux-mêmes, c'est-à-dire à la classe politique. *Pouvoirs*, revue très sérieuse d'études constitutionnelles et politiques, ne peut pas à la chaise aux sociétés secrètes. *Pouvoirs* n'est pas le *Crapouillot*... Elle s'en tient aux détenteurs de pouvoirs connus de tous. Mais pour être visibles, ceux-ci n'en sont pas pour autant totalement transparents. L'expérience de ces dernières décennies montre que derrière la pureté cristalline des textes l'usage introduit des accommodements qui brouillent le paysage.

Ainsi, fait observer Jean-Claude Collard, si nous vivons avec une Constitution faite pour concentrer le pouvoir dans les mains du président de la République, il est clair que tel n'est pas le cas dans la situation de cohabitation. La même présidence, sous le même régime, peut, selon les circonstances politiques, disposer d'un pouvoir quasi monarchique ou être limitée à de modestes prérogatives mal définies. À l'inverse, le premier ministre, qui apparaît à l'origine comme un super-chef de cabinet, est devenu le véritable pivot de la vie politique, qui contrôle tout et décide de tout. « Si on pense que le pouvoir existe, alors indubitablement Matignon en est bien le siège », écrit Guy Carcassonne, qui s'y connaît, pour avoir été l'un des plus proches collaborateurs de Michel Rocard dans cette fonction. Autre paradoxe : les dernières élections ont amené à l'Assemblée une écrasante majorité de droite. Mais que peut la majorité parlementaire ? Pas grand-chose, à en croire Pierre Avril, pour qui celle-ci, loin d'être maîtresse d'elle-même, est « asservie » à la détermination d'une instance extérieure (l'Elysée ou Matignon).

## Les conseillers de l'ombre

Si le pouvoir se dérobe dans les mains de ses détenteurs attitrés, où existe-t-il vraiment ? À Bercy, répondrait, sûrement la majorité des Français. Et il n'aurait pas tort, à en croire Michel Sapin, tant l'efficacité technique, le dévouement et la qualité intellectuelle de cette administration impressionnent. Mais selon cet ancien ministre de l'économie et des finances de M. Bérégovoy, les fonctionnaires de Bercy ne se voient pas comme des technocrates avides de régenter les Français. En soldats zélés mais dociles, leur plus cher désir est d'obéir à un pouvoir politique fort et résolu. La tyrannie des Finances, si crainte par les citoyens, serait plus le résultat de la faiblesse des gouverne-

ments (ou des autres administrations), que l'effet d'une volonté de domination.

Autre puissance bien réelle, mais plus redoutable parce que plus cachée : celle des cabinets ministériels. Pour Jean-Louis Quermone, qui constate que leur nombre n'a cessé d'augmenter tandis que se resserraient l'éventail de leurs origines sociales et académiques, ces conseillers de l'ombre, qui ne sont soumis à aucun contrôle démocratique, dressent un écran entre les responsables politiques et leurs administrations et développent un effet de cour d'ausage plus nocturne qu'ils finissent par se « professionnaliser » et par constituer une véritable caste inamovible. C'est pourquoi Jean-Louis Quermone suggère soit de diminuer radicalement leur nombre (mais il doute que cela soit possible...), soit de les supprimer carrément en rétablissant, dans les ministères, les secrétaires généraux supprimés à la Libération.

À côté du pouvoir politique proprement dit, se sont développées – ou sont apparues – d'autres instances jouant un rôle de contre-poids ou de contrepoids. Jean-Denis Brodin ne croit pas beaucoup qu'un « gouvernement des juges » soit en passe de menacer le pouvoir. Pour lui, le vrai danger pour la démocratie serait plus dans la mesure que dans la trop grande puissance de la justice. Il n'en va pas tout à fait de même des élités, dont Renaud Dorandeu relève la consanguinité grandissante, ou des médias, dont Jean-Louis Massica analyse de l'intérieur l'inbrication morbide avec la classe politique. « Les politiques ont besoin des médias pour s'adresser aux citoyens, les médias ont besoin des politiques pour nourrir leurs colonnes et leurs antennes : qui dans l'autre ? Qui maîtrise qui ? » Cette relation de dépendance et de fascination réciproques est d'autant plus perverse qu'elle repose sur l'illusion commune d'exercer sur l'opinion une influence décisive, alors que les cheminement réels de la communication entre le peuple et ses gouvernants sont beaucoup plus mystérieux.

Cette imbrication entre la politique et les médias est bien mise en lumière dans l'étude intitulée « Rétoriques du journalisme politique », publiée par la revue *Mots*. Analysant la production des pages politiques de cinq grands quotidiens (*Libération*, *le Parisien*, *le Figaro*, *Quotidien* et *le Monde*), Erik Nauvel relève à quel point les journalistes sont contraints à la fois par l'« agenda » de l'actualité, par leurs relations avec leurs sources et par la concurrence entre les médias. Au point que fort peu d'articles apparaissent comme provenant d'initiatives propres des journaux. Selon l'auteur, l'innovation rédactionnelle se situe plutôt dans les marges des rubriques politiques : dans les pages société, les chroniques de télévision, les analyses à caractère sociologique ou les enquêtes d'investigation.

Les journalistes politiques ne sont pas les seuls à se poser le problème de leurs relations avec leurs sources. On lira avec amusement, dans *Journal des anthropologues*, les cas de conscience des ethnologues enquêtant dans la haute société (aristocratie, bourgeoisie d'affaires ou chefs d'entreprise) et la difficulté pour eux de conserver une distance critique avec des interlocuteurs jouissant d'un ascendant social considérable. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon expliquent comment, travaillant sur la chasse à courre ou sur les beaux quartiers, ils ont eu beaucoup de mal à convaincre leurs interlocuteurs : qu'ils n'étaient pas chargés des relations publiques des valeurs persécutées par les écologistes ou des propriétaires chassés de leurs hôtels particuliers par la spéculation immobilière...

Un problème de répartition des rôles entre pouvoir social et pouvoir intellectuel que connaissent bien les journalistes...

► *Pouvoirs*, n° 68, 90 F. Le Seuil.

► *Mots*, n° 37, Décembre 1993, 90 F. Presses de la Fondation des sciences politiques.

► *Journal des anthropologues*, n° 53-54-55, Automne-hiver 1993, Printemps 1994, 100 F. AFA-EHESS, 1, rue du 11-Novembre, 92120 Montrouge.

## BIBLIOGRAPHIE

# Retour sur images

Daniel Schneidermann vient de publier chez Fayard un recueil de chroniques inédites, prolongeant celles qui paraissent chaque jour dans *le Monde* sous sa signature. Nous avons demandé à Jean-Noël Jeanneney, universitaire, ancien secrétaire d'État à la communication (1992-1993), d'en rendre compte.

**ARRÊTS SUR IMAGES**  
de Daniel Schneidermann.  
Fayard, 240 p., 89 F.

Dans les milieux de l'audiovisuel, un rituel privé s'est installé : les gens de télévision, à peine *le Monde* arrivé sur leur table, chaque après-midi, se précipitent vers la rubrique de Daniel Schneidermann, à l'avant-dernière page du journal – gourmands de connaître le sort qui y est fait à leurs confrères et amis, au cas où eux-mêmes étaient de repos la veille, et réprimant mal une crispation douce-amère dans le cas contraire, quand ils savent que peut-être ils sont passés sous l'œil aigu du critique.

Pour nous, téléspectateurs, nous y cherchons d'autres satisfactions. Parfois l'écho d'un moment fort ou d'une intervention importante qui nous ont, volatilité oblige, échappé. Mais surtout, quand nous avons vu l'émission dont il est parlé, le plaisir spécifique de prolonger une émotion, d'expliquer une impression, d'affiner un regard : retour sur images ! Et notre journaliste s'installe ainsi, jour après jour, en interlocuteur familier, irritant parfois, comme il se doit, et le plus souvent complice. Il y a le ton, bien sûr, il y a le style, l'élégance, le mot juste, l'habileté du coup d'archet

et la surprise de la « chute », tout ce qu'exige d'une plume, en somme, la braveté calibrée, avec ce contraste entre la liberté dans le choix du sujet et le carcan de l'espace fixe. Et puis il y a l'effet de ce recul d'une nuit par lequel nous prenons notre revanche sur les glissades de la mémoire et méritons la chance d'être moins passifs devant la sarabande des images. Sous cette lumière décalée, le relief est restitué, et le téléspectateur se fait un peu plus citoyen.

Or voici que notre auteur a pris le risque d'un second rebond dans le temps. Il nous propose, avec ce livre, un ensemble de commentaires reconstruits qui se rapportent aux derniers mois écoulés. Autre programme, nouveau défi. Car cette fois, il s'agit du moyen terme. Et de tester avec nous des « rémanences rétrocinématiques » plus durables.

Je gage que les lecteurs de ce journal qui auront le goût d'y aller voir jugeront comme moi que le pari est gagné. Car ce que ces pages ont emprisonné, c'est bien la couleur d'une époque, et elle demeurera vive, plus tard, pour tous ceux qui auront envie – nostalgique, fidélité ou exécution – de la retrouver.

De Charles Pasqua à Jean-Pierre Coffe, de Bernard Kouchner à Claire Chazal, de Milosevic à Jean-Pierre Foucault, la plupart des personnages emblématiques de notre temps circulent dans ces pages. De Matignon à Moggi, de Descou à La Courneuve, des plantes vertes des importants aux inondations de Vaison-la-Romaine, les décors sont là aussi, bien plantés. Et depuis Édouard Balladur

revenant de Chamonix, filmé sur la passerelle de son avion de ligne tout seul avec nombre de photographes de cadres alantons jusqu'aux défilés chics et brefs à Sarajevo, voici épinglées les habiletés de l'apparence et les naïvetés des calculs trop lisibles. Voici tous les tics (ah ! cette insaisissable description des prestiges du « terrain » en politique – « le terrain, le terrain, le terrain vous dis-je... ») et voici tous les tocs (cherchez vous-même, la moisson est riche...). Bref, c'est une partie des « mythologies » de notre temps, au sens de Roland Barthes, que Daniel Schneidermann a saisi de la sorte. Et par là son livre échappera au fugace.

Dans sa préface il déplore que le commentaire d'images ne soit pas enseigné dans les écoles au même titre que le commentaire de textes. J'ai plaisir à lui annoncer que les choses commencent heureusement à changer, grâce à une nouvelle génération de maîtres. Ce qui ne rend pas inutiles, loin de là, les exercices à la maison. Et pour les débutants, voici un excellent « Assisimili », premières leçons.

Ma génération se souvient que dans *l'Express* des premières années, François Mauriac tint quelque temps une chronique sur la télévision qu'il avait intitulée « Les hasards de la fourchette ». Daniel Schneidermann, visiblement, ne se laisse zapper par aucune tentation mondaine. Souhaitons donc que pour notre plaisir et notre intelligence de l'époque, il continue encore longtemps à ne pas dîner en ville.

JEAN-NOËL JEANNENEY

صكنا من الراحل



INTERNATIONAL

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

## Les négociations de Genève sur la Bosnie sont toujours bloquées

GENÈVE

de notre envoyé spécial

■ **BLOCAGE.** Les négociations de Genève sont à nouveau dans l'impasse. Les médiateurs David Owen et Thorvald Stoltenberg ont fait un constat pessimiste des discussions. Celles-ci mettent une fois de plus en évidence les profondes divergences entre les belligérants sur l'application du plan de division de la Bosnie-Herzégovine en trois unités ethniques.

■ **PILONNAGES.** Les forces serbes, bosniaques et musul-



manes ont poursuivi leurs duels d'artilleries, le plus meurtrier d'entre eux s'étant déroulé lundi à Olovo, à 30 kilomètres de Sarajevo.

■ **RELÈVE.** Le général de Lapresle pourrait succéder au général Cot à la tête de la FORPRONU.

mardi 18 janvier à Genève, en a donné une image presque caricaturale. A en juger par les brèves d'informations qui ont filtré des premiers conciliabules, le climat restait au pessimisme, mercredi matin, et personne ne se faisait d'illusions sur une éventuelle avancée.

« Il n'y a aucune raison d'être optimiste », devait déclarer le

porte-parole des médiateurs, après que David Owen (pour l'Union européenne) et Thorvald Stoltenberg (pour l'ONU) eurent rencontré séparément les présidents de Bosnie, de Croatie et de Serbie ainsi que le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic. Selon leur porte-parole, les médiateurs internationaux n'avaient « aucune raison » de modifier les sombres prévisions qu'ils avaient exprimées avant même de retrouver leurs interlocuteurs (le Monde du 19 janvier).

Se rejetant mutuellement la responsabilité de l'impasse, les protagonistes ne parviennent même plus à donner le change. Après un atterrissage mouvementé, son avion ayant eu un problème de pneu, le président serbe Slobodan Milosevic a réclamé la levée des sanctions de l'ONU contre son pays. Estimant que « la partie serbe avait rempli ses obligations », il en a conclu que « la balle est désormais dans le camp des Musulmans ».

De son côté, le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, s'est rendu à Genève avec un « nouveau programme » remettant en cause l'attribution à la partie musulmane d'un tiers du territoire de la Bosnie-Herzégovine, « puisque les Musulmans ont rejeté cette proposition » faite à la fin de l'année dernière par l'UE, a précisé son porte-parole.

Au contraire, l'ambassadeur de Bosnie auprès de l'ONU, Mohamed Sacirbey, a reproché aux

Serbes de chercher à torpiller le plan européen, tout en faisant valoir que l'étendue de territoires accordés aux Musulmans n'était « pas viable ». « Il ne sert à rien d'annoncer qu'une action de l'OTAN est envisagée alors que le secrétaire général de l'ONU ne semble pas l'approuver », a-t-il encore dit.

Lors de son sommet, le 11 janvier à Bruxelles, l'OTAN avait menacé de recourir à des frappes aériennes pour dégager des « casques bleus » canadiens de l'enclave musulmane de Srebrenica (dans l'est de la Bosnie) ou pour ouvrir l'aéroport de Tuzla (nord-est). M. Boutros-Ghali, a-t-on appris à Genève, a demandé à son représentant en ex-Yougoslavie, le Japonais Yasushi Akashi, de « préparer, dans les prochains jours, un plan détaillé pour une opération militaire avec recours à la force aérienne, le cas échéant ».

Alors qu'un « net durcissement » est perceptible chez les Serbes et les Musulmans — qui ont obtenu certains succès militaires, — les Croates, sur la défensive, sont bien les seuls à espérer « quelque chose de positif » de ces nouveaux pourparlers. Le président Franjo Tudjman est allé jusqu'à parler d'un « pas vers la paix » et, pendant que l'on feignait de négocier à Genève, les armes reprenaient le dessus sur le terrain.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Entre Bosniaques serbes et musulmans

## Des combats à Olovo auraient fait de nombreux morts et blessés

De violents combats ayant opposé, lundi 17 janvier, à Olovo (30 km au nord de Sarajevo), l'armée bosniaque à majorité musulmane, qui contrôle cette ville, et les forces serbes bosniaques, ont fait « de nombreux morts et blessés », a annoncé, mardi 18 janvier, le porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Sarajevo, le lieutenant-colonel Bill Aikman.

Des observateurs militaires de l'ONU et une patrouille du bataillon nordique, basé à Vares (à l'ouest d'Olovo, sous contrôle bosniaque), ont pu pénétrer, lundi 17 janvier, dans la zone de combats, du côté bosniaque, sans toutefois atteindre la ligne de front en raison des bombardements, a précisé Bill Aikman.

Les observateurs ont vu de nombreux véhicules militaires transporter des victimes et ont relevé des traces de violents affrontements ainsi que de nombreux impacts d'obus de gros calibre, a précisé le porte-parole qui n'a pu cependant établir un bilan des combats. Cent dix explosions ont été enregistrées lundi à Olovo, selon Bill Aikman.

En Bosnie centrale, les duels d'artillerie entre forces musulmanes et croates continuent, mais les combats et les mouvements d'infanterie semblent marquer le pas. Dans le Sud-Ouest, les Musulmans ont pilonné le quartier musulman de Mostar en tirant quarante-huit salves de mortier.

Le cas de l'enclave de Maglaj

Dans le Nord, le porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Kris Jancowski, a comparé la situation dans l'enclave musulmane de Maglaj à celle de Srebrenica l'année dernière : « Les conditions de vie à Maglaj sont désespérées. Les signes de malnutrition sont apparents. Nous estimons que 25 à 30 % des 16 000 habitants sont sous-alimentés », a-t-il affirmé. Ce même porte-parole, d'autre part, indiqué que l'Allemagne avait décidé de suspendre ses vols humanitaires sur Sarajevo après que l'un de ses avions a été atteint par deux balles au moment de son approche vers l'aéroport. — (AFP, Reuters.)

ex-Yougoslavie — n'a aucunement démerité. Si l'on en croit des sources du ministère de la défense, il est exclu que la France précipite son départ avant la date prévue et il serait logique que son successeur soit encore un officier général français, dans la mesure où Paris fournit tous secteurs confondus, le contingent de « casques bleus » de loin le plus important.

De même, la France estime que ce serait au général Cot de mener à bien des actions nouvelles de l'ONU en ex-Yougoslavie si elles venaient à être décidées avant la fin de son mandat.

Le choix du général de Lapresle, s'il venait à être retenu définitivement, ne s'explique pas seulement par le fait que l'actuel « patron » de la FAR a déjà travaillé au sein d'une force internationale à un moment difficile, entre mai et septembre 1993, lorsque les Etats-Unis, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France dépêchèrent des contingents à Beyrouth après les massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Ce choix pourrait aussi être justifié par le fait que le général de Lapresle est, à rang équivalent, d'un âge et d'une ancienneté supérieures à celui et à celle du général britannique Michael Rose qui prendra, à la fin de janvier, le commandement des « casques bleus » de Bosnie sous l'autorité du général Cot. Dans les armées, ces considérations comptent et elles confèrent au général français une préférence sur son homologue britannique.

En ex-Yougoslavie, le général de Lapresle disposerait, comme c'est déjà le cas, d'un état-major qui a été constitué à partir d'éléments fournis par le commandement du groupe d'armée Nord-Centre-Europe (NORTHAG) de l'OTAN. Dans cette hypothèse, le commandement de la FAR serait confié, par intérim, à ses trois adjoints, les généraux de division Michel Billot et Raymond Germanos et le général de brigade Paul Urwald.

En ex-Yougoslavie, le général de Lapresle disposerait, comme c'est déjà le cas, d'un état-major qui a été constitué à partir d'éléments fournis par le commandement du groupe d'armée Nord-Centre-Europe (NORTHAG) de l'OTAN. Dans cette hypothèse, le commandement de la FAR serait confié, par intérim, à ses trois adjoints, les généraux de division Michel Billot et Raymond Germanos et le général de brigade Paul Urwald.

**GÉORGIE :** prolongation de l'état d'urgence. — Le Parlement géorgien a décidé, mardi 18 janvier, de prolonger l'état d'urgence dans le pays jusqu'au 20 février, à la demande du chef de l'Etat, Edouard Chevardnadze, selon l'agence Itar-Tass. L'état d'urgence avait été décrété le 20 septembre dernier, alors que les forces géorgiennes combattaient les indépendantistes en Abkhazie et devaient en même temps faire face à la rébellion menée par l'ancien président, Zviad Gamsakhourdia dans l'ouest du pays. — (AFP)

ROUMANIE

## Le gouvernement renforce son contrôle sur la télévision

BUCAREST

de notre correspondant

« Nous sommes déboussés. » Ce jeune journaliste à la télévision publique roumaine (TVR) se fait le porte-parole de la plupart des quelque deux mille huit cents salariés de cette institution. Après une dizaine de jours de « révolte », ils pensaient pourtant obtenir le départ de leur directeur général, Paul Everac, éliminé par une série de scandales. Mais l'arrivée, le 11 janvier, de son successeur, un ancien collaborateur du journal officiel du Parti communiste roumain sous Ceausescu, ne les a pas rassurés sur leur avenir.

Dumitru Popa, cinquante-trois ans, arrive directement du gouvernement, où il occupait le poste de secrétaire d'Etat chargé de l'information publique, jusqu'à sa nomination à la tête de la TVR. Avant les événements de décembre 1989, il travaillait au très officiel journal *Scintila* et dispensait des cours de journalisme à l'Académie Stefan-Gheorghiu, l'école du parti.

Il est vrai que, depuis quatre ans, le pouvoir politique n'a jamais laissé la bride sur le coup à la télévision publique. « Nous avons toujours été soumis à des pressions, mais maintenant nous nous attendons à ce que les interventions du gouvernement soient encore plus directes », s'inquiète, sous couvert d'anonymat, un journaliste de la télévision.

Absence de garde-fous

L'opposition parlementaire, à l'image de Nicolae Manolescu, le président du parti libéral l'Alliance civique, dénonce, quant à elle, « la restauration du centralisme » et qualifie cette nomination de « provocation ». Pour sa part, M. Popa a affirmé sa volonté de « dépolitiser la télévision » et de lui redonner son identité de « véritable service public ».

L'organe de contrôle de l'audiovisuel (CNA) a, lui aussi, contesté l'arrivée du nouveau patron de la TVR en se basant sur la future loi sur l'organisation et le fonctionnement de l'audiovisuel public. Selon les termes de ce texte, qui devrait prochainement être adopté par le Parle-

ment, c'est au conseil d'administration de la TVR, nommé par les députés et les sénateurs, de choisir le directeur de la télévision. Les journalistes espèrent que cette nouvelle formule améliorera leur indépendance, la nouvelle direction devant jouer un rôle de tampon entre le pouvoir et la télévision.

Cette absence de garde-fous a notamment été à l'origine des nombreux scandales qui ont marqué les derniers mois de la direction de Paul Everac. Cet ancien dramaturge n'aura notamment pas résisté aux soirées télévisées catastrophiques de la fin de l'année, au cours desquelles a été diffusé un documentaire « historique » passablement tendancieux qui a provoqué un tollé dans le pays. Ce montage suggérait, entre autres, que le roi Michel I<sup>er</sup> était responsable de l'exécution du maréchal Antonescu en 1946, alors que les communistes détenaient déjà l'essentiel du pouvoir.

Cette insinuation n'est pas gratuite, car un courant d'opinion essayait actuellement de réhabiliter la mémoire du « conducteur » Antonescu, tenant de l'alliance

avec l'Allemagne nazie pendant la guerre. Ce manque de crédibilité et la paralysie du service public contrastent avec le dynamisme des télévisions privées, qui poussent comme des champignons. « Nous avons créé le marché audiovisuel privé le plus impressionnant parmi tous les pays d'Europe centrale et orientale », affirme Razvan Teodorescu, ancien président de la TVR et membre du CNA.

Selon les derniers chiffres officiels, 443 licences locales ont été attribuées par le CNA, dont 107 à des stations de radio, 68 à des télévisions hertziennes et 268 au câble. Sans compter les antennes satellites qui fleurissent sur les toits pour capter les chaînes du monde entier.

Toutefois, la position du nouveau directeur de la TVR paraît précaire. Son mandat doit s'achever dès l'adoption de la loi régissant la télévision. D'ici là, le gouvernement a, semble-t-il, opté pour une mise sous tutelle par intérim.

CHRISTOPHE CHATELOT

# HENRI GOUGAUD

Déjà paru :

- L'arbre à Soleils
- L'arbre d'amour et de sagesse
- L'arbre aux Trésors

Editions du Seuil

## EUROPE

## RUSSIE

## La démission du ministre des finances complique la formation d'un nouveau gouvernement

Le premier ministre russe, Victor Tchernomyrdine, a rejeté, mercredi 19 janvier, les conditions posées par le ministre des finances, Boris Fiodorov, pour participer au nouveau gouvernement. La veille, M. Fiodorov, un proche du chef de file des «réformateurs», l'ancien premier vice-premier ministre, Egor Gaidar, qui a démissionné dimanche, a affirmé qu'il n'accepterait de reprendre ses fonctions que si deux ministres conservateurs étaient exclus du gouvernement. Il demandait également que lui soit restitué le titre de vice-premier ministre qu'il détenait jusqu'à présent.

Après plusieurs heures de négociations, mardi, entre M. Tchernomyrdine et le président Boris Eltsine, le premier ministre russe a refusé, mercredi matin, les conditions de M. Fiodorov. La composition du nouveau gouvernement devait initialement être connue mercredi, mais le service de presse du Kremlin a indiqué que les consultations allaient durer plus longtemps que prévu.

Après l'échec des négociations aux législatives du 12 décembre, les divergences au sein du gouvernement ont éclaté au grand jour. Dimanche, M. Gaidar, dirigeant du parti «Eltsine», chef de la Russie, avait démissionné de son poste de vice-premier ministre, estimant n'avoir pas les moyens de mener la politique de rigueur dont il est partisan.

Dans son sillage, le ministre des affaires sociales, Elia Pampilova, avait également démissionné. Les Etats-Unis ont mini-

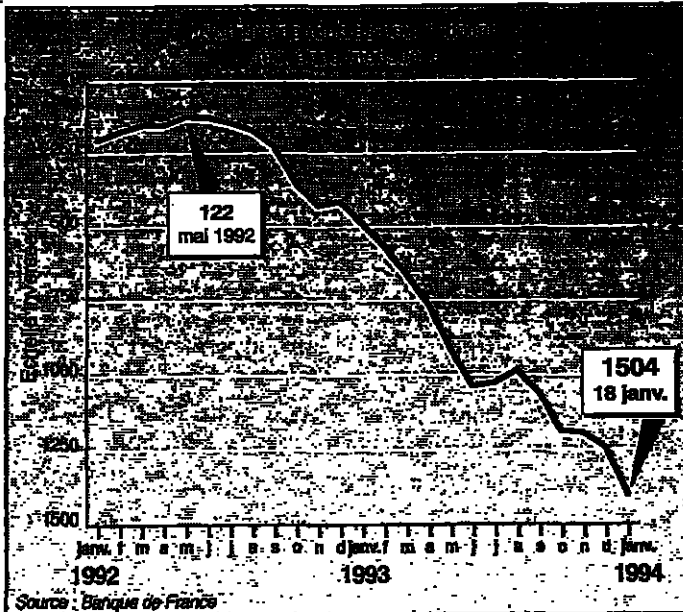
misé, mardi, la portée des départs de MM. Gaidar et Fiodorov. «L'important, c'est la politique qui sera suivie par les successeurs, et pas nécessairement les personnes», a déclaré, à Washington, Michael McCurry, porte-parole du département d'Etat.

Toutefois, la décision des ministres «macro-économistes» de quitter le gouvernement inquiète les milieux d'affaires, qui craignent un dérapage inflationniste et un accroissement du déficit budgétaire. Le cours du rouble (voir notre graphique ci-

dessous), dont M. Fiodorov s'était fait le principal garant, a perdu 18 % de sa valeur depuis le début de la semaine sur le marché interbancaire. Mardi, il s'est échangé à son plus bas taux historique de 1 504 roubles pour un dollar.

Cette chute s'est poursuivie mercredi lorsque le rouble a encore perdu 5,3 % au cours des quarante premières minutes de transactions sur le marché des changes interbancaire de Moscou. (AFP, Reuters.)

## Nouvelle baisse du rouble



Après les déclarations du ministre russe des affaires étrangères

## Washington est préoccupé par la menace de Moscou de ne pas retirer ses troupes des pays baltes

Les Etats-Unis souhaitent demander des explications à Moscou après les déclarations, mardi 18 janvier, du ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, qui a envisagé le maintien de troupes russes dans les pays baltes, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry. «Nous allons demander à voir la transcription intégrale de ses propos pour vérifier l'exactitude des informations de presse dont nous disposons. Si ces informations sont exactes, nous allons demander une clarification au gouvernement russe», a-t-il ajouté.

Au cours d'une réunion, mardi, à Moscou avec les ambassadeurs russes dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) et les pays baltes, M. Kozirev, cité par

l'agence ITAR-TASS, a affirmé que les troupes russes «ne devaient pas quitter les régions qui ont constitué au fil des siècles la sphère d'influence russe», précisant que non seulement les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) mais également les pays baltes constituaient «une région d'intérêt vital pour la Russie».

De son côté, le porte-parole du département d'Etat a souligné que «la Russie ne saurait exercer un rôle particulier ou une prérogative qui ne soient pas en accord

avec la charte des Nations unies, les principes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les principes généraux du droit international». M. McCurry a précisé que «cela a été réaffirmé (...) dans la déclaration de Moscou signée par les présidents Clinton et Eltsine à Moscou [la semaine dernière] et qui stipule un retrait inconditionnel des troupes russes encore stationnées dans les pays baltes [Estonie et Lettonie]». (AFP.)

## GRANDE-BRETAGNE

## La construction d'un barrage en Malaisie serait liée à un contrat d'armement

LONDRES

de notre correspondant

Au lendemain de l'audition de John Major par la commission d'enquête sur l'«Irakgate» (le Monde du 19 janvier), une nouvelle polémique a éclaté, mardi 18 janvier, à propos du financement sur fonds publics d'un projet civil en Malaisie, qui serait lié à des exportations d'armement dans ce pays. Le premier ministre a justifié la décision controversée du gouvernement britannique de donner son accord, en 1991, au financement d'un barrage hydroélectrique à Pergau, sur la rivière Kelantan (nord de la Malaisie), en invoquant la sau-

vegarde de l'emploi en Grande-Bretagne, ainsi que l'accord de principe donné par son prédécesseur, lady Thatcher, au gouvernement de Kuala-Lumpur.

Ce «feu vert» faisait suite à la décision prise par la Malaisie, en 1988, d'acheter - pour environ 1,3 million de livres (1) - des matériels militaires à la Grande-Bretagne. Or, au début de l'année 1991, Sir Timothy Lankester, secrétaire général de l'Office chargé du développement outre-mer (ODA), avait conseillé à plusieurs reprises au gouvernement de renoncer au financement de ce projet, celui-ci devant se révéler non rentable au moins jusqu'en 2005, tout en grevant lourdement l'économie malaisienne. Ce jugement n'a pas convaincu Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, de renoncer à donner son accord final, en février 1991. Selon des sources officielles, le montant de l'aide britannique a atteint, au total, 234 millions de livres, le montant le plus important jamais accordé à un projet financé par l'ODA.

L. Z.

(1) Une livre sterling = environ 8,70 francs

## ITALIE

## La Démocratie chrétienne donne naissance au Parti populaire italien

La Démocratie chrétienne (DC) italienne, en pleine déconfiture, s'est transformée, mardi 18 janvier, en Parti populaire italien, afin d'essayer de renaitre de ses cendres. Certains membres de la DC ont créé, de leur côté, un Centre chrétien-démocrate.

ROME

de notre correspondant

La Démocratie chrétienne est morte, vive le Parti populaire italien! Ni tristesse, ni rancœur, ni véritable allégresse d'ailleurs, pour cette «mue», annoncée et préparée depuis des mois, du «parti-Etat» qui a dominé plus de cinquante ans de vie politique italienne: mardi à Rome, la vieille «baleine blanche», exsangue, a rendu l'âme en donnant naissance à deux «baleineaux». Un de plus que prévu car, à l'heure où, dans le palais Renaissance du centre historique - qui abrite l'Institut Don Sturzo, du nom du fondateur du Parti populaire, ancêtre de la DC - prenait corps le PPI, son petit frère jumeau, nettement plus chétif, le Centre chrétien-démocrate (CCD) dissident, né deux heures plus tôt dans un hôtel voisin, vagissait déjà devant les journalistes. Aucune animosité de fond entre les deux, plutôt un désaccord sur les alliances électorales, les contestataires du CCD estimant, entre autres, que pour aller aux élections législatives du mois de mars, une alliance avec la Ligue était inévitable.

Ironiquement, c'est dans ce même quartier historique du Pantheon, à l'hôtel Santa-Chiara, que Don Luigi Sturzo avait lancé, il y a soixante-quinze ans, son fameux appel aux «hommes libres et forts» d'Italie, faisant de la proportionnelle un de ses chevaux de bataille. Avec succès

puisque, avant d'être étouffé par le fascisme, le Parti populaire avait très rapidement grimpé au-delà de 20 % des suffrages. Plus tard, la jeune DC s'imposerait par un véritable raz-de-marée (48 %) aux élections du 18 avril 1948.

Ses lointains héritiers, qui font l'apprentissage du système électoral «direct», sur lequel ils se sont déjà divisés, se contentent bien de 14 ou 15 %. Même si les idées du début se veulent inchangées: «Nous n'avons pas vraiment le choix, mais une seule possibilité pour renaitre: vivifier nos racines en balayant les sédiments du passé récent», a affirmé le secrétaire de l'ex-DC, un Mino Martinazzoli aussi digne que sans illusions. De fait, presque symboliquement, à cette réunion austère où abondaient juristes et penseurs chrétiens, ne figurait presque aucune des grandes figures - désormais ambiguës - du passé, du sénateur à vie Giulio Andreotti à l'ex-secrétaire de la DC, sous enquête, Arnaldo Forlani.

## Les ambitions de la Ligue

Quelles seront les grandes orientations du nouveau parti, qui tiendra sa première réunion nationale samedi 22 janvier à Rome? Une «organisation centralisée» mais avec une «bureaucratie allégée»; le respect de «la tradition catholique-démocratique et de l'héritage historique, politique et culturel»; une «inspiration chrétienne-ligue»; une «économie de marché» mais «morale acceptable»; et sans «étatisme suffoquant»; enfin, la défense de «l'identité nationale» et de la «vocation européenne», mais dans le respect des «autonomie régionales».

Rien n'est encore définitif en ce qui concerne le jeu obsédant

des alliances électorales, qui occupent l'essentiel des énergies à présent que l'imbroglio sur la date des élections, qui coïncide avec la Pâque juive, semble en cours de règlement: un décret «exceptionnel» du conseil des ministres a établi que les bureaux de vote seraient ouverts jusqu'au 28 mars au soir, permettant ainsi aux membres pratiquants de la communauté juive de voter.

M. Martinazzoli a clairement annoncé qu'il refusait de passer sous les fourches caudines de la Ligue. Cette dernière avait suggéré, en effet, un accord lui permettant d'aligner ses propres candidats au Nord, le PPI se contentant de faire nombre au centre et au sud du pays. «La Ligue voulait que nous abdiquions purement et simplement au Nord, et ce n'était pas acceptable», déclarait M. Martinazzoli, désignant par ailleurs le dirigeant référendaire Mario Segni, transfuge de l'ex-DC, comme son «interlocuteur privilégié».

M. Segni, de son côté, doit entamer deux journées d'intenses consultations à travers la galaxie modérée et anti-PDS (ex-PCI), où gravitent, en premier lieu, la Ligue et les clubs Forza Italia, créés par le magnat des ondes Silvio Berlusconi. Ce dernier, qui devait annoncer, mercredi 19 janvier à la télévision, sa décision d'entrer ou non en politique, a retardé une nouvelle fois sa prestation, sans doute pour y voir plus clair. En attendant, de plus en plus solitaires, semble-t-il, à ce stade, les forces les plus conservatrices doivent se retrouver, également samedi, à Rome, autour du MSI (néofascistes) de Gianfranco Fini pour donner naissance au mouvement de droite Alliance nationale.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## ALLEMAGNE

## Haro sur «l'impôt d'Eglise»

Catholiques et protestants allemands sont de plus en plus nombreux à mener une grève de la fiscalité religieuse et les autorités s'en inquiètent. Plus d'un demi-million de croyants - le double du chiffre de 1989, avant la réunification - ont refusé en 1992 de payer «l'impôt d'Eglise».

FRANCFORT

de notre correspondant

La révolte montante s'explique en partie par le poids général des impôts, jugé trop élevé. Mais les chrétiens critiquent aussi un service de Dieu qui leur coûte 10 % de contribution supplémentaire. Ce mouvement est alimenté par des articles de presse sur des dépenses, jugées somptueuses, des Eglises au moment où tout le monde doit se serrer la ceinture.

A la différence de la France, l'Allemagne ne connaît pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est le ministère des finances qui subventionne les cultes et quiève pour ce faire un «impôt d'Eglise» (*Kirchensteuer*). Chaque contribuable doit ainsi déclarer sur sa feuille d'impôt s'il appartient à une confession et laquelle. La taxe n'est pas mince puisqu'elle représente près de 10 % de l'impôt sur le revenu moyen des ménages, soit 17,2 milliards de marks (environ 8,4 milliards de francs) en 1992. Cette somme se distribue en 8,7 milliards de marks prélevés sur les 8,2 millions de catholiques recensés et 8,5 milliards sur les 9,2 millions de protestants. Les protestants sont plus nombreux depuis la réunification mais, en moyenne, moins riches que les catholiques.

Les Eglises allemandes occupent une place très importante au travers de leurs «académies» (centres de rencontres et

de discussions) et de leurs prises de positions dans les débats publics. Les autorités catholiques et protestantes viennent ainsi de rendre public un appel commun pour un partage équitable des richesses nationales et en faveur des prises de participations des salariés dans les entreprises. Les employés devaient, en échange, exiger des hausses de salaires plus modestes, compatibles avec les difficultés économiques de l'heure. Ce mouvement devrait être particulièrement étendu dans les nouveaux Länder, disant les Eglises, pour sortir en douceur de la socialisation des moyens de production du communisme de l'ex-RDA.

Cette puissance repose en partie sur des moyens financiers considérables. Les budgets alimentés par «l'impôt d'Eglise», mais aussi par les dons, les rémunérations des services divers et les profits tirés des propriétés, sont estimés à 35 milliards de marks par an. La sédition des fidèles vient perturber cette grâce financière. La manœuvre de l'an dernier, 1,6 milliard de deutschmarks, s'explique par la récession (qui amoindrit les revenus), mais surtout par les non-déclarations.

## L'Est ou Dieu...

En 1991, 330 000 protestants et 190 000 catholiques ont préféré ne plus déclarer de religion, sans doute parce que le gouvernement avait introduit cette année-là un supplément d'impôt pour régler les factures de l'unification. C'était, en somme, l'Est ou Dieu. Mais, en 1992, les chrétiens ne sont pas revenus malgré la suppression dudit impôt pour les nouveaux Länder et les évêques voient arriver la réintroduction, prévue en 1995, avec beaucoup de

crainte... Des voix de plus en plus nombreuses réclament une réforme du saint impôt. Ingrid Matthies-Meier, chargée de la politique budgétaire au Parti social-démocrate, sermonne: il n'est «plus conforme à l'époque». Et l'insoumission est alimentée par les échos de presse sur les dépenses des Eglises.

Des Berlinois, par exemple, ont manifesté en décembre contre le projet des autorités protestantes de construire un nouveau siège à Berlin dans le futur quartier gouvernemental.

Côté: 48 millions de deutschmarks. A Cologne, le diocèse veut acquérir un immeuble de 75 millions pour y organiser des séminaires.

Le pasteur Jens Motzschmann, de Brême, reprenant la tradition de la Réforme qui dénonçait le trafic des indulgences de Rome, a dressé une liste des largesses que s'accroissent les Eglises d'Allemagne: voyages, bâtiments, presbytères de luxe... Des révélations du plus mauvais effet, au moment même où les autorités demandent des sacrifices salariaux.

ERIC LE BOUCHER

L'enquête judiciaire contre l'infirmerie qui s'était gravé une croix gammée sur la joue a été suspendue. - La jeune infirmière qui avait simulé une agression de skinheads en se gravant une croix gammée sur la joue (le Monde daté 16-17 janvier) ne sera pas poursuivie par la justice allemande, a déclaré, mardi 18 janvier, Jürgen Hossfeld, le procureur du Land de Saxe-Anhalt. M. Hossfeld a précisé que la jeune fille de dix-sept ans, interrogée mardi par la police de Halle - et qui a avoué la supercherie, - souffrait de problèmes psychologiques. (AFP, Reuters.)

## LA BOURSE EN DIRECT

En direct, 24 heures sur 24  
tous les cours de la Bourse

3615 LE MONDE  
Tapez BOURSE

سكنا نت الامم



INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

Ronald Reagan était au courant des tentatives d'étouffer le scandale de l'irangate

L'ancien président Ronald Reagan « a participé ou a donné son accord » à toutes les tentatives visant à étouffer le « scandale de l'irangate » sur les ventes d'armes américaines à l'Iran et l'aide militaire aux Contras anti-sandinistes au Nicaragua, selon le rapport final d'un procureur indépendant rendu public, mardi 18 janvier, à Washington. Ce document de 566 pages rédigé par Lawrence Walsh, fruit de sept années d'enquêtes – et dont M. Reagan et son successeur à la Maison Blanche, George Bush, ont en vain tenté ces derniers mois d'empêcher la divulgation –, fait apparaître que M. Reagan a autorisé ses collaborateurs à fournir une aide militaire aux Contras en lutte contre le régime sandiniste, en dépit de l'interdiction imposée par le Congrès.

Il souligne cependant qu'il n'y a « aucune preuve tangible que le président Reagan ait violé une quelconque loi criminelle ». Mais, « il a planté le décor pour les activités illégales des autres, en

**HAÏTI** : Washington souhaite durcir les sanctions. – Les Etats-Unis consulteront cette semaine les trois autres pays « amis d'Haïti » (France, Canada et Venezuela), auxquels ils proposeront un durcissement des sanctions imposées à ce pays par les Nations unies, a indiqué, mardi 18 janvier, le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry. Les quatre « pays amis de Haïti » avaient donné au régime de Port-au-Prince jusqu'au 15 janvier pour permettre le retour du président renversé Jean-Bertrand Aristide. – (AFP)

REPÈRES

CORÉE DU SUD

Le pasteur dissident Moon Ik-Hwan est mort

Un des dissidents sud-coréens les plus connus, le pasteur presbytérien Moon Ik-Hwan, détenu à plusieurs reprises pour s'être rendu clandestinement en Corée du Nord pour rencontrer le président Kim Il-Sung, est mort d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-seize ans, a annoncé, mercredi 19 janvier, sa famille. Il avait été libéré en mars dernier par le nouveau président Kim Young-Sam après une dernière condamnation à sept ans de prison en 1989 pour « violation de la loi sur la sécurité nationale » ; il lui était reproché d'avoir fait une visite secrète à Pyongyang. Avocat de la réunification des deux Corées, le révérend Moon – qui n'avait aucun rapport avec le fondateur de la secte du même nom – avait été emprisonné à cinq reprises depuis 1978. – (UPI, AFP)

IRAK

Le Conseil de sécurité maintient les sanctions

Les conditions n'étant toujours pas réunies pour une modification du régime des sanctions internationales imposées à l'Irak depuis 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, mardi 18 janvier, de les maintenir. L'Irak, qui a accepté en novembre le principe d'un contrôle international à long terme de ses programmes d'armement, espère néanmoins une levée de l'embargo pétrolier dans le courant de cette année. La décision ira-

encourageant et en ordonnant en termes généraux une aide militaire aux Contras du Nicaragua, alors que le Congrès avait interdit cette aide, souligne le rapport. Lorsque ce scandale a éclaté en 1986, M. Reagan a « sciemment participé ou du moins a donné son accord » aux efforts de ses principaux collaborateurs pour étouffer l'affaire, ajoute le rapport. Selon M. Walsh, le mépris des lois dont a fait preuve l'ancien président a créé un climat propice pour que certains de ses proches collaborateurs se soient sentis libres d'enfreindre eux-mêmes la loi.

Le rapport de M. Walsh contient des « conclusions injustifiables et des spéculations irresponsables », a estimé mardi M. Reagan. Les autres personnalités impliquées par M. Walsh, comme l'ancien président George Bush et l'ancien secrétaire à la justice Edwin Meese, ont également démenti les accusations portées contre elles. – (AFP)

Une femme autorisée pour la première fois à assister au cours de l'école militaire La Citadelle. – Une Américaine de dix-huit ans, Shannon Faulkner, est devenue, mardi 18 janvier, après une décision de la Cour suprême, la première femme autorisée à participer aux cours d'une des deux écoles militaires des Etats-Unis réservées aux hommes. La candidature de Shannon Faulkner avait été acceptée car la jeune femme avait délibérément omis de mentionner son sexe. Lorsque les autorités de cette école, créée il y a cent cinquante et un ans, avaient découvert la supercherie, elles avaient refusé d'admettre la candidate. – (AFP)

LESOTHO

Affrontements entre factions rivales de l'armée

Un officier de l'armée du Lesotho et son fils ont été blessés par balles, mardi 18 janvier, à Maseru, lors d'un attentat suivi par des tirs d'obus contre une caserne, a indiqué le ministre sud-africain des affaires étrangères, Pik Botha. Ces violences ont fait resurgir les craintes d'un « soulèvement militaire », selon M. Botha, qui a indiqué avoir alerté le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, quant à « la possibilité d'une plus grande détérioration de la situation ». Le lieutenant-colonel Mothakathi et son fils ont été blessés par des tirs alors qu'ils circulaient en voiture à Maseru. « La faction [de l'armée] qui soutient M. Mothakathi a organisé des préparatifs pour une action de représailles contre la faction opposée dans la caserne Mokhoanyane », a indiqué M. Botha avant de prévenir que « toute tentative de renverser le gouvernement » du Lesotho serait « inacceptable pour le gouvernement sud-africain ». – (AFP, Reuters)

ETATS-UNIS

L'ancien amiral Bobby Inman a retiré sa candidature au poste de secrétaire à la défense

Plus d'un mois après avoir été nommé secrétaire à la défense par le président Clinton, l'ancien amiral Bobby Inman a retiré sa candidature, mardi 18 janvier, affirmant être victime d'un « nouveau maccarthysme » de la part de la presse. Les explications de M. Inman sur les raisons de son retrait, qui met la Maison Blanche dans l'embarras, ont laissé la plupart des observateurs sceptiques.

WASHINGTON

de notre correspondante

L'atterrissage aura été un peu brutal pour le président Clinton. A peine rentré d'une tournée européenne de près de dix jours, le chef de l'exécutif américain a appris coup sur coup que, à Moscou, les réformateurs dans lesquels il a placé toute sa confiance désertaient la scène économique ou lançaient d'inquiétantes mises en garde diplomatiques, puis que, à Washington, il se retrouvait sans secrétaire à la défense.

Ajoutant un nom supplémentaire à la liste des nominations manquées de l'administration Clinton – liste ouverte il y a tout juste un an par la candidature au poste d'Attorney General, Zoe Baird –, l'amiral Bobby Inman, choisi par le président en décembre pour succéder à Les Aspin à la tête du Pentagone, a annoncé, mardi 18 janvier, au cours d'une étonnante conférence de presse, qu'il était l'éponge, avant même d'affronter les auditions de confirmation au Sénat.

M. Inman, soixante-deux ans, est un ancien officier de la marine, dont le parcours est marqué par une longue expérience de la défense.

dont trente et un passés au service des forces armées, avait pourtant l'air de quelqu'un de sérieux. Mais plus encore que sa défection, c'est sans doute la manière dont il l'explique qui risque de se révéler la plus embarrassante pour la Maison Blanche. En gros, l'amiral à la retraite, ex-numéro deux de la CIA et directeur, pendant quatre ans, de l'une des plus importantes agences de renseignement militaire américaines (l'agence de sécurité nationale), s'estime victime d'un « nouveau maccarthysme » de la part de la presse, et plus spécifiquement de la machination d'un chroniqueur du *New York Times*, William Safire, dont un éditorial l'a particulièrement blessé, le 23 décembre.

Les mœurs de la capitale

Non content d'avoir écrit que M. Inman, « la pire nomination de l'administration Clinton », était « un manipulateur et un trompeur », « un mauvais homme d'affaires, un naïf en tant que juge de la personnalité d'autrui et un tricheur en tant que contribuable », William Safire aurait concocté le marché suivant avec le sénateur Bob Dole, chef de l'opposition républicaine au Sénat : ce dernier se débrouillerait pour bloquer la nomination de Bobby Inman au poste de secrétaire à la défense lors de la procédure de confirmation fin janvier, en échange de quoi le chroniqueur du *New York Times* s'engagerait à « faire monter la mayonnaise » sur l'affaire Whitewater, le dernier scandale en puissance affectant

le couple Clinton (le *Monde* du 14 janvier).

L'allégation a beaucoup amusé le sénateur Dole, qui a répondu qu'effectivement, M. Inman ne paraissait « pas qualifié pour le poste de secrétaire à la défense s'il avait de tels fantasmes ». Quant aux récriminations contre les fâcheuses tendances de la presse américaine à chercher des poux dans la teneur des hommes politiques, elles ont étonné jusqu'à ces mêmes hommes politiques. « Tout le monde prend des coups, ça fait partie du jeu », a dit Dick Cheney, chef du Pentagone dans l'administration Bush. Bobby Inman n'est pas le premier venu et il le sait.

William Safire n'est certainement pas un tendre. La férocité de ses commentaires est aussi légendaire que dévastatrice et, dans le petit monde de Washington, mieux vaut faire partie de ses amis. Mais Bobby Inman connaît aussi bien les mœurs de la capitale fédérale que celles de son Texas natal, et tous les commentateurs, au moment de sa nomination par le président Clinton le 16 décembre, soulignaient précisément l'excellence des relations qu'il avait réussi à nouer, de longue date, avec le Congrès... et avec la presse. Bref, résume le sénateur (républicain) Trent Lott, « c'est un grand garçon », et quand on a pratiquement dirigé la CIA, on est censé avoir la peau un peu plus épaisse.

La complainte de l'amiral a d'autant plus surpris les milieux politiques à Washington qu'au moment de sa nomination, M. Inman avait déclaré n'avoir

accepté la proposition du président qu'au terme de longues conversations avec lui et qu'on peut donc imaginer qu'il avait soigneusement pesé le pour et le contre. Bobby Inman, par exemple, s'est longuement étendu mardi sur ce qu'il a appelé « son problème Zoe Baird », baptisé par d'autres le « nannygate » : comme l'ex-future-Attorney General, M. Inman avait une employée de maison dont il n'a payé les arriérés de sécurité sociale que la veille de sa nomination. Mais ce faux pas était connu et n'a guère intéressé les journaux ; ceux-ci avaient généralement bien accueilli le choix de M. Inman, dont la confirmation par le Sénat paraissait acquise.

Deux omissions

Bobby Inman a-t-il donc réellement succombé au cruel cynisme de Washington ou y a-t-il une autre raison à son retrait, comme le suggère le sénateur Dole ? M. Inman, relève un expert des questions de défense, « a omis de mentionner deux choses peut-être plus gênantes » : son rôle dans une entreprise travaillant pour l'industrie de la défense, Tracor, qu'il a acquise en 1987 puis qui a fait faillite, et surtout son rôle comme représentant du gouvernement au conseil d'administration d'une autre entreprise, l'International Signal Corporation, dont le directeur, James Guerin, purge une peine de quinze ans de prison pour transfert illégal de technologie à l'Irak et à l'Afrique du Sud.

SYLVIE KAUFFMANN

CHAQUE JOUR, NOUS FAVORISONS L'ÉCHANGE SUR NOS LIGNES POUR UNE MEILLEURE LIQUIDITE



OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

La RATP lance, du 19 janvier au 2 février 1994, une O.P.E. portant sur 4 lignes obligataires totalisant un encours de 12 milliards de francs. Les obligations apportées seront échangées contre de nouvelles obligations RATP 6% 2008. Cette émission est notée Aaa par l'agence Moody's.

Les modalités de l'offre sont précisées à la Cote Officielle de la Société des Bourses Françaises (avis 94 - 184 du 18 janvier 1994). Une note d'information (visa COB n° 94 - 033 du 17 janvier 1994) est disponible auprès de la société (responsable de l'information : Marie Sylvie SEILLAN tél : 40 02 35 71). Les caractéristiques des obligations à émettre sont publiées au BALO du 19 janvier 1994.

RATP

**Le Monde SUR MINITEL**

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

**3617 LMDOC**  
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

**36 29 04 56**  
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

**Le Monde**

Édité par le SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lespérance, gérant directeur de la publication Bruno Freppart directeur de la rédaction Jacques Châtaignier directeur de la gestion Manuel Loeferle secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colasse Robert Solé adjoints au directeur de la rédaction

Thomas Fournel Bernard Le Gendre Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1989) Jacques Fournel (1989-1992) André Laurens (1992-1993) André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL : 18, RUE FAUGÈRE 75001 PARIS CEDEX 16 Tél : (1) 40-06-25-26 Télécopieur : 40-06-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HENRI-MERCIER-MÉRY 94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél : (1) 40-06-25-30 Télécopieur : 40-06-25-10

l'esprit libre

## ASIE

## VIETNAM

## Selon Hanoï, la levée de l'embargo est une affaire de politique intérieure américaine

Les dernières visites de délégations américaines à Hanoï confirment l'intention de Washington de préparer les conditions d'une levée totale de l'embargo économique imposé depuis la fin de la guerre. Mais cette décision dépend de l'évolution de l'opinion américaine sur la question des soldats disparus pendant le conflit.

## HANOÏ

de notre envoyé spécial

Pour les Vietnamiens, la levée complète de l'embargo économique n'est plus un problème entre Hanoï et Washington mais une affaire de « politique intérieure » américaine. C'est dans ces termes que M. Le Mai, le diplomate chargé des négociations avec Washington, a résumé la situation après les visites au Vietnam de plusieurs délégations venues s'y féliciter des « gros efforts » fournis par Hanoï pour élucider les derniers cas de disparus américains pendant le conflit. Si l'on en croit des sources diplomatiques occidentales, l'administration démocrate serait convaincue que cet embargo, progressivement relâché depuis décembre 1992, devrait être levé quand le public américain sera prêt à l'accepter.

Les récentes visites d'officiels américains – depuis celle de Winston Lord, secrétaire d'Etat adjoint, à la mi-décembre, à celle de l'amiral Charles Larson, commandant en chef de la flotte dans le Pacifique – sont accueillies à Hanoï, comme autant de ballons d'essai de la part de la Maison Blanche pour surmonter l'hostilité des lobbies antiviets américains et répondre aux vœux des milieux d'affaires américains. A deux reprises, pendant son séjour au Vietnam, l'amiral Larson a même dit qu'il ne serait jamais venu s'il n'avait pas constaté, au préalable, la coopération « très efficace » des autorités vietnamiennes dans la recherche des disparus.

Pour Hanoï, une levée totale de l'embargo américain n'aurait pas d'effets économiques immédiats puisque le Vietnam a de nouveau accès, depuis septembre, à l'aide des grands organismes de crédit internationaux et que les entreprises américaines sont même autorisées à participer aux travaux d'infrastructure financés par la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement. En outre, l'aide étrangère, promise en novembre lors d'une réunion du Club de Paris, et les investissements étrangers seront déjà difficiles à absorber par un pays aux

structures d'accueil limitées. En revanche, une levée de l'embargo représenterait un succès diplomatique incontestable pour Hanoï, consacrant ainsi une légitimité internationale retrouvée en 1991 avec la conclusion de l'accord international de paix de Paris sur le Cambodge. Elle permettrait en outre au Vietnam de renforcer sa marge de manœuvre face au puissant voisin chinois.

## Relations diplomatiques

La balle est donc dans le camp de Bill Clinton, qui serait en possession, depuis fin décembre, d'un rapport du département d'Etat favorable à la levée totale de l'embargo. Mais les derniers sondages aux Etats-Unis laissent penser qu'une majorité n'est pas encore prête à passer l'éponge, en dépit non seulement des avis favorables des plus hautes autorités civiles et militaires mais aussi des appels de plusieurs sénateurs.

On souligne cependant dans la capitale vietnamienne qu'en acceptant récemment d'avoir des « échanges » avec les Etats-Unis sur la question des droits de l'homme, Hanoï a déjà entamé une autre négociation : celle concernant la normalisation des relations vietnamo-américaines, dont l'aboutissement serait, le cas échéant, l'établissement à plus long terme de rapports diplomatiques. Mais, pour ce qui est de la seule levée de l'embargo, le Vietnam estime désormais avoir rempli sa part de contrat. « C'est aux Américains de se décider, de donner la réponse », a également déclaré M. Le Mai au cours d'une conférence de presse. En d'autres termes, la date ne dépend plus d'eux, et le président Clinton tournera la page la plus douloureuse des relations entre les deux pays quand bon lui semblera.

JEAN-CLAUDE POMONTI

**SRI-LANKA : sanglant attentat contre un autobus.** – Au moins quinze personnes ont été blessées, vingt-cinq autres ont été blessées, mercredi 19 janvier, dans l'explosion d'une bombe placée dans un bus, près d'un camp militaire dans la région d'Anuradhapura, à 200 kilomètres au nord de Colombo. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les soupçons de la police se portent vers l'organisation extrémiste tamoule des Tigres. Des dizaines de milliers de personnes ont trouvé la mort depuis 1972 dans ce conflit qui oppose Colombo aux indépendantistes tamouls. – (AFP)

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## M. Juppé plaide pour le respect des droits des minorités après les élections du 27 avril

Après avoir rencontré le président Frederik De Klerk, la veille (le Monde du 19 janvier), le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a plaidé, mardi 18 janvier, auprès de Nelson Mandela, pour le respect des droits de l'homme et des minorités dans la nouvelle Afrique du Sud, au lendemain des premières élections multiraciales qui devraient porter des représentants de la majorité noire au pouvoir, le 27 avril.

## PRETORIA

de notre envoyé spécial

Quand on a la chance de rencontrer, en Afrique du Sud, dans la même journée, deux Prix Nobel de la paix, la tentation est grande – et salutaire – de leur transmettre un message à la fois politique et moral sur le thème de la dignité et de la paix. Alain Juppé n'a pas manqué cette occasion, mardi, lors d'un entretien – et d'un déjeuner – avec Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC), puis lors d'une conversation, plus brève, avec Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap, couronné par l'Académie d'Oslo, il y a dix ans.

Comme beaucoup de monde, Alain Juppé tient pour acquis un succès massif de l'ANC aux élec-

tions multiraciales du 27 avril. Il se place d'ores et déjà dans la perspective de ce lendemain de victoire. Les vainqueurs auront-ils « digéré » leur triomphe ? Résisteront-ils aux pressions de leur nouvelle puissance ? Accepteront-ils de continuer, comme ils l'ont promis, à partager le pouvoir pendant cinq ans avec cette minorité blanche qui est encore à la barre pour seulement trois mois ? Il n'est pas trop tôt pour poser ces questions qui nourrissent tant d'inquiétudes chez les adversaires politiques de l'ANC.

## « Respecter les peurs »

Alain Juppé a donc pris date à sa façon en revenant à plusieurs reprises sur ce thème, abordé la veille, de l'indispensable respect des droits de l'homme et des minorités dans l'Afrique du Sud de demain. « Le combat pour la dignité humaine, pour le respect des droits de l'homme et des minorités n'est pas achevé », a souligné le chef de la diplomatie française lors d'une conférence de presse avec Nelson Mandela. « Notre vigilance sera nécessaire après comme avant les élections », a-t-il précisé. On ne saurait être plus clair.

Mais le ministre des affaires étrangères fait confiance au président de l'ANC. « Je sais que vous savez où vous voulez aller, lui dira-

il plus tard au cours d'un toast, dans une Afrique du Sud unie, qui respectera les engagements pris. » Nelson Mandela lui a répondu en se montrant rassurant. « Dans le type de transformation que connaît actuellement l'Afrique du Sud, a-t-il reconnu, il est normal que les minorités se sentent très inquiètes. Il faut respecter les peurs de tous les Sud-Africains. » Le président de l'ANC a toutefois fait une distinction entre les craintes légitimes – donc respectables – et celles qui expriment une volonté de faire obstacle au processus démocratique.

Interrogé sur la décision de l'Inkatha de boycotter le scrutin du 27 avril, Nelson Mandela a souligné que l'ANC « continuerait jusqu'au tout dernier moment » à tenter de convaincre le mouvement du chef zoulou Mangosuthu Buthezi « de nous rejoindre pour participer au combat électoral ». L'ANC semble croire que l'Inkatha, après avoir mené un baroud d'honneur, se résoudra, à l'ultime instant, à entrer en lice, pour ne pas être totalement écarté des alliés du pouvoir.

Alain Juppé tenait à connaître Desmond Tutu. Le ministre est donc allé accueillir l'archevêque à l'aéroport de Johannesburg, de retour de Nairobi, avant de l'accompagner à son domicile d'Orlando, un quartier de Soweto. Tenus de clergyman et casquette

de marin, Mgr Tutu a écouté Alain Juppé reprendre le thème des droits de l'homme et des minorités. Avant d'exprimer sa crainte que le monde n'oublie un peu trop l'Afrique. « Il est important que vous nous aidiez, a-t-il dit, car la prospérité d'une grande partie de l'Afrique ira de pair avec la nôtre. »

Alain Juppé devait achever sa visite en Afrique du Sud mercredi matin, par un bref séjour dans la région du Cap, où il allait présider une cérémonie au Mémorial des huguenots de Franschhoek, « le coin des Français » (le Monde du 16-17 janvier).

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le futur président pourrait ne pas être membre de l'ANC, selon Nelson Mandela. – Le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a déclaré, mardi 18 janvier, qu'il pourrait être « de l'intérêt national » du pays d'avoir un chef de l'Etat n'appartenant pas à l'ANC, même si ce mouvement remporterait les élections multiraciales du 27 avril. Il a également souligné que devrait être formé, au lendemain du scrutin, un gouvernement d'union nationale, associant des partis minoritaires au parti vainqueur. – (AFP, Reuters)

## DIPLOMATIE

Compte tenu de la résistance des « pro-bruxellois »

## Paris est inquiet pour le siège du Parlement européen

## STRASBOURG (Union européenne)

de notre correspondant

« Il s'agit d'un jeu où personne ne gagne », a déclaré Alain Lamassoure à l'issue de l'entretien qu'il a eu, mardi 18 janvier, avec Egon Klepsch, président du Parlement européen. Venu à Strasbourg pour obtenir les assurances demandées par l'Assemblée nationale française sur le maintien du siège de la Chambre des eurodéputés dans la capitale alsacienne (le Monde du 14 janvier), le ministre délégué aux affaires européennes a pu mesurer la capacité de résistance des partisans de Bruxelles.

M. Klepsch, plutôt favorable à Strasbourg comme beaucoup de représentants allemands, a fait preuve de la prudence qui sied à un président, sachant parfaitement que sa position n'est pas majoritaire. La ville et l'administration parlementaire ont établi un projet de contrat location-vente comparable à celui qui a été signé

pour la construction de l'hémicycle européen à Bruxelles. Compte tenu de la longueur des procédures et de l'opposition des « pro-bruxellois », la signature de l'accord ne pourra intervenir, de l'avis même de M. Klepsch, avant la fin mars. Autant dire que les députés français ne pourront obtenir les garanties souhaitées avant la fin de la session extraordinaire en cours qui doit s'achever la semaine prochaine.

## Un dispositif complexe

Selon M. Lamassoure, un vote au début de la session de printemps de la loi augmentant le nombre de sièges au Parlement interviendra « probablement trop tard » pour organiser les élections européennes selon la nouvelle formule décidée au Conseil européen d'Edimbourg (décembre 1992).

Or, le gouvernement ne peut raisonnablement empêcher la réalisation de ce projet sans déclen-

cher la colère des Allemands, qui avaient conduit une campagne vigoureuse après la réunification pour accroître leur représentation à Strasbourg (18 sièges de plus).

Dans ces conditions, M. Lamassoure a imaginé un dispositif qui rend encore plus complexe le dossier sur la bataille du siège. Le ministre a demandé à M. Klepsch qu'il obtienne du bureau de l'Assemblée européenne une « garantie politique » sous la forme d'un engagement « écrit et précis » affirmant que le contrat sera signé dans les prochaines semaines. De son côté, le gouvernement pourra demander au Palais Bourbon de voter la loi sur l'augmentation des sièges (8 sièges de plus pour la France) avant la fin de l'actuelle session extraordinaire, avec l'idée de la promulguer une fois l'accord formellement signé.

A supposer que le scénario du gouvernement se réalise, le contentieux ne sera pas pour autant apaisé. S'appuyant sur la jurisprudence de la Cour européenne de

justice, les partisans de Bruxelles font toujours la distinction entre siège et lieux de travail.

En d'autres termes ils ne contestent pas la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de désigner Strasbourg comme siège définitif de l'Assemblée des Douze, mais ils s'estiment libres de se réunir là où ils l'entendent. Ainsi, les parlementaires ont inscrit dix sessions en 1994 dans la cité alsacienne alors que le sommet d'Edimbourg avait précisé que douze sessions devaient être tenues au siège de l'Assemblée.

D'ores et déjà, la guérilla entre Strasbourg et Bruxelles a eu des effets désastreux. Le Parlement européen ne s'est-il pas privé de la venue de Bill Clinton parce que les pro-bruxellois ne voulaient pas que le président des Etats-Unis intervienne dans l'hémicycle strasbourgeois ?

MARCEL SCOTTO

## PROCHE-ORIENT

Le processus de paix

## La Syrie est hostile à un référendum sur le retrait israélien du Golan

L'annonce par Israël de l'organisation éventuelle d'un référendum si l'Etat juif devait opérer un retrait « significatif » de ses troupes du Golan (le Monde du 19 janvier) a été sévèrement critiquée par le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk Chareh, nous signalant notre envoyée spéciale à Damas, Françoise Chipaux.

« Les Israéliens essayent de saper ou de sous-estimer l'importance de ce qu'a déclaré à Genève le président Assad parce qu'ils ne veulent pas sérieusement une paix juste et globale », a déclaré M. Chareh, mardi 18 janvier, à Amman, où il s'était rendu pour informer la Jordanie des résultats du sommet. « Ils n'ont aucun droit de soumettre le Golan syrien occupé à un référendum. C'est contraire à la loi internationale et à la charte des Nations unies, et le résultat ne nous concerne pas, car l'occupation n'al-

lère pas notre souveraineté sur le Golan », a-t-il ajouté.

On estime à Damas que le projet israélien est avant tout une manifestation d'irritation contre les Etats-Unis. Il pourrait toutefois jeter une ombre sur la reprise des pourparlers bilatéraux, au niveau des chefs de délégations, la semaine prochaine à Washington. En attendant, Damas espère voir les Etats-Unis, en particulier le président Clinton, que l'on juge désormais « plus conscient de la justice de la cause arabe », agir en conséquence.

En Israël, le premier ministre Itzhak Rabin a confirmé qu'il était en faveur d'un référendum sur un retrait du Golan, mais il a estimé qu'une telle consultation était prématurée. « Il faudra, le jour venu, passer une loi au Parlement sur la tenue d'un référendum. Nous le ferons quand et si la question est à l'ordre du jour », a déclaré M. Rabin à la radio, indiquant tou-

tefois qu'il « attendait davantage » du sommet de Genève. Mais, « pour le bien des négociations, je suis disposé à me contenter de ce qui a été dit, et de ce qui n'a pas été dit (publiquement) et qui nous a été rapporté », a encore affirmé le premier ministre selon lequel le « prix » d'un traité de paix avec la Syrie risquerait d'être « douloureux ».

Par ailleurs, à l'issue d'une réunion de travail mardi à Tabas, en Egypte, entre Israéliens et Palestiniens, sur la mise en œuvre de la déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington, le chef de la délégation palestinienne, Nabil Chaath, a fait état d'une atmosphère « positive », même si, a-t-il dit, la « question-clé » du contrôle des points de passage entre les territoires occupés et les pays arabes voisins fait toujours problème. – (AFP, Reuters)

## ISRAËL

## Un Arabe ambassadeur

Pour la première fois, un Arabe israélien va accéder aux fonctions d'ambassadeur de l'Etat juif, a-t-on appris, mardi 18 janvier, au ministère des affaires étrangères. Youssef Hadj Yehia, dont la nomination doit encore être approuvée par le gouvernement, devrait prochainement présenter ses lettres de créances en Finlande. M. Yehia est actuellement juge au tribunal de district de Tel-Aviv. – (AFP)

**KOWEÏT :** un membre de la famille princière accusé de détournement de fonds. – Le procès d'un membre de la famille princière koweïtienne, Cheikh Ali Khalifa Al Sabah, accusé de détournement de fonds et jugé avec quatre coaccusés, s'est ouvert mardi 18 janvier.

**Le Monde**

**BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**L'état du monde et de la France en 1993**

**Un document de synthèse, unique, qui dresse le bilan économique et social de la France et de 160 pays du monde.**

Environnement international : conjoncture, finance, grandes productions, vie des affaires, questions sociales. Situation de la France et analyse pays par pays. Principales mutations en occident, à l'est, au Proche-Orient, en Asie.

212 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

49 F

صكنا من الامم



INTERNATIONAL

Les relations entre la France et l'Afrique

# Incompréhension et amertume

CLÉS/ Franc CFA

■ **FRANC CFA.** Depuis 1948, le franc CFA valait 2 centimes français. Dévalué le 12 janvier dernier, il n'en vaut plus que 1, dans treize des quatorze pays de la zone franc (Bénin, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Equatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) ; le quatorzième, les Comores, a accepté une dévaluation, non pas de 50 %, mais de 25 %.

■ **SIGLES.** En Afrique de l'Ouest, CFA signifie : Communauté financière en Afrique. La définition est différente en Afrique centrale : Coopération financière en Afrique. Avant les indépendances, le franc CFA était celui des Colonies françaises d'Afrique.

■ **SOMMET DE DAKAR.** Le franc CFA a été dévalué à l'occasion d'un sommet réuni les 10 et 11 janvier à Dakar. Y participaient : dix chefs d'Etat, trois premiers ministres, un ministre des finances, Michel Roussin, ministre français de la coopération, Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI). De nombreux dirigeants africains refusant le principe d'une dévaluation.

■ **OBJECTIF.** Cet ajustement monétaire a pour objectif de relancer la croissance, dans des pays aux économies exsangues, grâce à la réduction des coûts de production (notamment des coûts du travail), la réduction du déséquilibre extérieur (par l'encouragement des exportations), et le rétablissement de la confiance des investisseurs privés.

« On apporte une aide considérable en Afrique ; et pourtant, c'est toujours le Français qui trinque. » Ce constat d'un ambassadeur n'est pas nouveau : la France – toujours considérée comme l'ultime centre de décision dans ses anciennes colonies africaines – a toujours eu tort, quoi qu'elle fasse. « J'ai beaucoup d'inquiétudes quant à la manière dont la France va être perçue, affirme un chef d'entreprise français, nos expatriés, qui sont bien payés et qu'on va devoir augmenter, risquent d'être les boucs émissaires en cas de troubles sociaux. » Ici et là, le ressentiment contre la présence française a largement précédé la dévaluation. Au Cameroun, il y a un an, des tracts appelaient au boycottage des produits français. Au Togo, la presse d'opposition consacre des colonnes à des pamphlets stigmatisant les « Gaulois ».

Au Gabon, dans les jours qui suivent l'élection présidentielle du 5 décembre dernier, des journalistes occidentaux circulaient munis de fausses informations afin d'éviter les ennemis, tandis que les expatriés français restaient barricadés chez eux de peur des agressions. Au Congo, une jeune fille française a été violée et deux diplomates violemment agressés, en décembre dernier, pendant les troubles. Au Zaïre, où l'ambassadeur de France a été tué en janvier 1993, les adolescents arrêtaient la télévision lorsque leurs parents regardent les chaînes françaises. « Le moins que l'on puisse dire, c'est que la France n'a pas su tirer profit de son engagement en

termes d'image », constate un professionnel de la coopération. La priorité des autorités françaises chargées de l'Afrique est d'assurer la sécurité des expatriés. Etrange paradoxe, concernant des pays pour lesquels Paris a consacré beaucoup d'argent pendant plus de trois décennies. Les campagnes anti-françaises qui ont agité plusieurs capitales francophones ces derniers temps sont toutes nées d'élections pluralistes controversées.

## Le malentendu de La Baule

Accusée à tort ou à raison de soutenir le maréchal Mobutu, d'avoir contribué à la réélection du président sortant au Cameroun en octobre 1992, au Togo en août 1993, au Gabon en décembre 1993, la France a perdu le crédit qu'elle avait acquis lors du sommet de La Baule, en juin 1990, par la grâce d'un discours dans lequel les Africains virent un virage, après trois décennies de soutien à des régimes forts.

Les espoirs furent rapidement déçus. Encore faut-il relire le fameux discours – lequel, contrairement à une idée reçue, n'a pas précédé les mouvements de démocratisation mais a permis à la France de « prendre le train en marche ». En abordant le thème de la démocratie, sept mois après la chute du mur de Berlin, le président Mitterrand entendait avant tout prévenir ses amis africains de l'impérialisme du « soufflé » qui « fera le tour de la planète ». Une seule phrase – celle, à la base du malentendu, que tout le monde a

retenue – évoque la « prime à la démocratie » : « La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté. » François Mitterrand n'entendait pas forcer la marche. « La démocratie est un principe universel, affirmait-il, mais il ne faut pas oublier les différences de structures, de civilisations, de traditions, de mœurs. Il est impossible de proposer un système tout fait. La France n'a pas à dicter le ne sais quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait de facto. » Il nous a fallu deux siècles pour tenter de mettre de l'ordre. d'abord dans notre pensée et ensuite dans les faits, avec des recules successives, disait-il encore aux chefs d'Etat africains, et nous vous ferions la leçon ».

Depuis, l'image de la France s'est dégradée, alors que les élections se succédaient en Afrique à un rythme soutenu : vingt-trois scrutins présidentiels et autant de législatives ont été organisés en Afrique subsaharienne en 1991, 1992 et 1993. Le multipartisme et la liberté de la presse – relative dans certains pays – ont fait leur apparition dans toutes les anciennes colonies françaises. Seules trois d'entre elles n'ont pas connu d'élection présidentielle au cours des trois dernières années, la Côte d'Ivoire et les Comores (où le scrutin avait eu lieu en 1990), et le Tchad. La non-intervention de la France au Togo, en décembre 1991, lors de l'attaque, par des militaires, des bâtiments occupés par le premier ministre de transition, avait été interprétée

par les Africains comme un premier signe : la doctrine de La Baule n'impliquait pas un soutien actif de la France aux mouvements d'opposition. Plusieurs scrutins, dont l'élection présidentielle camerounaise d'octobre 1992, confirmèrent le diagnostic, tout en alimentant l'âpreté des partis d'opposition à l'égard des socialistes français.

Bien que différente dans le discours, la ligne du nouveau gouvernement n'a en rien modifié l'image de la France. « Deux poids, deux mesures ! », commentaient les journaux africains d'opposition après les élections présidentielles centrafricaine et togolaise d'août 1993. Dans le même temps, Paris avait fait preuve de détermination à Bangui envers un président finissant, et s'était laissé piéger à Lomé en s'engageant dans un processus électoral qui a abouti à la victoire du général Gnassingbé Eyadéma – ce qui a provoqué la colère d'Edouard Balladur.

« J'entends que nous favorisons toutes les transitions politiques chaque fois qu'elle contribue à affirmer la stabilité », déclarait le ministre de la coopération, Michel Roussin, le 3 septembre dernier, lors d'une réunion des ambassadeurs de France en Afrique, dans un discours basé sur trois thèmes : « confiance », « stabilité » et « rigueur ».

Echaudé par l'expérience du Congo, où l'alternance a conduit au désordre, Paris, qui a pourtant alloué en 1993 une aide de l'ordre de 60 millions de francs aux processus électoraux, ne cache pas

préférer la continuité au désordre. On l'a vu au Gabon, où le président Omar Bongo a été chaudement félicité à la suite d'une réélection très contestable. « Un gouvernement de gauche aurait réagi exactement de la même façon », remarque un socialiste avec franchise. Y aurait-il continuité ? Totale », confie un autre M.-P. S.

## La victoire des énarques

Les anti-dévaluatinnistes lui en veulent beaucoup. A les entendre, elle serait, de tous les « technocrates » qui ont persuadé Edouard Balladur de s'engager dans la voie de la dévaluation du franc CFA, « la plus redoutable ». Les journalistes n'ont pas l'heur de la connaître : Anne Le Lorier, conseiller pour les affaires économiques auprès du premier ministre, ne souhaite pas les rencontrer.

C'est au Trésor que cette énarque de quarante et un ans, tailleur strict et bouche pincée, a découvert les relations franco-africaines et leurs dysfonctionnements. Choquée par l'insolation des fonds accordés par la France, elle fit de la rationalisation de l'aide publique son cheval de bataille. Bien que convaincu tardivement de la nécessité de dévaluer le franc CFA, elle fut la « cheville ouvrière » de l'opération.

« Elle commence toujours une réunion en abordant un point qui déstabilise son interlocuteur », raconte un habitué. Plus lapidaires, les autres parlent d'une grande bataille, ou encore d'un ordonnateur sous des cheveux blonds.

Son entrée dans le cabinet du premier ministre en avril dernier n'avait surpris personne, bien qu'elle soit « plus technicienne que politicienne » : elle faisait déjà partie du cabinet d'Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, du temps de la première cohabitation. Tout comme deux des trois autres hauts fonctionnaires artisans de la dévaluation du franc CFA, Christian Noyer, aujourd'hui directeur du Trésor, et Antoine Pouilleux, directeur du cabinet du ministre de la coopération (le troisième étant Jean-Michel Séverino, inspecteur des finances, directeur du développement au ministère de la coopération).

« Leurs intentions sont pures, mais leurs méthodes contestables », affirme un détracteur de l'approche « technicienne » de ces quatre énarques soucieux de banaliser les relations franco-africaines. « Ils ne savent même pas où est l'Afrique », dit plus ornement un chef d'entreprise, ajoutant être conscient de forcer le trait. De nombreux fonctionnaires estiment en revanche qu'Anne Le Lorier est le meilleur de leurs ambassadeurs : « Elle exprime ce que l'administration française pense depuis des années. »

M.-P. S.

## La coopération dévaluée

Suite de la première page

Ces propos de l'ancien ministre des affaires étrangères de Valéry Giscard d'Estaing (1) ont d'évidence perdu de leur actualité. Quinze ans plus tard, et alors que le président François Mitterrand tenait il y a peu un discours analogue, la France a recommencé à porter seule le fardeau de ses anciennes colonies. Constat d'échec de trois décennies de coopération ? A considérer que toute dévaluation est porteuse d'un échec, difficile de répondre par la négative.

Dès son arrivée à Matignon, Edouard Balladur en fut convaincu : il fallait mettre un terme à l'épreuve de force entre Paris et les institutions monétaires internationales, qui refusaient de s'engager financièrement dans la zone franc tant que le CFA ne sentait pas dévalué. En ces temps de rigueur budgétaire, plus question pour la France de tenir tête à la communauté internationale et, par conséquent, d'être la seule à payer : en 1992, puis en 1993, Paris a versé plus de 4 milliards de francs – dont environ les deux tiers pour la Côte d'Ivoire et le Cameroun – afin, pour l'essentiel, de rembourser des arriérés de dettes au FMI et à la Banque mondiale.

Enclin à penser que cette épreuve de force était perdue d'avance, que les présidents africains portaient depuis trente ans une lourde part de responsabilité dans la faillite de leurs Etats et que le gros de l'aide française s'évaporerait dans des écritures comptables, le premier ministre se fit très vite une religion, au grand dam des amis de Jacques Chirac. Les « réseaux » proches du RPR n'avaient-ils pas promis que jamais, au grand jamais, le retour de la droite aux affaires ne se traduirait par un « lâchage » ? Stupeur dans les capitales africaines ! Un gouvernement de droite a fait ce que les gouvernements de gauche – que les dirigeants africains n'ont jamais porté dans leur cœur – n'avaient jamais osé.

## Conflit de générations

« Cette dévaluation, c'est la victoire de la jeune génération sur la vieille », claironnent, dans les ministères, les moins de quarante-cinq ans. « Les technocrates qui ne connaissent rien à l'Afrique l'ont emporté », s'insurge-t-on dans les groupes de pression qui ont vainement tenté d'influencer Matignon – et hormis Pierre Messmer, tous les gaullistes « historiques » en étaient.

« Une conception anglo-saxonne qui repose sur le rendement éco-

nomique et ne prend pas les hommes en compte est en train de prendre le dessus », tempête l'ambassadeur Fernand Wibaux, un vieil ami de M. Chirac, rompu à l'Afrique, qui occupe les mêmes bureaux que Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle, toujours en activité à quatre-vingts ans. Et M. Wibaux, amor, d'ajouter : « Je sais que personne ne m'écoute... ».

Sans doute ceux qui crient le plus fort aujourd'hui portent-ils une grande part de responsabilité dans le choc créé par l'ampleur de cette dévaluation, pour l'avoir rejetée pendant une dizaine d'années. Les groupes de pression parallèles – hommes d'affaires et réseaux politiques de gauche comme de droite – n'ont-ils pas profité à plein de la surévaluation du CFA, puisqu'ils faisaient des affaires dans la zone ? « Si l'opération échoue, ils diront : on vous l'avait bien dit ; alors que si on dévalue si tard et si brutalement, c'est de leur faute ; la crise ivoirienne date de 1977, pourquoi est-ce qu'on dévalue en 1994 ? », s'interroge un spécialiste pour lequel « une bonne part des maux de l'Afrique est à Paris ».

Corriger ces maux en clarifiant les relations entre la France et ses anciennes colonies : tel est l'objectif affiché par les hauts fonctionnaires qui ont « travaillé » le gouvernement jusqu'à le convaincre. Si l'entreprise apparaît aisée à Matignon, l'Elysée resta longtemps sceptique, et quelques membres du gouvernement se montrèrent rétifs, à commencer par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie et des finances.

D'abord hostile au projet, Michel Roussin, ministre de la coopération, s'aligna il y a quelques mois derrière le chef du gouvernement « en se mouillant jusqu'au cou ». Est-ce à dire que, entre Edouard Balladur et Jacques Chirac – qui l'a « fait » – l'ancien directeur de cabinet du maire de Paris a choisi ? Peut-être est-il trop tôt pour l'affirmer. L'un de ceux qui le côtoient note toutefois que « Michel Roussin se contre-fiche de la vieille génération [proche de M. Chirac] avec un manque de scrupules et même une jouissance étonnante ».

A ceux qui lui posaient la question de savoir quand interviendrait la dévaluation, le ministre de la coopération rétorquait invariablement, ces derniers temps, que la décision appartenait aux seuls Africains. Réponse inéluctablement suivie de sourires entendus : la lettre d'Edouard Balladur, envoyée en septembre aux chefs d'Etat de la zone franc (le Monde du 23 septembre), leur laissait-elle

une marge de manœuvre ? Dans cette mise au top comminatoire, le premier ministre annonçant qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier Paris ne donnerait plus un sou à ceux qui n'auraient pas concilié d'accords avec le FMI et la Banque mondiale. Ainsi fut fait : la Côte d'Ivoire, qui espérait de grosses sommes pour le début de l'année, ne vit rien venir. Les robinets coupés, les Africains n'avaient plus le choix. Pour la première fois depuis les indépendances, la France avait traité avec ses anciennes colonies comme elle l'eût fait avec n'importe quel pays. Jusqu'au bout, certains chefs d'Etat refusèrent d'y croire. Le sommet de Dakar les amena à l'évidence.

## « Ce qui passe le plus mal, c'est l'hypocrisie »

« Ce qui passe le plus mal en Afrique, c'est l'hypocrisie de la France », constate aujourd'hui un homme d'affaires français, une relation de confiance a été rompue, les Africains auraient préféré que Paris endosse la responsabilité de la dévaluation. « Après le malentendu de La Baule, ajoute l'un de ses collaborateurs, tout ça se fera que rajouter aux ambiguïtés des relations franco-africaines, tout le coût de la dévaluation risque de devoir être porté par la France, ça devient psychologiquement ingérable. »

« Humainement, il existait une autre solution : prendre son bâton de pèlerin, aller voir chacun pour convaincre », estime l'un de ceux

qui plaident en faveur de la dévaluation depuis des années et qui a vécu l'opération de près. « Trois semaines avant le sommet de Dakar, personne n'avait posé le problème en termes politiques, aucune décision n'avait été prise sur la manière de négocier avec les chefs d'Etat ; psychologiquement, cela s'est passé dans des conditions dramatiques : on leur a dit jusqu'au bout qu'on était contre la dévaluation, puis on la leur a imposée : s'il y a des pépins dans les semaines à venir, tout sera de la faute de la France », explique-t-il.

Le mot « psychologique » revient comme un leitmotiv dans la bouche de ceux qui – favorables à la dévaluation – critiquent la manière dont elle a été gérée par Paris. En filigrane apparaît l'idée selon laquelle le dossier était « techniquement bien ficelé », mais que, politiquement, la « spécificité » des relations franco-africaines n'a jamais été prise en compte.

« Dans toutes les capitales, nos interlocuteurs se disent orphelins », affirme un chef d'entreprise. « Cette affaire est un drame, si on prend en considération le sentiment que les élites africaines nous portent », réchérir un haut fonctionnaire. « Pour Edouard Balladur, c'est la dernière chance qu'on leur donne et, s'ils ne la prennent pas, tant pis pour eux ; ce qui traduit bien, estime-t-il, un déplacement de l'Afrique dans la tête de nos dirigeants. »

Un « déplacement » indéniable. Quel homme politique français se

bat aujourd'hui pour l'Afrique ? Quel chef d'entreprise mise sur le continent des catastrophes ? A de rares exceptions près, quel diplomate chargé d'un dossier africain n'attend pas avec impatience une autre affectation ? Au Quai d'Orsay, les centres d'intérêt de la France sur le continent se portent, maintenant au moins autant sur l'Afrique australe et le Nigéria – que sur les anciennes colonies. Alain Juppé, qui achève son premier voyage sur le continent noir en tant que ministre des affaires étrangères, a renoncé à une visite au Sénégal, un temps envisagée, en rentrant directement d'Afrique du Sud vers Paris.

« Cessons de dire qu'en Afrique tout va mal ! », s'insurge Jean-Pierre Prouteau, le président du Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN), qui publie chaque année un rapport positif sur les activités des entreprises françaises en Afrique, en rappelant que ce continent est la deuxième zone du commerce extérieur de la France après l'Europe. Force est de constater que M. Prouteau paraît bien seul dans sa croisade. Un sentiment d'impuissance a atteint beaucoup de ceux qui avaient la foi. « Que faire ? », s'interrogent en permanence les milieux français concernés, en se disant « fatigués ». C'est-à-dire, au sens africain du terme, désabusés.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Cité par Comi Toulabor dans *Etats et sociétés en Afrique francophone*, éditions Economica, 1993.

ABIDJAN  
2300 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.  
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES  
FRONTIERES

Et arriver  
en 4 x 4, pirogue ou taxi brousse  
dans un bungalow de rêve,  
vous coûtera à peine plus cher  
que votre boxer-short en léopard.\*

\* La Côte d'Ivoire avec Nouvelles Frontières,  
c'est aussi des séjours ou des circuits,  
avion compris, à partir de 3 280 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE  
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

## Emploi, protection sociale, formation : le premier ministre ne veut pas renoncer à réformer

## M. Monory réplique à la mise en cause du Sénat dans la révision de la loi Falloux

■ **RIVALITÉ.** — Pour la première fois, un sondage de la SOFRES indique qu'Edouard Balladur, candidat unique de la majorité, serait aujourd'hui, élu au premier tour d'une élection présidentielle. Le RPR s'étonne que la même question n'ait pas été posée au sujet de Jacques Chirac. La direction du mouvement néogaulliste ne dissimule pas une exaspération révélée par la tension produite par la rivalité entre le premier ministre et le maire de Paris.

■ **LA COLÈRE DU PRÉSIDENT DU SÉNAT.** — La mise en cause du Sénat, pour la manière dont y avait été menée à son terme la révision de la loi Falloux, en décembre dernier, a provoqué une vive réaction de René Monory (UDF). Celui-ci, qui présidait lui-même la séance du 14 décembre, a répliqué à ses détracteurs, en soulignant que le premier ministre avait pris l'initiative d'inscrire le texte de façon précipitée à l'ordre du jour du Sénat et que le gouvernement avait insisté pour que la discussion soit achevée dans la nuit du 14 au 15 décembre.

« Quand on me cherche, on me trouve. » Tel est, à peu près, le message que René Monory a fait passer, mardi 18 janvier, en présentant ses vœux à la presse. Le président du Sénat, tenu à un minimum de diplomatie, a pris un tout petit peu plus de gants, mais à peine.

L'objet de son courroux n'est guère surprenant : depuis l'adoption par les sénateurs, dans la nuit du 14 au 15 décembre dernier, de la loi révisant la loi Falloux sur le financement de l'enseignement privé, et devant les réactions en chaîne déclenchées par ce vote, les petites phrases vachardes n'ont pas manqué. François Mitterrand, certes, mais surtout, dans la majorité, Raymond Barre, Philippe Seguin et Jacques Chirac, notamment, avaient relevé, pour les regretter, les conditions pour le moins expéditives dans lesquelles ce débat avait été bouclé au Palais du Luxembourg.

C'en était trop pour le président du Sénat. Longtemps surnommé le « shérif de Louvain », la ville dont il est maire, M. Monory a dégainé. Contre le gouvernement, tout d'abord : cette révision de la loi Falloux est « une montagne d'hypocrisie et une affaire dans laquelle personne n'a été franc, a-t-il souligné. Dès le premier mois de la législature, j'ai fait savoir au gouvernement que je n'étais pas d'accord. » A ses yeux, il fallait établir un « plafond » pour que le gouvernement ait le financement des établissements privés soit limité à 50 % et répartie par moitié entre les collectivités locales et l'Etat. « Ne pas fixer un tel plafond, c'était placer les élus locaux dans des situations impossibles », a-t-il affirmé. Précisant que Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, et Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, ainsi que « plusieurs membres du gouvernement » étaient, à l'époque, d'accord avec lui sur ce principe, M. Monory a ajouté : « J'ai été montré du doigt par certains jusqu'au-boutistes et, lors du « séminaire » gouvernemental, à Saint-Cloud, au mois de juin, le gouvernement a tranché autrement. »

Quant aux conditions dans

lesquelles le débat avait repris au mois de décembre, la responsabilité en revient, là encore, au gouvernement, estime le président du Sénat. Après avoir suggéré aux sénateurs de prendre l'initiative de demander la réinscription à l'ordre du jour du débat (interrompu le 30 juin) sur la loi Falloux, « ce que j'ai refusé », a-t-il précisé, le gouvernement, qui a la maîtrise de l'ordre du jour des Assemblées, est passé en force. M. Monory raconte : « J'ai été convoqué, le dimanche 12 décembre, dans l'après-midi, par le premier ministre, qui m'a dit qu'il avait décidé de réinscrire ce texte à l'ordre du jour. » La date retenue par M. Balladur était la séance du mardi 14 décembre. On notera, au passage, que la décision du gouvernement est donc antérieure à la remise du rapport Vedel, le lundi 13 décembre, à MM. Balladur et Bayrou.

## A la demande insistante du gouvernement

Enfin, ajoute le président du Sénat, c'est également « à la demande insistante du gouvernement que la séance a été prolongée dans la nuit du 14 au 15 décembre. » « Nous avions décidé d'arrêter cette séance à minuit, mais le gouvernement a voulu que le texte soit voté dans la nuit », précise M. Monory, avant de souligner que le Conseil constitutionnel n'avait pas formulé de critique sur la procédure employée au Sénat pour déclarer irrecevables une grande partie des amendements de l'opposition. Cette procédure « nous servira plus tard », a-t-il glissé en passant.

Reste l'attitude de quelques sénateurs de la majorité. Là encore, le président du Sénat réagit sans ménagement. M. Barre, ce « rouilleux », « il n'organise rien et il démolit. Ce n'est pas comme ça qu'il avancera », a lâché M. Monory. M. Seguin, le président de l'Assemblée nationale ? « Il n'a pas à critiquer le Sénat. Chacun son style. Lui, c'est lui, et moi, c'est moi. Je n'ai pas les mêmes aspirations que lui dans la vie politique. Je suis très content d'être président du Sénat. Je n'ai pas d'ambition dans la tête que de voir le Sénat réussir. Peut-être que lui,

il en a d'autres. » Seul Jacques Chirac en est réchappé.

Pour faire bonne mesure, enfin, le président du Sénat a décidé d'élargir le débat à la politique économique du gouvernement. Là non plus, il n'y va pas de main morte. Dans un entretien publié mercredi par la Tribune-Desfosses, il déclare, en effet, qu'il sent « la grogne monter, encore plus que l'année dernière » dans le pays (lire page 14). Une telle charge du troisième personnage de l'Etat ne pouvait laisser sans réaction le premier ministre et la majorité. M. Balladur eut l'occasion d'une réponse furtive, dès mardi, au Sénat précipité, où M. Monory présentait ses vœux aux corps constitués. « Il est précieux, pour le gouvernement, de bénéficier des avis et des propositions du Sénat », dont l'action est menée « avec beaucoup de clarté », a-t-il déclaré. « Il faut écouter les autres », a ajouté M. Balladur, ce qui peut s'entendre dans les deux sens.

Dans l'après-midi, déjà, devant le groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Balladur avait déclaré qu'il assumait « la responsabilité » de la révision avortée de la loi Falloux, allant même jusqu'à reconnaître « le caractère un peu hâtif » de l'examen du texte au Sénat. Le premier ministre avait dû faire face à des députés très affectés par la mésaventure survenue à une revendication à laquelle ils sont très attachés. Le bureau du groupe avait même dressé un « constat d'échec » de l'opération gouvernementale, mettant en cause tout à la fois l'examen précipité du texte au Sénat et la « mauvaise communication » du gouvernement. De nombreux députés UDF ont exprimé, notamment, la crainte de voir l'échec de la révision de la loi Falloux jeter « la suspicion sur la décentralisation », qui est aussi un des thèmes de prédilection de la confédération libérale. « L'échec de la révision de la loi Falloux ne doit pas paralyser l'action du gouvernement, il ne faut pas se contenter du statu quo », avertit Charles Millon dans un entretien publié mercredi par la Tribune.

FRÉDÉRIC BOBIN  
et GÉRARD COURTOIS

d'aide concrète de ce côté-là. Plus délicat encore, politiquement parlant, est le dossier de l'assurance-maladie. Le gouvernement ayant décidé, pour ne pas freiner l'essor de retour de la croissance qu'il escompte, de ne pas ponctionner les revenus par une hausse d'impôt ou de contribution sociale, il va lui falloir soit réduire les remboursements de soins, ce qui électoralement parlant est toujours fort dangereux, soit demander des efforts au corps médical, dont le poids dans la majorité parlementaire est énorme.

La difficulté de la tâche ne peut pas pour autant conduire le gouvernement à renvoyer à plus tard ses décisions. Edouard Balladur en est parfaitement conscient. Des décisions précises devraient donc être annoncées à l'issue du séminaire gouvernemental de la fin du mois, mais toutes n'imposent pas le vote de nouvelles lois. Trancher ainsi ces trois problèmes en deux semaines va faire traverser au premier ministre une période de grands risques.

Les mesures qui seront prises devront, en effet, être crédibles aux yeux de l'opinion, même si celle-ci n'espère pas un redressement rapide de la situation dans ces trois domaines. Edouard Balladur devra au moins convaincre qu'il s'engage dans la bonne direction. D'autant qu'il n'a guère de prétextes pour ne pas prendre des mesures que l'une ou l'autre des catégories sociales pourraient mal accepter : sa cote dans les sondages continue à lui donner une avance telle, malgré son faux pas sur la loi Falloux, qu'un candidat à la direction de l'Etat doit accepter d'en user, sans chercher à tout prix à la préserver.

THIERRY BRÉHIER

## Les sondages favorables à M. Balladur exaspèrent l'entourage de M. Chirac

Les sondages vont-ils réussir à brouiller définitivement Jacques Chirac et Edouard Balladur ? On cache, à peine, dans l'entourage du président du RPR, l'exaspération que suscite la dernière vague de sondages qui sont publiés quelques jours après l'énorme manifestation des défenseurs de l'enseignement public. Principale cible de l'étonnement critique perceptible autour du maire de Paris : le baromètre SOFRES (1) diffusé, mardi 18 janvier, par TF 1 et Europe 1. Réalisé avant la décision de censure de la révision de la loi Falloux par le Conseil constitutionnel rendu le 13 janvier, et donc, avant la manifestation du 16 janvier, ce sondage donne le chef du gouvernement — seul M. Balladur est testé comme candidat unique de la majorité dans cette enquête — élu au premier tour, actuellement, d'une élection présidentielle avec 52 % des suffrages exprimés. Du jamais vu ! Une telle situation de candidat unique de la droite, dès le premier tour, ne s'est jamais produite depuis le retrait du général de Gaulle de la vie politique en 1969.

Le premier ministre laisse sur place tous ses adversaires. Il devance largement Michel Rocard (24 %) et Jean-Marie Le Pen (12 %), en reléguant le candidat communiste et le candidat écologiste dans l'infime petit, avec respectivement 5 % et 4 % des voix. Dans l'hypothèse d'une absence d'union à droite au premier tour, M. Balladur l'emporterait facilement, au second, tant face au premier secrétaire du PS (65 % contre 35 %) que face au président de la commission européenne, Jacques Delors (62 % contre 38 %). Pour sa part, M. Chirac battrait également, au second tour, M. Rocard (55 % contre 45 %) mais il serait légèrement devancé par M. Delors qui recueille 51 % d'intentions de vote contre 49 % au président du RPR.

Ce sondage place aussi M. Balladur en tête des personnalités que les Français sondés par la SOFRES souhaiteraient voir se présenter à la présidentielle (44 %, soit une hausse de cinq points en deux mois), devant M. Delors 27 %, soit un score inchangé, puis M. Chirac (23 %) et M. Rocard (21 %), moins un point chacun. Le chef du gouvernement achève ce sans-faute par un plébiscite : 64 % des personnes interrogées l'imaginent candidat unique de la majorité contre 19 % pour M. Chirac. Un écart de quarante-cinq points ! Cette avalanche de lauriers qui

fait face à « une avalanche de calamités, d'outrages et d'outrances ». Ancien conseiller général de la Gironde, ancien député, battu en mars dernier dans la troisième circonscription, M. Barande est l'objet d'une information ouverte par le parquet de Bordeaux à la suite d'un rapport de la chambre régionale des comptes, qui a révélé de nombreuses anomalies dans sa gestion municipale (Le Monde du 17 mars 1993). — (Corresp.)

## ILE-DE-FRANCE

## Conflit au sein de la municipalité d'Asnières

Franz Teitinger, député (RPR) des Hauts-de-Seine, a annoncé, mardi 18 janvier, au conseil municipal, la démission de plus de tiers des élus du RPR et de l'UDF, afin de provoquer des élections municipales contre le maire, Michel Maurice-Bokanowski, sénateur (RPR). Cette rupture intervient après deux ans d'un climat conflictuel entre le maire et les élus proches de M. Teitinger, qui dénoncent la gestion de la ville, notamment, en matière d'urbanisme.

« Il manque à notre ville un véritable souffle nouveau », a déclaré le député, ajoutant que sa victoire, en mars dernier, face au député sortant, Georges Tranchant (RPR), lui avait donné « une certaine légitimité » pour se présenter à la mairie. De son côté, M. Maurice-Bokanowski a affirmé qu'il présentera une liste afin d'aller au terme de son mandat.

## M. Chirac et les écoles confessionnelles

Jacques Chirac s'est livré, mardi 18 janvier, au cours de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, à une défense et illustration des valeurs transmises par l'enseignement confessionnel. Au cours d'un exposé qualifié de « philosophique » par Bernard Pons, président du groupe, M. Chirac a expliqué que l'enseignement privé a vocation à transmettre des « valeurs de civilisation ».

Il a regretté, à ce propos, la « perte des valeurs » qu'avaient incarnées les Églises chrétiennes, perte qu'il a attribuée au fait que ces Églises « étaient longtemps désemparées du système éducatif ». « Regardez le peuple juif, a ajouté le président du RPR, qui n'a dû sa survie qu'au fait qu'il a su transmettre ses valeurs à travers son enseignement ! »

## EN BREF

**MAJORITÉ :** M. Pons (RPR) est « séduit », mais « réservé », sur la candidature de M. Chirac. — Interrogé, dans le Figaro du mercredi 19 janvier, sur l'hypothèse de la candidature de Jacques Chirac comme chef de file d'une liste commune de la majorité aux élections européennes, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, répond : « Cette idée me séduit, mais je suis, en même temps, réservé, et je ne suis pas sûr que cette idée séduise Jacques Chirac. » Relevant que cette hypothèse « a recueilli des échos favorables — même très favorables — au sein de l'UDF », M. Pons précise que « la décision appartient à l'intéressé, à l'intéressé seul ».

**EXTRÊME DROITE :** M. Le Pen renvoie la majorité et l'opposition dos à dos. — En campagne électorale pour les élections cantonales à Belfort, mardi 18 janvier, Jean-Marie Le Pen a utilisé la formule « bonnet rose et rose bonnet » pour renvoyer, dos à dos, l'opposition de gauche et la majorité de droite. « Entre les précédents gouvernements socialistes et le gouvernement Balladur, il n'y a eu aucun changement, sinon en pis », a affirmé le président du Front national.

**SESSION EXTRAORDINAIRE :** trois nouveaux projets de loi. — Trois projets de loi ont été ajoutés, par décret du président de la République, à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement qui devrait s'achever fin janvier : les textes relatifs aux changements climatiques, au tunnel sous la Manche et, enfin, celui qui concerne les demandes d'asile au sein de l'Union européenne, approuvé mardi 18 janvier par le conseil des ministres.

## M. Balladur et les réformes

Suite de la première page

« Tous ses dirigeants nous ont demandé d'agir vite, dit-on à Matignon, nous reprochant même d'avoir accepté sans rien dire le refus du président de la République d'inscrire la réforme de la loi Falloux à la session extraordinaire de l'été ».

Pas de grandes inquiétudes non plus devant un éventuel réveil de l'opposition. Matignon persiste à ne voir dans la manifestation de dimanche que le signe de l'inquiétude du personnel de l'enseignement public et du souci des parents d'assurer à leurs enfants la meilleure éducation possible. Que l'importance du débat puisse aussi signifier un début de réveil d'une gauche mise K.O. lors des élections législatives, est une idée qui n'a pas cours dans l'entourage d'Edouard Balladur. Cet entourage admet simplement que le mauvais fonctionnement du système éducatif français, dont il voit la preuve dans le fait que la proportion de jeunes au chômage est plus importante en France que chez ses voisins, et la sensibilité traditionnelle au rapport entre école publique et école privée, ont fait de ce dossier, depuis longtemps, un véritable château de cartes, dont le gouvernement a simplement, malencontreusement, retiré une des cartes de la base.

Pour réparer les dégâts, le premier ministre a donc décidé d'user de sa méthode préférée. Il a pu mesurer que toutes ses tentatives pour désamorcer cette affaire par des annonces précipitées avaient été sans aucun effet. D'où sa décision de mettre le dossier à plat par une large concertation. Là encore, et

comme d'habitude, il s'agit dans son esprit de bâtir un plan à moyen terme pour mettre fin à un dysfonctionnement ancien, mais dont la gravité est de plus en plus mal supportée. Mais ses collaborateurs savent bien qu'il faudra aussi en passer par des mesures d'urgence, notamment financières.

## Deux semaines à haut risque

Pas question, pour autant, de renoncer à réformer. M. Balladur redoute qu'une des leçons tirées de cet épisode ne soit l'impossibilité d'opérer le moindre changement dans le système éducatif. Il y voit, simplement, la confirmation d'une thèse qu'il défend depuis longtemps : la nécessité de réformer à un rythme acceptable par le corps social. La rencontre avec tous les partenaires de l'enseignement public va alourdir le calendrier d'Edouard Balladur. Une fois encore, il est contraint de monter en première ligne.

C'est le prix à payer pour l'hypermédiatisation qu'il a voulu autour de lui, depuis son installation à Matignon. L'erreur commise en décembre l'oblige ainsi à traiter en quelques jours les trois dossiers les plus importants et les plus difficiles à résoudre : la formation des jeunes, l'emploi, la protection sociale. Or, sur ces deux derniers dossiers, il ne peut pas espérer la passivité de sa majorité. René Monory vient de souligner vigoureusement que le chômage atteint un niveau insupportable. Pourtant, sa rencontre, lundi 17, avec les dirigeants du CNPF a confirmé au premier ministre qu'il ne pouvait guère attendre

صباح الامل



POLITIQUE

Les travaux du Parlement

## Les sénateurs réservent l'assistance à la procréation aux couples formés depuis deux ans au moins

Les sénateurs ont adopté, mardi 18 janvier, à propos de l'assistance médicale à la procréation (PMA) - nouveau nom donné par le gouvernement à la procréation médicalement assistée (PMA) -, un dispositif fort peu éloigné de celui qu'avait voté l'Assemblée nationale en novembre 1992. Les efforts de la commission des affaires sociales et de Simone Veil, ministre d'Etat chargé des affaires sociales, de la santé et de la ville, n'ont donc pas été vains.

La majorité sénatoriale s'est ralliée, pour l'essentiel, aux orientations adoptées par l'Assemblée nationale, sous la législature précédente, en matière de procréation artificielle. Le projet de loi sur les dons de parties et produits du corps humain - l'un des trois textes sur l'éthique biomédicale examinés au Palais du Luxembourg - prévoit, désormais, que l'assistance médicale à la procréation aura « pour objectif exclusif de remédier à une stérilité médicalement constatée », même si elle peut, aussi, « servir pour objet d'enfant à la transmission à l'enfant d'une maladie particulièrement grave et incurable ».

Cette assistance est prévue pour « l'homme et la femme formant le couple », qui « doivent être vivants en âge de procréer ». Ce dispositif

exclut donc les PMA post mortem - contrairement au souhait des communistes, qui mettaient en avant l'avis du comité national d'éthique, favorable à cette pratique - et les PMA pour les femmes âgées. La majorité sénatoriale a supprimé le « projet parental », que les députés - alors majoritairement de gauche - s'étaient bornés à exiger des candidats à une PMA; elle estime nécessaire, elle, que l'homme et la femme soient « mariés depuis deux ans ou en mesure d'apporter la preuve d'une vie commune d'une même durée ». Soucieux de responsabilisation, le rapporteur, Jean Chérioux (RPR), a obtenu qu'ils soient « consentants préalablement à l'implantation des embryons ou à l'insémination ».

Pour tenter de limiter le nombre d'embryons surnuméraires qu'impliquent aujourd'hui les techniques de procréation, les sénateurs ont indiqué que « l'embryon conçu in vitro doit être implanté dans les huit jours suivant sa conception ». Ils ont admis, cependant, la conservation d'embryons pour réaliser la demande parentale du couple « dans un délai de cinq ans ». La congélation des embryons surnuméraires a, bien sûr, agité les consciences. Après avoir exprimé leurs réserves, Hélène Missotte (RPR, Paris) et Pierre Louvet (RPR, Ind., Haute-Saône) l'ont cependant admise comme « un moindre mal ». Les dispositions voulues par la majorité sénatoriale ont reçu le soutien des commu-

nistes, contre l'avis des socialistes et de quelques sénateurs Républicains et Indépendants, parmi lesquels Christian Bonnot (Morbihan), Henri de Raincourt (Yonne) et Bernard Sellier (Aveyron).

Les réticences ont été plus grandes pour l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur, que le Sénat a souhaité distinguer nettement de l'assistance médicale « simple ». Elles n'ont cependant pas modifié la démarche de la commission et du gouvernement. Pour limiter le nombre des embryons surnuméraires, les sénateurs ont adopté, « à titre exceptionnel », une procédure d'accueil d'embryons par un autre couple.

### Le problème des embryons surnuméraires

Cet accueil sera subordonné à « une décision de l'autorité judiciaire, qui reçoit, préalablement, le consentement écrit du couple à l'origine de la conception ». Un amendement astucieux de M. Sellier, demandant que la voie de l'adoption soit systématiquement examinée avant de recourir à la procréation avec tiers donneur, aurait pu mettre la commission et le gouvernement en difficulté, de nombreux sénateurs ayant fait un parallèle entre le nombre de PMA et celui des enfants à adopter. Cependant, le sénateur de l'Aveyron, très mesuré dans ses critiques, a décidé de retirer sa proposition.

Les sénateurs ont adopté,

ensuite, un amendement interdisant les expérimentations sur les embryons, contrairement à ce qui avait été admis, avec des réserves, à l'Assemblée nationale. Tirailés entre leur souci de ne pas toucher à l'embryon, pour ne pas entacher la porte à l'eugénisme, et leur volonté de voir la science réduire au plus vite le problème des surnuméraires, ils ont accepté, contre l'avis des socialistes (les communistes s'abstenant), « que soient entreprises, à titre exceptionnel, des études » fondées sur l'observation, selon Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Cependant, ces études « ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte à l'intégrité de l'embryon » et doivent avoir « une finalité médicale ».

Restait en suspens le délicat problème de la destruction, un instant adouci par M. Veil, des embryons surnuméraires n'ayant fait l'objet ni d'une « demande parentale », ni d'un « accueil ». Recourant de prudence, la majorité sénatoriale a décidé de mettre cette question sous le boisseau pendant une durée de trois ans, date à laquelle le législateur sera chargé de vérifier l'efficacité du dispositif mis en place, pour réduire ce stock encombrant. Cette mise entre parenthèses ne présume pas du choix entre la destruction ou la conservation. Témoin supplémentaire de sa bonne volonté, M. Sellier a apporté, sans barguigner, son soutien à cet amendement.

GILLES PARIS

## Le gouvernement s'engage à créer un groupe de travail sur l'application de la loi Evin

Pour obtenir le vote de son projet agricole à l'Assemblée nationale, le gouvernement a dû accepter la création d'un groupe de travail sur l'application des dispositions de la loi Evin restreignant la publicité pour l'alcool. Les députés de la majorité ont obtenu cette concession alors que M. Veil et M. Balladur étaient décidés à ne pas céder aux pressions des producteurs de boissons alcooliques.

Rarement projet de loi a retenu en séance autant de députés à une heure aussi avancée de la nuit. L'enjeu de cette assiduité, mardi 18 janvier, était d'importance! Il ne résidait pas, comme on aurait pu s'y attendre, dans les diverses dispositions agricoles défendues par Jean Puchet, ministre de l'Agriculture, dont certaines - comme la mutualité sociale agricole - constituaient pourtant des avancées consi-

dérables en faveur du monde rural, mais dans des amendements « accrochés » à la fin du projet et destinés à assouplir la loi Evin sur l'interdiction de la publicité des boissons alcooliques.

Claude Malhuret (UDF, Allier), seul député à défendre le respect de la loi Evin, a d'ailleurs essayé faire tomber ces amendements en demandant à ses confrères - évidemment sans succès - de les déclarer irrecevables car n'ayant aucun rapport avec le texte examiné. Toute la journée, et encore en pleine nuit lors d'une suspension de séance d'une heure, le ministre de l'Agriculture a dû parlementer avec les membres du groupe viti-vinicole de l'Assemblée nationale qui affirmaient défendre les intérêts économiques de leurs départements, mais se faisaient aussi les chantres des préoccupations des industriels du secteur (le Monde du 19 janvier).

La quasi-totalité des élus des régions viticoles françaises a cos-

igné les amendements déposés par Germain Geneguin (UDF, Bas-Rhin), Daniel Garrigue (RPR, Dordogne), René Couveilhès (RPR, Hérault) ou Jean-Michel Ferrand (RPR, Vendée) et acceptés par la commission de la production en décembre. Déjà, à l'époque, devant cette offensive parlementaire, le gouvernement avait dû retirer in extremis son projet agricole.

La concertation menée depuis lors entre le ministre de l'Agriculture et le ministre des affaires sociales, Simone Veil, hostile à un assouplissement de la loi Evin et soutenue par Edouard Balladur, n'ayant pas débouché « sur une solution satisfaisante » aux dires mêmes de Jean Puchet, celui-ci s'est retrouvé confronté, mardi 18 janvier, au moment de la reprise de la discussion du projet, aux assauts de sa majorité. « La loi Evin est aussi symbolique que la révision de la loi Falloux », commentait René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire), mardi

soir, dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Finalement, à l'issue de l'ultime réunion tenue durant la suspension de séance d'une heure, le ministre de l'Agriculture prononçait une déclaration mûrement élaborée. Reconnaissant que la loi Evin « entraîne des conséquences importantes, économiques et commerciales, pour le secteur de la production viticole », que « la définition des modalités d'application de cette loi s'est heurtée et se heurte toujours à d'importantes difficultés », que la concertation entre Simone Veil et lui « n'a pas permis à ce stade de dégager une solution satisfaisante », Jean Puchet s'est engagé à poursuivre cette concertation en constituant « un groupe de travail associant les parlementaires et les ministres concernés afin d'élaborer les moyens permettant de concilier les objectifs de santé publique et la légitime valorisation de nos productions viticoles ». Il a précisé que le premier ministre « souhaitait déposer personnellement le résultat de cette concertation avant que les décisions ne soient arrêtées en cette matière ».

Après cette déclaration, les principaux signataires ont accepté de retirer leurs amendements. L'activisme et l'entêtement de certains députés comme Hubert Falco (UDF, Var) - qui n'a pourtant à aucun moment pris la parole -, Hervé Mariton (UDF, Drôme) ou Marcel Roques (UDF, Hérault) - qui reprennent des amendements retirés - entraîneront encore quelques soubresauts avant que le consensus ne s'établisse au grand soulagement de Jean Puchet. Jean-Jacques de Peretti (RPR, Dordogne), député du « premier département tabacole de France », qui tentait de s'engouffrer dans la brèche ouverte par le lobby viticole pour faire passer un amendement en faveur de la publicité pour les cigarettes légères, n'eut aucun succès.

L'ensemble du projet, qui, déclaré d'urgence, sera soumis à une commission mixte paritaire Assemblée-Sénat, fut adopté à deux heures du matin par le RPR et l'UDF, le PC votant contre et le PS ne prenant pas part au vote. Au cours de la discussion, les députés ont notamment approuvé : la possibilité pour les agriculteurs de calculer les cotisations sociales sur les revenus de l'année en cours, la suppression des sanctions contre les organisations qui appelleraient au boycott des cotisations de mutualité agricole et le rétablissement du droit de pêche dans l'étang de Bercé.

ETIENNE BANZET

CLAIRE BLANDIN

La préparation du vingt-huitième congrès du PCF

## Les communistes du Havre préparent une succession difficile

ROUEN

de notre correspondant

Discrète, très discrète, la conférence fédérale du Parti communiste en Seine-Maritime! La presse avait été invitée à la séance de clôture, paraît-il, mais les invitations ne sont pas arrivées dans les rédactions. Cet épisode dans la préparation du vingt-huitième congrès est d'autant plus paradoxal au Havre, la plus grande municipalité de France à direction communiste, où la population n'a rien su de ces assises. Interrogée, la rédaction du quotidien local *Le Havre libre* reconnaît son ignorance de l'événement. Ce journal demeure, pourtant, une tribune pour la gauche et pour « la place de l'Hôtel-de-Ville », qui a négligé de l'avertir.

Fac-similé, à quelques colonnes près, du *Havre-Presse*, l'autre quotidien du groupe Hersant dévoué à la droite, *Le Havre libre* est une survivance de la Résistance, mais, à l'exception du Parti communiste, tous les autres fondateurs du journal (démocrates-chrétiens, socialistes) ont cédé depuis longtemps leurs parts à la famille Hersant. Selon l'expression d'un journaliste

du *Havre libre*, ce groupe vient de « remettre la pression ». « Il peut y avoir un risque, car nous apprécions un titre comme *Le Havre libre*, qui permet l'expression de nos idées », affirme Daniel Colliard, premier adjoint au maire du Havre et député depuis mars 1993.

Successeur à l'Assemblée nationale d'André Duroméa, figure emblématique du communisme municipal, M. Colliard devrait, en toute logique, accéder au fauteuil de maire, si du moins les électeurs renouvellent leur confiance à la municipalité en place. Il fait confiance, pour cela, à l'immersion de ses amis dans la cité.

Pêle-mêle, on peut évoquer le combat pour le droit syndical des ouvriers du port, la lutte pour le maintien du paquebot *France* sous pavillon français, la ténacité des dockers havrais, ultime bastion de la loi de 1947, et, plus récemment, le soutien aux salariés de GEC-Alsthom qui refusent, depuis l'année dernière, que le groupe industriel franco-anglais déménage leur usine vers la région parisienne. Comme le confie, avec une pointe de malice, un vieux syndicaliste : « Au Havre, le grand frisson de la lune,

ça plait! » M. Colliard sourit lorsqu'on lui parle d'une « culture communiste havraise ». Il l'analyse, plutôt, comme une unité dans la diversité. « Ici, il y a une vraie culture populaire, car la plus grande partie des faubourgs sont à l'intérieur de la commune, avec de très nombreux comités de quartier créés avant la guerre par le maire radical, Léon Meyer », explique-t-il. Les communistes y sont actifs, et fiers de leur bilan municipal.

Au Havre, où la droite, animée par le président (RPR) du conseil régional de Haute-Normandie, Antoine Rufenacht, se montre menaçante, on s'inquiète surtout d'un affaiblissement du partenaire socialiste. Sans en dire plus sur les intentions des communistes havrais, M. Colliard rappelle que, depuis 1965, « il y a eu des majorités variables », avec le PSU, des radicaux, des socialistes et, aujourd'hui, des écologistes. « En 1993, il faudra une liste d'union la plus large possible, prévoit-il. Notre continuité montre que les Havrais se sentent représentés dans cette diversité ».

## JEAN-DENIS BREDIN

de l'Académie française



Nouvelle édition refondue

« L'Affaire ne cesse pas de nous parler. Le sentiment national, le culte des hiérarchies, la recherche du bouc émissaire, la soif de sécurité, ce sont des permanences de la mentalité française que le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas effacées. » J.-D.B.

FAYARD/JULLIARD

## ÉDUCATION

L'ouverture des discussions avec le ministre de l'éducation et les réactions politiques après la manifestation laïque

## Les syndicats d'enseignants dans l'attente de garanties

Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, qui a ouvert, mardi 18 janvier, la grande concertation promise à la veille de la manifestation laïque, a déclaré qu'il «assurait ses responsabilités» dans la révision manquée de la loi Falloux, et que sa démission «n'avait jamais été à l'ordre du jour». Ses discussions avec les syndicats d'enseignants, les associations professionnelles et les fédérations de parents d'élèves devaient se poursuivre tout au long de la semaine et préparer la réunion de l'ensemble de ces organisations avec le premier ministre Edouard Balladur, à l'hôtel Matignon, le 27 janvier (Le Monde du 19 janvier).

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) et le Syndicat des enseignants (SE) ont ouvert le feu. Devaient suivre, mercredi 19, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) (CFDT) et le Syndicat national uni-

taire des instituteurs (SNU-IPP).

A l'issue de cette première rencontre avec le ministre de l'éducation nationale, Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES livrait des «impressions contrastées» et ne cachait pas son intention de «continuer à faire monter la pression dans les établissements». «Le ministre est d'accord pour rouvrir les grands dossiers, du lycée, du collège ou de la formation professionnelle et pour étudier nos propositions, disait-elle. Mais il semble beaucoup plus réticent à l'idée de donner des moyens supplémentaires, notamment pour la prochaine rentrée scolaire.»

Même impression mitigée chez Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN) qui exprimait son étonnement devant le caractère «inhabitable» du ministre et l'apparat «inhabitable» avec lequel les syndicats avaient été reçus. «Nous restons très circonspects», soulignait Jean-Claude Barbarant, dans la

mesure où François Bayrou nous a bien fait comprendre qu'il y aurait sans doute des moyens supplémentaires mais qu'il n'y en aurait pas beaucoup. Le SE a réitéré, lors de cet entretien, la demande formulée par Guy Le Néouanic le soir du 16 janvier : une loi de programmation - qui pourrait être votée, selon le SE, lors de la session de printemps - et un collectif budgétaire pour la prochaine rentrée scolaire. Deux revendications sur lesquelles aucune assurance n'a été donnée pour l'instant.

Dans le soirée, sur France 2, le ministre de l'éducation nationale livrait néanmoins publiquement une forme de réponse : «Les vrais problèmes de l'école, déclarait-il, ce ne sont pas seulement des problèmes de moyens, mais : comment apprendre à lire, traiter des difficultés des enfants. Si tout cela se traduit par une pincée de milliards et rien d'autre, cela n'aura servi à rien.» «On ne va pas se laisser

enliser dans les problèmes pédagogiques», estime, pour sa part, Jean-Claude Barbarant.

Les syndicats d'enseignants voient désormais un peu plus clairement le déroulement des négociations pour les prochaines semaines. Après cette première phase de discussion puis la réunion à Matignon, s'ouvrira une deuxième phase du débat, enseignement privé et enseignement public poursuivront alors deux négociations parallèles.

Le Syndicat des enseignants et plus généralement la FEN restent évidemment vigilants sur la question du privé. Le secrétaire général de la FEN, Guy Le Néouanic, a adressé, mardi 18 janvier, une lettre au premier ministre dans laquelle il estime que la commission Schièret, chargée d'évaluer les besoins dans les établissements publics et privés, n'avait «plus de raison d'être».

CHRISTINE GARIN

## M. Malvy : «Le gouvernement doit exposer ses intentions au Parlement»

Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a demandé, mardi 18 janvier, au gouvernement de venir exposer au Parlement «ses intentions sur les suites à donner» à la manifestation du dimanche 16 janvier «avant la fin de cette session extraordinaire».

Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Pascal Clément, a répondu que la «méthode décidée par le premier ministre» va consister à engager une large concertation entre le gouvernement et les partenaires sociaux. «Ensuite, a-t-il poursuivi, un débat national va s'instaurer (...) Et s'il y a des décisions à prendre, c'est bien évidemment dans cette enceinte qu'elles seront prises», a-t-il conclu.

Pierre Mauroy, sénateur (PS) du Nord, a déclaré, mardi 18 jan-

vier, à Caen (Calvados), que «c'est au premier ministre d'apprécier ce qu'il convient de faire vis-à-vis de son ministre de l'éducation nationale, et au ministre de se situer», au lendemain de la manifestation pour la défense de l'école laïque, ajoutant que l'éventuelle démission de M. Bayrou «ne concerne pas l'opposition».

Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, a déclaré, que si «l'on se fait intimider par une manifestation de trois cent mille professeurs, cela veut dire qu'il n'y a plus de démocratie possible». Il a demandé au gouvernement de respecter ses engagements en matière de politique scolaire. Si elle était définitive, a-t-il souligné, la «reculade» du gouvernement «ne [lui] serait pas pardonnée», et la majorité, «à terme, serait perdue».

## CORRESPONDANCE

## TF 1 privée d'hélicoptère

Nous avons reçu la lettre suivante de Gérard Carayrou, directeur de l'information de TF 1.

A la suite de votre chronique «Images» du 18 janvier, je voudrais vous apporter les précisions suivantes concernant la façon dont TF 1 a couvert la manifestation pour l'école publique.

Vous dites que la télévision loue des hélicoptères en mille occasions, c'est exact et nous le faisons tout récemment encore pour la couverture des inondations, mais peut-être ignorez-vous que le survol de Paris par des hélicoptères civils est interdit lors de toute manifestation? Vendredi 14 janvier, j'ai personnellement joint le cabinet de M. Philippe Massoni, préfet de police de Paris, pour lui demander une

dérogation ou au moins qu'un hélicoptère de la police accepte de transporter un preneur d'images de TF 1. La réponse fut négative et nous en fûmes réduits à filmer à partir du haut des immeubles.

Je pense que, pour l'information du public, il serait souhaitable que l'on puisse obtenir des autorités la présence d'un pool images au service des chaînes de télévision et des photographes. Ainsi nous pourrions répondre avec plus de fiabilité à la sempiternelle querelle des chiffres.

[Ce refus de la préfecture de permettre à la télévision de se livrer à une évaluation fiable du nombre de manifestants est une information intéressante que M. Carayrou, en s'en faisant l'écho, aurait sans doute pu porter à la connaissance des téléspectateurs de TF 1. - D. S.]

## JUSTICE

Près de sept ans après la découverte du cadavre

## L'instruction sur le meurtre d'une fillette est rouverte

Près de sept ans après la découverte du corps mutilé, enroulé dans une couverture, d'une fillette de trois à cinq ans dans un fossé de l'autoroute A-10 près de Blois (Loir-et-Cher), le procureur de la République de cette ville, Etienne Daures, a décidé la réouverture de l'instruction en raison d'«éléments nouveaux».

En août 1987, le petit cadavre, qui n'avait pu être identifié, avait été enterré dans le cimetière voisin de Subver, où se trouve cet régulièrement fleurie par les habitants de la commune. Les expertises de l'époque avaient révélé que le corps portait des traces de brûlures. Les cicatrices et les plaies résultaient de morsures humaines, provoquées par une petite mâchoire, probablement celle d'une femme.

L'enquête menée par la gendar-

merie n'avait donné aucun résultat, pas plus que la diffusion dans la presse du portrait reconstitué de la victime. Les gendarmes, qui avaient lancé à cette occasion la plus grande diffusion judiciaire jamais entreprise en France, avaient fait placarder ce portrait dans les bureaux de poste, les gares et les magasins. En mars 1993, l'émission de TF 1 «Témoignage numéro 1» avait relaté l'affaire. Depuis, les gendarmes ont reçu plus d'une centaine d'appels, dont certains ont été jugés suffisamment intéressants par le parquet de Blois pour justifier la réouverture de l'information. Le procureur refuse de révéler les «éléments nouveaux» en sa possession, mais il a indiqué à l'agence France-Presse qu'il avait «bon espoir de pouvoir donner un nom» à cette fillette.

L'affaire des écoutes téléphoniques

## Les avocats de la partie civile demandent la levée du «secret défense»

Le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), Paul Bouchet, a été entendu, mardi 18 janvier, par le juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat, chargé d'enquêter sur l'affaire des écoutes téléphoniques de la cellule antiterroriste de l'Elysée ayant notamment visé un journaliste du Monde, Edvy Plenel. M. Bouchet, confronté pendant trois heures à notre collaborateur, partie civile avec sa compagne Nicole Lapière, a expliqué pourquoi il avait invoqué le «secret défense» à propos de cette affaire, le 1<sup>er</sup> décembre, devant le magistrat instructeur (le

Monde du 4 décembre). «J'ai expliqué ce qui, à mes yeux, était mon obligation légale», a déclaré M. Bouchet, en sortant du cabinet du juge, pour justifier son refus de divulguer les conclusions de l'enquête administrative dont l'avait chargé le premier ministre de l'époque, Pierre Bérégovoy. «Nous ne voyons pas d'autre alternative désormais que de saisir le premier ministre Edouard Balladur, qui peut seul lever le secret défense», a expliqué M. Michel Laval, avocat de Nicole Lapière, avant de préciser : «C'est ce que devrait bientôt faire le juge d'instruction.»

UN JOURN



On n'a jamais eu autant besoin de Club Med.

صلى الله عليه وسلم



سكيا من الامال

SOCIÉTÉ

SPORTS

Les Internationaux de tennis d'Australie

Leconte s'évanouit sur le court

Le Français Henri Leconte a été évacué sur une civière après s'être évanoui sur le court, lors du match qui l'opposait mercredi 19 janvier au Tchèque Martin Damm lors du deuxième tour des Internationaux d'Australie de tennis à Melbourne.

Après avoir été soigné pendant quelques minutes et avoir retrouvé ses esprits, le gaucher français, qui avait enchanté les spectateurs par son jeu spectaculaire en remportant le premier set, a salué le public de la main en quittant le court, alors que la foule l'applaudissait. Tombé sur la veille du numéro un français Cédric Pioline, Martin Damm, 80<sup>e</sup> joueur mondial, menait alors 1-6, 7-6 (7/1), 6-4, 4-2.

Le numéro un mondial, Pete Sampras, a dû batailler cinq sets face au Russe Evgueni Kafelnikov pour se qualifier pour le troisième tour. Moins de problèmes en revanche pour Jim Courier (n° 3), Marc Rosset (n° 11), Wayne Ferreira (n° 13) et Ivan Lendl (n° 15).

Le Français Stéphane Simian a battu l'Américain Jared Palmer 3-6, 7-6, 4-6, 6-4, 8-6. Sandrine Testud a éliminé l'Américaine Lisa Raymond 7-5, 3-6, 6-3, en revanche Julie Halard a été battue par l'Allemande Anke Huber 7-6, 3-6, 6-3.

**CYCLISME : nouvel échec de Francesco Moser contre le record de l'heure.** - Trois jours après avoir réalisé la deuxième performance de l'histoire (51,840 km), le vétéran transalpin s'est relevé mardi 18 janvier après vingt-huit tours, soit très exactement 10 min 48 s d'effort dans sa nouvelle tentative contre le record de l'heure (52,270 km) en raison du vent. - (AFP)

DÉFENSE

Nominations militaires

Le conseil des ministres du mardi 18 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

- **Terr.** - Sont promus : général de division, le général de brigade Philippe Thérault ; général de brigade, les colonels Henri Lombard et Yannick Bertheau.
- **Est nommé directeur de l'école supérieure des officiers de réserve du service d'état-major, le général de brigade Marcel Colabreila.**
- **Air.** - Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Yvon Coppin ; général de brigade aérienne, les colonels Pierre Champagne, Jean-Paul Pico et Michel Sarrazin (nommé chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de l'air).
- **Est nommé adjoint au sous-chef « plans-finances » à l'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Gérard Rastier.**
- **Armement.** - Est nommé directeur des personnels et des affaires générales de l'armement, Robert Duval, administrateur civil hors classe.
- **Contrôle général des armées.** - Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Daniel Mouranche.

ILE-DE-FRANCE

Un souterrain pour la rocade A 86 à Joinville

Les riverains du viaduc de l'autoroute A 4 à Joinville (Val-de-Marne) qui s'opposent à l'élargissement de cet ouvrage pour accueillir la rocade autoroutière A 86, ont gagné : les pouvoirs publics viennent de décider de construire un souterrain les 2 kilomètres de ce tronçon du « périphérique d'Ile-de-France ». La décision a été annoncée, mardi 18 janvier, par Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, et par Michel Giraud.

Le coût de l'ouvrage souterrain devrait être de près de 2,5 milliards de francs, soit environ le double de celui du viaduc. Michel Giraud a annoncé que le conseil régional est « prêt à inscrire une contribution financière importante », destinée à couvrir 70 % de l'opération, dans le cadre du prochain contrat de plan Etat-région. Dès l'annonce de cette décision, les élus de Génération Ecologie du conseil régional se sont félicités qu'« enfin ait été prise en compte la nécessité d'une politique routière de la région évoluant vers une conception plus responsable, plus démocratique et plus humaine ».

SCIENCES

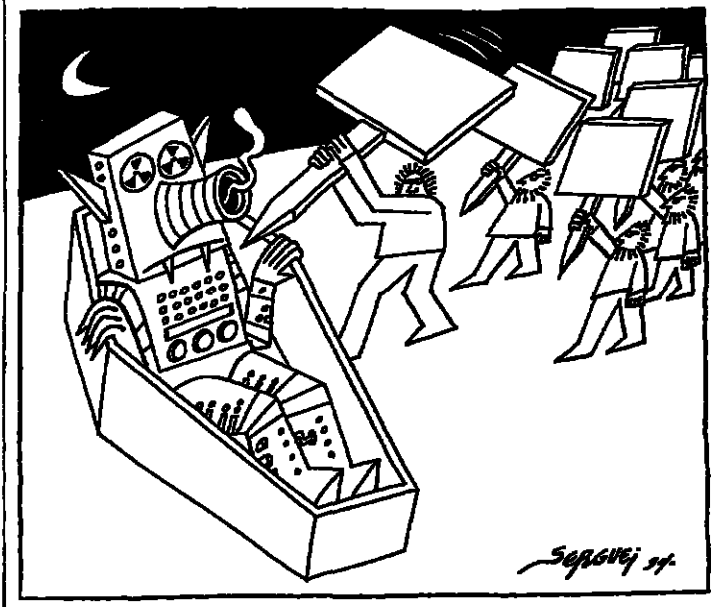
Après le rapport des autorités de sûreté

Les opposants à Superphénix appellent à une « marche de protestation »

Les réactions des opposants à Superphénix se multiplient après la publication, mardi 18 janvier, du rapport de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui émet un avis favorable sous condition au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) (le Monde du 19 janvier). « Les Européens contre Superphénix », groupement comprenant cent cinquante associations françaises et étrangères, ont lancé un appel à une

« la seule motivation pour un redémarrage de Superphénix serait de satisfaire nos engagements internationaux. (...) Devrions-nous ainsi, tel un robot mal programmé, continuer la fuite en avant pour la seule raison que cela a été décidé quelques années auparavant, même si l'on sait que cela conduit tout droit au gouffre ? »

Selon Greenpeace, le rapport de la DSIN « laisse un sentiment



« marche de protestation » entre Malville et Matignon, du 9 avril au 8 mai, une époque correspondant à la fin des travaux d'amélioration de la protection contre les feux de sodium à Creys-Malville, et qui pourrait donc coïncider avec une éventuelle décision du gouvernement. Cette initiative est soutenue notamment par Greenpeace et les Verts.

Les Européens contre Superphénix réclament en outre une contre-expertise, qui, précisent-ils dans un communiqué publié mardi 13 janvier, « ne se limite pas à vérifier si les calculs de la DSIN sont justes », et porte « non seulement [sur] la sûreté, mais [aussi sur] l'ensemble des incidences financières, juridiques et sociales de cette installation ». Ils souhaitent en outre « une analyse sérieuse des alternatives énergétiques à cette expérience ».

Les Verts demandent eux aussi cette contre-expertise. Selon eux, de malaise. Certains responsables politiques verraient d'un bon œil la DSIN comme une sorte de Conseil constitutionnel du nucléaire qui leur permettrait de faire l'économie de la désagréable décision d'arrêter Superphénix. D'autres préféreraient que les autorités de sûreté se bornent à faciliter la tâche des exploitants nucléaires. Si la DSIN a apparemment refusé de jouer complètement le jeu des uns ou des autres, elle n'a pas non plus fait la preuve de son indépendance sur ce dossier », estime l'organisation écologiste.

Enfin, Génération Ecologie souhaite « une mise à jour de la politique nucléaire française, faisant le tri entre techniques éprouvées et coûteuse fuite en avant » et recommande « l'ouverture de discussions avec le Japon pour l'abandon simultané des surgénérateurs dans les deux pays ».

COMMENTAIRE

Un choix politique

APRÈS l'avis favorable à un redémarrage sous conditions de Superphénix, émis mardi 18 janvier par les autorités de sûreté, le débat sur le surgénérateur de Creys-Malville revient sur le terrain économique et politique, là où se posent les vraies questions.

En réclamant une contre-expertise étendue à « l'ensemble des incidences financières, juridiques et sociales » de l'installation, les opposants ne se trompent pas de cible. Il ne s'agit plus d'arguer sur la sûreté. Même le danger des feux de sodium pulvérisés les plus difficiles à maîtriser a été limité par les travaux exigés par les experts.

Les politiques doivent maintenant trancher en décidant s'il convient de continuer dans cette filière qui, tout le monde en convient, ne sera pas économiquement intéressante avant plusieurs décennies. Le prototype Superphénix produit en effet un kilowatt-heure 2,3 fois plus cher que celui fourni par une centrale nucléaire classique, ce qui, compte tenu de l'effondrement du marché de l'uranium, et du gel des programmes d'équipement nucléaire, n'incline pas à se doter de parcs de réacteurs surgénérateurs (le Monde du 2 octobre 1993).

Faut-il donc arrêter définitivement cette installation ? Cela ris-

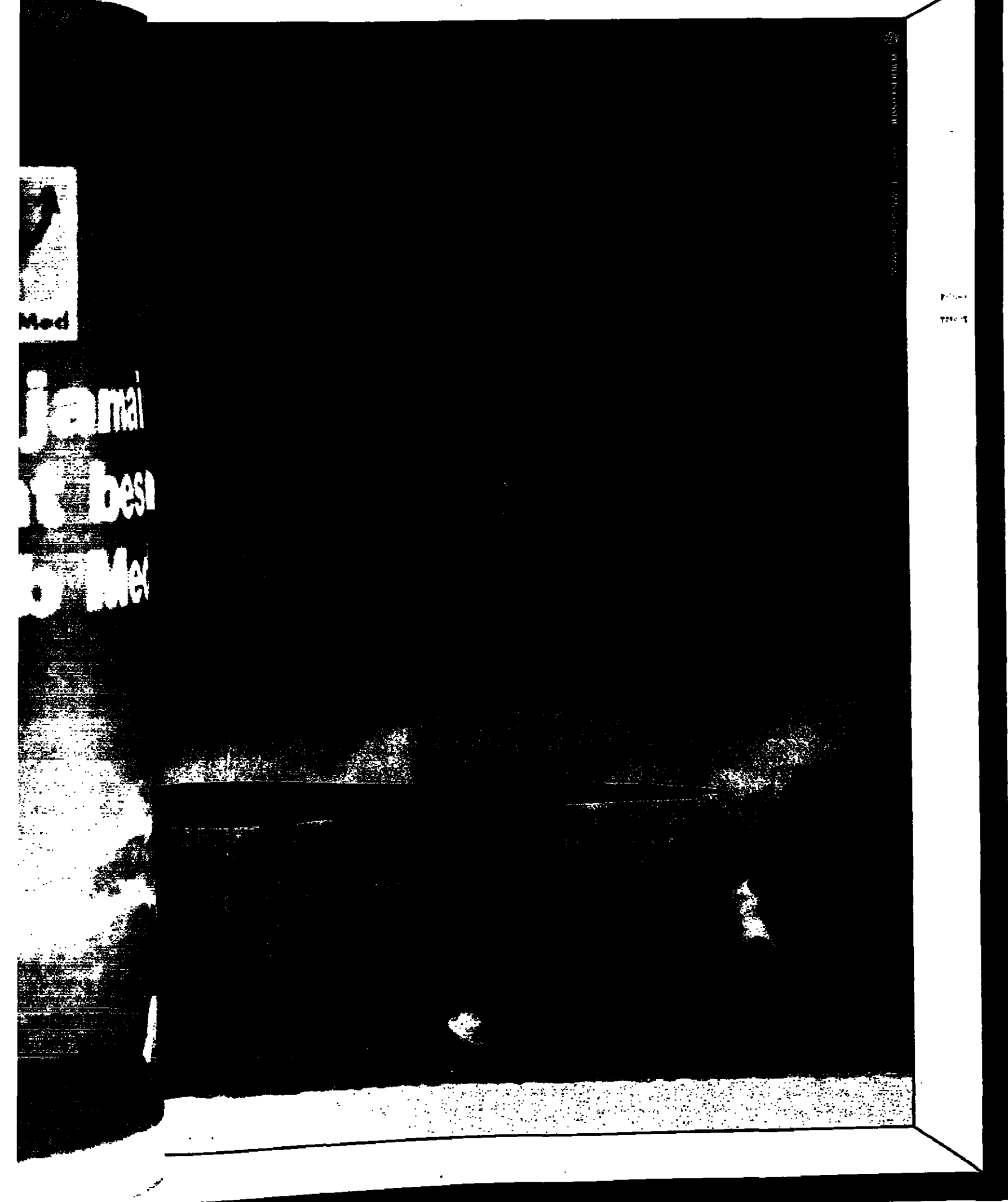
querait de coûter une petite fortune tant en ce qui concerne son démantèlement, que pour indemniser les partenaires de la France. Faut-il, au contraire, tenter de rentabiliser un minimum l'installation en lui faisant produire quelques kilowatts-heure et incinérer de petites quantités de déchets ? Cette dernière solution permettrait de maintenir les équipes, et de garder un savoir-faire sur cette filière pour le jour où elle arrivera à maturité.

En attendant, l'exploitant de la centrale et les politiques font leurs comptes. Superphénix a nécessité un investissement de plus de 2,7 milliards de francs (en francs courants), dont 7,65 en intérêts intercalaires. De plus, le surgénérateur français coûte plus cher à l'arrêt (750 à 800 millions de francs par an) qu'en fonctionnement normal (650 millions de francs). Sur l'autre plateau de la balance, pèse la pression politique des mouvements écologiques pour lesquels Superphénix est le symbole du nucléaire à abattre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

(1) A titre de comparaison, le réacteur surgénérateur allemand de Karlsruhe, abandonné juste avant son démarrage, a coûté 2,8 milliards de francs bien qu'il soit d'une puissance quatre fois supérieure (300 mégawatts contre 120).

NE AFFICHE



## CATASTROPHES

Bill Clinton devait se rendre en Californie

## Le tremblement de terre de Los Angeles a fait au moins 40 morts

Le violent séisme qui a secoué, lundi 17 janvier, la région de Los Angeles (Californie), a fait au moins 40 morts et près de 3000 blessés (dont 530 hospitalisés), selon le nouveau bilan annoncé par les autorités américaines. Les hôpitaux, débordés, ont lancé des appels urgents en faveur de dons de sang.

A la Maison Blanche, des responsables ont déclaré que le président Bill Clinton se rendrait, dès mercredi, en Californie, afin de constater sur place l'ampleur des dégâts. Le président des États-Unis devait visiter deux ou trois sites de la région de Los Angeles, puis rencontrer à l'aéroport des responsables de la ville et de l'État de Californie, avant de rentrer en soirée à Washington. Le gouvernement fédéral, quant à lui, a annoncé qu'il activerait le déblocage de crédits prévus pour la ville en 1994, et qu'il étudierait la possibilité de faire des prêts bonifiés de 12000 dollars

à ceux dont les maisons ont le plus souffert.

Selon le centre d'études d'assurances A. M. Best Co, les dommages immobiliers dépasseraient largement le record de sept milliards de dollars enregistré lors du séisme survenu en 1989 à San Francisco. « La zone concernée est plus importante, des maisons plus luxueuses ont été touchées ainsi qu'un grand nombre d'entreprises », estiment les experts de cet organisme, qui précisent que plus d'un millier de structures ont été endommagées ou détruites. Le chef de la police de Los Angeles, M. Willie Williams, a estimé qu'il faudrait neuf à douze mois pour remettre en état le réseau d'autoroutes, avertissant que les habitants de la mégapole, pendant ce temps, devraient modifier leurs déplacements habituels.

Déclaré dès lundi par le maire de Los Angeles, le couvre-feu a été reconduit jusqu'à mercredi matin

afin de prévenir les pillages, seuls les sauveteurs et les autres personnes chargées des secours étant autorisées à circuler dans les zones sinistrées. Près de 100 000 foyers restaient, mercredi matin, privés d'électricité, et l'on estimait à 20 000 le nombre de personnes ayant dû quitter leur domicile pour des logements provisoires. Plusieurs centaines d'entre eux sont actuellement logés dans les centres d'hébergement de la Croix-Rouge, tandis que des centaines d'autres campent provisoirement dans les espaces verts de la ville.

De nouvelles répliques sismiques ont été ressenties, mardi 18 janvier, par la population de Los Angeles. Les scientifiques ont confirmé que ce séisme, le plus violent qu'ait connu la ville depuis 20 ans, s'est sans doute produit sur un segment de faille inactif depuis deux siècles.

(AFP, Reuters, UPI). Lire également page 21 la chronique « Images » de Daniel Schmitt.

## Le Rhône en libre cours

Suite de la première page

De sorte qu'ils ouvrent grand les vannes et ne retiennent pas le moindre mètre cube pendant les inondations. Même les retenues EDF d'altitude ont peu de pouvoir sur les crues. D'abord parce qu'elles sont toujours placées en position d'« optimum énergétique » : dès septembre, les barrages de montagne sont pleins, car ils doivent se tenir prêts à turbiner pour les mois d'hiver, qui correspondent aux points de consommation. Ils ne peuvent donc rien faire lorsque la crue survient en octobre ou en janvier, comme cette fois-ci.

Même en admettant que les réservoirs soient maintenus vides en prévision des crues, leur efficacité serait dérisoire : un barrage comme celui de Serre-Ponçon (le plus grand de France, avec une capacité de 1,2 milliard de mètres cubes) ne contient que soixante heures de la Durance à 6 000 mètres cubes par seconde. Il

ne pourrait donc tenir que deux jours lors d'une crue de printemps qui aurait surpris à vide. Avec un Rhône atteignant les 11 000 mètres cubes seconde, comme ce fut le cas le 10 janvier à Beaucourt, les aménagements sont encore plus démunis. Ce débit, qui donne 40 millions de mètres cubes en une heure, équivaut au bout de 100 heures à la capacité de retenue des lacs Léman, de Serre-Ponçon et de Vouglans (Ain) réunis ! Autant dire que rien ne peut arrêter le Rhône en folie, pas plus aujourd'hui qu'il y a.

Pourtant, les aménagements de la CNR avaient donné l'illusion aux rivières que le fleuve ne pouvait plus nuire. Il est vrai que, derrière les digues de la compagnie, calculées pour rester insubmersibles en cas de crue millénaire (14 000 mètres cubes), le risque d'inondation peut être considéré comme éliminé. Mais c'est oublier que les endiguements ne concernent qu'un tiers des 300 kilomètres de cours entre Lyon et la mer. Si la sécurité est presque garantie sur une centaine de kilomètres, elle ne l'est absolument pas sur les 200 autres, où les rivières ne peuvent s'en remettre qu'aux digues des syndicats de communes ou des associations agricoles.

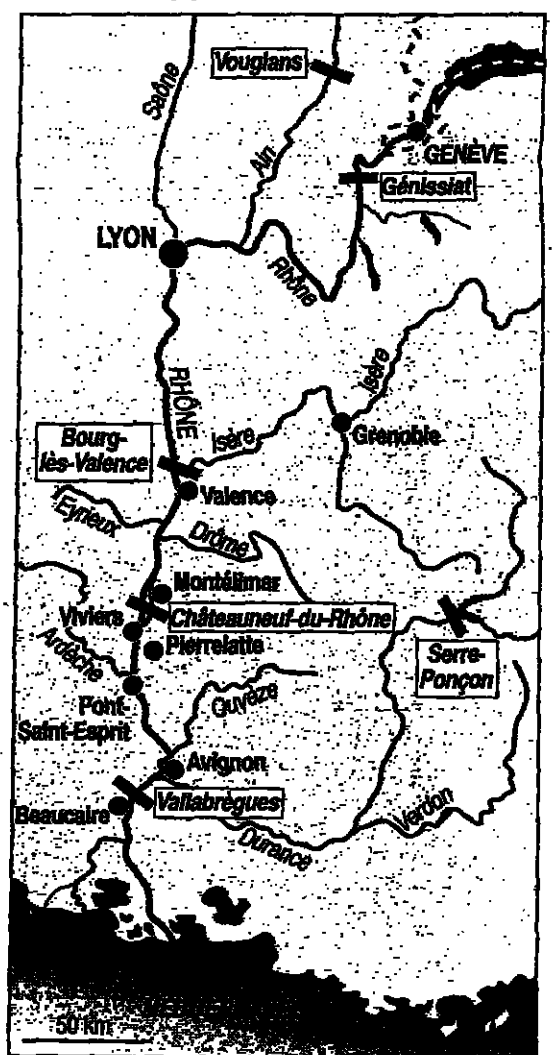
Or ces digues locales souffrent aujourd'hui d'un manque d'entretien flagrant, parce que les communes rurales n'ont plus les moyens de s'en occuper et que le nombre d'agriculteurs a trop baissé pour fournir encore des bras. En outre, les aménagements ont toujours considéré qu'il fallait au Rhône des champs d'inondation où le fleuve puisse déverser son trop-plein en

Beaucourt, on croit en effet que les aménagements « lâchent » de l'eau, alors qu'elle ne fait que traverser en force le corset de béton entièrement ouvert.

Brice Lalonde, au nom de Génération Ecologie, a repris ces critiques : « L'aménagement du Rhône entre Lyon et Avignon, en canalisant le fleuve, accroît l'onde de crue en aval. » Non, répondent en chœur les hydrauliciens, car le fleuve n'est canalisé que par intermittence, ce qui brise tout effet de chasse d'eau. Le lit du Rhône original subsiste parallèlement au canal, et c'est lui qui déborde lorsque les débits ne peuvent être absorbés par les barrages hydroélectriques.

De fait, lorsqu'on se rend sur le terrain et qu'on examine les relevés de submersion, on se rend compte que, en octobre comme en janvier, le Rhône a simplement recouvert son lit majeur, en épargnant de justesse les agglomérations urbaines comme Pierrelatte et Pont-Saint-Espirit, construites prudemment à l'écart de la zone inondable. Les communes rurales, en revanche, se sont retrouvées les pieds dans l'eau, comme jadis lorsque les crues envahissaient les cultures de leurs limons. Mais les agriculteurs, aujourd'hui, n'attendent plus l'enfer naturel du Rhône, et la plupart des habitants des villages sont des « ruraux », désagréablement surpris de se retrouver les pieds dans l'eau.

« La Camargue, c'était les bouches par où le Rhône vomissait son trop-plein », explique Christian Jimenez, directeur de l'Agence CNR d'Avignon. On en a fait un polder artificiel et, du coup, c'est un merveilleux champ d'épandage qui a disparu. Et qui a repris du service à la faveur de brèches dans des digues un peu délaissées. « La Camargue avait très bien supporté les crues de 1935 », précise Jacques Lecourt, car les digues étaient alors bien entretenues. Cette fois, il y a



attendant la décrue. C'est ce rôle qu'ont joué la Camargue et la plaine située entre Viviers et Pont-Saint-Espirit (10 000 hectares submergés en octobre et presque autant en janvier).

## Facteur aggravant ?

Les rivières, alors, s'interrogent. Les ouvrages de la CNR, impuissants à contenir les crues, ne seraient-ils pas un facteur aggravant ? Plusieurs affirment que des déferlements particulièrement dommageables. « On peut se tromper de bonne foi, admet Philippe Genty, directeur de l'Agence de Montélimar. Quant les débits sont trop forts, en effet, on ouvre les vannes, ce qui a pour effet de faire baisser le niveau de la retenue. Mais ce n'est pas de l'eau stockée. Elle traverse seulement l'ouvrage sans s'y arrêter. » A voir les monstrueux remous provoqués à l'aval du barrage de Vallabregues, près de

eu rupture et non débordement. M. Jimenez le reconnaît : « Les digues sont le point faible de nos aménagements. »

Les digues en base vallée, s'entend. Car plus haut, dans le val de Saône, on n'a construit aucune digue ni barrage, de sorte que la crue se répand dans la plaine agricole sans le moindre frein. Mais là les habitants sont habitués à avoir les pieds dans l'eau quelques jours par an, et ils n'en font pas d'apoplexie. Dans le bas Rhône, les crues sont forcément plus violentes, car alimentées par des torrents étonnants parfois furieux (l'Eyreux, en Ardèche, peut monter de 6 mètres en quelques heures) ou des torrents alpins gravés de fonte des neiges. Les rivières cherchent donc légitimement à se protéger derrière des levées de terre à la hauteur du risque. Après des décennies sans crue (!) et plusieurs années de sécheresse, le Rhône ne faisait plus peur à tort.

ROGER CANS

(1) L'Ouvé, en 1992, a saigné Vaison-la-Romaine sans faire monter le Rhône.

## MÉDECINE

Dans une lettre au président de la République

## Une centaine de médecins et de scientifiques demandent la grâce des condamnés dans l'affaire du sang contaminé

Une centaine de médecins et de scientifiques ont adressé, lundi 17 janvier, une lettre au président de la République, dans laquelle ils lui font part des réflexions que leur inspire l'affaire du « sang contaminé ». Rédigée à l'initiative du docteur Françoise Barré-Sinoussi (Institut Pasteur de Paris) et du professeur Jean-Claude Gluckman (hôpital de la Pitié, Paris), deux des codécouvreurs du virus du sida, ce texte, que nous publions in extenso, demande à François Mitterrand une grâce présidentielle pour les quatre médecins condamnés dans cette affaire. Parmi les signataires de cette lettre, qui sera également publiée dans la revue scientifique internationale Nature, on trouve de nombreux professeurs à l'Institut Pasteur de Paris (IPP) et plusieurs spécialistes étrangers.

« La justice française a condamné quatre médecins pour les décisions et mesures adoptées collectivement par divers responsables en 1985 pour mettre fin à la contamination des hémophiles par le virus du SIDA. Deux de ces médecins sont actuellement emprisonnés. L'un était le directeur d'un grand centre de transfusion, l'autre est un chercheur de réputation mondiale.

« Nous, médecins, chercheurs, acteurs de santé publique de différents pays du monde, et pour certains même personnellement atteints par ce drame, tenons à vous exprimer le sentiment d'injustice et l'inquiétude que nous inspirent cette

décision et les conséquences qui vont en découler au plan de la santé publique et de la recherche biomédicale.

« Prononcées dans un environnement médiatique sans précédent où prédominaient le sensationnel aux dépens de la rigueur, les arguments passionnels aux dépens des données objectives, ces condamnations sont injustes. Elles sont injustes car, en l'absence de toute expertise technique, elles ont opposé une sanction pénale aux incertitudes des connaissances scientifiques de l'époque. Elles sont injustes car elles ont réagi aux souffrances nées de ces incertitudes et des lacunes structurelles du fonctionnement de nos systèmes en punissant quelques individus sélectionnés.

« Ces condamnations sont inquiétantes car, sous l'influence des mêmes forces, elles risquent de se reproduire à propos d'autres problèmes médicaux aux frontières de la connaissance. Elles vont à l'encontre des progrès de la médecine car, par crainte de représailles judiciaires, elles dissuadent les scientifiques d'assumer les devoirs et responsabilités qui sont les leurs. Elles priveront ainsi la recherche médicale et par conséquent les malades, de la contribution précieuse de professionnels dévoués et de valeur.

« L'ampleur de la contamination des hémophiles par le virus du sida en France est tristement analogue à celle des autres pays qui ont utilisé les mêmes protocoles thérapeutiques. A l'instar de ces pays, dans la grande majorité des cas la contamination est intervenue au début de la décennie 80 quand la science, la médecine et la technologie n'étaient pas mûres pour la prévenir. A travers le monde, des milliers de médecins et de scientifiques ont été impliqués dans la préparation et la prescription des produits anti-hémo-

philiques. Les retards indéniables dans les prises de décision aux divers échelons administratif, technologique et clinique dans ce problème particulier de santé publique ont été communs à la plupart des pays du monde. Est-il concevable d'imputer une faute à quelques-uns face à un aléa aussi universel et mettant en cause tant d'hommes et de femmes dont la raison d'être est de soigner et de sauver ? L'histoire de la médecine nous apprend par de nombreux exemples que des mois ou des années sont nécessaires avant qu'une découverte scientifique soit validée, reconnue, intégrée dans les esprits, puis traduite en décisions de santé publique.

« L'humilité, une des exigences du progrès, impose de reconnaître que, malgré sa fantastique évolution, la puissance de la médecine est moins grande et moins instantanée que celle que lui attribuent l'espérance ou l'imagination populaires et que nos structures de santé

publique ont devant elles un long et laborieux processus de développement et de maturation.

« Tout en affirmant notre solidarité et notre compassion avec les malades et leurs familles éprouvés par l'hémophilie et le sida, il est de notre devoir de mettre en garde contre tout sentiment de défiance injustifiée à l'égard des médecins et de la médecine, qui pourrait conduire à l'arrêt des progrès en matière de santé publique. C'est pourquoi, monsieur le Président, nous tenons à vous faire part de ces préoccupations graves dans l'intérêt public.

« Nous espérons qu'il vous sera possible d'agir par votre autorité et votre pouvoir pour l'apaisement juste des souffrances passées et présentes et pour la prévention de celles que le silence et l'indifférence pourraient nous réserver dans l'avenir. Une décision de grâce présidentielle serait un premier pas dans cette direction. »

## Les signataires

Cette lettre est signée par : Maurice Agazzi (Paris), Rosemary Ansell-Park (hôpital national de Saint-Maurice), Brigitte Aja (Berges, Norvège), Francis Barla (Tours), Michel Barne (IPP, Paris), Françoise Barré-Sinoussi (IPP, Paris), Henri Baylon (Paris), Joseph Benichou (Bobigny), Gabriel Benichou (Paris), Annie Benzen (Clichy), Antoine Blancher (Toulouse), William Burtner (National Cancer Institute, Bethesda, USA), Philippe Blot (Paris), Georges Bourdillon (Toulouse), David Bontier (Paris), Bernard Boren (Toulouse), Jean-Baptiste Brunet (Saint-Maurice), Yves Cadrey (Toulouse), Jacques Cazen (Paris), Christine Calan (Les Mureaux), Patrick Calvez (Toulouse), Claudine Caranobe (Toulouse), Robin Carrel (Cambridge, Royaume-Uni), Michel Chanzy (Paris), Gérard

Chenot (Clamart), Francesca Chiodi (Stockholm, Suède), Pierre Colombes (Toulon), André Costedo (IPP, Paris), Jean Dausset (prix Nobel de médecine, Paris), Isabelle De Vincenzi (Saint-Maurice), Patrick Dohé (Paris), François Denis (Lyon), Jan Desmyter (Louvain, Belgique), Vincent Denbel (IPP, Paris), Agnès Duvier (Paris), Louis Durand (IPP, Paris), Jacques Durrant (Paris), Jean-Claude Dreyfus (Lyon), Jean-Claude Dreyfus (Paris), Colette Dreyfus-Brisac (Paris), Jean Ducau (Toulouse), Hervé Durand (Paris), Eva Maria Ferry (Stockholm, Suède), Hervé Ferry (Bordeaux), Jean-Jacques Fournel (Paris), Jacques Fournel (Paris), Jean Gallard (Paris), Pierre Galassand (Clamart), Pierre Garçon (Le Perreux), Louis Gazzolo (Lyon), Alain Jean Georges (Francville, Gabon), Marie-Claude Georges-Courbot (Francville, Gabon), Marc Gilard (Paris), Elhane Gluckman (Paris), Jean-Claude Gluckman (Paris), Michel Goldberg (IPP, Paris), Patrick Gouhan (Louvain, Belgique), Marie-Claude Gollia (Clichy), André Herault (Paris), Myra Jennings (Francville, Gabon), Irène Jélan-Vague (Marseille), Phyllis Kanki (Harvard School of Public Health, Boston, USA), Michel Kestelblum (Paris), André Kira (Strasbourg), David Kitzmann (Paris), Jean-Pierre Kohes (Paris), Henri Kreis (Paris), Jacques Kruh (Paris), Léon Le Minor (Paris), Guy Lesourd (Le Perreux-en-Marne), Rosette Lidarsen (Saint-Cloud), Pierre Lortholary (Bobigny), William Lowenstein (Paris), Jean Loygue (Paris), Herbert Marcovitch (Saint-Cloud), Michel Marty (Paris), Christian Mathiot (Bangui, RCA), Philippe Monod-Bruce (Paris), Gérard Oth (IPP, Paris), Luiz Pereira Da Silva (IPP, Paris), Georges Perles (Paris), Jacques Philot (IPP, Paris), Christian Molard (Lyonnais), Jacques Rayer (Montpellier), Willy Ruzsabaham (Paris), Gabriella Scariati (Stockholm, Suède), Gérard Schaison (Paris), Jörg Schupbach (Zürich, Suisse), Pierre Sile (Toulouse), Winston Sillitoe (Toulouse), Jean-Charles Sourria (Paris), Daniel Tarantola (Harvard School of Public Health, Cambridge, USA), Armand Tavilian (Paris), Alain Teign (Paris), Pierre Testas (Le Kremlin-Bicêtre), Pierre Toulain (IPP, Paris), Agnès Ullmann (IPP, Paris), Elie Wolman (IPP, Paris), Alice Wolman (Paris).

## Un jugement et un arrêt

La justice française s'est prononcée à deux reprises à l'encontre des docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain et Robert Netter ainsi que du professeur Jacques Roux, accusés au début des années 90 d'impérities graves dans le traitement des lots sanguins destinés aux hémophiles au cours des années 80. Le ministère public et de nombreuses parties civiles reprochaient aux inculpés d'avoir laissé délivrer aux hémophiles des lots de sang contaminé par le virus du sida après mars 1985.

Au terme du premier procès devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, en 1992, les docteurs Garretta et Allain, anciens dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), avaient été respectivement condamnés à quatre ans d'emprisonnement et quatre ans de la même peine, dont deux années avec sursis pour tromperie sur la

qualité des produits délivrés aux hémophiles. Le professeur Roux, ancien directeur général de la santé, se voyait pour sa part infliger une peine de quatre ans d'emprisonnement avec sursis pour non-assistance à personne en danger, et le docteur Netter, ancien directeur général du Laboratoire national de la santé, était relaxé.

Les quatre médecins ont comparu à nouveau en 1993 devant la 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel. A l'issue de ce second procès, les juges ont confirmé les sanctions infligées l'année précédente. Le docteur Garretta, détenu depuis son retour des États-Unis à la veille du procès, était maintenu en détention, et le docteur Allain se voyait arrêté à l'audience. L'arrêt de la cour d'appel se distinguait cependant du jugement à propos du docteur Netter, finalement condamné à un an d'emprisonnement avec sursis puis amnistié.

Sur le fond, les conseillers de la cour d'appel se sont montrés aussi sévères que leurs collègues du tribunal correctionnel. Les juges ont relevé les « silences » du docteur Garretta et souligné que les incertitudes sur les connaissances de l'époque souvent invoquées ne peuvent justifier l'attribution de circonstances atténuantes alors qu'il était déjà établi que les produits inactivés étaient plus sûrs que les fractions non chauffées du CNTS dont la contamination ne faisait pas de doute. Au cours des deux procès, le ministère public a cependant admis que les poursuites contre les quatre médecins constituaient un minimum. « Peut-être aurai-je pu soulever un grand procès avec tout le monde », a lancé l'avocat général Christine Thion avant de conclure : « Au cours de ce procès, la justice de ce pays a essayé avec ses moyens, ses limites, d'approcher la vérité... »

صلى الله عليه وسلم



# Antidotes à la violence

Les résultats positifs obtenus dans les établissements difficiles devraient inciter les pouvoirs publics à accroître l'effort

Cela pourrait être un bel exercice appliqué. A l'heure où l'éducation est plongée au cœur d'un « grand débat », livrée à de futures « assises nationales », soumise à de grands « états généraux », quelle leçon le ministère de l'éducation peut-il tirer des actions qui sont menées sur le terrain ?

La lutte contre les phénomènes de violence et d'agressivité en milieu scolaire, dans les établissements dits « sensibles », apporte des réponses concrètes à la question. Elle souligne l'importance des moyens (humains et financiers) à mettre en œuvre — même si le ministre de l'éducation s'en défend souvent — et des changements à opérer dans un système éducatif qui se fissure parfois sous le poids des tensions extérieures et de ses contraintes internes.

La violence à l'école, qui défraie régulièrement la chronique et qui, presque symboliquement, a réapparue à la veille de la préparation de la grande manifestation pour la défense de l'école publique du 16 janvier (1), avait déclenché des grandes manœuvres en mai 1992, impliquant les ministères de la ville, de l'éducation nationale, de la justice, de l'intérieur, et de la défense. Le plan « Lang-Quilès » établissait une liste de quatre-vingt-huit établissements « sensibles », particulièrement concernés par les phénomènes d'agressivité (2). Afin de « rétablir la sécurité et la sérénité » dans les établissements, des appels du contingent étaient envoyés en renfort. Des moyens financiers et humains spécifiques y étaient consacrés. Une procédure d'affectation particulière des enseignants, première entaille concrète portée au sacro-saint mouvement national des enseignants, avait été expérimentée.

Mis en place par Jack Lang, alors ministre de l'éducation et de la culture, un observatoire des

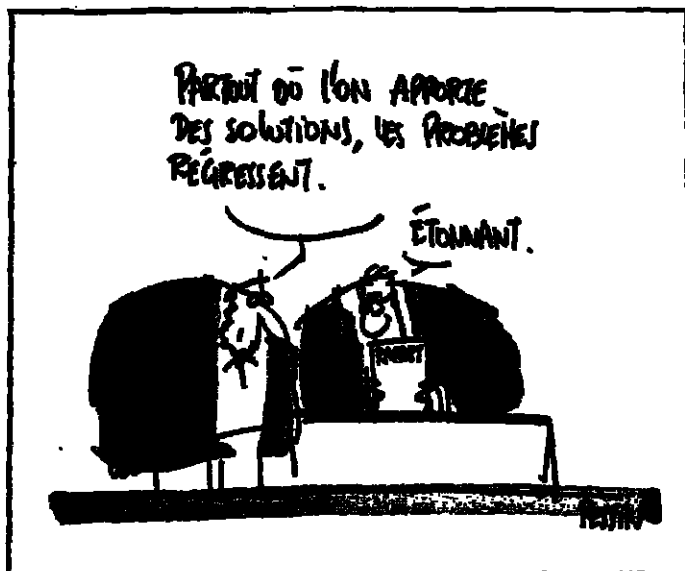
établissements sensibles (3) avait remis l'été dernier, un rapport resté inédit à la direction des lycées et collèges (DLC). Le document analyse la manière dont les moyens ont été utilisés par les établissements et fait une série de propositions concrètes.

## « Etablissements passolres »

L'observatoire relève tout d'abord que les moyens alloués permettent d'améliorer réellement les conditions de sécurité, notamment par le renforcement de la surveillance dans les lieux à risques et aux moments les plus critiques. Il note « la réduction d'incidents notables dans et hors la classe (dans les académies de Créteil et Versailles), de dégradations des bâtiments (à Lyon, Créteil et Versailles), la réduction des vols, une diminution des plaintes des enseignants (à Lille) ».

Remarque non dénuée d'intérêt au moment où s'installe d'étudier la sécurité dans les établissements scolaires publics et privés, les observateurs notent qu'un certain nombre de mesures relatives au bâti ont une incidence indirecte sur le climat de l'établissement, comme par exemple la réfection des sanitaires, un meilleur accueil à la cantine ou l'entretien des espaces verts.

Le rapport cite trois établissements de l'académie de Lille et note l'adaptation de certains locaux aux impératifs de sécurité. Difficile, dans des « établissements passolres », dépourvus de murs d'enceinte, de contrôler les flux d'entrées et de sorties des élèves. Les observateurs signalent aussi « la réduction du vandalisme et de la dégradation » quand des réparations sont effectuées immédiatement. Mais le bâti n'est pas tout. Utilisés essentiellement à des fins pédagogiques, en zone sensible, les moyens supplémentaires ont porté avant tout sur le



dédoublement des classes, sur la réduction des effectifs de chaque classe et sur des actions de soutien méthodologique ou disciplinaire, d'aide au travail personnel des élèves. « La première réponse positive à toute violence, insiste les observateurs, est une pédagogie exigeante, proche des élèves, offrant aux élèves le plus en difficulté de réelles possibilités d'accéder aux filières les plus motivantes ».

## Les appels plébiscités

La lutte contre l'échec scolaire, chère à François Bayrou, est donc mise en exergue. « Perce comme une fatalité, poursuivent-ils, l'échec scolaire favorise la violence ». Et de préconiser : « Malgré une amélioration liée à la mise en place des mesures, la situation reste très précaire et toute régression en matière d'aides pourrait avoir des conséquences dramatiques ».

## Bilingue et non confessionnel

André Peverelli, elle-même d'origine anglaise, a placé ses trois enfants à Monty. Elle est par ailleurs directrice d'une école maternelle bilingue, privée, appliquant les méthodes Montessori. Ce n'est pas un hasard si le projet de Monty-la-Valle, porté par des parents très motivés, apparaît comme un lointain héritier des écoles nouvelles. Celle de la Source à Meudon (Hauts-de-Seine) suit de près l'aventure et a participé à la sélection des enseignants. A Monty, le travail sur les langues vient en plus des programmes classiques. L'enseignement différencié, adapté aux compétences de chaque élève, est ici une nécessité, mais surtout un choix pédagogique.

Ce parti pris séduit les enseignants, puisque l'établissement a reçu une quarantaine de candidatures d'instituteurs, transfuges, pour la plupart, de l'enseignement public. Trois des quatre institutrices de Monty (deux exercent à mi-temps) ont suivi ce parcours. Leur salaire à l'école internationale est à peu près équivalent à celui qu'elles touchaient dans le public, quelques avantages et la sécurité de l'emploi en moins.

L'association, qui compte quatre-vingts adhérents, promeut un enseignement « bilingue, actif, non confessionnel, à orientation sportive, prenant en charge les besoins individuels de l'enfant ». Bref, quelque chose qui pourrait ressembler à une école primaire publique laïque ; n'étaient son statut et le montant des droits d'inscription : 17 000 francs par an. Certains établissements parisiens, publics ou

Au centre des turbulences du système, les établissements « sensibles » poussent l'institution dans ses retranchements sur tous les terrains. Ainsi, note le rapport de l'observatoire, « l'affectation dans ces zones de jeunes diplômés sortis de l'UTM et inexpérimentés pose réellement le problème ». Il faut « prévoir des mesures spécifiques » pour attirer vers les zones sensibles des personnels motivés, par exemple, « permettre à ces personnes une connaissance anticipée de leur mutation, pour qu'ils puissent prendre contact avec l'équipe éducative au dernier trimestre de l'année scolaire précédente ».

La violence a par ailleurs forcé l'institution à s'ouvrir au monde extérieur. A accepter tout d'abord la présence d'appelés du contingent, violemment critiquée, au début, par les syndicats d'enseignants et notamment le syndicat national des enseignants de second degré (SNES). Or l'observatoire reconnaît que « la pré-

sence d'appelés du contingent, dans la quasi-totalité des établissements, a permis d'assurer une plus grande surveillance des élèves et un encadrement éducatif ». « Par-tout, l'apport des appelés du contingent fait l'unanimité, en raison de leur niveau d'études, de la qualité de leur implication et du service rendu ». Un plébiscite qui va jusqu'à demander que les appelés « ne retournent pas dans leurs casernes pendant leur période de vacances » (4) !

Parallèlement, l'école s'est également ouverte au monde de la justice et de la police, organisant sessions d'information et de formation. La prise de conscience des phénomènes d'agressivité et de violence semble s'être aujourd'hui généralisée.

Ainsi, il est symptomatique qu'au moment où le procureur général près la cour d'appel de Paris, Claude Jorda, attirait l'attention sur la violence scolaire, lors des traditionnelles audiences solennelles de rentrée des juridictions le 6 janvier, paraissait un dossier fort complet sur la violence à l'école dans les Cahiers de la sécurité intérieure de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) (5).

Devant l'importance des efforts qui restent à faire, les syndicats auront sûrement à cœur de demander au ministre de l'éducation nationale pourquoi l'Etat s'est arrêté en si bon chemin. Le budget 1994 n'a prévu en effet ni création de postes de surveillants supplémentaires ni création de postes de psychologues scolaires.

## REPÈRES

**CHIMIE.** L'Ecole nationale supérieure (ENS) de chimie de Lille a ouvert à la rentrée un cycle préparatoire intégré (CPI), au lycée européen Montebello de Lille. D'une durée de deux ans, ce cycle s'adresse aux bacheliers désirant intégrer sans concours les ENS de chimie. Cette de Lille réserve à partir de 1995 vingt places pour les étudiants issus de ce cycle préparatoire. Organisé de septembre à juillet, l'enseignement, prévu pour cinquante élèves, est moins intensif et moins théorique que dans une classe préparatoire. Il comprend du tuteur, fait une place importante à l'enseignement de l'anglais et de l'allemand, et permet une initiation au japonais. L'admission dans le CPI se fait sur dossier et entretien.

► ENS de chimie de Lille. BP 108, 59652 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : (03) 20-43-41-24.

**SIDA.** « Contre le sida, les lycéens », c'est l'intitulé de la campagne de prévention et de solidarité lancée, pour la cinquième année consécutive, dans les cinq départements de l'académie de Grenoble, associant éducation, santé et création culturelle. Les lycéens sont invités à réaliser des bandes dessinées, des poèmes, des vidéos, sur le sida. Ces créations seront présentées à la fin de l'année scolaire dans des forums départementaux. Une brochure et une

Et seulement quarante-cinq postes d'infirmières scolaires et dix d'assistantes sociales supplémentaires pour toute la France. Or au budget 1993, pour la seule centaine d'établissements sensibles, 109 postes de surveillants avaient été créés. A titre d'exemple, la Seine-Saint-Denis, qui est de loin le département le plus touché, comptait, en 1972, soixante-quinze postes d'assistantes sociales scolaires. Pour 115 collèges et lycées, il n'en compte plus aujourd'hui que cinquante-deux.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Un professeur d'un lycée professionnel d'Amiens a été blessé d'un coup de couteau, jeudi 13 janvier, par trois jeunes gens marqués, dans la cour de son établissement (Le Monde dans 16-17 janvier).

(2) Les établissements « sensibles » et les établissements dits « particulièrement difficiles » qu'il bénéficie de moyens supplémentaires, sont, aujourd'hui, au nombre de cent soixante-sept.

(3) Le groupe de l'observatoire des établissements sensibles, aujourd'hui dissous par l'ancien ministre, était composé de professeurs concernés, de représentants des administrations et des directions pour-voies de moyens, de l'inspection générale et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale.

(4) Dans 80 % des cas, ces appels ont mis en place des actions en matière d'aide aux devoirs. Ils assurent une surveillance accrue dans 60 % des établissements. Ils participent également, dans la moitié des établissements « sensibles », à la mise en place d'actions éducatives, sportives et contribuent à développer les actions existantes dans le cadre des foyers socio-éducatifs ou des associations sportives. Dans 21 % des cas, ils sont employés essentiellement à des tâches administratives.

(5) « La violence à l'école », les Cahiers de la sécurité intérieure, IHESI, n° 15, 1<sup>er</sup> trimestre 1994.

affiche, diffusées respectivement à 50 000 et 25 000 exemplaires, accompagnent l'opération.

**SCOOPS.** L'association J. Presse (Association nationale de la presse d'initiative jeune) et la ville de Poitiers organisent, les 27 et 28 mars prochains, le dixième festival Scoop en Stock consacré aux jeunes créateurs de journaux (scolaires, lycéens ou étudiants) et de fanzines. Réservé aux jeunes, scolarisés ou non, de onze à vingt-cinq ans qui éditent un journal, le concours est ouvert à tous ceux qui enverront, avant le 1<sup>er</sup> mars, huit exemplaires de leur production à l'association J. Presse. Un jury composé de journalistes et d'anciens lauréats de Scoop en stock décernera deux prix par catégories. Cette année, Scoop en stock choisit, en outre, d'encourager les participations individuelles. En lançant quatre nouveaux concours : photographie, « enquête-reportage », « supplément littéraire » ainsi qu'un concours en anglais. Les réalisations doivent également être adressées à J. Presse avant le 1<sup>er</sup> mars.

► Informations et inscriptions : J. Presse, 13, passage des Tournelles, 75020 Paris. Tél. : (1) 43-84-39-18 ou 3815 SCOOPEN-STOCK.

## Ecole privée cherche contrat

A l'ombre du parc d'Euro Disney, des parents anglophones ont créé de toutes pièces leur établissement

Le parc est vaste et bucolique, quoique durablement boueux. Derrière les bâtiments de briques rouges propret qui marquent l'entrée du Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS) de Monty (Seine-et-Marne), se niche un modest module préfabriqué. Un couloir, un bureau, quatre salles pour trois classes : malgré son nom ronflant, l'Ecole internationale de Monty-la-Valle ne paie pas de mine.

Ouverte en septembre 1993 à l'initiative d'un groupe de parents, cette école primaire entièrement privée n'accueille encore que cinquante-quatre élèves. La moitié d'entre eux sont anglophones, les autres sont français, quelques-uns sont bilingues. Non loin de là, le sommet du château d'Euro Disney surplombe un paysage longtemps resté rural, mais l'urbanisation est en marche. Le parc de loisirs et les entreprises multinationales qui se sont installés sur le site de la ville nouvelle à l'est de Paris ont entraîné dans leur sillage nombre de cadres étrangers et leurs familles.

Comment progresser en français sans perdre sa langue maternelle ?

Comment apprendre à lire et à écrire l'anglais, leur langue maternelle, à ces enfants de six ans dans une classe de Seine-et-Marne ? Pour relever ce défi, l'équipe enseignante de l'école jongle avec les heures de soutien. Christopher Goetsch, le professeur d'anglais, se charge des cours de perfectionnement pour les anglophones, assure une initiation à l'anglais pour les élèves français et dispense des cours d'art et de sport à tout le monde.

L'idée de créer un établissement bilingue à Monty revient à la société Euro Disney, soucieuse, aux premiers temps de son installation en Seine-et-Marne, d'offrir un « plus » à ses cadres et à ceux des entreprises qui ne devaient pas manquer de s'implanter sur ses terrains. Mais les mètres carrés de bureaux prévus ne sont pas sortis de terre, et le projet s'est enlisé. En janvier 1993, une douzaine de familles fraîchement installées ont pris le relais et ont fondé une association. Euro Disney les a aidés en assumant le faible montant de la première année de loyer (1 000 francs), et le coût du bâtiment préfabriqué. Le CREPS

de Monty s'est montré généreux, laissant les écoles utiliser la cantine et bénéficier des cours de ses professeurs d'éducation physique en formation. Grâce à une bonne dose de bénévolat de la part des parents, l'école a pu décoller avec un objectif pédagogique clair.

Malgré l'apport des familles, le déficit financier est déjà impressionnant — 200 000 francs pour 1993-1994, probablement davantage l'an prochain, puisqu'un projet d'ouverture de classes de collège est à l'étude. Pour Audrey Reverelli, présidente de l'association gestionnaire de l'école, la seule solution réside dans la signature d'un contrat d'association avec l'Etat. La demande a déjà été adressée à l'inspection académique de Seine-et-Marne. Les conditions de sécurité sont remplies, la majorité des institutrices ont des diplômes équivalents à ceux des maîtres du public et estiment remplir une mission, si ce n'est de service public, du moins au service d'un public local. « Nos élèves habitent vingt-cinq communes à la ronde. L'administration de l'éducation nationale ne peut pas, pour cette raison notamment, créer un établissement comme le nôtre », estime Audrey Reverelli.

Mais l'école internationale n'a ouvert ses portes qu'à la dernière rentrée, alors qu'un délai de cinq ans est nécessaire pour obtenir un contrat d'association avec l'Etat. « Le temps de couler dix fois », selon la présidente, qui espère toutefois que la situation de l'établissement, installé sur une zone d'urbanisation rapide, plaidera en sa faveur. « Limiter le débat sur le privé à une opposition entre les laïques et les tenants du secteur confessionnel, c'est nous oublier, dénonce-t-elle. L'enseignement catholique, lui, siège à la commission paritaire qui accorde les contrats, pas les petits établissements comme le nôtre ».

MARTINE VALO

**BOSTON UNIVERSITY-USA**

Ville Phare Campus Pluridisciplinaire

accueille des candidats pour l'ensemble des ses programmes Diplômes: B.A., B.S., M.A., M.S., M.B.A. et doctorats en toutes disciplines Venez vous documenter et discuter de vos projets Téléphonez au 42 56 81 54 Boston University/EFAP 61, rue Pierre Charron 75008 Paris

Le Conseil Général du Val-d'Oise et l'Étudiant organisent le

**SALON DE L'ETUDIANT**

2 jours pour parler de votre avenir !

**CERGY-PONTOISE**

Hall Saint-Martin

les 21 et 22 janvier 1994

Vendredi et samedi de 9h00 à 18h00

**SAN** **l'Étudiant**

Les perspectives de reprise de l'activité et l'évolution du climat social

## Les chefs d'entreprise affichent des prévisions plus optimistes sur l'économie française

■ **REDÉMARRAGE.** Alors qu'Édouard Balladur préside, mercredi 19 janvier, un comité interministériel sur l'économie, les prévisions se multiplient sur l'année 1994. La BNP prévoit une reprise progressive de la croissance en France, soutenue à la fois par le logement et les exportations hors d'Europe. Les experts-comptables se montrent un peu plus optimistes et s'attendent à un redémarrage de l'activité dans les premiers mois de l'année. La Banque de France confirme l'amélioration de la production à la fin de 1993.

■ **GROGNE.** Tandis que René Monory, président (UDF-CDS) du Sénat, sent « la grogne monter », des débrayages et des manifestations de salariés, inquiets des plans de restructuration et des privatisations envisagés, ont eu lieu mardi 18 janvier, notamment à Elf Atochem et à France Telecom.

Alors que le gouvernement attend de savoir si les affaires sont en train de repartir pour décider d'un éventuel coup de pouce supplémentaire à la reprise, l'économie française envoie des signaux contradictoires. La production industrielle stagne, après avoir beaucoup baissé - de l'ordre de 4 % en 1993 -, les achats des ménages

continuent d'évoluer de façon très irrégulière, ce qui n'empêche pas les chefs d'entreprise d'afficher des prévisions plus optimistes. Le Crédit agricole, dans sa dernière note de conjoncture, publiée mardi 18 janvier, prévoit une augmentation du PIB marchand de 1 % en 1994 et de 2,4 % en 1995.

La dernière enquête de la Ban-

que de France prend en cette période d'incertitude un intérêt tout particulier. Interrogés en décembre, les chefs d'entreprise ont confirmé l'amélioration de la production enregistrée en novembre. Ce mois-là en effet, la production industrielle a progressé de 0,5 %, vient de faire savoir l'INSEE. L'amélioration se serait donc poursuivie.

Cette amélioration s'explique par un rebond de la demande : intérieure et étrangère. La première est soutenue par les industries produisant des biens de consommation et surtout la pharmacie, le parapharmacie, l'ameublement, l'habillement. Fait plus nouveau : les industries produisant des biens d'équipement sont également davantage sollicitées, notamment les machines-outils, le matériel de manutention, l'imformatique, le matériel de précision. Les biens intermédiaires ayant eux aussi recommencé de progresser, il n'y a guère que la production automobile pour laquelle aucun signe de reprise ne s'est encore manifesté, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics s'étant, dans l'ensemble, un peu détériorée en fin d'année.

### L'amélioration de la demande étrangère

Mais c'est surtout la demande étrangère qui, en s'améliorant de façon continue, explique l'amélioration du climat des affaires. Il faut bien voir en effet que la crise que traverse la France comme l'Allemagne est une crise qui n'est plus qu'euro-péenne. Dans le monde, tous les pays industrialisés - et certains depuis plus d'un an - ont maintenant

retrouvé la croissance. L'économie américaine est sortie de la récession dès le milieu de l'année 1992. Sa croissance est maintenant rapide. Elle alimente une demande d'importations très importante. Il en va de même en Asie - sauf au Japon, qui est un cas particulier dans la mesure où le pays purge une énorme spéculation sur le prix de ses actifs - et même en Amérique du Sud.

Isolée au sein d'une reprise mondiale, l'Europe, entrée en récession plus tard que les autres pays industrialisés parce qu'elle avait bénéficié du boom de la réunification allemande, finit maintenant de manger son pain noir. C'est le diagnostic que font bon nombre d'économistes, comme Michel Pébereau, nouveau président de la BNP, qui

estime que nous finissons de vivre une phase classique de cycle conjoncturel. Jean-Michel Charpin, qui dirige de la même banque, estime que la croissance économique pourrait être de 1 % cette année. Tous estiment que beaucoup dépendra de l'évolution des taux d'intérêt et plus spécialement de la consommation des ménages. Car ce sont bien les ménages qui depuis deux ans, en modifiant leur attitude vis-à-vis de l'épargne, ont beaucoup aggravé la crise, entraînant le chômage et s'inquiétant de l'avenir de leur retraite. Tant il est vrai que ce qui est vertueux en période de prospérité - l'épargne - peut devenir calamité nationale en période de dépression.

ALAIN VERNHOLLES

### CLÉS/ Lexique

■ **Produit intérieur brut (PIB).** Cet agrégat de la comptabilité nationale, qui fournit une mesure de la production, est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentées de la TVA grevant les produits et des droits de douane moins les subventions à l'importation.

■ **PIB marchand.** Le produit intérieur brut marchand comprend les produits échangés ou susceptibles d'être échangés sur un marché à un prix correspondant au coût de production. Par opposition, le PIB non marchand inclut, outre les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique,

les services rendus par les administrations publiques à titre gratuit.

■ **Formation brute de capital fixe (FBCF).** Il s'agit principalement de la valeur des biens durables acquis par les agents économiques résidents pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production. Le FBCF, qui correspond approximativement à l'investissement, se décompose en investissement productif des entreprises résidentes (machines), en investissement des administrations (équipements collectifs) et en investissement des ménages (principalement les logements).

### René Monory préconise d'alléger les charges pour embaucher 500 000 jeunes

Dans un entretien publié par la Tribune Desfossés, mercredi 19 janvier, René Monory, président du Sénat, préconise de « transformer 5 % de charges familiales en dépenses de formation ». En alléguant « d'un tiers, soit de 30 à 35 milliards », les charges de cotisations pour les allocations familiales que versent les entreprises, payées directement aux caisses par l'Etat, « vous obligez les entreprises de plus de dix salariés à embaucher 500 000 jeunes en formation professionnelle pendant deux ans à 5 000 francs par mois sans charges sociales », explique-t-il. « Et si l'Etat veut récupérer ses 30 ou 35 milliards, il augmente la TVA d'un point. »

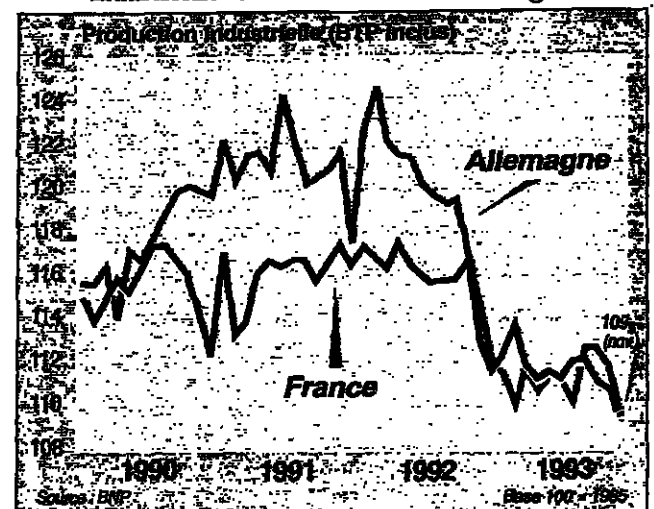
Ayant décidé de se mobiliser sur le thème de l'emploi depuis trois ou quatre mois, M. Monory déclare qu'il sent « la grogne monter, encore plus que l'année dernière », et estime que, « si l'on arrive à 4 millions de chômeurs, il y a un risque pour tout le monde ». « La mécanique est mal enclenchée », poursuit-il, en jugeant « illusoire de prétendre que le retour de la croissance entraînera une reprise de la création d'emplois en France et en Europe ».

### François Perigot a rencontré Édouard Balladur

Pendant une heure, lundi 17 janvier, Édouard Balladur, premier ministre, a reçu une délégation du CNPF, conduite par son président, François Perigot. Au menu des discussions, l'accélération du remboursement de la TVA subordonnée à la création d'emplois par les grandes entreprises, dont M. Perigot a déploré « l'annonce, faite sans concertation préalable ». Les deux hommes sont revenus sur les incompréhensions qui ont opposé le gouvernement aux chefs d'entreprise, accusés d'avoir reçu des « cadeaux » et surtout de n'avoir pris aucun engagement en faveur de l'emploi.

« Nous nous sommes mieux compris », a assuré François Perigot à sa sortie de Matignon, tout en soulignant « la vive déception des entreprises » devant les critiques portées à leur endroit. Le CNPF a présenté « un plan d'action pour 1994 » en six points, qui ne comporte pas de promesses en matière d'emploi. Il a renouvelé son objectif d'accueillir 200 000 jeunes supplémentaires en apprentissage ou en formation en alternance d'ici à la fin de l'année (85 000 sont acquis). Pour « optimiser » l'effet de la loi quinquennale sur l'emploi, le patronat va ouvrir des négociations avec les syndicats dans les prochaines semaines, celle sur la formation professionnelle commençant le 8 février.

### Stabilisation à un niveau bas de la production industrielle en France et en Allemagne



La récession en France et en Allemagne, nette depuis l'automne 1992 et marquée par une chute de la production industrielle, est arrivée à son terme. Les économies française et allemande sont stabilisées depuis le milieu de l'année 1993 à un niveau bas. La reprise semble aujourd'hui assurée aux yeux des experts, mais son ampleur pourrait être faible en 1994.

## Les restructurations et les suppressions d'emplois provoquent débrayages et manifestations

Les forces de l'ordre sont intervenues, mercredi 19 janvier au petit matin au siège social d'Elf-Aquitaine à Paris-la Défense, afin de libérer trois cadres dirigeants d'Elf-Atochem - dont le président, Jacques Puchal - qui étaient séquestrés depuis la veille, par près de cinq cents salariés venus des différentes unités de production du groupe pour protester contre les restructurations et les suppressions de 408 emplois confirmées le jour même lors d'un comité central d'entreprise (CCE). La direction d'Elf-Atochem prévoit des suppressions d'effectifs sur le site de Carling-Mariemont (Moselle), Vendin près de Lens (Pas-de-Calais), et la fermeture de l'unité de Polymère à Lillebonne en Seine-Maritime.

Des rumeurs insistantes font en plus état de la cession probable de l'activité huiles, goudrons et dérivés (carbocimie) au partenaire allemand Rutgers. Par ailleurs, pour protester contre la privatisation d'Elf-Aquitaine, des débrayages se sont produits depuis plusieurs jours à l'usine de Lacq, berceau du groupe et dans les différents sites des Pyrénées-Atlantiques. Un TGV assurant la liaison Tarbes-Bordeaux a été bloqué, en gare d'Ortès, mercredi 19 janvier, par quelque 400 salariés d'Elf-Aquitaine.

### Craintes et frustrations

De leur côté, plusieurs centaines d'agents de France-Telecom, ont manifesté, mardi dans

plusieurs villes de province, et notamment à Rouen, Quimper et Besançon, pour protester contre les nouvelles règles de gestion du personnel mises en place dans le sillage du changement en 1990 de statut de l'exploitant public. En fait, depuis le 10 janvier, divers signes d'agitation sociale (débrayages partiels, rassemblements, manifestations...) accompagnent, dans certaines régions (Normandie, Franche-Comté, Bretagne), le lancement de l'application de la réforme des « reclassifications » aux 120 000 agents d'exécution de France-Telecom, qui vise à proposer aux agents volontaires de basculer dans une nouvelle grille de rémunérations fondées sur la reconnaissance des compétences réellement exercées. Tandis que

80 % des cadres de France-Telecom ont, selon la direction, d'ores et déjà accepté d'entrer dans cette nouvelle logique, les agents d'exécution commencent à peine à recevoir la notification de leur situation dans la nouvelle grille au cas où ils se porteraient volontaires. Ce qui engendre une certaine « frustration » parmi certaines catégories de personnel (techniciens).

Parallèlement, une soixantaine de salariés d'une filiale de la compagnie Wagons-Lits, ont retardé le départ de trois TGV, mardi 18 janvier à la gare de Lyon, pour protester contre la reprise de l'activité restauration TGV Sud-Est de la SNCF, par la société Servair. Les salariés craignent que la Servair ferme le site de production de la gare de Lyon

(800 salariés dont 400 sédentaires) pour regrouper toute son activité ravitaillant à Saint-Lazare, ce qui risque d'entraîner environ 300 suppressions d'emplois. A Lyon, les locaux de l'IRSID de Fraisses (Loire), un institut de recherche sur la sidérurgie du groupe Usinor-Sacilor, est occupé depuis lundi 17 janvier par ses ingénieurs qui entendent s'opposer à un nouveau plan de restructuration. Enfin à Antrain (Ille-et-Vilaine), près de 600 personnes, salariés de l'usine agroalimentaire Vital d'Antrain et élus, ont manifesté le 18 janvier dans les rues de la commune pour protester contre la décision du groupe Choral de fermer les portes de l'établissement, qui emploie 185 personnes.

Après le « toilettage » de ses comptes

### Elf Aquitaine se prépare à la privatisation

Après la BNP et Rhône-Poulenc, le gouvernement s'apprête à lancer la privatisation d'Elf Aquitaine, la plus importante opération de ce type jamais réalisée en France, puisqu'elle porte sur 35 milliards de francs. Cette cession par l'Etat d'environ 35 % du capital consacre l'arrivée dans le privé de la première entreprise industrielle française, avec 210 milliards de francs de chiffre d'affaires et 88 000 salariés opérant dans des secteurs aussi divers que le pétrole (exploration, raffinage), la chimie (Elf Atochem), le luxe et la santé (Elf Sanofi).

Annunciée au cours de l'été, la privatisation entre dans une nouvelle phase. Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, devait lancer le « préplacement » des titres jeudi 20 janvier. Les particuliers pourront alors souscrire des mandats d'achat d'actions pendant une quinzaine de jours. Le prix définitif de l'action

sera ensuite connu, vraisemblablement fin janvier.

Compte tenu de ces impératifs, le groupe a publié ses résultats en début de semaine (le Monde du 19 janvier). Sans surprise, ils confirment la volonté de Philippe Jaffré, nouveau président d'Elf Aquitaine, de « toilettage » ses comptes pour mieux séduire les acquéreurs. Le bénéfice net estimé pour 1993 chute ainsi de 82 %. Il tombe à 1,1 milliard de francs, contre 6,2 milliards l'année précédente. Outre la morosité de la conjoncture et la baisse des prix du pétrole, des éléments exceptionnels (dépréciations d'actifs pétroliers, provisions pour restructuration) ont pesé à hauteur de 2 milliards de francs sur ces résultats. Autre point sombre dans ce tableau, le ratio d'endettement du groupe s'est encore élevé pour atteindre environ 48 % fin 1993, contre 39,3 % l'année précédente. Elf a en effet réalisé 34,4 milliards de francs

d'investissements en 1993 (dont le rachat d'Yves Saint Laurent pour 3,1 milliards), après 29,9 milliards l'année précédente.

La stratégie du nouveau président est donc de se désendetter et de se recentrer sur les métiers de base du groupe. Cette politique passe par le désengagement des participations non stratégiques, en particulier celle investie dans le groupe textile Bidermann et qui porte sur 800 millions de francs. La Bourse de Paris a réagi très favorablement à cette présentation, mardi 18 janvier. Dans un marché en hausse de 0,56 %, le titre Elf Aquitaine, deuxième capitalisation de la place après Alcatel-Alsthom, a gagné 2,5 % à 408 francs. Ce cours est nettement supérieur aux 380 francs, estimation souvent faite par les analystes pour le prix de cession des actions Elf par l'Etat.

DOMINIQUE GALLOIS

Prélude à une entrée dans le noyau stable d'Elf Aquitaine

### La Société générale de Belgique cède 2,7 % du capital de Suez

La Société générale de Belgique (SGB), filiale à 61 % de la Compagnie de Suez, a annoncé mardi 18 janvier avoir réduit de 6,4 millions d'actions à 2,3 millions d'actions sa participation dans sa maison mère. La SGB ne détient plus ainsi que 1,5 % de Suez. Une opération qui, sur la base des cours récents du titre Suez (345 francs), devrait rapporter environ 1,4 milliard de francs au holding belge.

La SGB réalise une plus-value qui apparaîtra dans les comptes de 1994 et se retrouve surtout à la tête d'un trésor de guerre non négligeable supérieur à 5 milliards de francs. Le holding a procédé tout au long de l'année 1993 à d'importantes cessions : notamment sa participation de 42,5 % dans le

cimentier belge CBR à l'allemand Heidelberger Zement pour 3,7 milliards de francs et un désengagement partiel pour 1,7 milliard du groupe de métaux non ferreux Union minière.

La SGB dispose ainsi des moyens qui font défaut à Suez et pourraient servir de véhicule à une prise de participation dans des groupes privatisés, et notamment dans Elf Aquitaine. Le groupe pétrolier détient 3,7 % de Suez. Une entrée dans son capital serait un moyen pour la Compagnie de rééquilibrer les relations. Une opération similaire a déjà été réalisée avec l'UAP. Elle permet à Suez et à son président Gérard Worms de retrouver peu à peu une plus grande autonomie.

صكنا في الامم



صلى الله عليه وسلم

ECONOMIE

ÉTRANGER

L'emploi au centre des élections outre-Rhin

Le gouvernement allemand veut libéraliser le marché du travail

Pour lutter contre le chômage, la coalition au pouvoir à Bonn s'est mise d'accord, mardi 18 janvier, sur un programme qui propose de rompre le monopole de l'ANPE allemande, d'abaisser certaines allocations et d'augmenter les aides aux PME.

FRANCFORT

de notre correspondant

La campagne pour les élections, prévues pour le 19 octobre, a commencé en Allemagne. Les partis affichent une même priorité : l'emploi, mais les mesures diffèrent. Personne n'affirme avoir de solution miracle contre le chômage, qui touche 3,7 millions d'Allemands. Pour la droite, une partie du sous-emploi provient des rigidités de toutes sortes qui brident la création d'activités nouvelles. M. Kohl et ses amis proposent des mesures de libéralisation et de privatisation. Ils soulignent le coût devenu excessif du travail. Pour la gauche, l'Allemagne ne souffre pas tant d'une « crise des coûts » que d'une « crise de l'innovation ». Son programme - en cours d'élaboration - devrait insister sur la recherche-développement.

De leur côté, les trois partis au pouvoir ont adopté mardi 18 jan-

vier, un « programme d'actions pour la croissance et l'emploi », dont la mesure la plus spectaculaire est la fin du monopole du Bundesanstalt für Arbeit (l'ANPE allemande) dans le placement des chômeurs. Les partis chrétiens-démocrates (CDU), sociaux-chrétiens (CSU) et libéraux (FDP) ont décidé d'autoriser les sociétés privées à faire ce métier d'intermédiaires. L'opposition social-démocrate a immédiatement dénoncé cette décision, qui, selon elle, risque de créer deux catégories de chômeurs, les riches d'un côté et les déqualifiés sans moyens de l'autre.

Restreindre les allocations

La coalition, convaincue qu'une partie du chômage structurel provient d'un mauvais fonctionnement du marché du travail, juge une libéralisation nécessaire. Elle propose de restreindre les aides ABM (Arbeitsbeschaffungsmassnahmen), qui sont des allocations de formation permettant aux salariés sans travail de rester dans les usines (ces mesures sont très utilisées dans l'ex-RDA). Les aides seront limitées à 80 % du salaire (contre 100 %) et bornées à 3 458 marks à l'Ouest et 2 678 marks à l'Est, c'est-à-dire le niveau moyen des retraites. Ces

baisses devraient encourager les bénéficiaires à chercher un autre travail, selon les auteurs du texte. Le chancelier Kohl veut aussi favoriser la création d'emplois à temps partiel. Il estime à 2,5 millions les personnes qui travaillent actuellement à temps plein mais qui préféreraient travailler moins. Le gouvernement va donc arrêter une panoplie d'aides financières, par exemple pour encourager le travail saisonnier.

Le programme de la coalition envisage également d'étendre à l'ensemble des régions malades des aides à l'emploi local jusqu'ici réservées aux nouveaux Länder. Il prévoit, enfin, une intensification de la lutte contre l'utilisation de travailleurs clandestins. Concernant l'autre volet du plan, le soutien à la création d'activités, c'est-à-dire aux PME, le gouvernement avance une série de mesures comme l'aide à la recherche-développement, la bonification d'intérêt et l'introduction d'une réforme de l'impôt sur les sociétés (il s'agit là d'un vieux projet qui avait été annulé par le coût de la rémédiation). Des déductions fiscales sont prévues également pour les emplois à domicile.

ÉRIC LE BOUCHER

ÉQUIPEMENT

Le débat sur l'aménagement du territoire

Les quatre départements les plus pauvres élaborent un « programme commun » de développement et de solidarité

Les quatre départements les plus pauvres de France - Ariège, Cantal, Creuse et Lozère - ont présenté, mardi 18 janvier à Guéret (Creuse), une « contribution commune au débat national sur l'aménagement du territoire ». Une contribution élaborée par les quatre conseils généraux qui vont maintenant la soumettre aux services de Charles Pasqua.

LIMOGES

de notre correspondant

Analysant cette initiative de « la base » - les quatre départements les plus pauvres - dans le débat sur l'aménagement du territoire, Thierry Chandonnager, président (PS) du conseil général de la Creuse, répond en substance que les politiques de lutte contre la désertification rurale et les déséquilibres territoriaux se négocient aujourd'hui entre Bruxelles, Paris

et les capitales régionales. Ces quatre départements ont en commun de se sentir les Cendrillons de leur région respective. Autres similitudes : moins de 200 000 habitants, des populations divisées par deux en un siècle, un poids très important de l'agriculture (20 % des actifs, la moyenne française est de 6 %), des chefs-lieux qui sont à peine des villes moyennes.

A l'évidence, ils ne peuvent se sortir tout seuls de ces handicaps. Un exemple avec les routes départementales dont l'entretien est à la charge des conseils généraux. En Creuse (le record), elles représentent 33,13 km par habitant ; dans la Lozère, 29,80 km. Dans les Hauts-de-Seine, le département le plus riche de France, elles ne représentent que 180 mètres par habitant. Alors que, souligne Robert Naudy (PS), président du conseil général de l'Ariège, « le budget de ce département - 6 milliards de francs - est dix fois supérieur aux nôtres ». « Il faut bien voir que ce sont les départements les plus pauvres qui épargnent le plus », ajoute

Janine Bardou, présidente (UDF) de Lozère. Le taux de couverture des crédits bancaires par les dépôts est de 0,55 dans les Hauts-de-Seine. C'est donc l'épargne des départements pauvres qui finance l'activité des départements riches. Et Yves Meniel, vice-président RPR du conseil général du Cantal, insiste sur « la nécessité d'une péréquation forte, comme le font d'ailleurs nos partenaires européens. En Allemagne, en 1990, les cinq Länder les plus riches ont reversé 25 milliards de francs aux six des plus pauvres ». En France, en 1994, la solidarité des départements les plus riches au profit de vingt et un départements les plus pauvres n'atteindra guère plus de 200 millions de francs.

C'est moins sur l'argent que sur les propositions structurelles qu'insiste la « contribution commune » : la création de zones franches déqualifiées pour les entreprises en milieu rural (comme cela a pu se faire pour les régions de reconversion industrielle), la gestion des quotas agricoles et des « droits à produire » en fonction des besoins des zones à forte densité paysanne, un « désencastrement de proximité » qui compléterait le réseau des grandes axes européens.

GEORGES CHATAIN

NOMINATION

Au conseil des ministres

Pierre Gauthier directeur de l'action sociale

Pierre Gauthier, adjoint du directeur des hôpitaux au ministère des affaires sociales, a été nommé, mardi 18 janvier, directeur de l'action sociale au sein de ce ministère, en remplacement de Michel Thierry, démissionnaire. Ce dernier occupait cette fonction depuis 1990.

(Né le 4 mai 1945 à Chamalières (Puy-de-Dôme), Pierre Gauthier est en 1972, à sa sortie de l'ENA, chargé de la réglementation de l'immigration au ministère du travail. En 1977, il intègre, en qualité de chef de service, la direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Auvergne, avant de prendre, en 1979, la direction de celle de l'Aveyron. En 1981, il est appelé au cabinet de Nicole Questiaux, ministre d'État chargée de la solidarité nationale, avant d'occuper les fonctions de directeur des affaires sanitaires et sociales de Tarn-et-Garonne (1982-1986) puis de la région Midi-Pyrénées (1986-1990). En 1990, il est nommé chef de service, adjoint du directeur des hôpitaux au ministère des affaires sociales.)

TRANSPORT

Selon des données encore provisoires

Le trafic ferroviaire de voyageurs a reculé de 3,6 % dans l'Union européenne en 1993

Aucun pays de l'Union européenne n'a connu une croissance de son trafic ferroviaire en 1993, selon les données provisoires de l'Union internationale des chemins de fer (UIC), publiées mardi 18 janvier. Au total, le trafic de voyageurs a chuté de 3,6 % dans les douze pays de l'UE par rapport à 1992. La France affiche le recul le plus important avec 7,4 %, suivie par l'Espagne (- 6,2 %), l'Irlande (- 5,8 %), le Portugal et le Luxembourg (- 4,5 %). Au Danemark, le trafic a stagné. Pour le transport de marchandises, on observe une chute de 11,1 % des tonnes-kilomètres transportées en 1993. L'Espagne affiche une baisse de 20,8 % de son trafic, la Deutsche Bahn de 12,4 %, la Reichsbahn de 15,7 %, la France de 9,4 %, l'Italie de 7,1 %.

Ces piètres performances ne sont pas le seul fait de la conjoncture. La chute de mobilité s'explique aussi par « le manque d'adaptation des réseaux de chemins de fer au marché », a estimé Antonio Lorenzo Necci, président de l'UIC depuis le 1<sup>er</sup> janvier et administra-

teur délégué des chemins de fer italiens. Elle ne frappe pas l'ensemble des réseaux du monde puisque l'Asie, et particulièrement le Japon et la Chine, continuent d'afficher une progression importante. Pour M. Necci, « les sociétés de chemins de fer, protégées par une situation de monopole, n'ont pas évolué, et les États peinent à subventionner les réseaux et à combler les déficits ».

Eric Leloup nouveau président du Port du Havre. - Eric Leloup, dirigeant d'une société de transit et président de l'Union maritime et portuaire de 1989 à 1993, a été élu, lundi 17 janvier, président du Port autonome du Havre. Le nouveau président, qui siégeait déjà au conseil d'administration au titre des personnalités qualifiées, remplace Hubert Raoul-Duval. Le directeur devrait être désigné prochainement par décret en conseil des ministres.

SOCIAL

Un entretien avec le numéro deux de la Confédération générale du travail

Alain Obadia : « Personne ne nie plus la réalité » des relations de la CGT et du PCF

Dans un entretien au « Monde », Alain Obadia, numéro deux de la CGT, s'explique sur sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat au comité central du Parti communiste français (le Monde du 30 décembre 1993) qui tient son congrès du 25 au 29 janvier à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Hostile au cumul des mandats politiques et syndicaux de même niveau décisionnel, il dénonce des « dérives inacceptables » et souhaite que la confédération puisse « construire son avenir de manière totalement autonome ».

« Au nom de l'indépendance syndicale, vous avez décidé de ne pas solliciter le renouvellement de votre mandat au comité central du Parti communiste. La coupe était-elle vraiment pleine ?

- Ce n'est pas un mouvement d'humeur. C'est bien plus profond. Au terme d'une expérience de douze années, je suis arrivé à la conclusion qu'il était préjudiciable, et pour la CGT et pour le Parti communiste, de continuer à entretenir une situation de cumul de mandats politiques et syndicaux de même niveau décisionnel. Un tel mélange des genres est générateur d'ambiguïtés et conduit souvent à des conjuguaisons difficiles entre deux logiques, celle du parti et celle du syndicat, celles qui soient par ailleurs les proximités de combat. Par ailleurs, des dérives inacceptables quant aux principes d'indépendance syndicale, inscrits aussi bien dans les orientations du PCF que dans celles de la CGT, se sont produites. Pour que cessent de telles pratiques, il faut les recuser avec clarté et de manière explicite.

- De quelles pratiques voulez-vous parler ?

- Certains ont prétendu et prétendent encore donner des directives aux militants syndicaux. Deux

exemples. Lors de la préparation du 44<sup>e</sup> congrès confédéral de la CGT, des pressions ont eu lieu pour mettre en cause la volonté de transformation affirmée par les projets de texte ou pour empêcher de critiquer ceux qui se considèrent « en mission dans la CGT ». Au XI<sup>e</sup> congrès de l'UGICT-CGT, l'organisation des ingénieurs et cadres, on a tenté de faire en sorte que celle-ci ne puisse se doter de la direction et des orientations qu'elle souhaitait.

Pas de réforme statutaire

- Dans ces conditions, proposez-vous une réforme statutaire précisant les incompatibilités de mandat ?

- Ce serait, à mon sens, inopérant. Le plus important est d'avoir la conviction que ce type de cumul pose un problème et de déterminer son attitude en conséquence. Quand cette conviction n'existe pas, les interdictions statutaires deviennent purement formelles et peuvent être contournées. Je pense, au contraire, qu'en ne proposant pas une telle réforme statutaire on crée de meilleures conditions pour favoriser les évolutions sans drame. Et, à cet égard, je suis plutôt optimiste.

- Comment jugez-vous ceux qui, à la tête de la CGT, n'ont pas du tout l'intention de quitter les instances dirigeantes du PCF ?

- Chacun se détermine en conscience et en fonction de l'analyse qu'il fait de la situation. Je ne préconise rien d'autre. Mais une chose est désormais certaine : personne ne nie plus la réalité du problème posé, ni son ampleur. Il s'agit pour la CGT, avec la place

qui est la sienne dans le syndicalisme, d'être en capacité de penser et de construire son avenir comme son évolution de manière totalement autonome. C'est une donnée déterminante pour faire face aux défis qu'elle doit relever, et avec elle tout le syndicalisme.

- Votre décision vous fait clairement apparaître comme le rival de l'actuel secrétaire général de la CGT...

- J'ai lu de nombreux commentaires à ce sujet. Ils sont sans fondement. Ma décision porte uniquement sur des problèmes de fond, elle vise à pousser et à concrétiser les évolutions que de nombreux militants jugent indispensables, qu'il s'agisse de l'indépendance, des relations entre le mouvement syndical et les salariés ou de l'unité d'action.

- Certains vous reprochent d'avoir décidé de participer aux Assises de la transformation sociale.

- Il n'y a aucune contradiction entre ma décision de quitter les instances dirigeantes du PCF et ma signature d'un appel prônant un débat pluraliste entre toutes les forces qui se disent favorables à la transformation de la société. Je ne suis surtout pas partisan de la « mutilation citoyenne » des militants syndicaux. Il faut au contraire encourager chacun à être acteur de la vie collective. On reconnaîtra sans peine qu'il existe une différence de nature entre le fait d'être signataire, à titre personnel, d'un tel appel et le fait d'exercer des fonctions politiques dirigeantes. Quant aux commentaires que l'on peut porter sur le fond de cette initiative, ils relèvent en tout état de cause d'une démarche politique et non d'une démarche syndicale.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL NORMAND

L'ECONOMIE EN BREF, L'ESLSCA EN BREVES.

Outre son parrainage quotidien de la rubrique économie de France Info, l'Eslsca a continué cette année sa série de « brèves qui en disent long » dans les principaux quotidiens nationaux. Chiffres, citations, courbes, faits divers économiques, toutes les informations ainsi publiées traduisent le souci de l'Eslsca de vivre au rythme de l'économie et de l'actualité. On en attendait pas moins d'une grande école de commerce et d'affaires au cœur de Paris depuis 1949.

LE GRAPHIQUE DE L'ESLSCA

LA CITATION DE L'ESLSCA

LE CHIFFRE DE L'ESLSCA

21 000

Milliards de Francs.

Il s'agit de ce que devrait représenter le terme le prochain de la monnaie.

eslsca

ECOLE SUPERIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUEES.

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat, fondé en 1949, diplôme visé par l'Etat. 1, rue Bougainville 75007 Paris. Tél. : (1) 45 51 32 59

## COMMUNICATION

Le premier marché international de l'édition électronique

## Les disques d'images font rêver les éditeurs

Au confluent de l'écrit et de l'image, du livre et de la télévision, le développement des disques optiques interactifs, mis en évidence, à Cannes, par le premier marché international de l'édition électronique, engendre de nouveaux types d'éditeurs et d'écritures.

## CANNES

de notre envoyé spécial

La Vague interactive, « publiée » par les Editions numériques, carte d'identité du premier magazine français sur CD-ROM, dont le n° 1 paraît le 25 janvier, et son contenu, qui mêle sur un même disque optique informations et jeux, musique et technique, éducation et loisirs, sont également symboliques du marché naissant de l'édition électronique. D'une part, la vogue de l'interactivité tatonne en direction du grand public, d'autre part, elle touche une série de genres et de professions : éditeurs de livres et gens de télévision, prestataires de l'audiovisuel et agences de photographies, informaticiens et musiciens. C'est ce mélange, et un accent enfin mis plus sur le contenu que sur le contenant, qui ont fait le succès du premier MILLIA (Marché international du livre illustré et

des nouveaux médias), un salon professionnel clos à Cannes le 18 janvier, qui aspire à devenir le rendez-vous régulier de l'édition électronique.

Cette vague interactive, elle a des allures de déferlante, si l'on en croit les chiffres qui circulent : plus de quatre millions de lecteurs de CD-ROM aux Etats-Unis, plus de dix mille « titres » disponibles, environ cent mille lecteurs en France, selon différentes sources. Et, surtout, des progressions extrêmement rapides. Comme le notait Tom McGrew, vice-président de Compton's New Media, un des principaux éditeurs américains : « En 1991, nous vendions cher notre encyclopédie électronique dans deux cents magasins, à quelques milliers d'exemplaires. Cette année, nous avons un catalogue de disques CD-ROM, disponibles par correspondance, à des prix qui ont chuté de deux ans de 100-150 à 20-30 dollars alors que les séries habituelles passaient de deux mille à quinze mille exemplaires. »

« L'Europe suit avec deux ans de décalage », estime Christian Delecourt, fondateur d'Euro-CD, un des pionniers de la distribution de disques. « Le parc de lecteurs a triplé en 1993 en France, où il atteindra bientôt le demi-million, quadruplé en Allemagne. En 1995, il sera difficile de vendre un ordinateur sans lecteur de CD-ROM. Et dès 1994, nous comptons vendre plus de cent mille disques, quatre fois plus qu'en 1993, avec des premiers prix qui tombent en dessous de 200 francs. »

## Nouvelle orientation

Prix, quantités, diversité du choix : les ingrédients d'un marché grand public se mettent en place. Aussi sont-ils nombreux à vouloir surfer sur cette vague. Mais éditer sur disque ne veut pas dire éditer sans risque, et les obstacles sont encore nombreux. « Il ne suffit pas de prendre un livre et de le mettre sur CD-ROM pour que ça marche », avertit l'américain John Papanek, de Time-Life Publishing. « Il est important de construire des ponts entre l'ancien et le nouveau, nuance le britannique Peter Kindersley, c'est pourquoi nous réutilisons dans nos disques des graphismes familiers au public de nos livres. » En concevant dès le départ des produits éditoriaux sous leurs différentes formes, Dorling-Kindersley est devenu un pionnier de l'édition « intégrale ». Une équipe de cent personnes, dont la moitié venues de « papier », et l'autre réunissant animateurs, ingénieurs du son, vidéastes, adaptent ainsi pour l'écran les succès du papier (Comment ça marche, vendu à 2,5 millions d'exemplaires).

Mais la démarche est en train de changer de sens. Avec la numérisation de toutes les illustrations et des textes, c'est dans un « fonds commun » numérisé que puiseront les « éditeurs »

maison. Pour la première fois, un projet consacré à l'exploration du corps humain sortira d'abord de l'automne sur disque avant d'être décliné sur papier.

DK met d'ailleurs au service d'autres éditeurs ses compétences « d'assemblage » : ses équipes ont réalisé pour Microsoft le disque des Instruments de musique, un travail soigné qui utilise au mieux les atouts du CD-ROM, et ouvre, au travers des images, des cartes, et, bien sûr, des sons, un voyage en liberté dans l'histoire de la musique, dans le dédale des orchestres et des cultures sonores. Le monde musical, forcément plus sensible aux atouts du médium qu'une édition traditionnelle un peu inquiète, s'ailleurs vite investi le disque aux images. Peter Gabriel est l'auteur d'un des disques que les connaisseurs apprécient le plus. Et Millennium, qui représente Gaumont et Le Point dans l'édition électronique, prépare Style et Musique, qui viendra s'ajouter au Léonard de Vinci et la Renaissance (primé au MILLIA en catégorie culture) qu'elle diffuse déjà.

S'il est déjà impossible de rendre compte de la diversité des catalogues en anglais, force est de reconnaître que les titres français sont encore rares. Mais la situation devrait changer : venus de l'édition comme de la télévision, les grands groupes prennent désormais le tournant du multimédia. C'est ainsi que Jean-Pierre Elkabbach est venu au MILLIA affirmer les ambitions de la télévision publique : passer du « jetable » au « durable », définir des lignes éditoriales pour produire une dizaine de titres dès cette année (les premiers titres pourraient être une course autour du monde interactive concoctée par Georges Perroud et son équipe de « Thalassa », ou une anthologie du cinéma français sur CD), et associer des partenaires comme Thomson, France-Télécom ou Matra-Hachette dans une filiale à créer, France Télévision Interactive.

Matra-Hachette Multimédia (MHM) n'est pas en reste, qui annonce une cinquantaine de titres jouant des synergies entre les différentes branches du groupe. « Les Européens sont de bons concepteurs, les Américains de bons développeurs, et beaucoup reste à faire pour une distribution européenne », explique Dominique Lempereur, responsable de l'édition chez MHM, qui prédit que « les prix vont baisser » et reconnaît qu'on a « beaucoup à apprendre des jeux sur la gestion instinctive et attractive de l'information ». Thomas McGrew ne dit pas autre chose, quand il affirme que « le contexte est au moins aussi important que le contenu : si l'interface ne laisse pas le consommateur naviguer à l'aise, il n'ira pas jusqu'au contenu ». L'édition électronique n'a pas seulement à conquérir de nouveaux supports, elle tatonne encore en quête de nouvelles écritures.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## EN BREF

« MARIE-FRANCE » : rétro pour un numéro « pirate ». - Le numéro « pirate » du mensuel féminin Marie-France, réalisé par la trentaine de salariés et prêt à être tiré à 350 000 exemplaires par l'imprimerie Jean Didier, n'a pas paru comme prévu mercredi 19 janvier. Marcel Titoulet et Gérard Souals, les deux entrepreneurs stéphanois qui avaient pris le contrôle du titre à l'été 1993 en le rachetant aux éditions Bauer (Mad, Bravo Girl, etc.), avant d'en demander la liquidation en décembre, ont saisi en référé le tribunal de Paris. Yves Breillat, vice-président de la juridiction, a décidé, mardi 18 janvier, de se donner un délai de deux jours pour statuer. Les salariés étaient représentés à l'audience par M. Georges Kiejman, ancien ministre des gouvernements Rocard et Bérégovoy.

FRANCE-TÉLÉVISION : deux nouveaux directeurs d'antenne. - Le nouveau PDG de France-Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, a annoncé, mercredi matin 19 janvier, à l'AFP, la nomination de deux directeurs

d'antenne, l'un à France 2, son conseiller Louis Bériot, l'autre à France 3, le producteur Jean-Pierre Cottet. Il a également confirmé le départ de Pascal Joseph, ancien bras droit d'Hervé Bourges, qui exerçait les fonctions de directeur général adjoint chargé de l'antenne sur chaque chaîne. Louis Bériot et Jean-Pierre Cottet auront autorité sur les directeurs des programmes de France 2 et France 3, Claude Otzenberger et Roger-André Larrivé, qui restent en fonctions. L'harmonisation des programmes entre les deux chaînes revient à Carlo Freccero, conseiller du président Jean-Pierre Elkabbach.

EXCLUSION : un programme sur Radio-France. - Lundi 24 janvier, à 16 heures, Radio-France doit lancer un nouveau programme baptisé « Urgences ». Cette radio, qui se veut le rendez-vous de « toutes les exclusions », émettra quotidiennement pendant deux heures en ondes moyennes, jusqu'au 15 mars, sur la fréquence de FIP (585 kHz) et couvrira ainsi toute la région parisienne. Elle commencera à

émettre à titre expérimental dès le vendredi 22 janvier. Radio « anti-solitude », « Urgences » proposera, autour d'un « habillage musical », des informations pratiques qui intéressent « les SDF et les gens en perdition » (renseignements sur les centres d'hébergement, places disponibles, adresses des « boutiques » de l'abbé Pierre, etc.). Financée via le budget « opérations exceptionnelles », cette initiative rejoint le projet de « chaîne de l'emploi » qui devrait émettre du lundi 28 mars au dimanche 17 avril sur le cinquième réseau avant les programmes d'ARTE.

Le Monde  
1993-1994  
Des faits saillants  
à l'édition de Michel Harel  
retourner les grandes dates de l'histoire  
Consultez  
L'HISTOIRE  
AU JOUR LE JOUR

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE  
DES CARRIÈRESETABLISSEMENT DE FORMATION  
à l'audiovisuel Paris  
recrute

## ENSEIGNANTS

HAUT NIVEAU EN IMAGE  
SON, MISE EN SCÈNE  
MONTAGE, DCCON,  
NOUVELLES TECHNIQUESEcr. au MONDE PUBLI-  
cité sous N° 971815/17, rue du Col-P.-Ave  
75015 ParisSOCIÉTÉ DE PRESSE  
PROFESSIONNELLE  
Secteur informatique  
chercheJOURNALISTE  
SECRÉTAIRE  
DE REDACTIONcollabor. des 4  
semaines 7 ans d'expérience  
à vous (des dynamiques, talent,  
esprit CV, 1993)  
sous référence n° 9717  
au Monde Pédagogie  
15-17, rue du Col-P.-Ave  
75015 Paris, Cedex 15Papier d'emballage  
TECH. COMMERCIAL

## PORTES PERSONNALITÉS

A l'aide, éducation,  
anglais  
CV à EPL Recrut.  
17, RUE DESBORDS  
VALMORE  
75018 PARISCabinet de conseil  
(100 km de Paris)  
recrute

## JEUNE CONSULTANT

Formation sciences  
PO-HEC secteur public  
+ gestion  
+ micro-informatique.  
Première expérience  
simulée appréciée  
Ecrire sous réf. 9723  
au Monde Pédagogie  
15-17, rue du Col-P.-Ave  
75015 Paris Cedex 15

## DEMANDES D'EMPLOI

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT - 29 ans - thèse de 3<sup>e</sup> cycle en écologie - anglais italien courants - 5 ans d'expérience en étude d'im-

PROPOSE : ses compétences à société impliquée dans la gestion de l'environnement - Paris/région parisienne - (Secteur TL 2516).  
CADRE SUP - ESCA - italien anglais courant - bon relationnel - expérience et résultats probants dans : animation réseau clat. et vente de services - démarrage et dev. d'unité (France et Italie) - gestion et conseil PME/PMI - négociation relations sociales - relations extérieures - aptitude au management - esprit curieux et adaptable.

RECHERCHE : responsabilité de structure ou collaboration PME - mobilité - disponible - possibilité CRE - (Secteur TL 2517).  
ERGOTHÉRAPEUTE - diplômé d'état - FORMATEUR - trilingue anglais français arabe - 12 ans d'expérience polyvalente - ergo-conseil et communication - logement plus expérience commerciale en moyens auxiliaires en matériel à domicile - instituts ou sociétés médicales - (Secteur TL 2518).

RESPONSABLE COMMERCIAL - 26 ans - études supérieures en tourisme et hôtel Cleric - anglais courant - connaissances en allemand - 4 ans d'expérience dans la commercialisation de chaînes hôtelières en France comme à l'international. PROPOSE : ses compétences pour un poste à haute responsabilité commerciale dans l'industrie hôtelière et touristique - mobilité France/Etranger - (Secteur TL 2519).

DIRECTEUR DIRECTION FINANCE - 45 ans - IEP Paris + DECS - anglais courant - exp. diversifiée : contrôleur de gestion DAF filiale - directeur financier Europe - capable de définir une politique financière - de contribuer activement au développement des profits - d'assurer un contrôle opérationnel des activités de l'entreprise - de développer des outils d'aide à la décision.

VOUS PROPOSE : d'être votre véritable bras droit financier - (Secteur TL 2520).  
DIRECTEUR ARTISTIQUE : 32 ans - diplômé des arts décoratifs - maîtrise totale de la chaîne graphique - expérience diversifiée : luxe, tertiaire, médical - distribution agro-alimentaire.

CHERCHE : intégration équipe créative ou annonceur - (Secteur TL 2521).

RESPONSABLE COMMERCIAL - 15 ans d'expérience distribution spécialiste négociation et achats en centrale - habitude à gérer d'importants secteurs d'activités

PROPOSE : ses compétences qui sont applicables au sein d'un service commercial ou d'achat - (Secteur TL 2522).

RESPONSABLE COMMUNICATION - 45 ans - DEA sciences sociales IEP - solides compétences globales - interne externe industrie tertiaire, AUDIT - stratégie, supports informations - relations presse - Convention mécénat LOBBY.

RECHERCHE : poste responsable tous secteurs direction générale filiales - (Secteur TL 2523).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09  
TEL : 42-85-44-40, poste 27  
FAX : 42-81-25-62

## L'AGENDA

## Bijoux

## BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix.  
« Que des affaires exceptionnelles ! ». Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, diamants, saphirs, émeraudes, rubis, etc.  
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

## PERRON OPIRA

Angle boulevard des Capucines  
4, rue Chausse-d'Antin  
Mégasin à l'ÉTOILE :  
37, avenue Victor-Hugo,  
Autre grand choix

## Cours

Atelier musical.  
11, cité Falguère, enseignement du piano classique et jazz, par musicienne diplômée du Conservatoire de Moscou et un musicien professionnel.  
Tel. : 47-53-78-89.

## Vacances,

tourisme,  
loisirsHAUT-JURA  
SKI DE FOND

en location d'équipement  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme XIX<sup>e</sup>, agreste, restaurée, tout confort. Ambiance chaleureuse et conviviale, cuisine d'accueil 14 parts. Table d'hôte. Cuis. maison tous produits maison, pain maison cuit au feu de bois. Autres aménagements : piscines, VTT. Tarif : tout compris (pension complète + vin + accompagnement, mar. dim. de 2 450 F à 3 150 F par semaine).  
Ecr. :  
La Chaî-Agneux  
25050 LA LONGEVILLE  
Tel. : (03 81 36 12 51)

## Expositions

## Dulce ARAUJO

## Japon :

## Un certain regard

Du 18 janv. au 16 fév. 1994  
Ouvert du lundi au vendredi  
de 12 h à 18 h

## ESPACE TURQUETEL

## Centre Culturel

## Franco-Japonais

8-10, passage Turquetel  
75017 Paris  
Tel. : 43-48-93-64

## Psychologie

Dévelop. personnel par  
orig. méd. Vlado-conférence.  
3 h - 180 F  
6, VARD (18) 40-42-16-74

## THÉRAPIE

Lyon, H. conseil et orientation  
en thérapies diverses, cures  
de réflexion, agilité  
honoraire selon ressources  
78-95-04-31

## Arts

Nous cherchons à acquiescer toutes  
les œuvres de l'artiste chinoise  
Pan Yufen (Yuefeng)  
née 1959 à Yangzhou,  
dép. 1977 à Paris.  
Pour des offres, veuillez contacter  
Collection DOBE  
Brunauroste 15  
CH-8002 Zurich.  
Tel. : 41 1 201 67 87.  
Fax : 41 1 201 71 88.

## collection

Pour compléter collection,  
cherche Monde de l'éducation,  
n° 174, de septembre 1990,  
et n° 180, de mars 1991.  
Tel. : 48-81-09-89.

Nous prions instamment nos annonceurs  
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes  
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer  
aux intéressés les documents qui leur ont  
été confiés.

سكنا من الامم



# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

## appartements ventes

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**ILE ST-LOUIS**  
Apprt. 188 m² + parc de 100 m²  
Prt. d'été 1994 - 11 500 000 F  
E. SUFFRAN - 45-67-88-88

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**SUR LES JARDINS**  
DU PALAIS ROYAL  
Charmant appart., 100 m²  
d'été, plain sol  
Serge KAYSER - 43-25-60-60

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**RUE BABYLONE 3 P**  
Bonne distribution situés  
clair, calme, imm. classée  
A louer 2 150 000 F. CASSEL  
RVE GAUCHE - 45-66-43-43

**8<sup>e</sup> arrdt**  
**St-Philippe-de-Roule**  
Imm. p. de l. studio etc.  
2<sup>e</sup> ét., asc., 680 000 F  
PROGEM - 45-75-99-07

**9<sup>e</sup> arrdt**  
**R. DES RECOULETS, 300 m**  
gare de l'Est, 2 P., 38 m²  
1<sup>e</sup> ét., rélat. à neuf  
cuis. américaine, s. de bain,  
vo. cave, porte  
blancs, etc.  
**Part. 550 000 F**  
47-00-43-10/47-00-27-47

**10<sup>e</sup> arrdt**  
**10<sup>e</sup> CANAL ST-MARTIN**  
Imm. p. de l. studio etc.  
2<sup>e</sup> ét., asc., 1 800 000 F  
47-00-43-10/47-00-27-47

**12<sup>e</sup> arrdt**  
**Aligre, 115 m² + 4<sup>e</sup> ét.**  
gare, 2 tois, 3 cuis., gd verdet  
2.2 m², 45-66-43-43

**13<sup>e</sup> arrdt**  
**ST-MARCEL, IMM. 1900,**  
d'été, 2 ch. + serv.,  
75 m², 4<sup>e</sup> ét., asc., 1 850 000 F  
16 - 43-31-15-15

**14<sup>e</sup> arrdt**  
**A. de la Mère, 100 m², p.d.t., 2 P.**  
à ref. en état, cuis. asc. 37 m²,  
c. sup. 740 000, 43-35-15-35

**15<sup>e</sup> arrdt**  
**R. SAINTE MERE DE BOUT,**  
118 m², très act., clair et  
prof. conv. Médicard Vén.  
architecte etc. 43-35-15-35

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**CITE DES FLEURS**  
A SAISIR, Beau 2 P  
560 000 F - 45-74-46-12

**18<sup>e</sup> arrdt**  
**WAGRAM STUDIO**  
2 ch., 6<sup>e</sup> ét., asc., asc.  
840 000 ANI - 42-67-57-57

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**SACRE-COEUR**  
Tous les ét. 2 P. Vue  
superbe, A VOIR, 1 350 000 F  
CASSEL - 45-66-43-43

**65 m² 745 000 F**  
3 P. tr. cft. - vue panoramique  
imm. MARCADET 42-61-61-61

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**STUDIO 2 P. NEUF**  
Fortes facilités, rentable,  
bel imm. livr. jn. Calme  
ajrd., bds., 43-66-30-33

**20<sup>e</sup> arrdt**  
**PLACE DES FETES**  
Immeuble construit en 1981  
RUE POCRECOURT  
2 p., 3 p. et 4 p.  
15 000 F/m²  
entièrement rénovés

**PREBAI**  
**43-80-35-04**

**91 - Essonne**  
**A VENDRE**  
à St-Genève-des-Bois  
(Essonne), 13, 150 m², rae-  
de-jard, cuisine équipée, 2 ch., asc.,  
sdb, WC + salle + bain, asc.,  
ent. ext. chauff. ind. gaz, fibres  
charges, proche commerces,  
écoles, RER C, lrs juillet 94,  
670 000 F  
TEL : 80-15-178 (Mpondant)

## appartements achats

**EMBASSY SERVICE**  
Rech. pour CLIENTS  
STRANCIERS APPTIS  
DE HAUT DE GAMME  
PARIS-RESIDENTIEL et  
HOTELS PARTICULIERS

**(1) 47-20-40-03**

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**  
15<sup>e</sup> PASTEUR partiel  
3 P. 98 m², gd liv., clair,  
vue dégagée 8 300 H. CH  
PARTENA - 42-66-36-53

10<sup>e</sup> R. CHARDON LAGACHE  
partiel, beau studio, 38 m²,  
Bds., 4<sup>e</sup> ét., rénov., clair,  
calme, ajrd., 3 500 H. CH  
PARTENA - 47-42-07-43

10<sup>e</sup> SQUARE CARPELUX  
studio tr. cft. d'été, asc.  
imm. rénov., ascenseur  
2 900 F chqs. confortables  
CASSEL - 45-66-43-43

7<sup>e</sup> METRO DURIC  
studio tr. cft. aménagé, calme,  
3 800 F chqs. confortables  
CASSEL RVE GAUCHE  
45-66-43-43

7<sup>e</sup> R. Université INVALIDES  
Beau 3 P. 88 m², 4<sup>e</sup> ét., asc.  
Dble expo 6 800 H. CH  
PARTENA - 47-42-07-43

RAMBUTEAU, 2 pièces,  
40 m², tr. cft., 4<sup>e</sup> ét., sans asc.,  
4 000 F cc. 45-61-55-27

## locations meublées offres

**Paris**  
6<sup>e</sup> VANEAU BEAU 3 P  
bien meublé, charmant partiel  
d'été 8 500 F ch. comp.  
PARTENA - 42-66-36-53

8<sup>e</sup> EUROPE studio tr. cft.  
MEUBLE Bds., 2<sup>e</sup> ét., Pneu de suite  
2 800 F ch. 47-42-07-43

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**  
**EMBASSY SERVICE**  
Rech. APPARTEMENTS  
DE GRANDE CLASSE  
VIDES ou MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-40-03

**bureaux**  
**Locations**  
PARIS-10<sup>e</sup> imm. stand.  
ensemble 3 bureaux  
équipés, T.: 42-24-53-00

**VOTRE SEGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
et tous services 43-55-17-50

**viagers**  
15<sup>e</sup> Pneu, viager occupé  
1 vto, 70 m², belle prestation  
7<sup>e</sup> ét., asc., ajrd., 680 000 F +  
reue 8 500 mols. T. 40-45-07-30

## pavillons

**CHELLES - 77**  
vend pavillon 100 m² +  
r.-d.-j. n/terr. 500 m²,  
enclos, Enclos, dot.  
Prix : 1 050 000 F  
TEL : 60-08-15-22

Part. vd pav., bord de Marne,  
sur 3 niveaux avec 1 séjour,  
1 cuis., agencée, 1 cave,  
1 salon, 2 chbrs, jardin,  
garage, TEL : 43-54-87-86

**villas**  
95 - St-Brice-neuf-Fort.  
Pav. 102 m², Rd. cuis.,  
aménagée, Tr. belle prestation :  
entrée, escal., dble séjour,  
chambre, chauffage élec.,  
pne. vitrerie portes coulissantes,  
sdb, dot., asc., Vigna te équipée  
av. vitrerie, cuisine, av.  
placards, poussoir, sdb équip.  
av. miroirs, miroirs, miroirs, Garage  
2 voitures, call. 17 m²  
Paris, 8<sup>e</sup> m. SDC, proche  
tous commerces, 670 000 F  
TEL : 38-90-28-50

Exceptionnel  
particulier vend villa Desvilles,  
centre-ville, 150 m² s/soi +  
250 m² jardin entretenu,  
5 chambres, 2 s. de b., 2 WC  
1 400 000  
disponible de suite  
TEL : 45-61-87-20

**chalets**  
**AU PAYS DU**  
**MONT-BLANC**  
VOITRE  
CHALET NEUF individuel,  
Construction traditionnelle  
en bois massif : 3 chbrs  
+ garage (terrain compris)  
de 680 000 F à 1 350 000 F  
SA FOURNIE PROMOTION  
(1) 43-83-03-38  
FAX : (1) 43-87-09-23

## FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE



**Ventes**  
2 P. 40 m² à LEGENDRE  
d'été et rare, 4<sup>e</sup> ét., cft.  
rénov., Studio : 43-20-77-47

2 P. insolite à VAVIN  
3<sup>e</sup> ét. sud, asc., solé, rénov.,  
rénov. 43-20-77-47

3<sup>e</sup> CONVENTION  
rénov., tr. cft., parking,  
sdb, 2 chbrs, cuis., bain,  
bds., ajrd., 45-73-57-80

Vue r/Seine Imprenable  
M. d'été d'Auteuil, 115 m²  
tr. cft., 2 chbrs, bain,  
Tél. le matin : 45-44-21-57

**PALAIS ROYAL**  
ajrd., exceptionnel 100 m²  
4 P. standing, vue panor.  
balcon, 2 150 000 F  
PARTENA - 47-42-07-43

8<sup>e</sup> avenue GEORGE-V  
partiel 2 P., tr. cft., ref. neuf  
vue dégagée, 6<sup>e</sup> ét., sans asc.  
550 000 F, 47-42-07-43

8<sup>e</sup> FBG-SAINT-HONORE  
Studio 350 000 F  
14 m², 6<sup>e</sup> ét., asc. 47-42-07-43

17<sup>e</sup> POUR INVESTISSEUR  
1 PCE 11 m², 155 000 F  
Bon état, l'ent. tr. cft. poss.  
42-66-36-53

**FRONT DE SEINE**  
**TOUR PERSPECTIVE**  
VUE EXCEPTIONNELLE  
3 P. 72 m² part., 1 150 000 F  
2 P. 62 m² part., 1 850 000 F  
3 P. 78 m² part., 2 100 000 F  
FONCIA - 45-44-55-50

**LOFT ORIGINAL**  
calme, verdure, 3 600 000 F  
Serge KAYSER - 43-25-60-60

**VAL-DE-GRACE p. de l.**  
3/4 P. 4<sup>e</sup> ét., asc., enclos, dot.  
bds., asc., 1 850 000 F  
2 800 000 F, 45-66-43-43

St-Jacques, entr. de 6<sup>e</sup> et culm.  
3/4 P. 100 m², 40 m² 2<sup>e</sup> gr. ét. 2  
tois, part. d'été, 43-35-15-35

Montparnasse, vic. à louer 3/4 P.  
118 m², bds., à rev. p., enclos.  
2 500 000 F, 43-25-15-35

8<sup>e</sup> P. Mene, mm. 76, 3/4 P. 80 m²  
tr. cft. et jrd., part. d'été, part.  
1 650 000 F, 43-35-15-35

7<sup>e</sup>, r. VERNEUIL, s/cour,  
rénov. 150 m² env. en r.-de-ch.  
+ sdb s/soi équipé  
Part. d'été, 4 200 000 F  
D.V.I. - 44-18-07-07

Face BUTTES-CHALMONT  
4 P. standing, vue panor.  
balcon, 2 150 000 F  
PARTENA - 47-42-07-43

Saint-Martin - République  
Paris 10<sup>e</sup>, neuf, Mhaiguerie,  
avantages fiscaux, standing,  
prestations de qualité

Studio de 451 000 à 575 000 F  
2 P.: 785 000 F  
3 P. terrasse : 1 846 000 F  
3/4 P. terr.: 2 185 000 F  
Duplex terr.: 2 580 000 F  
L.P.M. - 47-48-12-12

**CLUNY**  
Très bel imm., vaste 2 P.,  
chauffe except. 1 170 000 F  
FONCIA - 45-44-55-50

**RUE D'ASSAS**  
Très bel imm. 3 P., charm.  
6<sup>e</sup> ét. sa. asc. 1 380 000 F  
FONCIA - 45-44-55-50

**CHARLES-MICHEL**  
Bel ancien, 2 P., cuis., bain,  
calme, charme, 840 000 F  
FONCIA - 45-44-55-50

**Achats**  
Recherche 2 à 4 P. Paris préf.  
5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>  
FAIS COMPT. chqs. notais.  
48-73-48-07 même le soir.

**LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER**  
**3615 FNAIM**

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>								
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
4/5 PIÈCES 110 m², 1 <sup>e</sup> étage possib. park.	16, boulevard Bourdon CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 095 + 1 900 5 818	3 PIÈCES 55 m², 2 <sup>e</sup> ét. cave, parking	68, rue de la Glacière PHENIX GESTION - 44-88-45-45 Frais de commission	6 000 + 800 4 270	4 PIÈCES 105 m², 1 <sup>e</sup> ét. park.	VERSAILLES 3, place Robert-Dany CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 700 + 1 000 4 374
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
F1 52 m², R.-C., parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE 49-03-43-02 Frais de commission	6 528 + 792 4 859	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 ESSONNE</b>		
3 PIÈCES 69 m², 6 <sup>e</sup> ét.	22, avenue des Gobelins PHENIX GESTION - 44-88-45-45 Frais de commission	7 000 + 450 4 981	2-3 PIÈCES dble séjour, 1 chbrs, 72 m², 2 <sup>e</sup> ét., cave	135, avenue de Versailles PHENIX GESTION - 44-88-45-45 Frais de commission	5 800 + 1 000 4 198	4 PIÈCES 76 m², 1 <sup>e</sup> étage	GIF-SUR-YVETTE Résidence Les Grandes Courdes GENERALI IMMOBILIER - 40-18-28-70 Frais d'actes	4 180 + 1 072,50 280
STUDIO 35 m², 1 <sup>e</sup> ét. park.	11, rue Tournesfort GENERALI IMMOBILIER - 40-18-28-70 Frais d'actes	4 680 + 447 297	<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO 28 m², 5 <sup>e</sup> ét.	9, rue des Dardennes GENERALI IMMOBILIER - 40-18-28-71 Frais d'actes	3 237 + 578 2 277,11	6 PIÈCES 168 m² 2 <sup>e</sup> ét.	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	16 575 + 1 403 11 794
3 PIÈCES 108 m², 1 <sup>e</sup> étage	2, square Trudaine GENERALI IMMOBILIER - 40-18-28-71 Frais d'actes	8 400 + 1 590 382	<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES Récent standing 107 m², 2 <sup>e</sup> ét. parking	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL-VENDÔME - 48-08-36-36 Commission d'agence	9 250 + 1 298 6 660
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 58 m², RDC. cave, park.	6, rue Daubigny PHENIX GESTION - 44-88-45-45 Frais de commission	4 330 + 594 3 508	3 PIÈCES 90 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 1 bis, rue du Général-Delanne SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Commission d'agence	8 280 + 879 5 961,60
3 PIÈCES 71 m², 1 <sup>e</sup> étage	1, place Robert-Desnos SAGGEL-VENDÔME - 48-08-36-36 Honoraires de location	5 680 + 778 4 089,80	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 158 m², 2 <sup>e</sup> ét. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 74, rue de Chazy GENERALI IMMOBILIER - 40-18-28-88 Frais d'actes	17 500 + 3 297,50 720
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			6 P. DUPLEX 158 m², + terr. 20 m², 7 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> étage parking	Avenue Gambetta PHENIX GESTION - 40-30-23-27 DIAMANT VERT	10 390 + 1 590	3 PIÈCES 82 m², R.-C. parking	BOULOGNE 33-38, rue Anna-Jacquie PHENIX GESTION - 48-25-38-65 Frais de commission	8 000 + 1 890 4 289,60
2 PIÈCES 50 m², 6 <sup>e</sup> étage	107, av. du Gal-Michel-Bizot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 100 + 608 3 222	<b>78 YVELINES</b>			<b>94 VAL-DE-MARNE</b>		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison de ville 125 m², part. cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL-VENDÔME - 48-33-31-63 Frais de commission	9 090 + 1 152 5 544	F3 68 m², 1 <sup>e</sup> ét. parking	KREMLIN-BICÊTRE 14, rue Carnot AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission	3 900 + 810 3 191,52
F5 98 m², 4 <sup>e</sup> ét. park.	10, rue des Frères-d'Astier- de-la-Vigierie AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission	7 178 + 179,45 6 107,86				4 PIÈCES 94,41 m², 3 <sup>e</sup> ét. parking	VINCENNES Avenue du Petit-Parc PHENIX GESTION - 43-65-58-53 Résidence du Parc Frais de commission	7 700 + 1 031 5 479,32

La rubrique «Locations des Institutionnels» a été réalisée avec la participation de







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 19 JANVIER

**Liquidation : 24 janvier**  
**Taux de report : 7.00**

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : +1.33 % (2277.15)**

[illegible]

Comptant (sélection)										Sicav (sélection) 18 janvier									
VALEURS	% du sem.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission
<b>Obligations</b>										<b>Étrangères</b>									
BCE 9% 91-92	121,65	1,004	Escau Bénédictine	2810	2800	A.E.R.A.	580	—	Actelion	285	278,55	Euro Gsm	8332,78	9401,71	Puritas Capitalisation	1380,49	1351,88	—	—
CEPME 6,25% 81-83	119,29	1,394	Eschig	880	875	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 82-84	117,76	3,773	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 84-86	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 86-88	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 88-90	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 90-92	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 92-94	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 94-96	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 96-98	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 98-00	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 00-02	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 02-04	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 04-06	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 06-08	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 08-10	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités	157,08	157,08	—	—
CEPME 9% 10-12	122,94	1,014	Eschig P&C	4550	4550	Alcan Al.	501	—	Actinormin C.	32233,34	32233,34	Fontecor	10785,50	10870,23	Puritas Opportunités				

## CULTURE

Une « déclaration » de Daniel Toscan du Plantier sur l'exception culturelle

## Le séisme des mots

AVORIAZ

de notre envoyée spéciale

Ce qui arrive aux Californiens est terrible. Ce qui arrive à Daniel Toscan du Plantier est terrible. Comment ose-t-on comparer les conséquences humaines, matérielles, économiques, d'un tremblement de terre aux conséquences humaines, matérielles, économiques d'un écart de langage ? On ose.

Rappelons l'incident. A Avoriaz, où se déroule un nouveau festival de films français, Daniel Toscan du Plantier, son initiateur, président d'Unifrance Film International, prépare un entretien pour France-Culture. En attendant l'enregistrement, tout le monde bavarde, surtout, comme à son habitude, Toscan, il lâche alors la blague, la grosse, méchante, inévitable blague qui court depuis la veille

tous les milieux cinématographiques de la planète. Le tremblement de terre ? Une punition pour Hollywood : « Dieu a choisi son camp, l'exception culturelle. » On rit beaucoup.

Tant que c'est dit, c'est drôle. Mais une journaliste de l'Agence France-Presse est présente, elle écrit, elle diffuse. Et ce n'est plus drôle du tout. C'est même franchement affreux. Daniel Toscan du Plantier est effondré, dicte un additif embarrassé. Le mal est fait. Quel mal ? Le mal qu'on veut à un homme qui s'agitte beaucoup, mais dont le talent premier est justement d'être un agitateur. L'exploitation de sa plaisanterie entre amis, estampillée « déclaration », va handicaper un moment sa mission de promotion du cinéma français à travers le monde.

D. H.

Le projet de loi sur l'emploi du français en France

## Langue : l'impatience de M. Séguin

Philippe Séguin — qui remettrait, mardi 18 janvier, à Paris le Prix de l'Assemblée nationale à Daniel Cordier pour son livre sur Jean Moulin — a derechef manifesté une certaine impatience devant le retard mis par le gouvernement à présenter au Parlement le projet de loi Toussaint sur « l'emploi du français en France », auquel le ministre de la culture et de la francophonie s'était attelé dès le printemps 1993.

Le président de l'Assemblée nationale a déclaré : « On ne peut pas manquer de s'inquiéter de ce que la loi sur l'emploi du français, votée en 1975, s'est trouvée au fil des ans privée de la plupart de ses effets, notamment par des interprétations contraires d'une commission extérieure et par le fait de nombreux mécanismes à l'encontre (exception française). »

Après cette pierre dans le jardin de la Commission européenne de Bruxelles, M. Séguin a conclu : « Depuis quelques années, différents gouvernements ont annoncé un renforcement de cette législation, et je voudrais dire que la représentation nationale serait tout disposée à étudier et à adopter les mesures permettant de défendre, sans excès ni abus mais sans faiblesse, la langue française en France. »

L'an passé, avant le sommet francophone de Maurice, M. Séguin s'était alarmé de l'inaction gouvernementale devant « ceux qui, même à Paris,

croient bon de se passer du français » (Le Monde du 20 juillet 1993). Jacques Toubon avait alors déjà pratiquement achevé la rédaction de son texte, mais celui-ci devait soulever des réserves de la part de certains ministres « techniques » comme MM. Madelin (entreprises) ou Longuet (industrie) ainsi — et c'était plus inattendu — que de la part de Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement.

Le 14 décembre 1993, lors d'une réunion interministérielle, le premier ministre a tranché en faveur de M. Toubon. M. Balladur a en effet rétorqué aux ministres invoquant « le vent de l'Histoire » pour ne pas intervenir dans des situations de plus en plus fréquentes où le français est exclu en France même (colloques, publicités, modes d'emploi, etc.), que le rôle de l'Etat était justement de redresser ce type d'évolution. M. Toubon avait indiqué, fin 1993, à la revue parisienne *Lettres et cultures de langue française* que sa loi serait « déposée à la session parlementaire d'automne ». Après la déclaration de M. Séguin on assurait, mardi, au ministère de la culture, que M. Toubon avait « de toute façon l'intention de soumettre son texte en février au Conseil d'Etat et au Parlement ce printemps ».

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Tandis que des personnalités rendent hommage à Emmanuel Le Roy Ladurie

Philippe Béval est nommé directeur général de la Bibliothèque nationale

Associé au projet de la Bibliothèque de France depuis mai 1993, Philippe Béval a été nommé directeur général de l'établissement public de la Bibliothèque nationale de France sur proposition de Jean Favier, nommé président de la BNF au conseil des ministres du 18 janvier (Le Monde du 18 janvier). Maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur général de l'Opéra de Paris, Philippe Béval a été successivement président des groupes de travail sur la mise en service de la Bibliothèque de France et l'avenir du site de la BN, et responsable de la préparation de la fusion des deux institutions et délégué du président par intérim.

Par ailleurs le *Figaro* du 19 janvier publie une lettre signée d'universitaires, au nombre desquels Georges Duby, Jacqueline de Romilly et Marc Fumaroli, qui rend hommage à Emmanuel Le Roy Ladurie. L'ancien directeur de la Bibliothèque nationale a été nommé président du conseil scientifique de la BNF.

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

## CARNET

## Décès

— Le 12 janvier 1994, est mort à Tours, dans sa quatre-vingt-cinquième année,

Jean GONDOLO, né le 6 mars 1909, architecte DPLG (Paris 1933), architecte des Bâtiments départementaux du Puy-de-Dôme (Auray 1937-1939), inspecteur départemental de l'urbanisme en Algérie (Tignes-Oran 1960-1966), architecte des Bâtiments de France (La Rochelle 1967-1977).

L'inhumation a eu lieu le samedi 15 janvier, au cimetière d'Acras.

De la part de M<sup>me</sup> Eugénie Gondolo.

18, rue Croix-Pasquier, 37100 Tours.  
Tél. : 47-51-65-56.

— Abdallah, Hana et Rouba Naama,

ont la douleur de faire part du décès de leur regretté père, beau-père et grand-père,

Mitri NAAMAN, (1912-1994),

fondateur de la Maison Naaman pour la culture, chevalier des Palmes académiques, chevalier des Arts et des Lettres.

Une messe de requiem sera célébrée pour le repos de son âme, le samedi 22 janvier 1994, à 18 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-9.

15, rue du Général-Cordonnier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Les sections internationales du lycée et du collège d'Etat de Sévres ont la tristesse de faire part du décès de

M. Werner NITSCH, professeur d'histoire et de géographie de la section allemande,

qui nous a quittés à l'âge de cinquante et un ans.

Tous se souviennent de sa compétence, de sa gentillesse et de son courage.

— Paris. Romans. Marseille.

Ses anciens élèves du lycée Albert-Triboulet de Romans, se souviennent, avec émotion, de

M. Louis PORTIER, professeur de lettres classiques,

dont le décès est survenu le 13 janvier 1994.

— Monique RAIKOVIC, a la douleur de faire part du décès survenu brutalement, le 14 janvier 1994, du

docteur Pierre RAIKOVIC.

Un hommage lui sera rendu le vendredi 21 janvier, à 15 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20.

— Le professeur Daniel Widlocher, et ses collaborateurs du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière (Paris), ont le regret de faire part du décès, survenu le 14 janvier 1994, de leur collègue et ami,

Pierre RAIKOVIC, docteur en médecine, psychiatre, docteur en lettres.

Messes annversaires

— Pour le dixième anniversaire du décès de

l'amiral J. P. OROSCO,

une messe sera célébrée, le mardi 25 janvier 1994, à 18 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire.

Annversaires

— Le 20 janvier 1992, dans le catastrophe aérienne du mont Sainte-Odile, disparaissait en pleine jeunesse,

Pierre MELLET.

Le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard.

« Quand s'éteignent les lumières, nos cœurs s'oublient pas. »

Communications diverses

— Au CBL, 10, rue Saint-Clément, Paris-3, jeudi 20 janvier 1994, à 20 h 30, M. P. Bouzard, historien, M. M. Zalcman, écrivain, et I.-I. Zyberman, réalisateur de *Tout le monde n'a pas la chance d'avoir des parents communistes*, se demandent : « Où sont passés les communistes juifs ? »

Soutenances de thèses

— Daniel Thomasson soutiendra vendredi 21 janvier 1994, à l'Institut Charles-Valéry de l'université Paris-VII, à 14 h 30, salle C 28, une thèse d'Etat intitulée : « Sujets en travail : les romans de John Cowper Powys (1915-1936) », sous la direction de M. le professeur Michel Gressat.

— Fatmata Tuny, épouse Davidson, soutiendra sa thèse de doctorat en didactologie des langues et des cultures, intitulée : « Acquisition du sens étranger en milieu plurilingue. Le cas de la Sierra-Leone et du Libéria », le jeudi 20 janvier 1994, à 9 h 30, à la salle Boujard, université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, sous la direction de M. le professeur R. Galisson.

## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi 18 janvier, au palais de l'Elysée, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

• Livre foncier.

— Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'information du livre foncier dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Dans ces départements, le livre foncier, tenu par un magistrat, est l'équivalent du fichier immobilier tenu par les conservations des hypothèques dans les autres départements. Le projet de loi autorise la constitution d'un groupement d'intérêt public, entre — notamment — l'Etat et certaines collectivités locales, qui sera chargé de contribuer à l'information du livre foncier.

• Tunnel sous la Manche.

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a présenté un projet de loi portant autorisation de la prolongation de la durée de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche. Le projet de loi autorise la prolongation de dix ans de la durée de la concession faite par la Grande-Bre-

tagne et la France en vue de la construction et de l'exploitation du tunnel sous la Manche. La durée de la concession est ainsi portée à soixante-cinq ans. Cette prolongation est nécessaire à l'équilibre financier du projet.

• Convention de Dublin.

(Lire Le Monde du 19 janvier.)

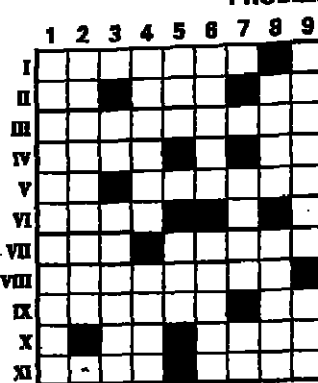
• Prévention des risques professionnels.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté une communication sur la prévention des risques professionnels. Les orientations de la politique de prévention des risques professionnels ont été examinées à l'occasion d'une récente réunion du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels. Les résultats de 1992, confirmés par les premières informations disponibles pour 1993, montrent une diminution du nombre des accidents, qui fait suite à une augmentation continue au cours des quatre années précédentes.

Pour continuer dans cette direction, une très grande vigilance s'impose (...). L'accent sera mis sur les actions de prévention, en particulier dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et dans les travaux de maintenance, qui connaissent les risques les plus importants. L'information et la formation sur la réglementation seront développées (...).

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6218



VERTICALEMENT

- Mesure nécessaire par un état de siège. — 2. Homme de cour. — 3. Lettres de rupture. Digne d'un lieu enchanteur. — 4. Ne se fait pas sans bruit. Remorque. — 5. Représentent toute une constellation. Ne sort pas sans mal. — 6. Met agréablement à l'épreuve les papilles gustatives. Une seule matresse ne lui suffit pas toujours. — 7. Huile d'Arabe. Conjonction. — 8. Pronom. A parfois envie d'envoyer au Diable les anges dont elle a la garde. — 9. Corps sage. Prise d'eau.

Solution du problème n° 6217

Horizontalement

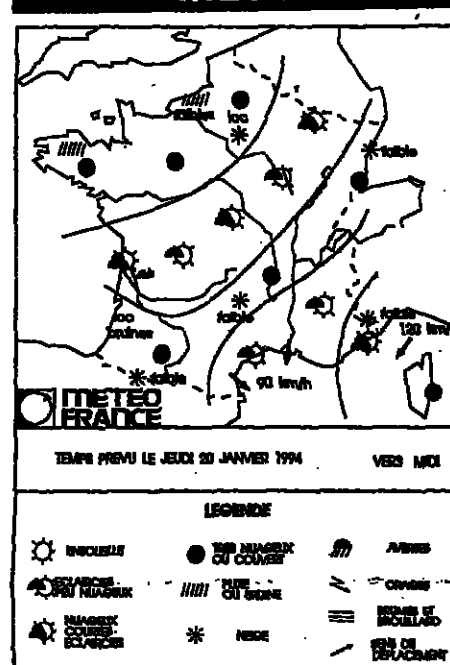
- Centraux. — II. Epées. Eve.
- Ponts. Eon. — IV. Sava. — V. Xéras. — VI. Savants. — VII. Ar. Etes. — VIII. Iola. Iola. — IX. Nurses. — X. Te. SO. Ise. — XI. Sérénades.

Verticalement

- Ceps. Saints. — 2. Epoux. Rouée. — 3. Nénies. — 4. Térés. Esse. — 5. Ass. Eva. Eon. — 6. Isid. — 7. Réel. Née. — 8. Evod. — 9. Tés-tés. — 10. Sentes. Eues.

GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE

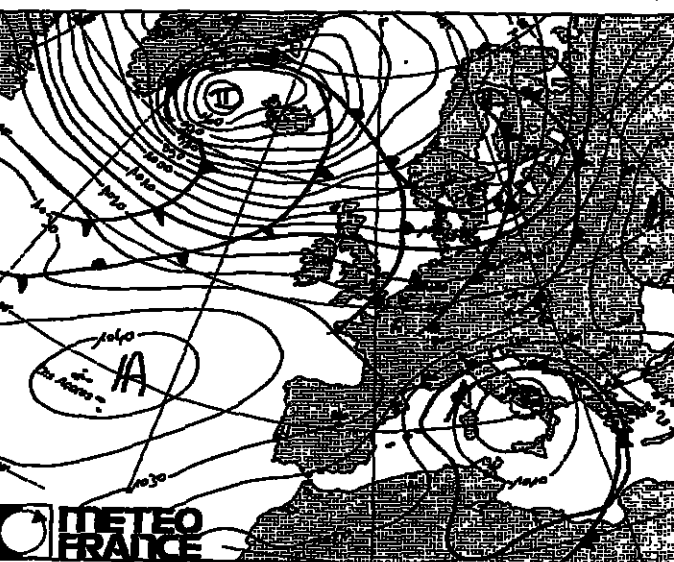


TEMPÉRATURES	maxima	minima
FRANCE		
ALGER	13/0	
BARCELONE	14/2	
BORDEAUX	8/2	
BRESCIA	8/2	
BREST	8/2	
CABRI	8/2	
CHERBOURG	7/6	
CHERBOURG-FR.	11/7	
DIJON	2/3	
GRENOBLE	4/0	
LYON	1/1	
LYON-BRON	3/4	
MARSEILLE	2/3	
NANTES	3/7	
NANTES-ESSEY	8/2	
PARIS	13/4	
PARIS-MONTREUIL	12/2	
PAU	3/5	
PERPIGNAN	8/3	
POINTE-A-PRE	8/1	
RENNES	0/4	
ST-ETIENNE	0/4	
STRASBOURG	2/4	
TOULOUSE	2/5	
TOURS	11/6	
ÉTRANGER		
ALGER	13/11	
AMSTERDAM	8/3	
ATHÈNES	17/12	
BANGKOK	26/28	
BARCELONE	11/1	
BERGAMO	2/3	
BELGRADE	3/1	
BIRKENHEAD	3/1	
BIRMINGHAM	2/2	
COPENHAGUE	22/17	
DAKAR	12/5	
GENÈVE	16/9	
ISTANBUL	18/9	
JERUSALEM	18/6	
LE CAIRE	12/5	
LISBONNE	8/4	
LONDRES	8/6	
LOS ANGELES	24/10	
LUXEMBOURG	11/5	
MADRID	8/4	
MARSAKOT	10/4	
MEXICO	21/8	
MILAN	8/7	
MONTREAL	10/28	
MOSCOW	7/8	
MARSEILLE	12/5	
NEW DELHI	21/6	
NEW-YORK	21/18	
PALMA-DE-MAJOR	21/11	
PARIS	13/4	
RO-DE-JANERO	22/12	
ROME	14/6	
HONGKONG	26/13	
SEVILLE	11/3	
SINGAPOUR	32/24	
STOCKHOLM	21/11	
SYDNEY	19/22	
TOKYO	11/1	
TURIN	17/13	
VARSOVIE	2/2	
VIENNE	9/1	
VIENNE	2/4	

Jeudi : temps frais et souvent humide. — Plusieurs perturbations concerneront notre pays, en ne donnant que de faibles précipitations, avec parfois un peu de neige. — Près de la Manche, la journée sera grise et pluvieuse. Ces pluies se transformeront en chutes de neige éparpillées à la mi-journée, des Flandres à l'île-de-France, puis en Champagne-Ardenne dans l'après-midi. Quelques bruines et flocons mals touchés atteindront aussi la région de la Loire. — De la Lorraine et Alsace à la Haute-Savoie, au Massif central et au sud-ouest du pays, la graille l'emportera aussi avec quelques petites précipitations neigeuses par moments ; il brulera des Landes au Pays basque. — La Corse sera également sous la pluie pour la journée ; quelques gouttes gèleront la Côte d'Azur, avec un peu de neige dans l'arrière-pays. Le vent de nord-est soufflera jusqu'à 120 km/h. — Les températures restent fraîches pour le saison : des minima de -1 à -5 degrés dans l'intérieur du pays, jusqu'à -10 sur les Alpes et le Massif Central, mais -3 à 5 degrés sur les côtes bretonnes et 5 à 7 en Corse. Les maxima seront à peine positives sur un quart nord-est du pays, et atteindront 5 à 9 degrés vers les côtes Atlantiques et le Midi méditerranéen.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER 1994 À 0 HEURE TUC



## Le Monde DES LIVRES



RADIO-TELEVISION

MERCREDI 19 JANVIER

TF 1

- 14.35 Club Dorothée.
- 17.50 Série : Les Filles d'à côté.
- 18.20 Série : Les Filles d'à côté.
- 18.50 Magazine : C'est tout Coffe.
- 19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 0.00).
- 20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
- 20.45 Variétés : Sacré soirée.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une.
- 23.45 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise.
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.10 Série : Intrigues (et à 3.00).
- 0.35 Série : Passions.

FRANCE 2

- 15.45 Variétés : La Chance aux chansons.

- (et à 5.00). Emission présentée par Pascal Sevran.
- 16.40 Des chiffres et des lettres.
- 17.10 Série : Un toit pour dix.
- 17.40 Série : Sauvés par le gong.
- 18.05 Magazine : C'est tout Coffe.
- 18.40 Jeu : Un pour tous.
- 19.15 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 4.20).
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
- 20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
- 20.50 > Téléfilm : Une nouvelle vie comme les autres.
- 22.20 > Première ligne.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une.
- 23.45 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise.
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.10 Série : Intrigues (et à 3.00).
- 0.35 Série : Passions.

FRANCE 3

- 15.20 Série : La croisière s'amuse.
- 16.10 Documentaire animalier.
- 16.35 Jeu : Les Délices d'Hugo.
- 17.45 > Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 19.00 > Documentaire : La 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : La Grande Classe.
- 20.30 Le Journal des sports.
- 20.45 INC.
- 20.50 Magazine : La Marche du siècle.
- 22.30 Journal et Météo.
- 23.00 Mercredi chez vous.

CANAL PLUS

- 15.05 > Documentaire : Mourir pour un éldorado.
- 16.25 Surprises.
- 16.35 Magazine : Dis Jérôme?
- 16.40 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.00 Les Superstars du catch.
- 18.00 Canaille peluche.

M 6

- 16.30 Magazine : Fax'O (et à 0.50).
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 18.00 Série : Coda Quantum.
- 19.00 Série : Supercopier.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Magazine : Mode 6 (et à 0.45).
- 20.05 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine : Écolo 6 (et à 1.15).
- 20.45 Magazine : Duel autour du monde.
- 20.50 Série : Schimanski.
- 22.25 Téléfilm : Un fil de cœur.
- 0.05 Magazine : Émotions.
- 0.35 Informations : Six minutes première heure.
- 2.30 Rediffusions.

ARTE

- 17.00 Documentaire : Paléontologie.
- 17.30 Magazine : Transit (rediff.).
- 18.35 Chronique : Le Dessous des cartes.
- 19.00 Cinéma d'animation : Il était une fois... Mary et l'étoile polaire.
- 19.30 Magazine : Mégamix.
- 20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 > Documentaire : Frank Zappa.
- 20.45 > Documentaire : Frank Zappa.
- 21.10 > Documentaire : Frank Zappa.
- 21.55 > Documentaire : Frank Zappa.
- 23.00 Cinéma : Voyage surprise.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue.
- 21.32 Correspondances.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de Victoria Hall de Genève) : Sinfonia.
- 22.30 Concert (en direct de Victoria Hall de Genève) : Sinfonia.
- 23.07 Ainsi la nuit.
- 0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

- Radio-Shalom, 18 h 30 : Michel Giraud (Le grand débat).
- France-Inter, 19 h 20 : Et la culture, dans tout ça ? avec Jacques Toubon (Le téléphone sonne).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Des sourires dans les ruines

A voir les «freeways» écroulées de Los Angeles, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander quand sortira la film-catastrophe dont, certainement, on doit déjà donner les premiers tours de manivelle. Dans trois mois ? Six mois ? Etrange cataclysme, que la proximité de Hollywood fait paraître de carton-pâte. A Philippe Gildes, par exemple, l'événement évoquait surtout la dernière scène du film de Robert Altman, représentant précisément un tremblement de terre en Californie. Deux soirs de suite, l'animateur de «Nulle part ailleurs» entretient ses invités de cette troublante coïncidence, manifestement plus impressionnée par la présence d'Altman que par la puissance des images qu'il venait de voir. A peine montrées, les ruines bien réelles s'étaient déjà conceptualisées, transformées par le regard de Gildes en preuves terribles de la puissance visionnaire du cinéaste.

Mais comment prendrions-nous ces ruines au sérieux alors que les envoyés spéciaux, là-bas, affectent un si troublant calme ? Interrogée par Christine Ockrent, notre collaboratrice Claudine Mulard s'efforçait visiblement de se retenir de sourire, comme si l'affolement de la vieille Europe, les directs fiévreux avec la télévision française, toute cette agitation lui eût semblé du plus haut comique. Et ce sourire, qui faisait écho à la pléiade de Sylvie Vartan, interrogée quel-

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signifié dans «Le Monde radio-télévision» ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 20 JANVIER

TF 1

- 6.00 Série : Intrigues.
- 6.28 Météo (et à 6.58, 9.28).
- 7.30 Club Miti Zig-Zag.
- 7.00 Journal.
- 7.20 Club Dorothée avant l'école.
- 8.30 Télé-shopping.
- 9.00 Feuilletton : Hôpital central.
- 9.50 Feuilletton : Hôpital central.
- 10.35 Série : Côté cœur.
- 11.00 Série : Tribunal.
- 11.30 Feuilletton : Santa Barbara.
- 11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
- 13.35 Série : Les Feux de l'amour.
- 14.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 15.20 Feuilletton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Jeu : Une famille en or.
- 16.35 Club Dorothée.
- 17.50 Série : Premiers balcons.
- 18.20 Série : Les Filles d'à côté.
- 18.50 Magazine : C'est tout Coffe.
- 19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 0.20).
- 20.00 Journal, Météo et Météo.
- 20.50 Série : Fils de choc.
- 21.00 Le Dernier Baroud, d'Henri Heinen, avec Pierre Cosso, Charlotte Kady.
- 22.30 > Documentaire : Une équipe qui enquête sur les affaires où la police officielle reste impuissante.
- 23.35 > Documentaire : Une équipe qui enquête sur les affaires où la police officielle reste impuissante.
- 0.25 Journal et Météo.
- 0.30 Série : Passions.
- 1.00 TF 1 nuit (et à 2.00, 3.00, 3.30).
- 1.05 Documentaire : Histoires naturelles (et à 5.30). Sibéria, le dégel ; La petite vénérie - il court, il court.
- 2.05 Documentaire : L'Equipe Cousteau en Amazonie.
- 3.05 Série : Mésaventures.
- 3.40 Téléfilm : Via Mala (dernière partie).
- 5.10 Musique.

FRANCE 2

- 5.55 Dessin animé.
- 6.05 Feuilletton : Secrets.
- 6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 8.30 Feuilletton :

- Amourusement votre.
- 8.55 Amour, gloire et beauté.
- 9.20 Magazine : Martin bonheur.
- 11.15 Flash d'informations.
- 11.20 Jeu : Motus.
- 11.50 Jeu : Pyramide.
- 12.25 Jeu : Ces années-là.
- 12.55 Loto, Journal et Météo.
- 13.45 INC.
- 13.50 Série : Le Renard.
- 14.50 Série : L'Enquêteur.
- 15.45 Tiercé, en direct de Vincennes.
- 15.55 Variétés : La Chance aux chansons.
- 16.10 > Documentaire : La Chance aux chansons.
- 16.35 > Documentaire : La Chance aux chansons.
- 16.45 > Documentaire : La Chance aux chansons.
- 17.15 Série : Un toit pour dix.
- 17.40 Série : Sauvés par le gong.
- 18.10 Magazine : C'est tout Coffe.
- 18.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.15 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
- 20.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.35 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 1.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 2.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 3.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.45 24 heures d'Info.

FRANCE 3

- 7.00 Premier service.
- 7.15 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 8.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.

- Les reportages de l'actualité.
- 9.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 10.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 11.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 11.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.05 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 13.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 13.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 14.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 15.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 16.10 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 17.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 18.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 18.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.05 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.35 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 1.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 2.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 3.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.45 24 heures d'Info.

CANAL PLUS

- 7.00 CBS Evening News.
- 7.23 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 7.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.

- 7.55 Ca cartoon.
- 8.10 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 8.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 9.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 10.15 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 10.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 11.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 11.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.05 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 12.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 13.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 13.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 14.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 15.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 16.10 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 17.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 18.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 18.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.05 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.55 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.35 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.20 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 1.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 2.50 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 3.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 4.45 24 heures d'Info.

FRANCE-CULTURE

- 2.15 Surprises.
- 17.00 Cinéma : > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.25 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 19.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.28 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 20.40 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 21.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.05 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.15 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 22.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.15 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.30 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 23.45 > Documentaire : C'est tout Coffe.
- 0.00 > Documentaire : C'est tout Coffe.

FRANCE-MUSIQUE

- 7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
- 7.05 Contact 6 Manager.
- 7.10 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Emission présentée par Cécile Adrien.
- 9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
- 9.30 Infoconsommation.
- 9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.35, 6.05).
- 10.55 Série : Dakart.
- 12.00 Série : Papa Schultz.

- 12.30 Série : La Route du paradis.
- 13.30 Série : Drôles de dames.
- 14.25 Variétés : Musikkado.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 18.00 Série : Coda Quantum.
- 19.00 Série : Supercopier.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Magazine : Mode 6 (et à 0.35).
- 20.05 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine : Écolo 6 (et à 1.15).
- 20.45 Magazine : Duel autour du monde.
- 20.50 Série : Schimanski.
- 22.25 Téléfilm : Un fil de cœur.
- 0.05 Magazine : Émotions.
- 0.35 Informations : Six minutes première heure.
- 2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 La Festival international des francophonies en Limousin.
- 21.30 Profils perdus.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Opéra (en direct de la salle Olivier-Messiaen) : Mysteries of the Macabre pour soprano et orchestre, Macabre college, Mysteries of the Macabre pour trompette et orchestre, de Ligeti, par l'Orchestre national de France, dir. James Judd.
- 22.15 Soliste : Shura Cherkassky.
- 23.07 Ainsi la nuit.
- 0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

- O'FM, 19 heures : Charles Milon et Alain Minc (Le grand O'-OTM la Croix).

RECTIFICATIF. - A la suite d'une erreur nous avons publié, dans nos éditions du 18 janvier, ainsi que dans nos premières éditions du 19 janvier, les programmes de France-Culture et de France-Musique... de la semaine précédente. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

## AU JOUR LE JOUR

## Frontière

Dans le domaine scientifique, la frontière est forcément floue au moment du passage de l'ignorance à la connaissance, quand l'inconnu commence à perdre de son mystère. Arguant de ce constat, une centaine de savants, médecins ou non, viennent d'adresser à François Mitterrand une supplique en faveur des quatre médecins condamnés dans l'affaire du sang contaminé. Il n'y aurait pas un instant « où l'on passerait soudain

de l'ignorance totale au savoir absolu, ni de l'innocence à la culpabilité. Ils réclament donc une grâce au bénéfice sinon du doute du moins de ce qu'ils appellent l'« humilité » nécessaire. Cela se défend mais il leur faudra admettre aussi qu'il est des frontières que des humbles qui, eux, ne savaient rien du tout, ont franchies sans retour, sans jugement et sans grâce.

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Modernité : « Quand les mœurs changent le droit », par Odon Vallet ; Bibliographie : « Arrêts sur images », de Daniel Schneidermann ; Revues, par Frédéric Gausson : « Qui gouverne la France ? » (page 2).

## INTERNATIONAL

## Naissance du Parti populaire italien

La Démocratie chrétienne (DC) italienne, en pleine déconfiture, s'est transformée, mardi 18 janvier, en Parti populaire italien, afin d'essayer de rattraper de ses cendres (page 4).

## Bataille pour le siège du Parlement européen

La résistance des pro-bruxellois inquiète le gouvernement français quant au maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg (page 6).

## Afrique du Sud : M. Juppé plaide pour le respect des droits des minorités

Le ministre français des affaires étrangères a plaidé, mardi, auprès de Nelson Mandela, pour le respect des droits de l'homme et des minorités dans la nouvelle Afrique du Sud, au lendemain des premières élections multiraciales (page 6).

## POLITIQUE

## La discussion des projets de loi sur l'éthique biomédicale

Les sénateurs, qui ont adopté mardi un dispositif fort peu éloigné de celui qu'avait voté l'Assemblée nationale en novembre 1992, réservent l'assistance à la procréation aux couples formés depuis deux ans au moins (page 9).

## SOCIÉTÉ

## Sang contaminé : une lettre de médecins pour demander une grâce présidentielle

Une centaine de médecins et de scientifiques ont adressé une lettre au président de la République dans laquelle ils demandent une grâce présidentielle pour les quatre médecins condamnés dans l'affaire du sang contaminé (page 12).

## ÉDUCATION • CAMPUS

## Des antidotes à la violence

Les résultats positifs obtenus dans certains établissements difficiles devraient inciter les pouvoirs publics à accroître leur effort (page 13).

## ÉCONOMIE

## Des prévisions plus favorables pour 1994

La BNP prévoit une reprise progressive de la croissance en France, soutenue à la fois par le logement et les exportations hors d'Europe. Les experts-comptables s'attendent à un redémarrage de l'activité. La Banque de France confirme l'amélioration de la production à la fin de 1993 (page 14).

## COMMUNICATION

## Les disques d'images font rêver les éditeurs

Au confluent de l'écrit et de l'image, du livre et de la télévision, le développement des disques optiques interactifs, mis en évidence, à Cannes, par le premier marché international de l'édition électronique, engendre de nouveaux types d'éditeurs et d'écriture (page 16).

## Services

Abonnements ..... VIII  
Annonces classées... 16-17  
Automobile ..... 18  
Cartes, Mots croisés ..... 20  
Marchés financiers ..... 18-19  
Météorologie ..... 20  
Radio-télévision ..... 21  
La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
et 36-29-04-56

## Demain

**Le Monde des livres**  
« L'affaire Dreyfus est-elle terminée ? », se demande Jean-Denis Bredin, dans un entretien avec Nicolas Weil. Commencé il y a cent ans, elle continue en effet d'inspirer le travail de nombreux historiens. Jean-Pierre Rioux et Nicolas Weil rendent compte de ce renouvellement de l'historiographie sur l'« Affaire ».

Ce numéro comporte un cahier « Arts et spectacles » folioté de 1 à X

Le numéro du « Monde » daté mercredi 19 janvier 1994 a été tiré à 475 254 exemplaires

## Depuis les accusations d'espionnage aux Etats-Unis

## Services secrets et industriels français de l'armement ont des difficultés à coopérer sur les marchés étrangers

Entre certains industriels de l'armement et les services spéciaux, il existe actuellement, en France, comme un malentendu au mieux, comme un divorce au pis. Les premiers ne se privent pas, sans pour autant le clamer sur les toits, d'accuser les seconds de ne leur être d'aucune utilité dans la compétition commerciale à cotéux tirés qui les oppose à leurs principaux concurrents, les Etats-Unis. Les seconds dénoncent volontiers l'incapacité des industriels à travailler dans la discrétion et ils fustigent leur propension à être des bavards impénitents dans un monde où le secret est de règle.

L'attitude de certains groupes français de l'armement trouve son origine dans des affaires, en Asie-Pacifique et au Proche ou Moyen-Orient, où ils estiment que la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ne leur apporte pas, depuis quelques mois, le soutien qu'ils attendent de ses fonctionnaires sur le terrain. A croire ces industriels, les services spéciaux ne sont pas en mesure - lorsqu'ils les sollicitent - de leur fournir à temps et avec suffisamment de précision, voire de preuves, des informations sur la nature exacte des propositions adressées par leurs rivaux américains à la clientèle étrangère. La DGSE est censée disposer de moyens plus ou moins légitimes, parfois même clandestins, pour avoir accès à de tels indices. Cette source-là, disent les industriels, s'est tarie ou raréfiée selon les cas.

Cette accusation pourrait servir aux industriels impliqués d'alibi à leurs échecs face à un concurrent qu'ils soupçonnent de ne pas avoir lésiné sur les moyens employés pour emporter le contrat. Cette explication du divorce constaté entre la DGSE et certains groupes français reste toujours plausible. Mais elle n'est pas suffisante, dès lors que, dans les services spéciaux, on reconnaît tacitement - sans montrer du doigt un industriel plutôt qu'un autre - qu'il peut, en effet, y avoir matière à récrimination. Cependant, on s'empresse aussitôt de renvoyer la balle dans l'autre camp.

## Laxisme voire imprudent

A l'origine de cette controverse, l'affaire dite des « fuites » en mars 1993, peu après les élections législatives en France, lorsque la presse américaine a publié des documents impliquant la DGSE dans des actes d'espionnage industriel, technologique ou économique aux Etats-Unis. Ces dénonciations ont provoqué une vive tension dans les communautés du renseignement de part et d'autre de l'Atlantique (le Monde du 4 juin 1993), dégradé les relations entre la DGSE et la CIA, et elles ont obligé le nouveau « patron » des services spéciaux français, Jacques Dewatre, à tenter de renouer les liens avec ses homologues américains sur une autre base.

Ces documents, dont certains avaient été maquillés à partir d'éléments authentiques au départ, n'émanaient pas directement de la DGSE, mais tout a donné à croire aux agents français que la communication de ces pièces à des interlocuteurs américains était le fait des milieux industriels agissant par maladresse ou par malveillance. Quoi

Report du sommet turco-phonie. - Le sommet des pays turcophones initialement prévu à Bakou, vendredi et samedi, a été reporté sine die à la demande de l'Azerbaïdjan, a annoncé, mardi 18 janvier à Ankara, le président turc Suleyman Demirel. M. Demirel a estimé qu'une des raisons du report était la recrudescence des combats depuis quelques jours entre l'armée azerbaïdjanaise et les forces arméniennes indépendantistes du Haut-Karabakh. Ce deuxième sommet des pays turcophones - le premier s'était tenu en octobre 1992 à Ankara - devait réunir, outre les présidents de Turquie et d'Azerbaïdjan, ceux du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan.

qu'il en soit, la méfiance s'est installée à la DGSE à l'encontre du monde industriel français - particulièrement celui de l'aéronautique et de l'armement - qui est accusé de ne pas savoir garder sa langue et d'être trop laxiste dans ses échanges avec l'extérieur, quand il n'est pas taxé d'imprudence au mieux, de volonté de nuire au pis.

D'où, aujourd'hui, les limitations mises à la transmission de certains renseignements « sensibles » aux industriels qui veulent connaître la position de leurs concurrents d'outre-Atlantique à l'exportation et, notamment, les secrets de leurs propositions face aux offres des Français. D'où, aussi, le mécontentement de groupes importants devant ce qui leur paraît être une rétention volontaire et discriminatoire de ses informations par la DGSE.

## Réorientation des missions

L'affaire ne serait qu'une simple anecdote si, en réalité, elle ne révélait combien sera délicate à gérer la mutation que la plupart des services spéciaux, dans le monde, ont entrepris de faire à la suite de la fin de la « guerre froide » entre l'Est et l'Ouest. Comme ses homologues étrangers, la DGSE travaille de moins en moins sur le renseignement militaire stricto sensu pour se consacrer prioritairement au recueil des informations d'intérêt plus politique, économique, financier, bancaire, scientifique, industriel et commercial. Aujourd'hui, la quête du renseignement dit de défense ne représente que 20 % des activités globales de la DGSE.

Cette réorientation des missions pose le problème de savoir à qui remettre l'information obtenue dans ces nouveaux « cré-

neaux ». Quand la DGSE intercepte des documents sur le GATT, comme cela s'est produit pendant les récentes négociations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis, il n'y a guère d'incertitude à avoir sur le destinataire final du dossier en question. Mais, quand la DGSE a communication de la stratégie à long terme d'un groupe étranger susceptible de menacer l'activité de ses rivaux français, qui doit en être informé ? L'Etat, c'est-à-dire l'Elysée et le gouvernement, par l'intermédiaire des administrations publiques concernées ? Certains ministères plus spécialement désignés ? Ou, directement, l'entreprise nationale ou privée du secteur considéré, quitte à ce que des services spéciaux - qui ne sont pas mandatés pour le faire - interfèrent dans le tissu industriel français en privant une société contre l'autre dans une même activité ? Les questions restent posées.

Dans la pratique, les services, en France comme à l'étranger, cherchent à identifier un responsable tré sur le volet, le PDG ou un directeur général dûment habilité à venir consulter leur dossier sur place, en allant jusqu'à lui refuser tout droit à une photocopie.

Pour autant, l'exercice demeure délicat. Il ne suffit pas toujours d'endormir la vigilance des professionnels du renseignement, rendus méfiants envers tous ceux qui ne partagent pas leur obsession naturelle ou excessive du secret. Il n'entend pas aux industriels de considérer qu'ils seront désormais mieux servis en mettant sur pied leur propre réseau de renseignement ou en sollicitant des organismes privés.

JACQUES ISNARD

## Incident sans dommage sur le premier Airbus A-330 d'Air Inter

Un Airbus A-330 d'Air Inter assurant, mardi 18 janvier, la liaison Orly-Toulouse avec 139 passagers à bord a dû faire demi-tour en vol et se poser à Orly, sans problème, en raison d'une anomalie de fonctionnement du train d'atterrissage (qui ne rentrait pas). Le nouveau bi-réacteur Airbus A-330 (412 places), que la compagnie Air Inter est la première à mettre en service, avait effectué, la veille, ses vols commerciaux inauguraux entre Paris, Marseille et Toulouse. L'avion devait être remis en service mercredi, après examen par les services techniques.

## Un élu écologiste italien s'entend avec le Front national au Parlement européen

Jacques Taurin, député européen, membre du bureau politique du Front national, devait donner une conférence de presse, mercredi 19 janvier, à Strasbourg, en compagnie d'autres parlementaires qu'il a entraînés dans son combat pour « promouvoir l'adoption et la mise en application d'un statut de l'animal ». Parmi ceux-ci figure Virginio Bettini, un élu italien qui appartient au groupe des Verts européens. En France, la formation écologiste est régulièrement dénoncée par le Front national comme une organisation d'extrême gauche.

Ce « compagnonnage » de M. Bettini avec M. Taurin provoque des remous chez les Verts, parmi lesquels on indique que l'italien agit en son nom personnel. Déclarant que « le nom du groupe des Verts puisse être utilisé dans cette affaire », la délégation française de ce parti au Parlement européen a fait savoir, mardi, que les écologistes avaient obtenu de « nombreuses avancées » sur la protection des animaux, « en coopération avec les associations et sans avoir besoin d'une quelconque entente avec l'extrême droite ».

Pour  
9 290 Fht,  
sur quel  
Macintosh  
préférez-vous  
taper?



Macintosh Quadra 610  
4/160 Mo + CD. Unité centrale seule  
9 290 Fht. 11 018 Fht.  
Offre valable pour paiement comptant.  
(Clavier + écran nous consulter).

Si l'on peut reconnaître une qualité pugilistique aux Macintosh vendus chez IC, c'est bien d'être spécialistes des coûts bas. Rien de très frappant : 1er distributeur Apple d'Europe avec plus de 60 000 Macintosh

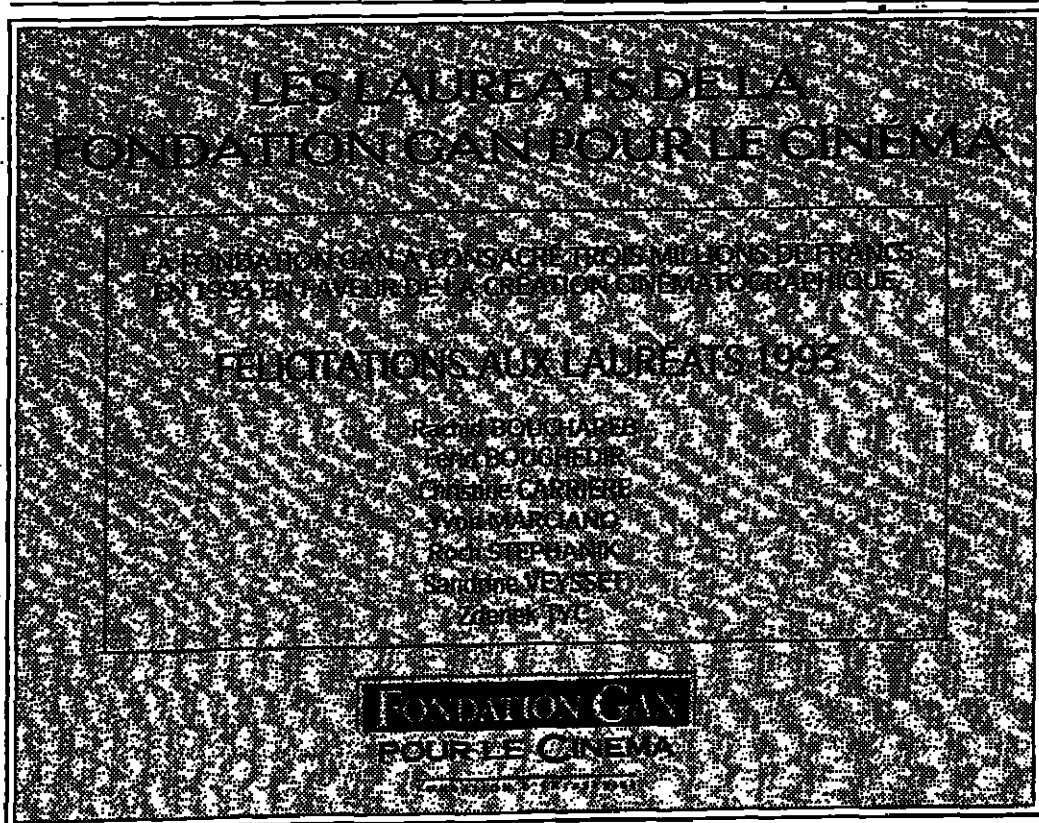


installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC. Bénéficiez d'autres promotions en tapant : **3615 IC**

ENTRE APPLE ET VOUS ILYA IC  
IC BEAUBOURG PARIS 44 (1) 44 78 26 36 • IC VENDOME PARIS 12 (1) 42 85 00 90 • IC MICRO VALLEY PARIS 15a (1) 40 58 00 00 • IC NEUILLY (1) 46 37 17 17 • IC MARSILLER 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 45 62 32  
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 38 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

صلى الله عليه وسلم



**PHILIPPE DAGEN**

# EGYPTOMANIA

DE L'ARCHÉOLOGIE A L'IDÉOLOGIE

«L'EUROPE n'est qu'une taupinière. Tout s'est ici. Il faut aller en Orient. Toutes les grandes gloires viennent de là», déclare Bonaparte à Bourienne dès 1798, avant même de quitter la France pour l'Égypte. L'art et l'architecture égyptiens, il avait pu en prendre largement connaissance en France, car l'expédition d'Égypte est autant le produit de l'égyptomanie du XVIII<sup>e</sup> siècle que la source de celle du XIX<sup>e</sup>. Étienne-Louis Boullée conçoit dès 1785 ses fantastiques «colosses funéraires», dont un projet de cénotaphe pyramidal pour Turenne, maréchal de France; Alexandre Brongniart construit à la même époque la pyramide du parc du marquis de Montesquiou à Maupertuis, cénotaphe de l'amiral de Coligny.

## La célébrité par l'obélisque

La Révolution «en imagina plus encore qu'elle n'en fit surgir» et créa pour la place de la Bastille une «Fontaine de la Régénération» couronnée d'une Égyptienne qui figure à la fois Isis et la Nature. Pour la place des Victoires est prévu un obélisque porté par des éléphants (1795), à l'image de celui de la piazza della Minerva de Rome (1667), les racines de cet obélisque plongeant dans le jardin érotique de l'*Hypnerotomachia Poliphili* (1499). La même place recevra finalement le monument commémoratif du général Desaix qui s'était distingué en Haute-Égypte: un nu héroïque de plus de 5 mètres de haut, appuyé contre l'obélisque provenant de la Villa Albani. «Vous que la cour et l'armée dispensent pour quelque temps de vos soins», écrit le prince de Ligne en 1786, amusez-vous dans vos jardins... Cherchez, et si vous y trouvez la paix et le silence, élevez-y un obélisque... Les pyramides donnent la célébrité, et je suis fou des inscriptions. C'est dans l'épaisseur et le calme des bois les plus vieux qu'elles font le plus d'effet.

La gloire de Desaix, de Kléber, de Bonaparte venait de l'Orient; le mythe de Napoléon sera construit en partie autour et au moyen de l'Égypte. Le futur empereur y avait vécu, comme ses généraux, ses soldats, ses savants, l'aventure de sa vie, dans un élan romantique sans pareil dans leur carrière à tous. Et la Commission des sciences et arts révèle au monde étonné la réalité concrète de l'archéologie d'un pays qui appartenait jusque-là aux domaines de la

# SUR LES TRACES DE NAPOLEON ET DE MARIETTE

L'Égypte fut aussi un enjeu idéologique pour l'Occident. Napoléon y construisit son mythe: la terre des pharaons devint alors l'instrument d'une politique. L'archéologie égyptienne fut d'abord, quant à elle, l'affaire de grands aventuriers, Auguste Mariette en tête. Puis l'égyptologie scientifique divorça de l'égyptomanie fantasmagorique. Mais n'est-ce pas toujours un peu pour retrouver Aïda que l'on fait le voyage en Égypte?

fantaisie et du rêve. Non pas que la publication de la *Description de l'Égypte* ou *Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française* ait entraîné un réveil brusque. L'ouvrage ne connaît pas une large diffusion et ne servira que de référence formelle.

Les membres de la Commission eux-mêmes, par leur nostalgie de l'Égypte, seront les plus maniaques dans leurs citations. Ils se réunissent en un Ordre sacré des sophistes, dont le Livre d'or est établi en feuilles de papyrus, scellé d'un «scarabée hiéroglyphique». Pour ceux-là, *enul*, dans les pyramides de la République française, n'est aspirant s'il ne connaît l'*accacia*. Ils se retrouvent aussi dans des loges

maçonniques qui s'intéressaient aux mystères égyptiens avant même l'expédition d'Égypte et qui, à son retour, acceptèrent auprès d'eux un authentique rite de Memphis, comptant 92 degrés. Le 44: Sublime Pontife d'Isis, le 70: Interprète des Hiéroglyphes... L'Orient éternel de ces Frères sera également égyptien. La tombe du géomètre Gaspard Monge, comte de Péluse, par exemple, est un magnifique petit édifice à corniche à gorge (1832) surplombant le rond-point du Père-Lachaise à Paris. Le cimetière était destiné à être dominé d'une pyramide d'Alexandre Brongniart (1810), «rénant sur la cité des morts» et lui donnant «un signe visible dans la ville des vivants».

## Le style «Retour d'Égypte»

Au retour d'Égypte se diffuse à Paris, mais aussi dans les départements, pour plaire à Bonaparte, pour donner forme au souvenir, un style «Retour d'Égypte» dans lequel la référence pharaonique est une référence au pouvoir. La campagne militaire s'était certes soldée par un échec, avec la reddition du général converti Abdallah Menou, l'acquis scientifique cependant l'occultait des ailes d'une Isis toute maçonnique.

Les artistes puisent à diverses sources pour composer leur œuvre, mais apparemment dans le *Voyage de la Basse et de la Haute Égypte* de Vivant Denon, aux croquis primaires et incisifs, paru en 1802 et traduit dès 1803, plutôt que dans la *Description de l'Égypte*, à la perfection correcte et un peu massive, dont les premiers tomes ne paraissent pas avant 1809. Et sans doute trouvent-ils encore inspiration dans les collections italiennes du *Recueil d'antiquités égyptiennes, étrusques, grecques et romaines* du comte Anne de Caylus (1752-1760).

La *Description de l'Égypte*, publiée par les ordres de Napoléon, curieusement, ne semble même pas utilisée à l'occasion de commandes officielles, comme par exemple pour la réalisation du service égyptien de la Manufacture de Sèvres offert au duc de Wellington, avec son colosse surtout organisé autour d'une reproduction du kiosque de Trajan à Philae. Ses assiettes figurent des scènes d'après les gravures de Vivant Denon. Il est vrai que celui-ci n'était pas seulement directeur du Musée Napoléon, mais aussi conseiller artistique des Manufactures de Sèvres et des Gobelins. Quant aux fontaines de Paris, créées sur décret

impérial du 2 mai 1806, la plus explicitement égyptienne d'entre elles, la fontaine du Fellah de la rue de Sèvres, inclut une copie de la statue d'Antinoüs, le favori d'Héliogabale, dans le Nil, apportée en France au titre de prise de guerre de la campagne... d'Italie. Le néo-égyptien impérial est parfois, comme le révolutionnaire, une forme de néo-classicisme.

«En Égypte, je me trouvais débarrassé du frein d'une civilisation gênante», confie Bonaparte à M<sup>me</sup> de Rémusat. Je rêvais toutes choses... Je créais une religion, je me voyais sur le chemin de l'Asie, porté sur un éléphant, le turban sur ma tête et dans ma main un nouvel Alcoran que j'aurais composé à mon gré. J'aurais réuni dans mes entreprises les expériences de deux mondes, fouillant à mon profit le domaine de toutes les histoires... Et il n'avait pas été frappé d'une fléchette trempée dans le suc de «madjadhah» comme tel autre personnage des *Cigares du pharaon*, aventure de Tintin reporter en Orient.

## La croisée des deux mondes

L'approche napoléonienne de la matière égyptienne est politique, elle est maçonnique, elle est tout à la fois égyptologique. Si la vision populaire de l'Égypte reste pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le produit d'une éducation chrétienne et classique, la rigueur des travaux d'un Champollion aura été faite de jeter les fondations d'une science nouvelle.

«Amasser sans système et rassembler des monuments qui offrent des rapprochements et des rapports», avait écrit Denon, si ce n'est donner la lumière, c'est bouter la pierre dont s'échappe l'éclat qui le produit. Rappelons que l'objet premier de l'Institut du Caire, émanation de la Commission des sciences et arts, était le progrès et la propagation des Lumières en Égypte; Champollion, déchiffreur titillant le feu aux monies poudreuses par l'éclat de son génie, donne à l'Égypte pharaonique son autonomie.

Mais si la philologie égyptienne gagne ainsi, rapidement, ses lettres de créance — nous sommes bien au XIX<sup>e</sup> siècle —, l'archéologie égyptienne, elle, sera trop longtemps encore l'affaire de grands aventuriers, s'occupant principalement du transport en Europe de morceaux épars, mais ni de contextes ni, surtout, de références.

## Bibliographie

— A l'occasion de l'exposition, le Musée du Louvre a édité un catalogue rédigé par Jean-Marcel Humbert, Gérard Mabilhe, Michael Pantazzi, Jean-Pierre Samoyault, Nicole Wild et Christiane Ziegler. 600 pages, 700 illustrations dont 200 en couleurs, 490 F. Éditions de la Réunion des musées nationaux.

— L'Institut d'Orient, dirigé par Michel Sidhom, vient de rééditer les deux tomes de l'égyptologie, et de l'égyptomanie: la *Description de l'Égypte*, ensemble de 841 planches (antiquités, histoire naturelle, Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle) dessinées par les savants qui accompagnaient Napoléon Bonaparte lors de sa campagne d'Égypte (1 200 F); et les *Principes généraux de l'écriture sacrée égyptienne*, la clé des hiéroglyphes, de Jean-François Champollion (680 F). Ces ouvrages sont imprimés sur velin pur coton, avec des fac-similés aquarellés à la main au pochoir, et une carte en hiéroglyphes au nom de l'acquéreur. Ils sont disponibles par correspondance auprès de l'Institut d'Orient, 51, rue Lacépède, 75005 Paris. Tél.: 45-35-50-50.

— Une revue, créée l'an passé et éditée à Avignon, est entièrement consacrée à l'histoire et aux cultures de l'Égypte, intitulé *Égyptes*, ce trimestriel abondamment illustré, en noir et blanc et couleurs, rend compte de l'actualité de l'égyptologie et, en l'occurrence, de l'égyptomanie, par des portraits, des entretiens avec les meilleurs spécialistes et des dossiers. Numéro 3, «La passion de l'Égypte», 64 pages, 56F. B et A Éditions, BP 58, 84005 Avignon Cedex. Tél.: 90-14-38-00.



**David Legitimus et Renn Lee**  
chanteurs

*Gilles*

mise en scène: Isabelle Nanty

du 12 janvier au 6 février à 20h30 (relâche mardi)

*"Rompu à la danse, au théâtre, fou de gospel et chanteur né, David Legitimus réinvente l'art de l'interprétation" (Olivier Schmitz, Le Monde)*

**Centre culturel suisse**  
38, rue des Francs-Bourgeois - Paris 3  
réservations: 42 71 38 38

# EXOTISME ET ORIENTALISME

Où ignore ce que Rameau avait en tête quand il intitula *l'Égyptienne* la dernière pièce de clavecin de son recueil de 1731. S'agissait-il de quelque mystérieuse beauté accompagnant une ambassade ou d'une danseuse des rues, sœur de Carmen ou d'Esmeralda, qu'on désignait souvent ainsi? Quoi qu'il en soit, on chercherait en vain toute trace d'exotisme dans la musique; quant à l'étrangeté, l'*enharmonique* qui précède en offre davantage. L'oratorio de Haendel *Israël en Égypte* (1739) ne brille pas non plus par le souci de la couleur locale. L'action de la *Flûte enchantée* (1791) est située en Égypte. Les indications scéniques du livret l'affirment, mais ni la fanfare qui précède l'entrée de Zoroastre ni la marche des prêtres qui ouvre le deuxième acte ne nous permettent de le deviner, et moins encore le choral luthérien entonné par les deux hommes d'armes lors des épreuves initiatiques.

Si Mozart n'a pas laissé de place à l'exotisme dans sa partition, ce doit être parce que, venant en contrepoint d'un spectacle dépayssant par ses costumes et ses décors, la musique se devait d'exprimer l'universel auquel visait le sujet de la pièce.

C'est pourtant outre-Rhin, chez Weber, qu'apparut la première trace notable d'orientalisme musical dans le sens où nous l'entendons: le pittoresque, la couleur locale. Couleur extrême-orientale d'abord dans son *Ouverture chinoise* (1806), puis moyen-orientale dans *Obéron* (1806). Soucieux d'authenticité, Weber avait utilisé dans le premier cas un motif pentatonique découvert dans le *Dictionnaire de musique* de Rousseau, et il l'avait traité avec une aptitude harmonique qui en accentuait l'étrangeté. Pour *Obéron*, c'est dans la *Description d'un voyage en Arabie* (1774), de Carster Niebur, et dans l'*Essai sur la musique*, de La Borde, qu'il trouva la mélodie d'une chanson arabe et celle d'une danse turque. Il les harmonisa et les instrumenta de façon suffisamment dépayssante pour donner à l'auditeur la sensation d'être transporté dans un monde radicalement différent. Mais il alla plus loin. Pour la danse des bayadères puis pour le ballet des esclaves qui tentent de séduire le chevalier Huon, Weber inventa de toutes pièces un orientalisme fait de sonorités raffinées et d'harmonies enjouées: les enchaînements d'accords de neuvième sont d'une originalité confondante.

# LE PARFUM DES SONS DÉFENDUS

Depuis plus de deux siècles qu'elle a inspiré les musiciens, l'Égypte n'est qu'un rameau sur l'arbre de l'orientalisme, un arbre qui cache la forêt de l'exotisme et dont la couleur, comme celle des feuilles, change avec les saisons. Les exemples de cette «égyptomanie» musicale sont innombrables. Le Louvre a borné sa sélection au plus spectaculaire, l'opéra filmé, et réuni pas moins de quatre versions filmées de «Aïda», prototype s'il en est.

Seul compositeur romantique à avoir fait le voyage en Orient, dans l'espoir d'y trouver la «femme libre» qui, selon la croyance des saint-simoniens, devait «compléter l'humanité et révéler l'avenir», Félicien David poussa jusqu'au Caire. A défaut d'être admis, comme il le souhaitait, chez les houris du vice-roi, il fut frappé par les appels à la prière. Il s'en souvint onze ans plus tard quand il composa son ode-symphonique *Le Désert* (1844): il y inséra un chant de muezzin dont la souplesse rythmique, l'ornementation, une certaine tension vocale (et l'assemblage de quelques mots

arabes) créent l'illusion; pour la *Réverie du soir*, il reprit une chanson notée également au Caire tandis que la *Fantaisie arabe* s'inspire d'un air syrien. Berlioz, qui ne vit l'Orient qu'à travers ses rêves, ne voulut pas être en reste d'authenticité dans ses *Trois contes populaires de la Salammbo de Flaubert*: «Je veux faire un Pas d'almées», écrivait-il à sa sœur en 1857, *entièrement semblable, comme danse et comme musique, aux pas des bayadères que j'ai vues ici il y a seize ou dix-sept ans. Notre confrère [Casimir] des Débats va me donner une strophe de Hafiz, le poète persan, que je ferai chanter en persan par des almées chantantes, comme faisaient les Indiennes. Il n'y a pas d'anachronisme. J'ai étudié la question: Didon pouvait parfaitement avoir à sa cour des danseuses d'Égypte venues antérieurement des Indes.» Dans le Pas d'esclaves nubien, Berlioz ne réalisa pas tout à fait ce qu'il s'était proposé puisque les danseuses ne chantent pas et que le nubien des esclaves-choristes est de pure fantaisie... L'instrumentation est très sobre: sur un rythme obsessionnel de tambourin, les bois (cor anglais, flûte et piccolo) jouent une mélodie en octave qui se nourrit d'ambiguïtés tonales plus que de modulations; de petites cymbales antiques, frappées sur chaque mot, et des mordants acides de violon ajoutent à l'étrangeté de l'atmosphère. Comme Berlioz, Bizet a compris que l'exotisme, c'est ce qui détonne, et que la relative authenticité de David manquait de piquant. Ainsi, dans *Djamileh* (1872), dont l'action est située au Caire, le caractère «égyptien» de la chanson intitulée *Ghazel* ou de la *Danse des almées* résulte, pour la confusion des ethnomusicologues, d'une grande incertitude modale — majeur/mineur —, d'un chromatisme déjouant, dépayssant au sens propre, soutenu il est vrai par un rythme répétitif. L'impression d'une «musique fautive», selon l'expression de Tristan Klingsor, dans *Schéhrazade*, non tempérée, est obtenue ici par des moyens particulièrement raffinés et résolument inattendus.*

Le vieux Verdi n'était pas aussi désinvolte. D'étranges scrupules lui étaient venus avec l'âge: quand il entreprit la composition d'*Aïda* (1871), commandée par le théâtre italien du Caire, il ajouta au souci de la couleur locale celui de la vérité historique.

صلى الله عليه وسلم



Le premier à s'en soucier s'appelle Auguste Mariette, créateur du service des antiquités de l'Égypte, dont il devient le premier directeur en 1858, sous le khédive Saïd Pacha. Mais on oublie souvent que, pour faire accepter au vice-roi cette nouvelle dépense, Ferdinand de Lesseps, qui en fut le champion, dut rattacher la cause de l'archéologie à la visite projetée du prince Napoléon Bonaparte, le fils du roi Jérôme. Le fantôme du grand conquérant est toujours présent. « Bon gré, mal gré, remarquait Eugène Melchior de Vogüé, Mariette Bey faisait partie de la maison vice-royale, au même titre que le chef des écuries et le chef des eunuques noirs. On avait un égyptologue, comme les ancêtres avaient eu un astrologue. »

## Une porte pour le colonialisme

Quant à Ferdinand de Lesseps, il avait remis l'Égypte au goût du jour par son entreprise formidable du creusement du canal de Suez. A son entrée devait s'élever une gigantesque statue d'une femme debout portant un flambeau, l'Égypte apportant la Lumière en Asie, signée Auguste Bartholdi, œuvre non réalisée qui est l'incontestable prototype de la statue de la Liberté de New-York, du même sculpteur. C'est lui aussi qui réalise le *Champion*, une tête coiffée d'un nœuds à ses pieds, de la cour d'entrée du Collège de France.

Auguste Mariette, pour imposer l'égyptologie comme science, fera de l'égyptomanie son instrument. Les temps étaient mûrs sans doute, après la création par Joseph Bonomi et Owen Jones de l'Egyptian Court au Crystal Palace à Sydenham, qui en 1854 livre pour la première fois l'Égypte à un grand public. Véritable introduction en trois dimensions et en couleurs à la civilisation pharaonique, ce pavillon d'exposition est d'une importance qui ne saurait être sous-estimée. Il est le premier témoignage d'un nouveau didactisme et, en même temps, d'une nouvelle emprise sur le monde. C'est celle du colonialisme naissant, un monde dans lequel l'Égypte devient la porte de l'Afrique.

Les principales activités du premier agent consulaire belge à Alexandrie, ainsi, se situent non en Égypte mais en Abyssinie (1840-1842). Et c'est bien sûr le futur Léopold II, encore duc de Brabant, rêvant d'Égypte où il

cherchait à coloniser le delta du Nil, qui inaugure en 1856 l'extraordinaire temple égyptien du jardin zoologique d'Anvers. Un temple égyptien parce que « pour loger les grands animaux presque tous originaires d'Afrique (dont les éléphants), rien de plus rationnel qu'une construction rappelant leur pays d'origine et c'est bien certainement l'architecture égyptienne aux colonnes à pieds droits massifs qui convenait pour un tel ouvrage ». Les inscriptions qui couvrent murs, colonnes et architraves racontent, en hiéroglyphes et en égyptien, la construction et l'inauguration du bâtiment.

## Copies toc en stuc

Avec le pavillon égyptien de l'Exposition universelle de Paris en 1867, c'est une nouvelle description de l'Égypte qui est à l'ordre du jour, égyptologie et égyptomanie étant mises en œuvre parallèlement par Mariette,

avec la même volonté didactique. « On a malheureusement peu compris jusqu'à ce jour le style égyptien, avançant-il non sans raison. Neuf fois sur dix, les œuvres des artistes qui y ont eu recours ne se sont guère élevées au-dessus d'un passage du Caire, d'un compartiment à Sydenham Palace ou d'une salle de glyptothèque allemande. Il y a quelque chose de mieux à faire et c'est ce que je ferai. » La façade du passage du Caire de Paris (1828), mêlant gothique et pharaonique, serait plutôt un « pied de nez insolite aux Grecs de l'école davidienne ». Au Champ-de-Mars « l'illusion est complète », s'exclame Théophile Gautier, tant la fidélité de la copie est poussée loin. On se croirait devant un temple des Pharaons si l'on ne voyait des décorateurs français occupés à remplir des teintes sacramentelles les contours des bas-reliefs méplats reproduits au moyen d'estampage. » Voilà l'égyptomanie confrontée à ses sources archéologiques, puisque dans cet écri de stuc et toc prennent place les meilleures pièces du Musée de Boulaq. Il s'en faut de peu qu'elles restent à Paris, d'ailleurs, l'impératrice Eugénie en ayant eu envie.

Mais est-ce que, la réalité devant les yeux, le rêve est encore possible? Mariette l'a cru, manifestement, et ira plus loin encore avec la préparation d'*Aïda* de Giuseppe Verdi, dont il fournit le livret. « Figure-toi que j'ai fait un opéra, écrit-il à son frère (en 1869), un grand opéra, dont Verdi achève la musique, lequel doit être représenté au mois de février prochain sur le théâtre du Caire. Le vice-roi dépense un million. Ne ris pas. C'est très sérieux. »

Beaucoup plus sérieux en tout cas que l'opéra ne peut paraître aux égyptologues d'aujourd'hui, qui ont tendance à oublier que plus d'un siècle de découvertes s'est accumulé depuis la première. Mariette l'a compris mieux que tout autre : pour que l'égyptologie soit, il faut que l'Égypte soit populaire, et pour la vulgariser, les clichés réducteurs sont inévitables.

EUGÈNE WARMBOL

► Eugène Warmbol est assistant au séminaire d'histoire de l'art et d'archéologie de l'Égypte ancienne et de l'Orient ancien à l'Université libre de Bruxelles.



DE RAMEAU

A DEBUSSY



« Joueuse de harpe, maquette de costumes pour la création d'*Aïda* à Paris » Pierre-Eugène Lacoste.

C'est ainsi qu'il sollicita du célèbre égyptologue Auguste Mariette, l'auteur initial du scénario, des précisions sur la musique des danses : « C'était probablement, lui répondit-on, une sorte de plain-chant, formant basse avec un chant très aigu au-dessus, exécuté par de jeunes soyranis (garçons). Les instruments qui accompagnaient ces danses sont des harpes à vingt-quatre cordes, des doubles flûtes, des trompettes, des tympanons ou tambours, des castagnettes énormes (crotales) et des cymbales. »

Mais comme cela ne suffisait pas à satisfaire la curiosité du compositeur, il se plongea dans l'*Histoire générale de la musique*, de Fétis, où il trouva la description d'une flûte égyptienne. Elle le séduisit tellement qu'il voulut voir l'ori-

ginal au Musée de Florence, où on ne lui montra, comme il se plut à le rappeler plus tard, qu'un simple flûte de berger... Il fit néanmoins construire les fameuses trompettes droites, conformes aux fresques peintes sur les murs des tombeaux, à cela près qu'elles sont au moins deux fois plus longues que les originales et munies de modernes pistons. L'air des trompettes, on le sait, est pur de tout exotisme. Pour le reste, Verdi s'inspira d'un motif turc qu'on lui envoya de Constantinople – et d'une mélodie de Temutis et des prêtresses de Vulcain – et d'une mélodie de flûte qui accompagne les derviches tourneurs dont il se servit pour le ballet. Pour les autres morceaux, il suivit son intuition et inventa une musique antique qu'il orchestra

avec assez de fantaisie pour que l'auditeur goûte sans arrière-pensée le charme du dépaysement. La fonction du dépaysement, dans *Aïda*, est de persuader le spectateur que cette histoire se passait il y a longtemps, dans des contrées lointaines et donc de l'amener à se convaincre de la vérité, voire de l'actualité paradoxale du drame. C'est en quelque sorte un détour didactique. Chez Massenet, dont *Thaïs* (1894) et *Cléopâtre* (1912) ont l'Égypte pour cadre, l'exotisme joue un rôle très différent, assez proche de celui des motifs espagnols dans *Carmen*. L'Orient, c'est l'inconnu, le mystère, la séduction fatale, la fleur vénéneuse, et donc une musique sensuelle et lascive, aux mélismes envoûtants, aux harmonies troublantes. Dans *Thaïs*, c'est en outre le charme capiteux du paganisme à l'odeur de péché contre lequel le moine Athanaël tente de lutter et auquel il succombera.

C'est le même Orient qu'on retrouve dans les *Épigraphes antiques* de Debussy (« *L'Égyptienne* ») composées à l'origine pour accompagner les *Chansons de Billitis* – la culpabilité en moins peut-être. Mais on perçoit plus clairement que chez les prédécesseurs de Debussy ce qui fut au fond, dès l'origine, la principale raison d'être de l'exotisme en musique : l'élargissement du langage tonal, la recherche de savants inédites, d'une vocalité libérée des critères du réalisme. C'est ce qu'illustre très bien *Marouf, savetier du Caire* (1914), d'Henri Rabaud, qui baigne si complètement dans une atmosphère musicale moyen-orientale que les retours au style occidental deviennent d'un prosaïsme comique... On ne pouvait guère aller au-delà, mais des compositeurs ont continué à regarder vers l'Orient, et tant que le soleil se lèvera de ce côté, il est probable que d'autres persévéreront.

GÉRARD CONDÉ

► Projection de quatre films-opéras ou opéras filmés : *la Flûte enchantée*, de Mozart, mise en scène et filmée par Ingmar Bergman, le 11 février à 20 h 30, *Jules César*, de Hamlet, mis en scène par Peter Sellars, le 12 à 16 heures, *Moïse*, de Rossini, mis en scène par Luca Ronconi, le 12 à 20 h 30. Enfin, quatre *Aïda* le 13 : le film de Clément Faccasi avec Sophia Loren (13 heures), la version de concert de l'opéra de Verdi dirigée par Toscanini dans les studios de la NBC (15 h 30), la représentation dirigée par Franco Capuana à Vérone en 1966 (18 h 30) et la captation, réalisée par Pierre Jourdan, de la mise en scène de Pier Luigi Pizzi à Orange en 1976 (20 h 30).

## Agenda

— « Egyptomania » est présentée du 22 janvier au 18 avril dans le hall Napoléon du Musée du Louvre. Commissaires : Christiane Ziegler, conservateur général, chargé du département des antiquités égyptiennes, et Jean-Marcel Humbert, conservateur au service culturel. Scénographie : Adeline Ripard/Réprographes.

Tous les jours sauf le mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des classes à 21 h 15, 28 F ; gratuit pour les moins de dix-huit ans. Le billet donne aussi accès à l'exposition « L'argente ».

— Les 8 et 9 avril, un colloque intitulé « L'égyptomanie à l'épreuve de l'archéologie » est organisé par Jean-Marcel Humbert. Entrée libre dans la limite des places disponibles ; rns. : 40-20-51-12.

— Un film produit par le Musée du Louvre, *Egyptomania*, est disponible en cassette vidéo, coédition Réunion des musées nationaux – la SEPT vidéo, 52 minutes, 158 F.



Écoutez voir

## quinzaine du cinéma nordique

19 janv. au 1<sup>er</sup> fev. 1994

cinéma Europa Panthéon

15 rue Victor Cousin Paris 9 • rns. : 43 36 61 74

• Le nouveau cinéma des Pays du Nord

à travers 20 films inédits.

• Rencontre avec les cinéastes

nordiques le samedi 22 janvier à 16h.

Organisé par le Festival du Cinéma Nordique de Rouen avec le soutien de la Région Haute-Normandie

## EGYPTOMANIA

« LA FEMME DU PHARAON »

UN ballon captif jaune citron s'élève au-dessus des montagnes de Gosen, près de Berlin. A son bord, un opérateur a pris place, chargé d'enregistrer le choc des armées d'Égypte et d'Éthiopie. Plusieurs centaines de figurants s'affrontent devant les caméras d'Ernst Lubitsch, grand maître d'œuvre de cette superproduction dont le tournage durera six mois, du 18 juillet à décembre 1991. Plus de soixante-dix ans après, la scène demeure une des plus impressionnantes de *la Femme du pharaon*, dont la Cinémathèque de Munich présente une copie restaurée, où les quelques scènes manquantes ont été remplacées par des intertitres établis à partir du scénario.

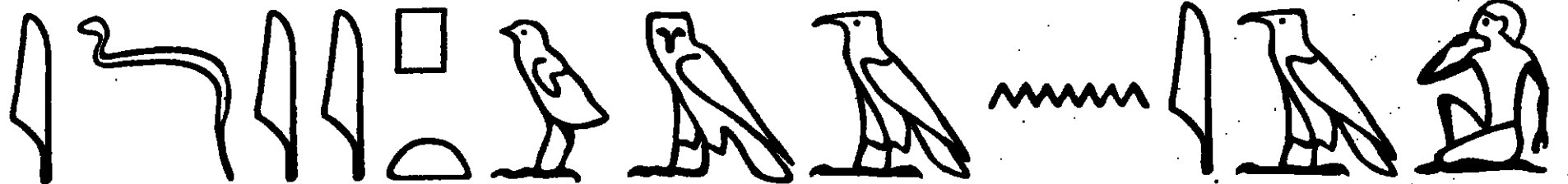
Lorsqu'il réalise *la Femme du pharaon*, Ernst Lubitsch a vingt-neuf ans. Auteur de comédies « modernes » qui ne sont guère distribuées qu'en Allemagne, il a acquis une réputation internationale grâce à des grands spectacles historiques (*Carmen*, *Madame du Barry*, *Anne Boleyn*) ou exotiques (*Sumurun*) qui lui ont notamment permis d'attirer l'attention des



## LE FILM D'ERNST LUBITSCH

la majesté des décors conçus par Ernö Metzner, des nuées de soldats ou d'émoussés se répandent dans les rues de la cité. On pense au *Cuirassé Potemkine*, on se dit que Bertolucci a peut-être vu *la Femme du pharaon* avant de réaliser *le Dernier Empereur*.

La dialectique de l'individu et de la masse se résout lorsque le pharaon déchu, et que tout le monde croit mort, se mêle à la foule qui fête son nouveau roi. Ombre anonyme qu'éclairait les flambeaux, moqué par les soldats ivres qui le jettent à terre puis le coiffent d'une coupe pleine de vin, dans un mouvement symétrique de celui des esclaves qui, hier, déshabillaient cérémonieusement leur souverain avant qu'il ne les chasse d'un revers de main. Aménés c'est plus qu'un pantin dérisoire. Le film pourrait se terminer là, mais le dénouement n'intervient qu'après quelques nouveaux rebondissements, comme si Lubitsch ne se décidait pas à terminer une œuvre dont chaque séquence semble un nouveau défi lancé à la face des producteurs hollywoodiens. Les distributeurs américains ne s'embarassent pas de ces hésitations scénar-



producteurs hollywoodiens. L'atmosphère germanophile qui continue de régner aux États-Unis au lendemain de la guerre a toutefois conduit les Américains à présenter *Madame du Barry* (1919), rebaptisé *Passion*, sans générique : les spectateurs doivent seulement savoir qu'il s'agit d'un film « européen ». Les firmes hollywoodiennes s'intéressent à Lubitsch et aux grands cinéastes européens parce qu'ils peuvent aider l'industrie américaine à affirmer sa domination sur la production mondiale, en privant du même coup les cinématographies concurrentes de leurs meilleurs créateurs. Ils apporteront également cette dimension « artistique » qui manque souvent au cinéma américain. Quant à Lubitsch, il sait que seul Hollywood peut lui donner les moyens de s'adresser au public le plus large.

Première étape de cette intégration, *la Femme du pharaon* est produit pour le compte de la EFA (Europäische Film Allianz), société dont l'initiateur et principal actionnaire est la Famous Players-Lasky. Le film coûtera l'équivalent de 75 millions de dollars, budget important à défaut d'être écrasant, et qui indique que déjà à cette époque les producteurs n'hésitaient pas à investir beaucoup d'argent dans des films ayant trait à l'Égypte antique : *César et Cléopâtre*, de Gabriel Pascal (1945), avec Vivien Leigh et Claude Rains, fut en son temps la production la plus coûteuse de l'histoire du cinéma britannique ; *Cléopâtre*, de Joseph L. Mankiewicz (1962), coûta 40 millions de dollars et Jerzy Kawalerowicz se vit offrir pour *Pharaon* (1966) le budget le plus important jamais alloué à un film polonais.

*La Femme du pharaon* obéit à la volonté de Lubitsch d'aborder ses films historiques en humanisant les personnages, souci qui le conduit à s'éloigner des principes de l'école italienne, alors très en vogue, et qui conçoit les films un peu comme des opéras. Ce qui se traduit dans le film par une alternance presque systématique entre scènes de foule et scènes dramatiques à deux, trois ou quatre personnages. L'intrigue décrit la passion inspirée au pharaon Aménès (Emil Jannings) par la belle esclave grecque Théonis (Dagmar Servaes), elle-même éprise du jeune Ramphis (Harry Liedtke), tandis que Samlak (Paul Wegener), le roi d'Éthiopie, souhaite que le pharaon épouse sa fille

## SOUS LE REGARD DU SPHINX

Les six films retenus par le Louvre pour illustrer l'égyptomanie sont tous des « cas ». Le genre appelle naturellement la superproduction (pharaonique, évidemment), avec son cortège de dépenses. Mais le moins connu, et l'un des plus beaux, demeure « *la Femme du pharaon* », qu'on redécouvre grâce à la copie restaurée par la Cinémathèque de Munich.

## LE SPECTATEUR

Je ne sais pas exactement à quel moment le sinner, quelque part entre la période Robin des bois et Du Guesclin et la deuxième phase des habitudes solitaires, et je ne sais pas non plus s'il en va pour tout le monde ainsi, mais il y a, me semble-t-il, au seuil de l'adolescence, un âge où tous les petits garçons ont une âme d'archéologue. Pour ma génération, les facteurs déclencheurs du phénomène ont été multiples : la lecture du classique *Des dieux, des tombeaux, des savants* de C. P. Ceram et, dans la foulée ou à peu près, celle des *Cigares du pharaon* de Tintin, et surtout des deux tomes du *Mystère de la Grande Pyramide* d'E. P. Jacobs, avec les inoubliables Blake et Mortimer ; la grande exposition de trésor de Toutankhamon à Paris, en 1967 ; le film de Howard Hawks ; *Terre des pharaons*, où l'on voyait un esclave servir de mortier vivant entre deux blocs de pierre de la pyramide de Khéops, scène abominable et délicate, hélas !...

Le goût de l'Égypte, c'est avant tout une histoire d'hommes, surtout pour un enfant. Ah, le couple infernal de Howard Carter, le tenace entrepreneur de ces fouilles curieuses dans la Vallée des Rois qui devaient mettre au jour la sépulture de Toutankhamon, et de Lord Carnarvon dans son château gothique ! Le fatal coup de pelle au dernier jour du délai autorisé pour les recherches et la première marche dégauchée qui devait mener le hardi Carter aux portes d'or du tombeau fabuleux d'un tout petit prince enterré somme toute à la sauvette. Qu'est-ce que cela devait être pour les autres, les grandes pointures, les Sétis, les Ramsès ! Combien de soldats d'or, de trônes, de vases, de sarcophages, d'animaux momifiés, de sceptres et de couronnes d'or ? Dans le livre de Ceram, une photo, sans doute posée après coup, pour immortaliser l'instant inouï de la découverte, montre « Howard Carter explorant le tombeau de Toutankhamon ». Il est accroupi sous un gros projecteur électrique, de profil, en chemise, et regarde par une porte entrebâillée, sculptée, vers l'intérieur de la tombe. En fait il avait attendu l'arrivée de Lord Carnarvon, son mécène, pour pratiquer un petit trou dans la paroi, allumer une bougie et jeter son premier coup d'œil, le 27 novembre 1922. Carnarvon avait

Makeda (Lyda Salmonova). Amour, politique et guerre, les trois thèmes sont étroitement associés, mais les développements très mélodramatiques du scénario accusent le caractère artificiel des personnages et de leurs relations. Seul le pharaon, auquel Emil Jannings prête son crâne rasé et son impressionnante stature, est réellement intéressant.

*La Femme du pharaon* est d'abord un extraordinaire jeu d'ombres et de lumières, composé avec raffinement par le chef opérateur Theodor Sparkuhl. Ce parti pris esthétique trouve son expression dramatique lorsque le pharaon, fou de jalousie, poignarde un de ses gardes, dont il a pris l'ombre pour celle de son rival. Le cinéaste met à profit l'exotisme de l'Égypte antique, reconstituée dans les studios berlinois, pour styliser à l'extrême sa mise en scène. Le processus s'effectue au détriment de la densité des personnages, mais le film demeure visuellement saisissant, à l'évidence plus prompt à flatter l'égyptomanie du public de l'époque qu'à restituer une vérité historique dont personne ne se souciait réellement.

Les moments les plus forts de l'action se déroulent sous le regard d'un sphinx gigantesque, qui semble faire peser sur les personnages tout le poids de l'éternité. Filmées en plongée et ainsi comme écrasées par

ristiques et le film présenté à New-York le 21 février 1922, trois semaines avant la première berlinoise (le 14 mars), se conclut de manière heureuse. Lubitsch apprit ainsi le sens du mot *happy end*. Mais le succès remporté par *la Femme du pharaon* tant en Europe qu'aux États-Unis démontre que la production allemande pouvait désormais rivaliser avec Hollywood. Encore fallait-il qu'elle sache retenir ses créateurs et ses techniciens.

Lubitsch revint en Allemagne pour tourner *Die Flamme* (Montmartre) en 1922, dont ne subsistent aujourd'hui que quelques fragments, puis, en décembre de la même année, il repartit pour l'Amérique, où il demeura jusqu'à sa mort, le 30 novembre 1947. Le cinéaste allemand perdit ainsi un de ses producteurs les plus avisés et un de ses auteurs les plus talentueux. Telle fut pour lui la malédiction de *la Femme du pharaon*.

PASCAL MÉRIGEAU

★ Cycle « L'égyptomanie au cinéma » : *Cléopâtre* de Joseph L. Mankiewicz (version longue de 300 minutes), le 5 février à 18 h 30 ; *la Terre des pharaons* d'Howard Hawks, le 6 à 20 h 30 ; *Lucifer Rising* de Kenneth Anger et *la Momie* de Karl Freund, le 7 à 20 h 30 ; *la Femme du pharaon* d'Ernst Lubitsch (accompagnement au piano d'Aljoscha Zimmermann et Jean-François Zygel) et *le Pharaon* de Jerzy Kawalerowicz, le 10 à 20 h 30.

MICHEL BRAUDEAU

## L'âge égyptien

demandé : « Vous voyez quelque chose ? » et Carter avait répondu : « Oui, des choses étonnantes... » Et il était encore loin du compte.

UN autre couple d'explorateurs s'est imprimé dans bien des jeunes cervelles, celui de Blake, glabre et blond, très distingué, et du barbu Mortimer, entrant dans la grande galerie de la pyramide de Khéops, un flambeau à la main, grommelant des « By Jove ! » et des « Damned ! » que de mémoire de touriste on n'a jamais entendus dans la bouche d'un Anglais. Qu'est-ce qu'ils font là, en dehors d'être les personnages favoris d'un auteur de bandes dessinées légendaire, E. P. Jacobs, qui fut aux éditions Castelman ce que Roger Martin du Gard fut à la NRF ? Théoriquement ils cherchent un fichtu secret qui tient sur un morceau de papyrus assez vague et pourrait être en relation avec une des nombreuses manigances de leur ennemi de toujours, le colonel Orlin, espion doué pour les métamorphoses et qui condense en lui seul toutes les calamités qu'on pouvait redouter du continent rouge et inconnu à l'époque de la guerre froide. En fait, ils se livrent à une quête toute différente, comme toujours, et c'est cette poursuite obstinée d'un secret qu'on veut leur cacher qui fait se tordre de plaisir les petits lecteurs qui traversent l'âge égyptien.

Sans céder à un freudisme de pacotille, on peut imaginer quels liens, pas forcément inconscients ni inaccessibles du reste, unissent cette Égypte éternelle, cette terre nourricière, originelle, de notre culture, cet avant-pays de l'Occident, ensablée, creusée de galeries interdites, de trappes et de pièges pour les intrépides, couverte de signes aussi beaux qu'incompréhensibles, ce vaste texte enfoui, et l'image que chacun peut se faire du corps maternel, lui aussi interdit, et dont c'est peu dire qu'il est indéchiffrable, si l'on veut bien se reporter aux divers sens du mot « chiffre ». Ce que les lecteurs de Blake et Mortimer réalisent à travers les planches dessinées par E. P. Jacobs, la torche à la main et le cœur battant, c'est l'exploration du

corps sacré d'où ils viennent, avec l'espoir que son élucidation leur apportera aussi une certaine maîtrise des lieux.

Il y a bien sûr maints autres fantasmes qui trouvent à se couler aisément dans le moule égyptien. Comme l'angoisse, masculine encore une fois, que suscite le geste de Cléopâtre plongeant sa main dans un bouquet de fleurs, où gît un aspic, pour y prendre la mort ; phobie d'aller se fourrer à l'aveuglette dans un buisson où le danger se peut-être tapi, et sans les flambeaux de Mortimer... Le plus répandu de ces fantasmes, le plus « successful », diraient les Américains, est celui de la pyramide. Dans les années 70-80, des chercheurs plus ou moins farfelus avaient annoncé une trouvaille mirabolante : la structure pyramidale respectant les proportions de celle de Khéops possédait des vertus de conservation quasi indéfinies. Une pyramide, en métal, en carton, en bois, qu'importe, fonctionnait comme un frigo sec. Une souris morte qu'on y plaçait ne pourrissait pas, la viande y boucanait. On se mit à vendre des petites pyramides d'intérieur pour les larmes de rasoir, qui récupéraient leur tranchant après chaque usage, et des plus grandes pour y faire la sieste. Ce qui avait réussi à tant de mortels sauvegarder bien quelques vieilles peaux. Il fallut la vogue des caissons pour qu'on cesse de jouer avec les bestioles crévées.

Mais, en architecture, on n'est pas près d'en avoir fini avec la pyramide. MM. Poi et Mitterand en ont mis deux, dont une à l'envers, au cœur de Paris, avec audace et talent. Certains buildings new-yorkais se donnent un coup de jeune en se coiffant d'une pyramide de néon. Le plus grand hôtel du monde, qui vient d'ouvrir à Las Vegas, le Luxor, est une immense pyramide de verre fumé de 160 m de haut, précédée d'un sphinx jaune et bleu haut de dix étages, comprenant plus de deux mille cinq cent chambres et dont la pointe abrite un projecteur, braqué vers l'espace, assez puissant pour que sa lumière soit visible par des astronautes de passage au-dessus du Nevada. Comme quoi la seule chose qu'en toute certitude les pyramides conservent à jamais, ce sont les rêves d'immortalité de l'enfance.

Ecoutez voir

ESPACE JEMMAPES

ADIOS Schéhérazade

d'après le roman de DONALD E. WESTLAKE

116, quai de Jemmapes (10<sup>e</sup>) - ☎ 48 03 11 09

صحنه من الامم





## THEATRE

## Spectacles nouveaux

## Crime et Châtiment

de Dostoevski,  
mise en scène  
de Yoni Loubimov.

Le second spectacle de la tournée en France de la troupe de la Taganka de Moscou menée par l'un de ses figures historiques, le metteur en scène Yoni Loubimov. Après Pouchkine, Dostoevski.

Théâtre du Rond-Point Rameau-Bernault, av. Franklin-Roosevelt, 8. A partir du 19 janvier. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-55-98-00. 120 F.

## La Guerre civile

d'Henry de Montherlant.

mise en scène  
de Régis Santon.

avec Pierre Santon, Maurice Barlier, Jacques Zabor, Marie-France Santon, Christian Barlier, Jean-Marie Barlier, Gérard Darier, Pierre Vialles, Eric Bouchet, Romane Pompidou, Yves Landreche, Marc Sorian, Olivier Baert et Sacha Santon.

Une pièce « romaine » de Montherlant qui confronte les armées de César, qui a passé le Rubicon il y a déjà quelques temps, et celles de Pompée, de l'autre côté de l'Adriatique où l'empereur triomphant le pourchasse.

Théâtre Silvia-Mourlet, 108, rue Brande, 15. A partir du 25 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-10-88. Durée : 2 h 10. 90 F et 120 F.

## Idéal Fleurs

de Michel Jourdain.

mise en scène  
de Jean-Paul Muel.

avec Myriam Boyer, Claire Nadeau, Romane Escalé, Michel Fortin et Roger Souza.

Dans l'arrière-boutique d'un fleuriste dont le fils est attiré, trois acteurs de première importance. Myriam Boyer, Claire Nadeau et Michel Fortin s'obstinent à leur façon le 1<sup>er</sup> mai.

Splendid Saint-Martin, 48, rue du Faubourg-Saint-Martin, 10. A partir du 24 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Le samedi à 18 heures. Tél. : 42-08-21-83. De 100 F à 100 F.

## Lionel Rocheman

Retour en scène, seul, de l'ami juif des planches qui se propulse cent ans en

arrière dans un village de sa communauté. Tourbillon, 20, rue Oulcampois, 4. A partir du 19 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-57-82-48. 80 F et 100 F.

## Mem et Zin

d'Elméd Khar.

mise en scène  
de Simon Joffe.

avec Denis Maréchal, Méloche, Catherine Degout, Ahmet Zirek, Lionel Meynard, Olivier Schneider, Pascal Carlier, Hubert Rillet, Sabine Sire, Patrick Barthe et Anne Canaan.

Un spectacle dont on ne sait rien parce qu'il est d'un auteur kurde inconnu et servi par une troupe qui ne l'est pas moins. Mais on sait que Mem et Zin sont l'équivalent oriental de Roméo et de Juliette.

Théâtre Paris-Vincennes, 37, rue de Valenciennes, 94000 Vincennes. A partir du 19 janvier. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-57-46-83. Durée : 1 h 45. 70 F et 90 F.

## Oh, les beaux jours!

de Samuel Beckett.

mise en scène  
de Pierre Chénard.

avec Deshayes et Guy Carrière.

Retour à la case départ de ce grand classique recréé dans cette même salle il y a presque deux ans et présenté depuis dans de nombreuses villes en tournée. La grande Danseuse Ouse au service du texte le plus beau et subtil de Beckett.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maistre-Brun, 20. A partir du 20 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-86-43-50. De 150 F à 60 F.

## Quand elle dansait

de Martin Sherman.

mise en scène  
de Pierre Chénard.

avec Anny Duperey, Catherine Rich, Oleg Menshikov, Michèle Moretti, Louise Vincent, Jérôme Bonaldi, Jean-François Salenti et Emmanuelle Laforge.

Jolie distribution pour cette pièce anglo-saxonne qui prend pour prétexte une journée dans la vie de la danseuse Isadora Duncan pour réfléchir, joyeusement, aux mystères de la création artistique. Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. A partir du 19 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-23-37-21. De 90 F à 110 F.

## Quaisilout et Grobetta

de Coline Serreau.

mise en scène  
de Benoît Bezon.

avec Coline Serreau, Gilles Privat, Tristram Legrand, Gilles Cohen, Muriel Combeau, Stéphane Hamon, Pauline Hamel, Nicolas Serreau, Emmanuelle Tessier, Alice Varanne et Chrylène Zanetti.

Une pièce écrite et interprétée par Coline Serreau (trois hommes et un couffin, la Crie et Roméo et Juliette) qui associe deux clowns de la grande espèce.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10. A partir du 25 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 110 F à 230 F.

## Le Retour

de Harold Pinter.

mise en scène  
de Bernard Harel.

avec Patrick Chesnois, Jean-Pierre Marielle, Roger Dumas, Marie Trintignant, François Berléand et Guillaume Depanne.

Retour en scène du grand dramaturge anglais et de ses batailles de mots absurdes et fascinants. Créée à Londres



« Le Constructeur Soiness », mise en scène d'Elot Recoing au Théâtre de la Commune à Aubervilliers.

par le Royal Shakespeare Company en 1965, cette pièce met en jeu, au-delà de l'anecdote, une femme troublante qui va provoquer dans une famille bien-pensante des États-Unis une succession piteuse de malentendus virtuoses.

Atelier, 1, place Charles-Dollin, 18. A partir du 20 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. De 260 F à 30 F.

## La Source bleue

de Pierre Laville.

mise en scène  
de Jean-Claude Brisly.

avec Marina Vlady, Rosy Varto, Claude Vega, Franck Fiala et Mathias Weng.

Une pièce de Pierre Laville, la seconde présente cette saison de cet auteur vivant qui revient sur le devant des scènes. Ici, la confrontation drôlatique de Marguerite Moreau et Colette.

Dauvout, 9, rue Dauvout, 2. A partir du 20 janvier. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-61-09-14. De 250 F à 80 F.

## La ville dont le prince est un enfant

d'Henry de Montherlant.

mise en scène  
de Pierre Bourton.

avec Christophe Malavoy, Claude Giraud, Guillaume Canet, Thierry de Peretti, Pierre-Armand Juin.

Christophe Malavoy devient le pensionnaire du prince de la ville.

naire le plus en vue du théâtre privé de qualité. Il est cette fois au service d'un grand ouvrage du répertoire qui met aux prises un prince qui n'y croit plus, lui-même, et deux enfants sur le registre du désir et de la révolte.

Métabolite, 78 bis, bd des Batignolles, 17. A partir du 20 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. Durée : 2 h 30. De 250 F à 100 F.

## Les Voyageurs et les Ombres

de Richard Dancarg.

mise en scène  
de l'auteur.

avec Honoré Montebello, Lilliane Fatma, Marius Vétolo, Marie Desbanc, Nicolas Struve, Rabah Loucif, Mariko Anzawa et Tanguy Demarcy-Harpe.

Richard Dancarg est un auteur important, même si l'on peut discuter de l'importance de chacun de ses textes. Là, il emprunte la voie de la plus grande difficulté et de la plus grande exigence car il porte à la scène Antigone, Colpe et Tiresias dans un univers profond d'aujourd'hui.

Carroussel-Théâtre de la Tempête, 12, rue du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 25 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 h 30. 90 F et 110 F.

## Paris

de Jean-Paul Sartre.

mise en scène  
de Michel Rostand.

avec Christian Deleau, Arno Feffer, Marie Guisier et Marie-Christine Orry.

Une lecture radicale du grand œuvre de Jean-Paul Sartre par l'un des metteurs en scène les plus en vue de la nouvelle génération. Si nos quatre héros sont bel et bien morts, ils n'ont rien remis aux portes de l'enfer de leurs corps, de leur chair et de la ferme intention de s'en servir encore. Le spectacle inimitable de la rentrée de janvier.

## Adam et Eve

de Mikhaïl Boulgakov, mise en scène de Charles Tordjman avec Anne Briant, François Clavier, Philippe Fruton, Jérôme Kircher, Jean-Claude Legay, Daniel Martin et Martine Vandeville.

Les Russes sont à la mode. Charles Tordjman s'y est attaqué dès la saison passée avec ce beau spectacle regroupant de jeunes acteurs de grande qualité entièrement dévoués à l'un des auteurs-phares du Théâtre artistique de Moscou dans les années 20.

Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-55-43-45. 85 F et 110 F.

## Claustrophobia

(en russe est)

mise en scène  
de Lev Dodine.

avec les élèves de l'Institut théâtral de Saint-Petersbourg et les jeunes acteurs du Théâtre Maly de Saint-Petersbourg.

Le premier des cinq spectacles présentés dans le cadre de la saison russe par la troupe du Théâtre Maly de Saint-Petersbourg. Elle est dirigée par Lev Dodine qui est incontestablement le chef de file du théâtre russe aujourd'hui. Un rendez-vous important.

Maison de la culture, 1, bd Lénine.

## Cœur d'Horloge

par la compagnie Jean-Pierre Lescot

spectacle tout public à partir de 6 ans

18 janvier - 5 février

Archevêque Saint Germain

40 93 89 46 33 87 03

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min

12, 19 francs/min



## DE LA SEMAINE

## MUSIQUE

## Classique

Jeudi 20 janvier

Ligeti-Horowitz

*Mysterium of the Macabre*, version soprano  
*Mysterium of the Macabre*, version trompette

Ligeti

Concerto pour violon et orchestre  
 Sonja Pessala (violin),  
 Philippe Litzler (trompette),  
 Sushiko Gurevitch (violin),  
 Orchestre national de France,  
 Daniel Barenboim (direction).

Ouverture en fanfare du festival Présences de Radio-France. La preuve est donnée d'emblée qu'un invité de marque dominera la session. Du Hongrois Ligeti, décliné sur les grandes scènes européennes (Salzbourg, etc.), on découvre ce soir-là trois créations françaises, accompagnées du *Concerto pour violon*. A Ligeti sera consacré l'émission publique de Jean-Michel Damia, Les Imaginaires, en direct sur France Musique samedi 22, dès 14 h 30. Des exemples sonores valent mieux que mille discours, écoutez cette émission, si vous voulez en savoir beaucoup sur l'auteur du *Grand Macabre*.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16.

Vendredi 21

Arriaga

Ouverture

Symphonie

Beethoven

Ouverture op. 42 « *Coriolan* »  
 Symphonie n° 9 « *Choral* »  
 Le Concert des Nations,  
 Jordi Savall (direction).

Concomitamment du projet, partagé entre l'Auditorium du Louvre et le Théâtre des Champs-Élysées, sur le thème de la subjectivité de l'époque baroque au romantisme (notre supplément « Arts et Spectacles » du 13 janvier), un programme assez fructueux : la confrontation d'Arriaga, « le Mozart catalan », mort à vingt ans, avec son exact contemporain Beethoven. Tout cela sur instruments anciens.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 48-82-80-80. De 50 F à 390 F.

Schumann

Concerto pour piano et orchestre

Mahler

Symphonie n° 1 « *Titan* »  
 Gerhard Oppitz (piano),  
 Orchestre philharmonique de Radio-France,  
 Slobodan Milosavljevic (direction).

Gerhard Oppitz est un pianiste de tradition, qui ne s'obéit pas sur sa carrière solo et consacre beaucoup de son talent à la musique de chambre. Un interprète à l'ancienne, en quelque sorte. Il est possible d'imaginer l'interprétation stylistique sur des répertoires très divers. C'est un des artistes qui comptent aujourd'hui. Ne faisons pas l'erreur sur la *Symphonie n° 1* dirigée par lui. On se demande quand même va commencer à être durablement captivé sur autre chose que les symphonies de Mahler, qu'il a, certes, brillamment enregistrées, mais tout de même.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-61-06-30. De 50 F à 190 F.

Samedi 22

Ligeti

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

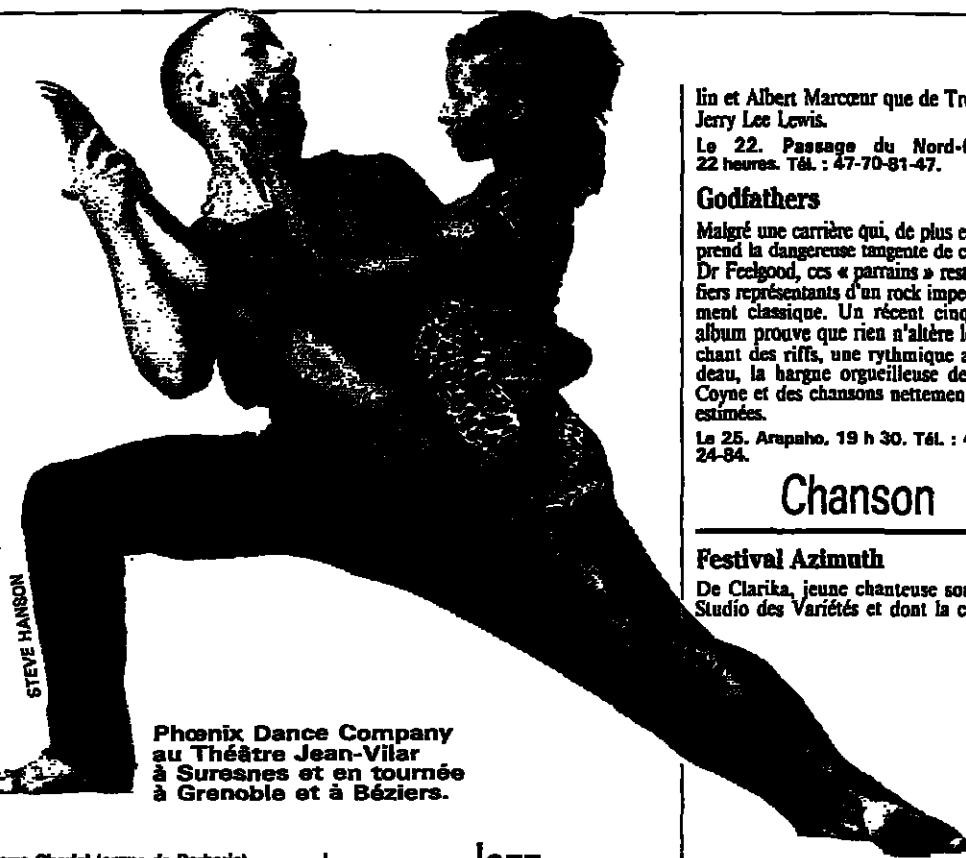
Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre

Mysterium of the Macabre



Phoenix Dance Company  
 au Théâtre Jean-Villat  
 à Suresnes et en tournée  
 à Grenoble et à Béziers.

Pierre Chastel (orgue de Barbarie).  
 Toujours plus haut, toujours plus fort et plus risqué, et plus amusant. Pierre Chastel et son orgue de Barbarie au service de l'un des tout premiers compositeurs vivants. *Hungarian rock* : tout un programme.

Maison de Radio-France, 16 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Amy

Quintet à cordes

Mary Wiegand (soprano),

Quintet à cordes

Du Ligeti qui précède (lire plus haut) à ce

programme liant classiques du vingtième

siècle et contemporain, il n'est qu'à se laisser

glisser, sans se poser de questions

métaphysiques. Le festival « Présences »

de Radio-France est une entreprise d'en-

fermement fort bien menée. D'autant que la

grande reste la pierre sur laquelle se

construit tout l'édifice. Cher service

public !

Maison de Radio-France, 18 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Lundi 24

Manoury

La Partout du ciel et de l'enfer

Boutlez

Expérience film

Sophie Chesser,

Emmanuelle Opélie (piste),

Pierre Laurent (piste),

Florent Boffard (piste),

Ensemble InterContemporain,

Pierre Boulez (direction).

Partie d'un feuille de musique à peine,

Expérience-film (lire inspiré d'André Bre-

ton) est passé par divers avatars, pas tous

glorieux, pour aboutir à l'heure de décou-

verte à laquelle nous convie désormais

Boutlez, généralement plus jaloux de ses

détails. L'œuvre a désormais l'ampleur,

surtout l'inspiration et la maîtrise d'œuvre,

de *Répons*. C'est une vraie création, pour

laquelle Boutlez a accepté Manoury, quel-

que part son fils spirituel, en vedette de

première partie.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Montpellier

Koering

Marie de Montpellier, création

Véronique Kloss (Marie de Montpellier),

Carole Farley (de composition),

Spirous Sotiras (piste),

Christophe Bladin (piste),

Maurice Vannet (de direction de théâtre),

François Cassard (de directeur de scène),

Chœurs de l'Opéra de Montpellier,

Les Solistes de Montpellier-Musée,

Orchestre philharmonique de Montpellier,

Tamas Pál (direction),

René Koering (mise en scène).

Enfin, la voilà, cette femme *Marie de**Montpellier* ! Selon son auteur, René Ko-

ering, la réconciliation du bel canto et de

l'opéra comique. Koering a rarement cessé

de s'intéresser aux reliefs que donne le

grand opéra dans les miroirs de l'histoire

et, notamment, dans ceux de l'histoire

de l'art lyrique contemporain. Ce grand

œuvre devrait condenser ses investigations

musicologiques et idéologiques.

Le 25. Opéra, 20 heures. Tél. : 67-66-19-99. De 70 F à 170 F.

## Jazz

Art Farmer  
 Alain Jean-Marie  
 Thomas Bramerie

Un son unique au bugle, une placidité zen dans le phrasé, une biographie comme un dictionnaire, un lien spécial avec l'Europe. Dire qu'il s'en trouve encore qui n'ont jamais entendu Art Farmer en scène, dans l'intimité d'un club, à découvrir ! On envie leur chance de découverte.

Les 19, 20 et 21. Petit Opportun, 22 h 45. Tél. : 42-36-01-38.

Classe de jazz  
 de Didier Levallet

Didier Levallet est un meneur aux doigts agiles (contrebasse) : sa « classe de jazz » mérite l'attention. Les musiciens de demain sont là. Deux jours plus tard, Jean-François Canape en trio. Les *Instantes* chaviront de mélodie leur nom et leur réputation.

Le 19. Montroult. Instantes chavirés, 21 h 30. Tél. : 42-57-25-91.

Trio Arvanitas

Rappel : certains musiciens paient comptant le talent qui les a conduits à exécuter tout ce que le jazz a produit de solistes. Arvanitas est du lot. Du coup, on oublie le pianiste soliste de qualité qu'il est, son univers, sa présence.

Les 21 et 22. Ludotheque Saint-Germain, 22 h 30. Tél. : 42-61-53-53.

Louis et François Moutin

Duo

Pas vas depuis quelque temps, les jeunes les plus remarquables des rythmiques modernes (basse et batterie, beaux gestes au démarrage, mais que fait la télévision ?), sont en club. Occasion à saisir pour faire le point. Le « Duo » est exactement ce qu'il faut.

Le 23. Au des Lombardes, 22 h 30. Tél. : 42-33-22-88.

## Rock

Madder Rose

Deux tendances s'affrontent au sein de ce quatorze new-yorkais à la cote ascendante : l'humour teinté de sensibilité mélancolique. Les décharges d'adrénaline de leur *noisy-rock* se coulant dans des rêves cotonneux.

Le 19. Arapaho, 19 h 30. Tél. : 43-48-24-84.

Stephan Elcher

Si on a moins entendu Carassonne que Engelberg, notre bel Helvète ami de Philippe Djan n'en remplira pas moins quatre *Zénith* avant de repartir sur les routes de France.

Les 21, 22, 24 et 25. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 190 F.

Odieu

Fon chantant, pianiste extravagant, ce Belge s'entoure aussi de musiciens à la lisière du funk-rock. Plus proche d'Hig-

lin et Albert Marcorer que de Trenet et Jerry Lee Lewis.

Le 22. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Godfathers

Malgré une carrière qui, de plus en plus, prend la dimension tangente de celle du Dr Feelgood, ces « parrains » restent les fiers représentants d'un rock impeccablement classique. Un récent cinquième album prouve que rien n'altère le tranchant des riffs, une rythmique au cordeau, la hargne orgueilleuse de Peter Coyne et des chansons nettement sous-estimées.

Le 25. Arapaho, 19 h 30. Tél. : 43-48-24-84.

## Chanson

Festival Azimuth

De Clarika, jeune chanteuse sortie du Studio des Variétés et dont la carrière

## DANSE

Compagnie Ultima Vez/Wim Vandekybus

*Her Body doesn't Fit her Soul*

Inspirée d'une nouvelle d'Italo Calvino, une métaphore sur les voyants et les aveugles. Vandekybus a engagé des acteurs/danseurs non voyants, comme les musiciens mexicains du court-métrage qui s'intègre au spectacle.

Théâtre de la Ville, les 25, 26, 27 et 28 janvier, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F.

Phoenix Dance Company

*Gang of Five, Family, Heart of Chaos, Spartan Reels*

Une troupe de danseurs jamaïcains basés à Leeds (Angleterre), aux corps magiques et à l'engagement total, qui furent la révélation du Festival de Cannes 1992.

Suresnes. Théâtre Jean-Villat, les 21 et 22 janvier, 21 heures. Tél. : 46-97-58-10. 120 F. La Cigale, Grenoble, le 29 à 20 h 30, le 27 à 19 h 30. Tél. : 76-24-48-56. 120 F. Théâtre municipal, Béziers, le 29, 20 h 45.

Ecole du Ballet

de l'Opéra de Paris

Démonstrations

Petites classes le matin, grandes classes l'après-midi : l'entraînement des pointes de Claude Bessy est toujours un délectable spectacle.

Opéra de Paris Garnier, les 22, 23, 29 et 30 janvier, à 13 heures et 17 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 15 F à 65 F.

Savon Glover, Ted Levy

et le Hot Foot Tap Duo

Deux jeunes prodiges américains et un duo d'artistes démontrent à la fois la virtuosité, la diversité et les capacités de renouvellement de l'art des claquettes.

Albi. Le Capitole, le 20 janvier, 20 h 30. Tél. : 66-52-52-84. 110 F. Bel Image, Valence, le 21, 20 h 45. Tél. : 75-79-22-00. 125 F. Théâtre Jean-Villat, Suresnes, le 21, 21 heures. Tél. : 46-97-58-10. 150 F. Espace Michel-Simon, Moly-le-Grand, le 29, 21 heures. Tél. : 49-31-02-02. Théâtre de Bayonne, 1<sup>er</sup> février, 21 heures. Tél. : 59-59-07-27. 150 F. Bateau Feu, Dunkerque, le 6 février, 17 heures. Tél. : 28-21-10-10. 120 F.

Cie Rosas/Anne Teresa

de Keersmaecker

*Toccata (1)*, *Mikrocosmos (2)*

L'insolente et talentueuse Flamande pour la première fois à Lyon, avec sa dernière création, sur des pages de Bach, récemment offerte au festival Octobre en Normandie (1) et son emblématique *Mikrocosmos* sur la musique de Bartók (2). Puis retrouvailles au Théâtre de la Ville avec les mêmes pièces, mais dans l'ordre inverse.

Lyon. Maison de la Danse (1), les 24 et 25 (2), les 28 et 29, 20 h 30. Tél. : 78-75-88-88. 100 F. Paris. Théâtre de la Ville, (2) les 1<sup>er</sup> et 2 février (1), les 4 et 5, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F.

Compagnie Elva Lilla

*Bleat*, *Entre ses espères*

Que se passe-t-il en Suède, à l'ombre du grand Matis Ek? Elva Lilla a réussi à se tailler une petite place au soleil par son travail, notamment, sur l'eau et la nature nordique.

Centre Georges-Pompidou, les 20, 21 et 22

## ARTS

## Nouvelles expositions

## Egyptomania

Lire nos articles pages 1 à 17.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Colloque « L'égyptomanie à l'épreuve de l'archéologie » les 6 et 9 avril 1994. Paris. 40-20-51-12. Du 22 janvier au 18 avril. 28 F, gratuit pour les moins de 18 ans (compréhension l'exposition « L'égyptomanie »).

## Largesse : parti pris de Jean Starobinski

Marcel Manes considérait le don comme une forme archaïque de l'échange. Jean Starobinski, spécialiste du siècle des Lumières, s'est penché sur les usages du cabinet d'art graphique pour nous offrir une exposition sur ce thème : le don dans tous ses états, venu d'en haut ou d'à côté, fastueux ou charitable, et pas toujours désintéressé. Un sujet d'actualité, véritable polémique organisé par un parfait homme.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Rencontre avec Jean Starobinski samedi 8 fév. à 18 heures à l'Auditorium du Louvre. Du 22 janvier au 18 avril. 28 F, gratuit pour les moins de 18 ans (compréhension l'exposition « Egyptomania »).

## Arras

## Hommage à Nicolas Schöffer

Très importante rétrospective consacrée à Nicolas Schöffer, pionnier de l'utilisation de la cybernétique dans l'art, qui rêvait de bâtir à la Défense une tour animée par les bruits de la ville. Ses sculptures mobiles ont dansé avec le corps de ballet de Béjart et forment la partie la plus connue de son œuvre, mais l'exposition promet également de faire le point sur ses premiers travaux (dessins mystiques, abstractions lyriques puis géométriques) comme sur ses œuvres ultimes.

Centre culturel Nord. 8-9, rue des Capucins, 62000. Tél. : 21-71-30-12. Tous les jours sauf mardi de 15 heures à 19 heures. Du 22 janvier au 17 avril.

## Paris

## Autour d'un chef-d'œuvre de Matisse

La commande de la Danse pour décorer la salle principale de la Fondation Broca trahissait Matisse pendant trois ans. Qui travailla trois versions monumentales. Celle-ci - la Danse inachevée, retrouvée en 1972, la Danse de Paris, exposée en permanence au Musée d'Art Moderne, la Danse de Matisse mise en place à la fondation en 1933 - sont réunies pour la première fois, accompagnées d'une quarantaine d'œuvres préparatoires et de photographies du travail en cours. Un régal.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, rue du Président-Wilson, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 21 heures. Rencontres-débat vendredi 21 à 18 h 30 avec G. Paolini. Jusqu'au 6 mars. 35 F.

## James Bishop, Toni Grand

Première rétrospective d'un peintre américain qui fit à Paris ses débuts au moment où le monde de l'art ne jura plus que par New-York. Proche de Marcelin Pleynet et de Philippe Soliers, il eut un impact profond (et souvent ignoré) sur certains artistes du groupe Supports/Surfaces. En ces temps de débâcle, l'actualité et les nuances infinies de sa peinture pourraient en surprendre plus d'un. Au rez-de-chaussée, les sculptures poissonneuses de Toni Grand.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 40-60-68-68. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Rétrospectives des films de Daniel Bollen et Jean-Daniel Pollet. Jusqu'au 13 mars. 35 F.

## Roman Cieslewicz

Formé à bonne école (en Pologne), efficace, dans le genre comp de poing, Cieslewicz est l'auteur, depuis 1955, de plus de 400 affiches, pour le cinéma, Amnesty International ou le Centre Pompidou. Il travaille aussi pour le livre, dessine des couvertures, conçoit le graphisme de collections (par exemple 10/18). Flots commandés, il se plait dans le photomontage.

Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 février.

## De Khorsabad à Paris : la découverte des Assyriens

Parmi les découvertes que le visiteur de la nouvelle aile du Louvre pourra faire, celle de la cour de Khorsabad (Assyrie) et de ses auteurs assyriens est certainement l'une des plus spectaculaires. Une exposition du département des antiquités orientales accompagne la mise en place de l'ensemble monumental découvert il y a exactement cent cinquante ans.

Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes les mercredi et jeudi jusqu'à 21 h 15. Colloque les 21 et 22 janvier. Jusqu'au 14 février. 40 F de 9 heures à 15 heures, 20 F après 15h et dim., gratuit pour les moins de dix-huit ans.

## Delacroix et la Normandie

Le très parisien Delacroix ne détenait pas son cœur en Normandie. Chez son cousin Alexandre Bataille, propriétaire de l'abbaye de Valmont, près de Fécamp, il réalisa trois fresques qui viennent d'être acquises par le musée de la rue Fustenberg. A cette occasion, quatre-vingt-dix peintures, dessins, gravures et aquelles évoquent les séjours du peintre à Dieppe, ses promenades sur les falaises et ses déambulations dans la bonne ville de Rouen.

Musée Eugène-Delacroix, 6, rue de Fustenberg, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-04-87. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 janvier. 18 F.

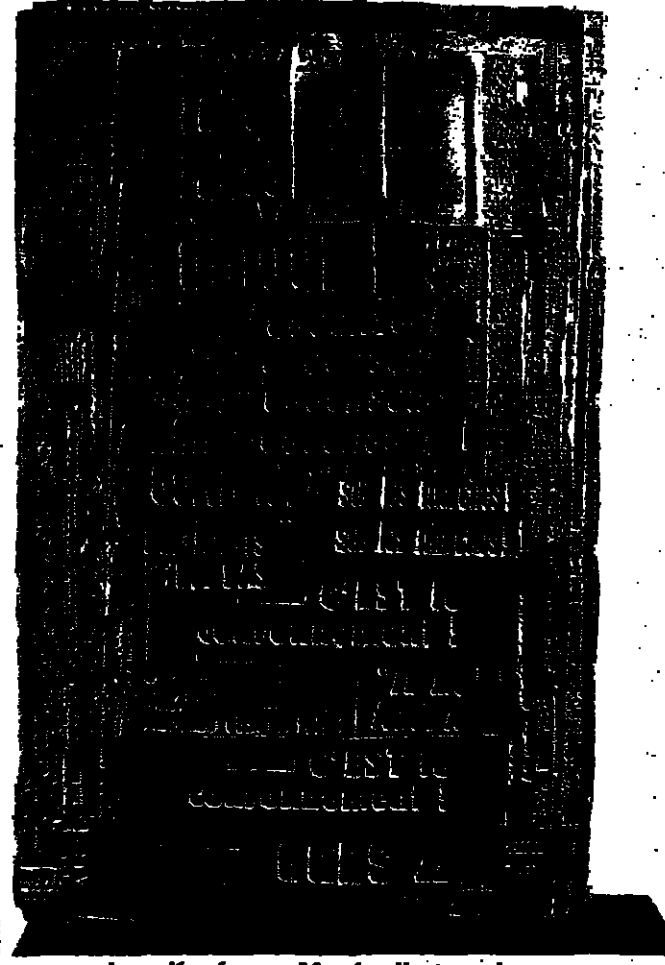
## L'Art en Hollande aux temps de David et Philippe de Bourgogne

Philippe le Bon eut deux bâtards, qui furent l'un après l'autre évêque d'Utrecht. David et Philippe de Bourgogne se désolèrent pas commander leurs vêtements liturgiques aux plus habiles artistes, sans oublier les manuscrits, les incunables enluminées, les sculptures ou les objets cultuels. Avant leur exposition au Musée des beaux-arts de Dijon, on peut voir à Paris ces rétroviseurs habillés conservés au Cathédrale d'Utrecht.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 47-05-55-58. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier.

## Markus Raetz

On connaît mieux l'univers poétique de Markus Raetz par ses peintures, ses sculptures ou ses dessins que par ses gravures.



Jean Kapéra au Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice.

L'artiste suisse, pourtant, n'a pas manqué, depuis trente ans et plus, d'aborder le champ de l'estampe. En expérimentateur, pour mieux voir, autrement, autre chose.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 mars.

## François Rouan

Rétrospective en soixante dessins de l'œuvre sur papier d'un artiste plus connu pour ses tableaux. Parfois tressés, comme ses toiles, les papiers ne sont plus confinés au rôle de support, mais deviennent partie constitutive de l'œuvre. Le dessin est considéré comme une pratique autonome plus que comme stade préparatoire. Excellente occasion de mesurer le chemin parcouru depuis 1965 par François Rouan.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 mars.

## Régions

## Calais

## John Hilliard

L'Anglais John Hilliard a glissé depuis longtemps de la peinture à la photographie, dont il a entrepris de mettre en évidence, dans les années 70, les différentes composantes. Pour approfondir le champ des images, travailler dans l'épaisseur des juxtapositions, du fluide et du double et des reflets troublants de la réalité, qui se dérobe. (Lire notre article page 14)

Galerie de l'Ancre-Poste, 13, boulevard Gambetta, 62102. Tél. : 21-46-77-10. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 mars.

## Fréjus

## Côte à côte

A la fin des années 70, une association se constituait à Dijon pour exposer et publier des textes d'artistes contemporains. Finalement baptisée « Le consortium », elle est à l'origine de quelques manifestations exemplaires. Elle a éphémère constitué une collection, dont une partie est exposée ici, mêlée aux acquisitions du FRAC Bourgogne. L'ensemble est d'une cohérence remarquable et comprend quelques œuvres (un Boltanski notamment) exceptionnelles.

Le Capitoul-Centre d'art contemporain, 21 du Capitoul, 83800. Tél. : 94-40-76-30.

Tous les jours sauf samedi et dimanche de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 4 mars. 25 F.

## Nantes

## Barry Flanagan

Le Musée des beaux-arts de Nantes fête ses cent ans dans le joyau, avec Barry Flanagan, une figure de la sculpture anglaise contemporaine qui, depuis les années 60, défie la tradition (de la sculpture anglaise) et la critique, traitant de tout, du petit tas informe au grand lièvre de bronze, avec l'humour d'un pataphysicien.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-55-55. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 février. 20 F.

## Nice

## Jean Kapéra

« Faites l'amour dans l'ascenseur, continuez sur les marches ! » Quand, dans les années 60, Kapéra récupérait les flans de presse pour constituer de gigantesques collages de ces cartons servant à prendre l'empreinte des canalisés de plomb des quotidiens, il convoquait du journalisme et de l'actualité une image poétique et désolée. Pierre Restany ne s'y était pas trompé qui lui avait en lui une figure méconnue du nouveau réalisme.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-82-81-52. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Vendredi, jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 février.

## Claude Vialat

## Pierre Buraglio

Claude Vialat et Pierre Buraglio rendent, chacun à sa manière, un hommage à Matisse. Le premier s'est livré à une éblouissante série de variations autour de la Fenêtre à Tahiti, ou de la Porte-fenêtre à Collioure. Le second a découvert Matisse à travers Hantail et son exploration est beaucoup plus discrète, mais tout aussi dévouée. Le fameux fauteuil recouvert, mais aussi la chaise réalisée pour la chapelle de Vence.

Musée Matisse, 164, avenue des Arènes-de-Clémence, 06000. Tél. : 93-81-08-08. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 13 mars.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet « Photo » : Michel Guerin.

## GALERIES

## GREGORY AMENOFF

à la Galerie Vidal-Saint-Phalle

Quoi que son nom semble annoncer, Gregory Amenoff est américain, né dans l'Illinois en 1948 et habitant New-York. Sa peinture n'appartient à aucun mouvement, ne se recommande d'aucun courant d'aujourd'hui, ne demande à aucun discours critique de la justifier. Elle se développe à sa guise, sans se soucier de prendre parti dans la pauvre querelle de l'abstraction et de la figuration. Huiles et pastels évoquent pour l'observateur des tentacules, des yeux, des flammes ou des vagues. Mais ces allusions incertaines ne font que confirmer ce que suggèrent les dissonances chromatiques, les lignes nouées et dénouées, l'invasion de la surface par la prolifération des formes courbes qui se superposent et s'entrelacent : une tension, un sentiment d'inquiétude, quelque chose comme une menace suspendue. Quelques souvenirs picturaux - de Grünewald à Redon en passant par Blake - et littéraires - de Poe à Lovecraft - flottent dans ce crépuscule péroratoire. Un renouveau instantané du symbolisme ? Pourquoi pas ? - Ph. D.

\* Galerie Vidal-Saint-Phalle, 10, rue du Trésor, Paris (4<sup>e</sup>). Tél. : 42-76-06-05. Jusqu'au 23 février.

## ANDRÉ BLOC

à la Galerie

Ceux qui se souviennent d'André Bloc, décédé accidentellement en 1966, évoquent le fondateur de la revue Art d'aujourd'hui, célèbre dans les années 50 pour sa défense sans compromis - et souvent sans nuances - de l'abstraction géométrique. D'autres penseront au sculpteur, travaillant dans la même veine, qui rêvait d'une synthèse des arts, et militait pour une fusion de l'architecture et de la sculpture. Tous s'attendent à voir une exposition de peintures et de sculptures d'une rigueur absolue. En bien non : adorant ce qu'il avait brûlé, Bloc se mit, au tournant des années 60, à produire des toiles très en matière, parfois « drippées », adhérentes à la surface sans réserve à cette abstraction lyrique qu'il avait inventée. Rares sont les expositions qui donnent ainsi érudite d'en savoir plus : on regrette d'autant plus l'absence de sculptures de cette période qui, passée la première surprise, les tableaux en question sont loin d'être sans intérêt. - Ha. B.

\* La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris (6<sup>e</sup>). Tél. : 43-54-85-85. Jusqu'au 29 janvier.

## CHARLES MATTON

à la Galerie Beaubourg

Charles Matton aime les hôtels de luxe et les stèles défilantes. Ses reconstructions de pièces, la plupart du temps anonymes, oscillent entre la scène de théâtre et la maison de poupée. Séparé du spectateur par une vitrine, ce ne sont que des pièces de théâtre, encombrées de valises provisoirement déposées là ; des ateliers d'artistes désordonnés ; des bains mal entretenus. La première fascination vient de l'échelle et de la précision hallucinante de ces univers miniatures. On se prend ensuite à désorienter sur les espaces déserts, dont les habitants peuvent revenir à tout moment. Puis, devant les représentations de bibliothèques, on passe à une dimension supérieure, cherchant, comme sur des rayonnages réels, des titres de livres familiers, tentant de connaître Matton à travers ses lectures : le réflexe est si naturel qu'il faut un certain temps pour remarquer les effets d'optique fascinants auxquels Matton se livre avec ses boîtes, comme ce miroir qui refuse obstinément de renvoyer le spectateur, invité à regarder l'espace sans jamais pouvoir y pénétrer. - Ha. B.

\* Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris (3<sup>e</sup>). Tél. : 42-71-20-50. Jusqu'au 25 février.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaur, gérant.

Président directeur général : Jacques Lescaur  
Directeur général : Michel Gros  
Membres du comité de direction : Jacques Quin, Isabelle Tardif  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Tél. : 44-42-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de l'Union Régionale Europe SA.

Imprimerie du Monde : 12, c. M. Camille, 94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Le Monde sur CDROM : (1) 43-57-66-11  
Microfilms : (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-16 - TAPAS LEMONDE  
36-17 LEMONDE ou 36-29-24-58  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels. Vous renseignez auprès du service abonnements. ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USP) est publié daily for 5 francs by « LE MONDE » 1, place Hubert-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY Box 1511, Champlain, N.Y. 12919 - 1511.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 2350 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 281 USA  
Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MQ : 01  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

**Centre Georges Pompidou**  
20 au 23 janvier 1994  
**Danse**  
Danse contemporaine suédoise  
**Compagnie Efva Lilja**  
Grande Salle - Réservation 44 78 13 15

**Votre Table ce Soir**

**Thoumieuca**  
SPECIALISTE DE CABBAGET  
et COMPTE DE CABBAGET  
Tous les jours jusqu'à midi.  
Desserts servis pendant les 12 h.  
Bouquet de 10 à 110 parts. Salades individuelles.  
78, rue St-Germain 75014. Tél. 47.25.48.75

**LE MONIAGE GUILLAUME**  
Cheminée - Gibiers F/D  
Poissons - Homard - Langoustes  
Spécialité de bouillabaisse  
Menu, carte : 180 F/240 F  
88, rue Tomba-Isaure, 14<sup>e</sup> - T. 43-22-86-15

**RELAIS BELLMAN** J. 22 h 30  
RAVIOLES de ROYANS  
FILET à l'ESTRAGON  
MENUS 160 F et 220 F  
37, rue François-1<sup>er</sup> - 9<sup>e</sup> - 47-23-54-42

**Le Monde**  
PUBLICITÉ GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-73-22

**Ecoutez voir**  
**Ilsen le constructeur**  
solness  
mise en scène Eloi Recoing  
du 7 au 30 janvier 94  
à Aubervilliers  
48 34 67 67

سكيا في الامم



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Follas et Canarios

Ensemble Hespérion XX  
Jordi Savall (violin de chambre), Andreu Lawrence King (harpe double), Rolf Lislevand (guitare baroque et théorbe), Sergi Casademunt, Eunice Brandao, Lluís Bonal (viola de chambre), Lorenz Duftschmid (violon).  
Le disque paraît opportunément, au moment où ces musiciens sont au cœur de l'actualité parissienne (notre supplément « Arts et spectacles » daté 13 janvier). La *Folia* est une danse agitée et rapide, née au Portugal. Le *canario* vient, comme son nom l'indique, des îles Canaries et balance très fort sur un rythme à quatre temps dont le quatrième est atténué, levé et crée une impression de déhanchement. Beaucoup d'autres formes populaires, *saltarellos* ou *fantasies*, se trouvent ici utilisées comme bases à des improvisations savantes, comme n'ont jamais cessé d'en produire les guitaristes, de siècle en siècle, dans la péninsule ibérique. Jordi Savall et son équipe de super-virtuoses prennent leur suite et brodent à leur façon – libre – sur des airs très anciens comme le magnifique *Si ay perdut mon saber* du troubadour Ponç d'Ortafa, ou l'éblouissant *Paradeas* de Lucas Luis de Ribadavaz, pour harpe. L'impression est d'être convié chez des amis, tous formidables improvisateurs, qui naviguent à vue dans leur répertoire de prédilection, pour l'orner des plus belles fleurs de leur rhétorique.

1 CD Astrée/Aurville E 8516. Sous le même label paraît l'album des « Vingt ans d'Hespérion XX », composé des meilleurs moments de la collaboration de cet ensemble avec Jordi Savall : une complé-

lation haut de gamme. 1 CD Astrée/Aurville E 8522.

#### Bartok

Les six quatuors à cordes  
New Budapest Quartet

Surprise d'entendre sous des archets hongrois, certes assortis du label « nouvelle vague », un Bartok sans violence et sans aspérités. Le Nouveau Quatuor de Budapest est nouveau comme sont « nouveaux » les Berg par rapport aux Vegh. Le son est absolument contrôlé, tout est lisse, tout glisse, comme digéré de toute éternité. Du coup, les vertus contestataires, et révolutionnaires, des derniers opus du compositeur sont un peu noyées dans la monotonie ambiante. Même la douleur contenue dans le sixième quatuor ne crie pas mais chante. C'est une façon de jouer, de penser Bartok. Ce n'est pas la plus excitante. Mais quel beau tapis sonore !

1 album de 2 CD Hyperion CD A66 58172.

#### Dutilleul

Ainsi la nuit, pour quatuor à cordes

#### Dusapin

Time Zones, pour quatuor à cordes et quatuor n° 3  
Quatuor Arditi

Trois jalons essentiels dans l'histoire récente du quatuor à cordes. Au milieu, plus expérimentaux, les vingt-quatre fuseaux horaires de Dusapin : pied de nez à la tradition, le Beethoven le plus extrême – parcellaire – doublé sur ses propres plates-bandes par un champion de l'organisation fragmentaire. A gauche (au début), le Dutilleul bartokien d'*Ainsi la nuit*, à la fois félin et incisif, nocturne, pactisant irrémédiablement avec les fugitives apparitions de l'ombre. A droite (à la fin) ce *Troisième quatuor* que le Musée du Louvre a commandé à Dusapin et qui signale dans l'évolution du jeune compositeur français un point d'orgue qui pourrait s'appeler maturité. Solidité de la forme, grâce schumannienne. Les disques Montaigne ont désormais pris leurs quartiers chez Aurville. La collection Arditi se poursuit : bon signe. Souhaitons que cette chance donnée par le disque aux expériences les plus avancées de la musique contemporaine ne vienne pas à se tarir. A l'étranger, la concurrence est forte.

1 CD Aurville/Montaigne MO 782016.

A. Ry.



Nina Simone.

### Rock

#### Momus

Timeford

Il y a quelques années, Nicholas Currie – dit Momus – découvrait la *dance music* et abandonnait sa guitare acoustique au profit des synthétiseurs. Mais cet Ecossais, fan de Jacques Brel et de Jean Genet, ne reniait pas pour autant son penchant pour l'intimisme et les mélodies délicates. Inspiré par la disco élégante des Pet Shop Boys, ce « tendre pervers » ne partage pas pourtant leur goût du clinquant. Les machines ne font pas d'ombre à sa voix, d'une distinction fragile. Il a su transposer

dans l'univers techno la subtilité de ses influences continentales ; son ironie est restée perceptible. On pouvait cependant reprocher une certaine inconstance à ses dernières productions, d'autant plus regrettable que quand il le veut – Momus se révèle un auteur-compositeur d'exception. Moins banal, *Timeford* est sans doute l'album le plus réussi de cette seconde carrière. Sa plume se fait plus fine encore quand elle évoque la mort (*Suicide Pact*), la maladie (*Enlightenment*) et les douleurs existentielles (*Platinum*). Ses murmures y distillent autant d'émotion que de cruauté.

1 CD Creation, distribué par Virgin, CRECD 151.

S. D.

### Jazz

#### Carla Bley

Big Band Theory

La machine est au point, l'amateur satisfait, la belle Carla Bley à hauteur de ses ambitions, le violoniste Balanescu, très pointu, l'équipe bien rodée, les postes importants parfaitement tenus (Lew Soloff, Gary Valente, Wolfgang Pusching, Andy Sheppard et, *just but not least*, le beau Steve Swallow). Bref tout est en place pour le quadrille. L'aventure de Carla Bley semble moins aventureuse qu'avant, mais quel diable nous pousse à aimer l'aventure à ce point ? Comme dit Philippe Méziat, en termes de physique, astro ou nucléaire, « on peut craindre que la présente théorie du « big band » fasse moins effet de bombe que le célèbre Atomic M. Basie ». Certes.

1 CD West 25/Polygram.

#### Dewey Redman

African Venus

Le père, Dewey Redman, joue « moins bien » que son fils, Joshua, qui ne joue pas encore « aussi bien que lui ». Ce « paradoxe de Redman » énoncé dans le *Monde* (dans le numéro daté 9-10 janvier) trouve ici sa vérification, augmentée de deux corollaires : enregistrés ensemble, les Redman restent chacun en dessous de soi : la relation père-fils, idéale pour jouer à la belote, planter des piments, rependire la charpente, se relayer au volant, n'est pas ce qu'il faut au jazz moderne. Et ce pour des raisons où l'Édipe et les jeux du Saint-Esprit sont mêlés intéressés. Premier avis.

1 CD Venus Records TKCV – 79013/OMD.

F. M.

### Musiques du monde

#### Nina Simone

A Single Woman

Que demandait-on à Nina Simone, sinon de chanter pour toujours *My Baby Just Cares For Me*, avec le même swing, la même voix confondue d'espoir et d'impossibilité à échapper au destin. Mais Nina Simone est une grande artiste qui n'a jamais fini de rebondir. Elle ne fut jamais la pianiste classique qu'elle voulait être, car elle était noire. Le jazz – « la musique classi-

que des Afro-Américains », dit-elle – la mit dans les chemins de la création, du succès, du militantisme (pour les droits civiques). Nina fut lâchée et lâcha tout le monde, entama un chemin de croix solitaire, dont cet album *A Single Woman* marque les limites, sinon l'aboutissement. En dix titres, Nina Simone reprend le fil conducteur de ses derniers récitals. Elle y fait swigner les standards (*The More I See You*) et ses compositions (*Marry Me*, qui clôt l'album dans la bonne humeur). Ailleurs, solitaire, nostalgique, Nina Simone porte le sentiment de l'absence, du manque (*The Folks Who Live On The Hill*, dédié à un ami, qui fut premier ministre de la Barbade ; *Papa, Can You Hear Me?*, appel poignant à son père mort). Au trio (basse, batterie, piano), elle ajoute alors de subtils arrangements de cordes. Il y a aussi beaucoup d'Europe dans ce très beau disque (Nina y vit depuis longtemps) : il n'y a pas d'amour heureux, que Brassens a chanté, repris ici dans une version presque « Gabriel Fauré » (l'accordéon en plus) et un incongru *Just Say I Love Him*, qui balance entre l'Italie et l'Amérique du Sud avec un arrangement à la guitare espagnole. Une chanson (une voix, un piano) qu'on réécoute plusieurs fois d'affilée sans s'en lasser.

1 CD Elektra 755981503 distribué par WEA.

#### Flora Morton, Eleanor Ellis

Gospel

Le Festival d'Avignon 1987 avait bâti son programme de musique traditionnelle autour de la culture des fleuves. Pour les États-Unis, les programmeurs avaient invité une formidable chanteuse de blues, Flora Morton, née en 1908 en Virginie, accompagnée à la guitare et à la slide guitar par Eleanor Ellis, l'amie, la confidente. Presque aveugle, elle interprète de grands classiques du genre, avec une discipline, une foi rares. Décédée en 1989 à l'âge de quatre-vingt-un ans, elle est toujours restée proche des racines du blues et du gospel. Le superflu n'est pas ici de mise, la voix se suffit à elle-même dans cet exercice spirituel de haut vol que viennent confirmer le son d'un hochet, le jeu minimum de guitare, subtil, attentif. Le concert avait été enregistré à Radio-France. Il est aujourd'hui réédité en comp-

1 CD Ocora C580053 distribué par Harmonia Mundi.

V. Mo.



Claude Semal.

Julos Beaucarne, Claude Semal, Michel Bühler

### Classicisme francophone

sauvages, voix d'abeille, roses d'automne, souvenirs ensoleillés (*Frères-Saint-Raphaël*) : Julos Beaucarne (fond paysan, désirs modernes) fait ce qu'il lui plaît. Il chante avec les violons, raconte des contes zen, c'est un esprit libre. « Un bref baiser, dit-il, vaut mieux qu'un poupartier ».

Beaucarne joue de la guitare et porte de gros pulis tricotés. Claude Semal, Belge lui aussi, porte le drame et la comédie dans ses maquillages, ses houpettes et ses colliers où les moules remplacent

les perles. Car la pochette de *A nos amours*, sorti en Belgique fin 1993, est une parodie de Tintin (avec un Milou d'opérette). L'unique morceau instrumental du disque, une fanfare en plein spleen, s'intitule *le Cimetière des Belges*. Dans les histoires de Semal, traînent des packs de Mæs Pils, des cocos ignorants, des baleines bleues, des grippes soignées à l'oscillocoquinum, des « abrutis de l'embrayage... », des cafés au lit. D'obscurs nuages sont promis pour l'an 2000. La voix joue dans les graves en vibrant légère-

ment, guitare, accordéon, bandon – s'amuse de ces tangos, twist, slow, où « la chemise trouée [est] toujours plus près du cœur ».

« Quand je serai mort comme un platane au bord d'un parking d'autoroute... je jouerai à la crapette avec Sarclo et Bühler », écrit Claude Semal. C'est un bel hommage à ses camarades francophones et suisses. Michel Bühler, chemise ouverte et cheveux courts, s'en prend plus directement au chômage, aux députés, à la bêtise, aux donneurs de leçons et à la foule mouton. *L'Autre Chemin*, le dernier album de cette voix déjà classique de la suisse romande (dont l'intégrale des disques est désormais disponible chez Baillemont, qui diffuse aussi celles de François Bérenger, Julos Beaucarne et Sarclo) est né sous le signe de la fidélité à soi-même. Les poings sont toujours prêts à se dresser, les patrons sont stressés et la Suisse a peur du dérangement (*Rap suisse*). La voix est droite, la guitare aussi. « Je suis celui qui vous accuse et se bat les larmes aux yeux ». Avec Bühler, la chanson ne désarme pas, même si elle a du mal à suivre son époque, la technologie qui la porte et le chaos qui l'environne.

#### VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ Julos Beaucarne. *Tours, temples & pagodes post-industriels*. Un CD Baillemont production CD 1000. L. H. France, 2, rue des Brasseries, B-1320 Tourinnes-la-Grosse, Belgique. Claude Semal. *A nos amours*, un CD Sowarex FC084. Michel Bühler. *L'Autre Chemin*. Un CD Evasion ECD922, distribué par Baillemont Productions.



Ecoutez voir

### THEATRE DE L'ATELIER

JEAN-PIERRE MARIELLE  
PATRICK CHESNAIS  
MARIE TRINTIGNANT

### LE RETOUR de HAROLD PINTER

Adaptation  
ERIC KAHANE

Mise en Scène  
BERNARD MURAT

Decor  
NICOLAS SIRE

avec  
FRANÇOIS BERLEAND  
GUILLAUME DEPARDEU  
et  
ROGER DUMAS

LOCATION 46.06.49.24

La France ne détient pas le privilège de la chanson francophone fabriquée « à l'ancienne ». En Belgique, en Suisse ou au Québec, les chanteurs sortent des albums sentimentaux, tendres ou vachards, écrivent des chansons qui disent le regard qu'ils portent sur le monde. Julos Beaucarne, Wallon né à Bruxelles il y a cinquante-sept ans, a commencé à chanter sur les places de Provence, car sa voiture était en panne et que l'argent de la réparation lui faisait défaut. Vingt-cinq albums et douze livres plus tard, Beaucarne, qui milite toujours pour la langue française, pour l'enracinement de la culture au pays (la Wallonie, souvent un peu oubliée dans ces histoires de francophonie), fut appelé par la reine Fabiola pour chanter aux obsèques de son époux Baudouin. « Si le roi est humaniste, je suis humaniste », expliqua-t-il.

Puis il eut envie de construire des pagodes. Il en fabriqua neuf l'an passé, avec des matériaux de récupération, alignés à Ronquières (Belgique), pour « toucher le ciel... semer des repères géants, et ce faisant [signer] éperdument le paysage post-industriel ». Le chanteur, pendant ce temps, se payait le dangereux plaisir d'un tour de planète en un album de Petit Poucet. *Tours, temples & pagodes post-industriels* : du Tibet envahi par la Chine (*Le Retour du dalaï-lama*) à la cruauté absolue d'une guerre européenne (*Bosnie-Herzégovine*) et à l'effondrement catastrophique d'un système de pensée (*Le Mur de Berlin*). Mais quelle tendresse, quelle poésie dans ces tranches de vie légèrement dévoilées par le chanteur à la voix fine, à peine posée ! Fraises

## PHOTO

JOHN

HILLIARD

A

CALAIS

TOUTES proportions gardées, le spectateur ressent, face à une photo de John Hilliard, le même trouble que devant les *Ménines* de Vélasquez – ce tableau du Prado où le maître espagnol brouille les cartes entre le peintre, le sujet représenté, la toile et le spectateur. Comme s'il voulait rompre la surface picturale, lui donner une autre dimension, une profondeur, un « au-delà ». Et transformer le voyeur en acteur du tableau.

Il y a tout cela chez John Hilliard, figure majeure de la photographie contemporaine. Calais présente le travail récent de cet Anglais de quarante-neuf ans, et l'on sent un tournant par rapport à son exposition, en 1992, à la galerie Durand-Dessert à Paris. Hilliard cherche depuis vingt ans à briser le miroir – comme les cubistes en leur temps. Il a trouvé dans la photographie des possibilités techniques, un champ de manipulations (tout en restant dans l'enregistrement de la réalité) et une magie du résultat qui lui permettent de « casser » la simple surface sensible de l'image pour lui donner une épaisseur et une profondeur. Il y parvient en concoctant des images – où rien n'est laissé au hasard – chez lui, dans son presbytère londonien et son jardin.

Au début, Hilliard juxtaposait deux ou trois prises de vues d'une même scène. La technique photographique était mise en avant de façon didactique : négatif/positif, net/flou, proche/lointain, noir/blanc, lumière/ombre. A Calais, Hilliard a abandonné les diptyques ou triptyques. Il ne juxtapose plus, mais superpose dans une même image deux ou trois scènes différentes : premier plan, plan intermédiaire, arrière-plan. Les trois plans s'entrechoquent mais la lecture est globale : le résultat est étourdissant, mystérieux.

Le Hilliard brillant, formaliste, qui mettait en avant sa réflexion sur la technique, était, disons-le, passablement ennuyeux. Avec ces superpositions d'images, sa rigueur formelle est toujours présente, mais elle suggère de véritables narrations, des « cadavres exquis » dont l'auteur détiendrait seul la clé. Ses énigmes ont des alliés de poids : miroirs, vitres, fenêtres ou écus ; jeux de lumières et de torches ; rendu bleu de la pellicule. A donner le tournis.

Hilliard invente un espace à trois dimensions à l'intérieur duquel le spectateur est invité à plonger. Piongeons. Dans une chasse entre le chat, l'oiseau et le papillon ; au milieu de personnages « emprisonnés »

## ÉNIGMES SUPERPOSÉES

En superposant trois prises de vue dans la même image, John Hilliard poursuit sa quête de l'« au-delà » dans l'œuvre d'art. Ses narrations complexes sont également autant d'énigmes, voisines du cinéma policier, et forment un climat ambigu, proche du fantastique.



« Stolen Glances », 1993.

au cœur d'une « party » décontractée. Ailleurs, un croisillon blanc-brillant de fenêtre barre les lumières d'un sapin de Noël et une croix qui flambe. Un même personnage – un homme ? Une femme ? – entre et sort dans les bords extérieurs de l'image, laissant au centre du cadre une matière floue et glauque. Et ainsi de suite.

Dans ses *Notes sur des photographies*, Hilliard a expliqué la tension qu'il met dans l'image entre la forme (superposition d'images) et le fond (la narration) : « Ces méthodes ne sont pas une fin en soi ; elles cherchent à offrir un espace dialectique organisé, une arène dans laquelle d'innocents éléments de l'image sont poliment conviés pour être entraînés à leur insu dans une conversation que le spectateur doit s'efforcer de déchiffrer, en lisant entre les lignes, ou comme un détective à l'oreille indiscret. »

Il y a en effet du Hitchcock dans ces grands tableaux cinématographiques, « un goût pour le climat de films policiers », dit Marie-Thérèse Champesne, responsable de l'exposition. Chaque scène suggère bien plus que ce qui est montré. Que signifie cet intérieur mis à sac où le combiné du téléphone n'est même pas raccroché ? Que cache ce regard étrange d'une blonde (aguchante ? dépitée ?). On regarde chaque image d'Hilliard comme la fameuse photo de *Blow Up*, le film d'Antonioni. Va-t-on, dans un coin de l'agrandissement Cibachrome, découvrir l'indice du crime ? Ici, l'ombre du photographe semble apparaître, ailleurs l'ombre portée de la caméra.

Les titres génériques donnent le ton : « Faux », « Sécurité », « Division », « Contrôle », « Circuit fermé ». On y retrouve cette tension entre le fond et la forme jusque dans le thème – constant – du « double » : ambivalence sexuelle, le voyeurisme et le regard innocent, la naïveté et le crime, la liberté et l'emprisonnement (images de téles de surveillance), le régulier et le clandestin. Des rencontres incertaines et ambiguës, « des regards de contrôle plus que de désir », dit Marie-Thérèse Champesne. Et, chaque fois, cette lumière qui envahit tout, l'illusion de comprendre le sens de l'énigme. Un univers fantastique dont nous n'aurons jamais la clé.

MICHEL GUERRIN

Le Channel, Galerie de l'Ancienne Poste, 13, boulevard Gambetta, 62102 Calais. Tél. : 21-46-77-10. Jusqu'au 13 mars. Catalogue, 74 pages, 100 francs.

## MUSIQUE

« LES SOLDATS » DE BERND ALOÏS ZIMMERMANN A LA BASTILLE

« C'ÉTAIT dans l'air du temps des années 60, dit Richard Bernas. Pierre Boulez l'avait déclaré publiquement : il faut brûler l'Opéra. Zimmermann, avec *Les Soldats*, a décidé d'explorer toutes les possibilités de le faire exploser. C'est ainsi que la première question que l'on se pose lorsque l'on décide de monter cet ouvrage est simplement celle-ci : l'établissement où l'on se trouve dispose-t-il vraiment des moyens techniques nécessaires pour satisfaire toutes les exigences de la partition ?

Il y a, classiquement, un grand orchestre dans la fosse. Mais il y a aussi, à l'acte deux, une formation de jazz sur scène. Il y a enfin six percussionnistes invisibles, cachés par le décor, qui nécessitent un second chef. A Paris, c'est moi qui les dirigerai. Les percussionnistes – l'équipe de Sylvio Gualda – ne seront pas placés dans les coulisses comme cela se passe généralement, mais seront installés dans une salle de répétition, sonorisés et repris par la cabine technique de façon à intervenir en parfaite synchronisation avec l'ensemble. Il y a sous la fosse de la Bastille une seconde fosse, qui sera occupée également. L'orchestre ne sera pas sonorisé, à part le clavier. Cela demande des mises au point excessivement périlleuses.

Tout cela constitue au bout du compte un effectif instrumental énorme. Mais l'écriture musicale ne joue qu'exceptionnellement la carte de la mesure pour, le plus souvent, jouer sur la multiplicité. Il y a huit contrebasses, dix violoncelles, mais chacun joue sa partie auto-

## IMPLOSION DU VIEIL OPÉRA

En 1965 était créé à Cologne un ouvrage qui dépassait par l'ampleur des moyens mis en œuvre et celle des effectifs employés tout ce que l'art lyrique avait auparavant suscité. Cinéma, bande magnétique, étaient mis au service d'une action elliptique, parfois contractée en tableaux simultanés. Les *Soldats* de Bernd Alois Zimmermann, qui entrent aujourd'hui à la Bastille dans une production créée il y a six ans à Stuttgart, constituent le prolongement moderne des audaces de l'œuvre homonyme de Jacob Lenz, dont est tiré le livret. Dans son texte déjà, l'écrivain romantique allemand faisait éclater les lois du récit, dans l'espace et dans le temps. Pour mener à bien son entreprise d'amplification moderniste, Zimmermann distribue les musiciens en trois groupes distincts, ce qui nécessite l'intervention de deux chefs. Américain fixé en Angleterre, très actif de l'autre côté du Channel, Richard Bernas sera à Paris la seconde baguette, la fosse étant confiée à la direction d'un vétéran, Bernhard Kontarsky. Comment un jeune chef de l'ère postmoderne apprécie-t-il la modernité d'une telle partition, sa force de corrosion ?

nome, ce qui crée toute une échelle de détails plutôt qu'un effet de masse. *Les Soldats* sont en fait une œuvre d'intimité, coupée de quelques moments grandioses. Comme *Aïda*.

L'œuvre est tout de même simultanée (plusieurs scènes se déroulent en même temps sur le plateau) et multimédia puisqu'elle fait intervenir le cinéma muet. Zimmermann s'était-il forgé une théorie de la complexité ?

Ses réflexions théoriques concernaient plutôt la non-linéarité du temps. Il les a concrétisées par l'utilisation du collage et de la citation, qui faisaient que toutes les périodes de l'histoire de la musique pouvaient cohabiter. Le procédé n'apparaît qu'à peine dans *Les Soldats* : dans la scène de la taverne où l'on entend à la fois du Bach et un jazz-band. Mais l'extraordinaire *Musique pour les soupers du roi Ubu*, que j'ai dirigée, n'est plus qu'un assemblage de citations, qui ne contient pas une note de Zimmermann, et qu'il a pourtant légitimement signée : c'est une musique originale.

Postmoderne, en quelque sorte ?

Le procédé n'a été repris à ma connaissance que par Berio dans le schizzo de sa *Sinfonia* et dans de petites pièces de Lucas Foss, dans un esprit différent. Mais c'est vrai que le passage par la postmodernité nous a habitués à ce genre de choses. Trente ans après, nous sommes peut-être blindés contre le choc qu'a dû constituer l'œuvre de Zimmermann à son époque.

Où alors situer sa modernité ?

Qu'est-ce que la modernité ? Si la modernité réside dans la certitude illusoire que l'avenir représente forcément un progrès par rapport au passé, cette modernité me paraît avoir trouvé son expression la plus marquante dans l'œuvre d'un Xénakis. La modernité de Zimmermann se trouve ailleurs, dans la notion d'approfondissement. Avec *Les Soldats* il procède à l'approfondissement des vertus traditionnelles allemandes. Il choisit son livret chez un écrivain du dix-huitième siècle. Et il entreprend d'en démultiplier les ressources. Ainsi, il se situe dans la tradition expérimentale qui était déjà celle de Lenz et qui est typique de la culture allemande. Il y a dans la partition des *Soldats* des paris sur l'avenir, des choses qui n'auraient pu être parfaitement réalisées qu'avec une technologie plus avancée. Il y a cela aussi dans *Mantra* de Stockhausen. Ce sens de l'utopie est moderne.

Il y a enfin ce jeu avec les échelles du temps, cette concrétion des événements, dont les effets, à la représentation, sont proches de l'hallucination. La morale de l'histoire est simple : les hommes sont avilis par l'ennui, la guerre est un enfer. Mais il y a cette façon philosophique de bousculer les durées et de casser la machine-opéra. Cela peut être authentiquement terrifiant.

Comment expliquer cette esthétique de l'excess, de l'accumulation ?

Pourquoi, en effet, forcément plus, forcément trop ? Je n'ai pas la réponse, je continue à me poser la question.

Je crois que Zimmermann s'est demandé s'il existait une voie pour l'opéra après *Wozzeck* de Berg (1). Avec *Les Soldats*, il apporte une réponse affirmative. Mais une réponse par la multiplication. Dans chaque scène, il y a des toccatas. Dans la toccata qui se passe au café avec tous les soldats, les acteurs sont en fait des percussionnistes qui tapent sur la table et sur leurs vertes des rythmes complexes. Le jazz-band fait entendre une musique de danse, Zimmermann a noté tous les déplacements de ces danses. L'orchestre intervient fugitivement, dans des intermèdes très rapides. Cinq ténors chantent leur partie, qui monte jusqu'au do, au do dièse et au ré. Il s'agit évidemment d'une réponse amplifiée à la scène de la taverne du *Wozzeck* de Berg, moment où les chanteurs affrontent les plus grandes difficultés techniques, et où Andreas chante une chanson qui se termine sur un do aigu de poitrine : il faut s'appeler Fritz Wunderlich pour y arriver.

Les chanteurs réunis à la Bastille y arrivent-ils ?

Les registres sont très étirés, les interprètes doivent passer sans transition du parlé au chanté. Mais quand on dispose de bons musiciens, armés d'une bonne technique, il n'y a aucune difficulté. La Bastille a fait venir des vétérans du répertoire wagnérien, le ténor qui chante le rôle du séducteur Desportes chante aussi Parsifal et Siegfried : pourquoi pas, si on en a les moyens ? Je n'ai jamais pensé que la musique de ce siècle devait être la chasse gardée de chanteurs spécialistes.

Les musiciens de l'orchestre n'ont pas trop de difficultés ?

Quand ils cessent de papoter, quand ils acceptent de jouer, ils sont formidables. Dès la première répétition, le pupitre des violons a joué juste des parties à six ou huit voix divisées. La trompette solo doit d'embée se lancer dans des aigus à la Dizzy Gillespie : elle y est parvenue du premier coup. C'est fou, le progrès accompli par cet orchestre depuis qu'il a quitté Garnier.

Propos recueillis par ANNE REY

(1) Entre *Les Soldats* et *Wozzeck* la filiation est étroite. L'œuvre de Zimmermann adapte la pièce de Lenz. Büchner, auteur du *Wozzeck* dont est sorti *Wozzeck*, l'opéra de Berg, s'est intéressé à la biographie de son aîné et lui a consacré une longue nouvelle intitulée *Lenz*. Lenz a sombré dans la folie. Büchner est mort à 24 ans. Zimmermann s'est suicidé en 1970 à l'âge de 52 ans.

A lire : *Les Soldats*, de Zimmermann, n° 156 de l'*Avant-scène opéra*, 120 F.

A écouter : l'enregistrement de l'ouvrage, dirigé par Bernhard Kontarsky, avec Mark Munkittrick (Wesener), Nancy Shade (Marie), Michael Ebbecke (Stolz), William Cochran (Desportes), paru en 1991 chez l'edec, un album de 2 CD 9031 72775-2.

Les représentations ont lieu les 22, 24, 27, 29 et 31 janvier et le 2 février, Opéra Bastille, 19 h 30. Tél. : 44-73-13-00. De 60 à 570 F.

Ecoutez voir

**LES REVENANTS**

Henrik IBSEN

Mise en scène

Geneviève ROSSET

jusqu'au 7 février

**L'ATALANTE**

10, pl. Charles Dullin 46 06 11 90

Production

Théâtre de Saône et Loire / Théâtre de l'Orlé d'Or

صحنه الامم